L'ANGLETERRE

ET

LA VIE ANGLAISE

XXVIII.

LA VIE RELIGIEUSE DANS LES VILLES.

LA CITÉ ÉPISCOPALE, LA CONVOCATION ET LES SECTES DISSIDENTES.

Qui se douterait à première vue que les Anglais aient un culte? Chez eux, les rues et les places publiques sont libres de toute profession de foi: le prêtre s'y cache sous le citoyen; on ne rencontre en plein air ni pieuses images, ni processions, ni vêtemens sacerdotaux. Il n'y a guère que la stricte observation du dimanche qui indique extérieurement un état chrétien, et encore le sentiment religieux se réfugie-t-il ce jour-là même dans les maisons et les églises. La force de cette institution du sabbat n'est point dans la loi, elle est dans l'opinion publique et dans les mœurs. La loi est tolérante; les usages qui veillent ici sur les croyances ne le sont pas toujours. En principe, chacun est maître chez soi, mais presque toute maison a des voisins que scandaliserait le dimanche le son d'une musique profane. Dans les parcs et les promenades publiques, les enfans eux-mêmes évitent de courir et de se livrer entre eux à des exercices bruyans ou à des rires immodérés. On voit d'ici quelle limite rencontrerait dans les convenances toute manière d'agir qui voudrait braver sur ce point les pratiques nationales. Le dimanche

est d'ailleurs le seul jour de repos exigé par la loi; les Anglais célèbrent pourtant quelques autres solennités, le vendredi saint et la Noël par exemple, mais le caractère en est très différent. Le vendredi saint est pour les classes ouvrières un jour d'excursions et de réjouissances; il n'entre point dans le caractère de l'Anglo-Saxon de s'associer dans aucun cas au deuil d'une piété larmoyante. Quant à la Noël, c'est surtout chez nos voisins une fête de famille.

La religion s'appuie dans la Grande-Bretagne sur le consentement universel, et, quoiqu'elle apparaisse assez peu dans les formes, elle a solidement frappé de son cachet les idées, la littérature et la manière d'être des Anglais. Il existe d'ailleurs au sein même de la nation une église fortement constituée dont le mécanisme s'est calqué sur le moule des institutions civiles. La reine est le chef de l'église et de l'état, mais c'est surtout en matière de foi qu'elle règne et ne gouverne pas. Le pouvoir exécutif est représenté dans l'ordre spirituel par les primats, les évêques et les chapitres; le pouvoir législatif au contraire réside dans des assemblées ecclésiastiques. Le clergé des campagnes (1) se relie à celui des villes ainsi qu'à l'autorité supérieure par divers officiers intermédiaires, et notamment dans certains diocèses par le doyen rural, *rural dean*. C'est cette organisation que je voudrais indiquer en transportant le lecteur sur le théâtre même des faits. En dehors de l'église établie se sont aussi formés divers groupes qui se réservent le droit d'adorer Dieu à leur manière et qu'on désigne sous le nom général de dissidens ou de non-conformistes. Il en est parmi ces derniers qui rejettent toute espèce de rites et de cérémonies : à leurs yeux, s'agenouiller, c'est s'accroupir. Sous ce dédain de certaines pratiques se cache pourtant tout un ordre de dogmes et de devoirs auquel les sectes adhèrent avec une froide opiniâtreté. Cette vie religieuse est répandue sur toute l'Angleterre; mais c'est dans les villes et surtout dans les cités où s'élève une cathédrale que l'on peut le mieux se faire une idée de l'ensemble et des détails du système.

I.

L'archevêque de Canterbury sert de lien entre le clergé anglican et la reine; il est donc tout naturel qu'il demeure à Londres, le siége du gouvernement, au lieu de résider dans son diocèse. Un palais (*Lambeth palace*), qui s'élève sur les bords de la Tamise, est depuis Richard I[er] l'apanage des primats de toute l'Angleterre. Lambeth constituait autrefois un village de la banlieue qui a fini par se per-

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

dre dans les accroissemens successifs de Londres et par devenir un quartier de la métropole. La meilleure route pour y arriver est le chemin d'eau. Des bateaux à vapeur partant de London-Bridge y conduisent toute la journée de noires fourmilières de passagers, non sans relâcher à chaque station, où des jetées flottantes, maintenues par des chaînes, s'élèvent et s'abaissent avec le mouvement périodique du flux et du reflux. Remontant le cours du fleuve, on laisse sur la droite la cathédrale de Saint-Paul, Somerset-House, la chambre des communes, toute hérissée d'aiguilles de pierre, l'abbaye de Westminster, et sur la rive opposée ne tarde point à se montrer un sombre édifice ayant à la fois un caractère ecclésiastique et baronial. Les profils de très vieux bâtimens éparpillés au milieu des verts feuillages, mais reliés par un mur d'enceinte qui suit le cours de l'eau, tel est à peu près tout ce qu'on distingue de loin à première vue. Cependant le *steamer* s'arrête, et après avoir touché terre on arrive, en remontant la berge, sur une petite place à gauche de laquelle se dresse la grande porte fortifiée du palais, *great gate*, une morne façade de brique rouge flanquée de deux hautes tours carrées et crénelées, qui s'avancent fièrement en dehors du mur plein et se montrent percées aux cinq étages d'une étroite fenêtre grillée de barreaux de fer. Cette *great gate* a été rebâtie en 1490 par le cardinal Morton, et succède à une autre encore plus farouche dont il a été dit « qu'elle était faite pour accueillir les amis et pour repousser les ennemis. » Telle qu'elle existe maintenant, elle me semblait déjà bien assez menaçante dans sa rude beauté féodale, et j'hésitai un instant à soulever le marteau d'une petite porte neuve et très basse découpée en ogive dans la profondeur de la muraille centrale, qui fait retraite entre les deux tours. Un portier vint m'ouvrir : l'informant du but de ma visite, je lui montrai une lettre qui m'avait été adressée de la part de l'archevêque et qui m'autorisait à visiter l'intérieur du palais. Tandis qu'il lisait et relisait en conscience les termes de cette missive, j'eus le temps de reconnaître autour de moi la figure des lieux. J'étais sous une voûte massive soutenue par quatre robustes piliers plantés aux quatre coins, et du chapiteau desquels se détachent de fines nervures de pierre qui viennent s'entre-croiser à arêtes vives vers le milieu du plafond. A droite s'ouvre la loge du portier, tandis que le vaste écartement de l'arche entre les deux tours laisse apercevoir une première cour extérieure (*outer court*), connue aussi sous le nom de promenade de l'évêque (*Bishop's walk*). C'est en effet une sorte de jardin côtoyé à gauche par un mur recouvert de lierre et bordé à droite dans toute sa longueur par la bibliothèque, autrefois la salle des banquets. Dans tous les détails de ce dernier bâtiment, il

est aisé de reconnaître le mauvais style d'architecture qui florissait en Angleterre du temps de Charles II. Appuyé à l'extérieur sur des arcs-boutans ou des contre-forts à coins de pierre blanche, il détache mollement dans le ciel un toit décoré ou plutôt chargé de grosses boules qui surmontent la frise, et que couronne au centre une lanterne d'un goût maniéré. La promenade se trouve bornée au fond par une vieille tour (*Water tower*), la tour de l'Eau, revêtue de pierres rongées par le temps, et à laquelle se rattache plus loin la sinistre tour des Lollards (*Lollards' tower*). Comme le portier était enfin éclairé sur le contenu de la lettre, il m'avertit qu'il allait sonner la femme de charge, et que je pouvais m'avancer, par un chemin qu'il me désigna, vers les appartemens de l'archevêque, situés dans la seconde cour, *inner court*.

On pénètre dans cette cour intérieure par une autre voûte attenant à la salle des manuscrits, et l'on se trouve alors dans un grand espace découvert, au milieu duquel s'étend un tapis de verdure surmonté d'une croix ornée qui soutient des becs de gaz. En face se développe un mur très haut masquant les écuries et à demi caché lui-même par de beaux arbres, tandis que sur la gauche se présentent de vieux bâtimens auxquels se rattachent avec une certaine harmonie les constructions modernes. Il eût été difficile de se décider pour une époque, tant les anciens restes de l'édifice appartiennent à différentes périodes de l'art. Aussi l'architecte a-t-il adopté un style mixte qui relie adroitement entre elles des parties fort discordantes.

Le signal du portier avait été compris, et une femme en noir m'attendait sur le seuil du vestibule, *entrance hall*. L'archevêque était absent, et l'on comprend sans peine qu'il aime à fuir la mélancolique solennité de cette résidence officielle. Je parcourus un grand nombre d'appartemens meublés d'une manière simple et sévère comme il convient à la dignité d'un palais ecclésiastique. Les murs se montrent décorés çà et là de beaux tableaux, parmi lesquels je remarquai surtout un portrait de l'archevêque Warham par Holbein, ainsi que celui de Luther serrant la main de sa femme. Les parties les plus intéressantes de l'édifice sont la chapelle, la grande salle et la salle des gardes.

La chapelle est très ancienne, construite dans le style primitif du gothique anglais (*early english*) et pourrait bien remonter au belliqueux fondateur du palais de Lambeth (1). Dans cette même cha-

(1) On peut lire dans Mathieu Paris le récit d'une querelle à main armée entre Boniface, archevêque de Canterbury, et le prieur de Saint-Barthélemy, dans Smithfield. Ce fut pourtant cette scène scandaleuse qui donna lieu à l'érection du manoir ecclésiastique de Lambeth vers le milieu du XIIIe siècle.

pelle, celui qu'on a surnommé plus tard le précurseur de la réformation, Wicleff, comparut devant un conseil de délégués du pape réunis pour juger ses doctrines. L'affaire prenait une mauvaise tournure, lorsque le peuple osa forcer l'entrée du lieu saint, et quelques citoyens de Londres prirent même la parole en faveur de l'accusé. Devant cette agitation des esprits, les fiers prélats « tremblèrent, dit un historien catholique, comme un roseau secoué par le vent; leurs discours, jusque-là menaçans et sévères, devinrent aussi doux que le miel (1). » Ils défendirent seulement à Wicleff de répéter dans les écoles ou dans la chaire ses propositions hérétiques. Quelqu'un devait les répéter deux siècles plus tard avec encore plus de force, et les échos de cette chapelle, après avoir frémi de telles nouveautés, ont fini par s'y soumettre. La grande salle (*great hall*), rebâtie en 1570 et convertie aujourd'hui en une bibliothèque, déploie en face de la porte d'entrée une splendide fenêtre dont les vitraux peints, tels que le portrait de l'archevêque Chicheley, les armoiries de Juxon et celles de Philippe d'Espagne, époux de Marie Tudor, ont été recueillis dans les restes de l'ancien palais. Qui ne serait aussi frappé de la richesse des boiseries? La voûte s'élance soutenue par des arcades demi-circulaires en bois de chêne ou de châtaignier, entre lesquelles se découpent avec élégance des pendentifs hardiment fouillés par le ciseau. C'est dans cette grande salle que les primats de toute l'Angleterre traitaient autrefois leurs convives, les pairs du royaume et les hauts dignitaires de l'église. Les annales du temps ont même perpétué le souvenir de la magnificence de ces festins. La salle des gardes (*guard room*) est précédée d'une galerie éclairée par quatre lanternes ou châssis vitrés qui versent le jour du plafond. Sur les murs se développe la série de portraits des anciens archevêques. Toute l'histoire religieuse de l'Angleterre est là. Dans ces froides et silencieuses figures revivent les principaux événemens qui ont agité pendant des siècles la conscience d'un peuple. Quel imposant concile des morts! Au milieu de cette succession des temps, le regard cherche surtout l'époque de la réformation, le *point de la rupture*, comme dit Bossuet. Voici d'abord Cranmer, le noble martyr qui fut brûlé à Oxford. Entre lui et l'archevêque protestant Parker se place, comme une tache de sang, le cardinal Pole évoquant le terrible souvenir de Marie Tudor. Les calamités se précipitent; on arrive au portrait de Laud, peint par Van Dyck; cet archevêque, on le sait, monta sur l'échafaud, où devait bientôt le suivre Charles Ier. Avec Juxon ap-

(1) Cet historien est Walsingham, auteur de *Historia Angliæ*. Suivant lui, cette indulgence inspirée par la peur porta un grand préjudice à la dignité des légats ainsi qu'à celle de toute l'église.

paraît l'ère violente de la restauration : le glaive se retourne contre les puritains. Peu à peu l'orage s'apaise, et la série des archevêques protestans, désormais calmes dans la victoire, se continue jusque sur les murs de la salle des gardes, aujourd'hui la salle à manger pour les grands dîners d'état, *state dining room*. Cette succession ininterrompue des anciens et des nouveaux primats explique d'ailleurs bien l'idée de l'église anglicane : pour elle, la réformation n'est ni une lacune ni une scission, c'est un développement.

Le palais de Lambeth a été surnommé le Vatican britannique. Et en effet que de souvenirs se pressent sous ces voûtes sévères, hantées par tous les spectres de l'histoire! Marie Tudor, Élisabeth, presque tous les rois et toutes les reines de l'Angleterre y sont venus consulter les archevêques de Canterbury sur les affaires de l'église et de l'état. Pierre le Grand y a passé. Latimer, Thomas Morus, l'évêque catholique Fisher, y ont été successivement détenus pour leurs opinions religieuses. Ce palais était en même temps une prison. Les anciens archevêques cumulaient les fonctions de primat et d'inquisiteur de la foi. La triste gloire d'avoir commencé les persécutions appartient, dit-on, à l'archevêque Arundel, qui fit dégrader et brûler à Smithfield, en 1401, un prêtre nommé William Sawtre. Chicheley, qui lui succéda, ne voulut point rester en arrière : il ordonna de bâtir la tour des Lollards (1). C'est cette partie du château qu'il me restait à visiter. On y pénètre par la tour de l'Eau (*Water tower*), à la base de laquelle s'ouvre une chambre voûtée qu'on appelle la salle du Pilier (*Post room*). Au centre se trouve en effet un pilier en bois qui, droit comme un arbre, sert en partie à supporter la masse de la tour. La tradition veut qu'à ce poteau on ait jadis attaché les hérétiques pour leur administrer la peine du fouet. Cette salle communique par un bout avec la chapelle où les lollards repentans pouvaient faire leur abjuration, et de l'autre avec la tour, dont je montai, non sans quelque émotion pénible, les rudes degrés de pierre. Tout y est resté intact, la chambre du geôlier, les cellules, le donjon, la plate-forme et la niche ornée de sculptures gothiques dans laquelle figurait à l'extérieur la statue de Thomas Becket. Montez toujours, et vous

(1) Le nom de cette secte, qui avait pris naissance en Allemagne au commencement du XIVe siècle, a fort exercé la science des étymologistes. Les uns le font dériver du mot allemand *lullen, lillen* ou *lallen*, qui veut dire *chanter*, d'autres du mot latin *lolium* (ivraie), par allusion à la parabole de l'Évangile, d'autres enfin de Walter Lollard ou Lolhard, un des chefs de la secte. Ce qui est certain, c'est que l'épithète de *lollard* servit plus tard à désigner tous les hérétiques. Elle fut appliquée dans ce dernier sens en Angleterre aux disciples de Wicleff.

arriverez au dernier étage de la tour par un escalier en forme de vis sur lequel s'ouvre une lourde porte revêtue de têtes de clous et rapiécée de morceaux de chêne. Cette porte tourne en grondant sur ses gonds rouillés, et l'on se trouve dans un étroit cachot mesurant 4 mètres de long sur 3 mètres 50 cent. de large. La chambre est aujourd'hui éclairée par deux petites fenêtres ; mais autrefois, si j'en crois mon cicerone, elle n'était percée que d'une étroite lucarne en forme de meurtrière, et nageait par conséquent dans l'obscurité. Les murs et les dalles sont revêtus de grosses planches mal rabotées, dans lesquelles se montrent, fixés et rivés de distance en distance, des anneaux de fer auxquels on voyait encore pendre, il y a une quarantaine d'années, des débris de chaînes. A chacun de ces anneaux (j'en ai compté sept) était attaché un prisonnier que tout conviait du dehors aux charmes de la vie et de la nature. Il y avait en effet jusque dans la position élevée de ce cachot un raffinement de cruauté : les captifs entendaient le long de la Tamise le bruit de l'eau soulevée par la rame, le chant des oiseaux, le frôlement des feuilles, car les têtes des grands arbres venaient s'entre-choquer contre les flancs de la tour. Un manteau de cheminée paraît s'ouvrir à droite de la cellule, mais cette cheminée elle-même est un mensonge : il n'y a point de conduit pour la fumée, qui se rabattait dans la chambre et suffoquait les victimes. C'était sans doute la manière d'en finir avec les hérétiques intraitables. Dans le plancher se voit encore une trappe qu'on soulève au moyen d'un anneau de fer, et qui communiquait par un trou ténébreux avec la rivière : c'est là qu'on jetait les cadavres. Le revêtement de bois qui masque les murs du cachot est couvert de caractères presque illisibles gravés avec un clou ou avec la pointe d'un couteau. On dirait des hiéroglyphes écrits par la main des morts sur les parois de leur sépulcre. Et pourtant cette chambre avec toutes ses horreurs n'avait point imposé silence à la pensée humaine. Les prisons ne suffisaient plus, et à l'entrée du palais de Lambeth il fallut établir, près de la loge où habite maintenant le portier, un cachot d'attente pour recevoir les lollards quand la place manquait à la tour. La tradition affirme qu'un certain Grafton, dont le nom est inscrit par lui-même sur le mur, a péri dans cette salle. De tels lieux n'inspirent-ils point des réflexions tristes, mais salutaires? Avec le temps, le cachot a vaincu le palais de Lambeth. De la nuit des oubliettes est sortie la liberté de penser, qu'on voulait proscrire. Les ombres de ceux qu'on jetait au courant du fleuve règnent aujourd'hui dans ces galeries solitaires sous l'autorité d'un archevêque protestant.

Sans parler de la reine, chef laïque du pouvoir spirituel, l'église

nationale reconnaît deux primats, l'archevêque de Canterbury et l'archevêque d'York; mais le premier est métropolitain et primat de *toute* l'Angleterre, tandis que le second n'est que primat de l'Angleterre : distinction subtile, si l'on veut, mais qui n'en exprime pas moins l'ordre de dignité. L'évêque de Canterbury a l'honneur de couronner la reine lors de son avénement au trône, tandis que l'archevêque d'York couronne seulement le mari de la reine. Dans les cérémonies publiques, les deux primats ont le pas sur tous les pairs temporels du royaume à l'exception de ceux qui appartiennent au sang royal, et entre les deux prélats se place le lord chancelier d'Angleterre. L'archevêque de Canterbury étant bien le chef reconnu de l'église, c'est à lui que s'adressent les ministres du gouvernement pour le consulter dans toutes les affaires qui regardent la religion. A la chambre des lords, ses opinions, quand elles ne se trouvent point contredites séance tenante par les autres pairs ecclésiastiques, sont censées représenter l'avis du banc des évêques. L'Angleterre étant divisée, au point de vue clérical, en deux grandes provinces, la province de Canterbury et celle d'York, qui se subdivisent d'un autre côté en diocèses, les deux archevêques exercent une véritable juridiction sur leurs évêques suffragans. Entre les uns et les autres, il existe d'ailleurs plus d'une distinction honorifique. L'archevêque en style officiel exerce ses fonctions « par la divine Providence, » tandis que les évêques siégent seulement « par la permission divine. » A son avénement dans le diocèse, l'évêque n'est qu'installé, l'archevêque au contraire est placé sur le trône (*enthroned*). Ces signes extérieurs ne font après tout que consacrer la gradation hiérarchique des pouvoirs. Il arrive le plus souvent que les archevêques d'York succèdent au trône de Canterbury dans le cas où il se présente une vacance, et le primat actuel de toute l'Angleterre, le docteur Longley, ne fait point exception à cet usage. Le traitement des archevêques de Canterbury s'élève à 15,000 livres sterling (375,000 francs) par an. Une très ancienne coutume veut qu'ils distribuent trois fois par semaine de l'argent, du pain et des vivres à dix pauvres de la paroisse de Lambeth. Cette paroisse est une des plus mal partagées de Londres, et le palais s'élève au milieu d'un pâté de masures où abondent toutes les misères. Aux jours de distribution, un sombre groupe attend devant la grande entrée féodale que la porte veuille bien s'ouvrir, et, comme le personnel des dix mendians se renouvelle trois fois par semaine, c'est en tout trente pauvres qui reçoivent ainsi la charité. Cette demeure archiépiscopale reçoit encore tous les ans un autre genre de visiteurs. Le jour de l'installation du nouveau lord-maire, une procession aquatique a lieu sur la Tamise. Lorsque l'arche-

vêque Tenison était en possession du siége de Canterbury, un de ses parens, maître de la compagnie des marchands de papier (*stationers' company*), s'avisa de pousser jusqu'à Lambeth dans sa large barque pavoisée. L'archevêque envoya du vin pour les marchands, du pain nouveau, du vieux fromage et beaucoup d'ale pour les bateliers de la corporation. L'année suivante, la même barque s'arrêta de nouveau devant les murs du vieux manoir et reçut la même hospitalité. Aujourd'hui cette visite annuelle est passée en usage (1).

C'est bien à Londres que les primats de toute l'Angleterre ont leur résidence officielle; mais, si l'on veut se faire une idée d'un ancien siége archiépiscopal, il faut se rendre à Canterbury même. Avant de partir pour cette dernière ville, je me rendis à l'auberge du *Tabard* ou du *Talbot*, en mémoire de Chaucer et de ses joyeux pèlerins. Cette vieille *inn* est située près de l'embarcadère de London-Bridge, au fond d'une cour qui s'ouvre sur *High-street*, *Borough*. A droite de cette cour est un *public house* d'apparence assez moderne, quoique l'intérieur conserve encore quelques traces d'antiquité. A gauche et en face du cabaret s'aligne, faisant retour sur l'extrémité de l'allée, un bâtiment beaucoup plus ancien, avec un rez-de-chaussée obscur, et au premier étage une galerie à jour, tout le long de laquelle règne une rampe de bois coupée de distance en distance par des piliers ronds et légers qui supportent un vieux toit de tuiles à angle droit. Ce bâtiment, tant soit peu retouché, sert aujourd'hui de dépôt au roulage du *Midland railway*. Il a été question de le démolir. Un tableau effacé, dont les couleurs ont été depuis longtemps lavées par les pluies, surmonte la galerie. On y lisait autrefois l'inscription suivante : « Ici est l'auberge où logèrent Geoffrey Chaucer et vingt-neuf pèlerins la veille de leur voyage à Canterbury en 1383. » Je laisserai aux archéologues le soin de décider si c'est bien là en effet l'hôtellerie chantée par le poète, ou bien une autre *inn* bâtie sur le même emplacement à une époque tout à fait inconnue. Sans regretter outre mesure le bon vieux temps où l'on cheminait à pied par dévotion, où florissait ce

(1) C'est le docteur Longley qui occupe aujourd'hui le siége de Canterbury. Né à Rochester en 1794, il fit ses premières études à l'école de Westminster, d'où il passa à l'université d'Oxford. Nommé examinateur public en 1815, il quitta plus tard cette charge pour être tuteur et censeur du collége de Christ-Church. Il fut présenté par ce collége à un petit bénéfice dans le village de Cowley, aux environs d'Oxford. En 1829, il devint directeur (*head master*) de l'école de Harrow. En 1831, il épousa l'honorable Caroline, fille aînée du premier lord Congleton. Le siége de Ripon ayant été fondé en 1830, il en fut le premier évêque. Montant ensuite comme par degrés du siége de Ripon à celui de Durham, et de l'évêché de Durham à l'archevêché d'York, il fut revêtu en 1862 de la dignité suprême de l'église anglicane.

qu'on est convenu d'appeler la poésie des voyages, je me décidai de bon cœur à prendre le chemin de fer. Mes compagnons de route ne ressemblaient guère aux gais *pilgrims* de Chaucer : au lieu de tromper par des contes et des récits la longueur, d'ailleurs fort réduite, du trajet, ils gardaient, chacun dans sa stalle, le silence le plus britannique. La vapeur a changé tant de choses! Après deux ou trois heures durant lesquelles je vis repasser comme dans un rêve les campagnes bien connues du Kent, je me trouvai au milieu d'une riche vallée, — la vallée de la Stour, — couronnée à distance par des collines parsemées de bouquets d'arbres, de meules de grains et de vastes prairies dans lesquelles on s'étonne presque aujourd'hui de voir paître quelques vaches. Celles-là du moins avaient échappé à la maladie des bestiaux, la grande plaie qui désole si fort l'Angleterre. De la pente douce des collines descendent de limpides ruisseaux qui arrosent les houblonnières, et qui, après avoir formé plusieurs détours sans oser entrer dans la ville, se réunissent pour la plupart à la Stour, un petit courant au lit tapissé de longues herbes traînantes que le mouvement de l'eau soulève et agite comme la chevelure des naïades. Cette rivière du moins n'hésite point et pénètre bravement dans Canterbury, où elle va se jeter, sous de vieux arbres, contre la roue d'un moulin. Quand on arrive par le chemin de fer, la ville se dessine sur la droite, et la cathédrale profile au-dessus des toits enfumés, dans un ciel clair, ses trois tours obscurcies par une nuée de choucas. Ces anciennes basiliques sont des belles au bois dormant qui assoupissent tout autour d'elles. Aussi l'ancienne cité de Canterbury a-t-elle conservé depuis des siècles l'air d'une ville sommeillant dans ses traditions religieuses et dans des habitudes bien anglaises. Point de fabriques, nulle industrie, à peine un commerce local. Elle vit surtout de l'agriculture et de la récolte du houblon. On y entre par West-Gate, sombre masse de pierre à mâchicoulis, flanquée de deux grosses tours rondes, et autour de laquelle on peut encore suivre les traces de l'ancien mur, aujourd'hui déchiré, qui servait autrefois d'enceinte à la ville. Avant de pénétrer sous cette voûte, d'un aspect redoutable, j'avisai dans la grande rue du faubourg une vieille auberge surmontée du portrait de Falstaff, aisément reconnaissable à son gros ventre et à son nez bourgeonné. Qu'avait à faire ce roi des ivrognes dans une ville ecclésiastique? Je m'adressais cette question, quand je me souvins du passage de *Henri IV* où Falstaff propose à ses hardis compagnons de partir ensemble pour *Gad'-Hill*, et là, « de faire main basse sur les caravanes de pèlerins qui se rendaient à Canterbury chargés de riches offrandes, ou sur les marchands de Canterbury qui chevauchaient vers Londres avec une

bourse grasse. » Chaucer et Shakspeare, tels sont les deux patrons littéraires de cette antique cité.

Plus on s'avance dans le cœur de la ville, et plus on s'enfonce pour ainsi dire dans le moyen âge. Des groupes de rues tortueuses, percées d'étroites ruelles et de mystérieux passages, se serrent autour de la cathédrale, La plupart des anciennes maisons, à toit en auvent, à pignon aigu, ont été rajeunies, blanchies à la chaux; d'autres sont au contraire demeurées dans l'état primitif. Parmi ces dernières, je remarquai surtout dans *Palace-street* une très vieille maison à pans de mur reliés dans un cadre de bois, avec des fenêtres à mailles de plomb et des figures grotesques servant de supports aux angles des architraves (1). Ce qui la distingue encore, c'est qu'elle est à l'extérieur toute peuplée d'hirondelles. Ces architectes ailés ont appliqué leur maçonnerie à chaque recoin des étages avançant sur la rue, et pour protéger les nids croulans, qui portent sans doute bonheur à la maison, les habitans ont pris le soin de les étayer avec des planches. La tradition veut que plusieurs de ces masures pittoresques aient autrefois servi d'auberges aux pèlerins qui se succédaient dans la ville de Canterbury. On signale surtout *Mercery-Lane* comme le siége d'une grande hôtellerie dans laquelle s'arrêtèrent les compagnons de Chaucer en venant du Tabard; mais cette ruelle a aujourd'hui beaucoup perdu de son caractère. La vie tranquille semble avoir inspiré aux habitans de Canterbury le goût des fleurs. Je me souviens avec plaisir d'une rue étroite dont les fenêtres présentaient une ligne non interrompue de jardins cultivés avec art. Toute cette floraison répandait un air de fraîcheur et de jeunesse sur les antiques murailles. Mais qu'étais-je venu chercher à Canterbury? Il me fallait surtout visiter les parties de la ville qui retracent l'origine du christianisme en Angleterre et celles qui peuvent donner une idée de l'état présent de l'église nationale.

En dehors des anciens remparts, et sur le revers d'une colline, s'élève la petite église de Saint-Martin. C'est l'idéal d'une église de campagne anglaise. Elle est entourée d'un joli cimetière dont les tombes blanches et couvertes de fleurs se dressent parmi de noirs arbustes chargés de baies rouges. La tour de Saint-Martin, joyeusement tapissée de lierre, domine un horizon assez étendu, et tout respire dans les lignes simples de l'architecture un air de chaste antiquité. La tradition affirme que cet édifice a été construit par les Romains

(1) Ces grossières sculptures sur bois qu'on rencontre dans beaucoup d'autres parties de la ville représentent le plus souvent un faune accroupi, aux oreilles pointues, aux pieds de bouc et aux seins de femme. Le grand effort qu'il fait pour soutenir les saillies de l'architecture tend hideusement les nerfs du cou.

qui vinrent coloniser l'Angleterre sous le règne de Claude, et dont plusieurs étaient chrétiens. Tout annonce pourtant qu'une partie au moins de l'église a été rebâtie au commencement du XIIe siècle avec les matériaux d'une chapelle beaucoup plus ancienne. Les murs extérieurs, quoique récrépis et consolidés dans ces derniers temps, laissent entrevoir de distance en distance des tuiles romaines mises à nu par la chute du ciment. Bédée raconte que quand Augustin, le grand apôtre de l'Angleterre, arriva vers 597 à Canterbury, il y trouva deux anciennes églises chrétiennes, l'une comprise dans les murs de la ville et située à l'est, l'autre s'élevant à une courte distance des remparts. De ces deux églises, la première a été convertie en ce qu'on appelle aujourd'hui la cathédrale; la seconde est, on a tout lieu de le croire, celle de Saint-Martin.

Ce qu'on ignore généralement, c'est que l'Angleterre était sous la domination saxonne une sorte de contrée nourricière qui approvisionnait d'esclaves blancs tous les marchés du sud de l'Europe, à peu près comme le Kentucky fournissait naguère des nègres aux états voisins qui convoitaient cet article de commerce. Grégoire le Grand, alors simple moine, passant un jour dans les rues de Rome, fut frappé de la beauté de quelques jeunes gens exposés pour la vente, et demanda de quel pays ils venaient. Ayant appris qu'ils étaient Anglo-Saxons, il résolut de faire quelque chose pour leur île (1). Peu d'années après, il fut élu pape, et en souvenir des pauvres captifs il envoya Augustin ou Austin, avec quarante moines, pour convertir au christianisme les adorateurs de Thor et d'Odin. Les missionnaires débarquèrent à l'île de Thanet et s'avancèrent aussitôt vers Canterbury, la capitale du royaume du Kent, où résidait alors la cour. Ils trouvèrent le terrain tout préparé. Berthe, la femme du roi saxon Ethelbert, était déjà chrétienne, et s'il faut en croire la tradition, même avant l'arrivée des moines, elle venait célébrer les mystères avec les gens de sa suite dans la petite chapelle de Saint-Martin. Aujourd'hui cette église se divise en trois parties distinctes : le porche, qui a été dernièrement restauré, la nef, à l'entrée de laquelle figure une très ancienne cuve de marbre grisâtre où l'on prétend qu'Ethelbert a été baptisé par Augustin, et enfin un sanctuaire (*chancel*) à gauche duquel, dans un renfoncement du mur, repose un massif cercueil de pierre qui passe pour contenir les restes de la reine Berthe. Je m'abandonnais à cette poésie des souvenirs répandue sous le clair-obscur de la

(1) On lui prête même un jeu de mots qui est bien dans le goût du temps. « S'ils étaient chrétiens, aurait-il dit, ce ne seraient plus des Angles (*Angli*), mais des anges (*angeli*). »

voûte et aux réflexions qu'inspire le berceau du christianisme en Angleterre, lorsque les portes s'ouvrirent pour laisser entrer la foule. C'était l'après-midi du dimanche, et l'étroite église fondée par les Romains est utilisée aujourd'hui pour les services du culte anglican.

Ce saint Augustin a été le premier archevêque de Canterbury. Le roi Ethelbert lui céda dans la ville son palais pour le convertir en un monastère dont il reste quelques débris remarquables (1). Il lui donna aussi l'église bâtie dans l'intérieur du mur d'enceinte par des chrétiens primitifs, et sur l'emplacement de laquelle s'éleva bientôt un autre édifice dédié au Christ : d'où le nom de *Christ-Church* que garde encore la cathédrale. Augustin était venu avec l'intention de rattacher l'Angleterre à l'autorité spirituelle du souverain pontife, ou, comme disent les protestans, à l'influence de l'évêque de Rome. Ses vues paraissent avoir rencontré une vive opposition dans l'ancienne église chrétienne, qui, longtemps persécutée par les Saxons, subsistait encore et voulut maintenir son indépendance contre les usurpations du nouveau pouvoir religieux. Lorsque l'Angleterre se consolida en une monarchie, la cité de Canterbury perdit beaucoup de son importance politique, mais elle grandit de plus en plus comme métropole ecclésiastique du royaume. Sa cathédrale, œuvre des siècles, embrasse toute l'histoire des révolutions du dogme religieux chez nos voisins d'outre-mer. On y arrive par la porte du parvis (*precinct gate*), une ancienne façade de pierre noircie par le temps et chargée de sculptures plus ou moins effacées, avec une voûte centrale à ogive basse portant la date de 1517. Cette porte indique assez que le voisinage de la cathédrale était autrefois protégé par un mur et que le quartier ecclésiastique formait ainsi une ville dans la ville. Cette ancienne disposition des lieux a été en partie respectée. Quelques maisons d'un caractère profane ont, il est vrai, franchi l'enceinte sacrée au grand préjudice de l'édifice central dont elles obstruent les abords; mais l'ensemble du terrain est encore occupé par les jardins et les habitations des prébendiers. Cet enclos se divisait en trois cours appelées, l'une la cour de la Cathédrale, l'autre la cour du Prieuré, et la dernière la cour de l'Archevêque. Le palais des anciens archevêques n'est plus qu'une ruine. Du prieuré, détruit par Henri VIII,

(1) Cette abbaye, étant tombée en ruine, était occupée, il y a quelques années, par une brasserie, un *public house* et un jeu de boules. En 1844, les restes de cet ancien édifice religieux furent vendus aux enchères, et M. Henry Beresford Hope les acheta pour les convertir en un collége de missionnaires protestans. On admire à l'extérieur la grande porte, *great gate*, qui a été restaurée ou du moins consolidée dans ces derniers temps.

il reste des arceaux rompus, de massifs piliers couronnés d'arches en plein-cintre, un bel escalier normand, des passages obscurs et mystérieux dans lesquels, au tomber de la nuit, volent les chauves-souris. De grands arbres, presque aussi vieux que les murs, croissent pêle-mêle au milieu des anciens matériaux de l'architecture : briques, pierres, silex. Il est difficile d'imaginer l'effet merveilleux des épais feuillages vus à travers les ouvertures des ogives dans ces sombres corridors où le bruit des pas retentit sur les dalles creuses et sonores. Au milieu de ces ruines et de ces jardins s'élève la cathédrale.

L'édifice a été trop de fois décrit pour que je m'arrête aux détails de l'architecture; il suffira d'indiquer les dispositions intérieures que le protestantisme anglican a imposées aux anciennes églises métropolitaines. Aujourd'hui, pour se rendre dans la partie de la cathédrale vraiment consacrée au culte, on traverse une nef vide dont les ailes latérales sont incrustées de monuments funéraires, et dont l'imposante nudité fait encore mieux ressortir la grandeur des lignes combinées avec l'élévation de la voûte. Un triple escalier de dalles conduit de la nef à l'ancien chœur, masqué par un riche écran de pierres chargé de figures gothiques, et au milieu duquel s'ouvre une grille en fer. Ce chœur, isolé du reste de l'édifice par un entourage en marbre de Purbeck et surmonté de vitres à une certaine hauteur, est bien une église dans l'église. C'est là qu'ont lieu le dimanche et pendant la semaine les services religieux. A droite s'élève le trône de l'archevêque. Ailleurs se distinguent le siége de l'archidiacre ainsi que les stalles du doyen et des prébendiers. Le reste des bancs en bois est occupé par les fidèles et par les écoles de charité. Deux officians, revêtus des signes de leur dignité canoniale, commencent les prières. Le service du dimanche, quoique le même au fond, se célèbre dans les cathédrales avec beaucoup plus de solennité que dans les autres églises protestantes. Au lieu de réciter, on chante toutes les paroles, et les grosses voix de basse-taille, dominées par les notes aiguës des enfans de chœur, se mêlent de temps en temps aux soupirs majestueux de l'orgue. A un moment donné, un des officians se dirige vers les hauteurs du sanctuaire séparé du chœur par des degrés de marbre et bordé de chaque côté par les sarcophages des anciens archevêques : seul et à distance de la foule, il psalmodie d'une voix grave les versets du décalogue. Après les chants, un prédicateur, attaché au chapitre, lit le sermon qui dure environ une demi-heure. La musique, la prière, la parole, quelques cérémonies très simples, voilà tout ce qu'autorise, même dans les cathédrales, l'austérité du rit protestant. Pour remplir ces grands vaisseaux de pierre, il fallait

le culte des saints, la procession des chasubles d'or, les ostensoirs luisant au fond de l'autel dans un soleil de diamant, le flamboiement des cierges. Toute cette splendeur s'est évanouie depuis la réformation, et l'église semble aujourd'hui faire pénitence de son ancienne idolâtrie. Tel est en effet le nom que donnent les Anglais aux pompes du culte romain. A une liturgie qui étouffait la pensée sous le poids des signes extérieurs, qu'ont-ils voulu substituer? Une religion qui parle à l'âme.

Le chœur (1) étant l'unique partie consacrée au culte, le reste de la cathédrale forme une sorte de musée chrétien dont l'entrée est interdite au public durant la célébration des services. Et pourtant que de trésors pour l'antiquaire dans ces anciennes chapelles abandonnées! Des galeries pavées de tombeaux, des mausolées couverts d'armoiries, un peuple de statues couchées, des cottes de mailles rouillées, des drapeaux percés, déchirés, troués, — toiles d'araignées de la gloire! Dans la vieille chapelle de la Sainte-Trinité figure une chaire patriarcale formée de trois panneaux de marbre gris, et qui, d'après la tradition, servait de siége aux anciens rois saxons : c'est sur cette chaire de pierre que l'on place encore aujourd'hui les archevêques de Canterbury le jour de leur intronisation. Les touristes ne manquent guère de s'y asseoir en visitant l'église, et les Anglaises donnent bravement l'exemple, tout en se plaignant de la dureté de ce fauteuil taillé dans le roc. Un souvenir remplit toute la cathédrale de Canterbury, et c'est le seul auquel je m'attacherai. On peut encore suivre le chemin que parcourut Thomas Becket en se rendant par les cloîtres dans l'intérieur de l'église le jour où il avait été menacé par Regnault, fils d'Ours, et par ses compagnons d'armes. Voici la pierre, — une ancienne marche d'autel, — sur laquelle il tomba. Non loin de la porte qui conduit des cloîtres à cette chapelle de Saint-Benoît est la salle du chapitre où Henri II vint faire pénitence deux années après le meurtre, pieds nus, cou-

(1) Sous ce même chœur s'étend une crypte qui forme la partie la plus ancienne de l'église, et dont on rapporte l'origine à l'archevêque Lanfranc (1070 à 1077). Là, au milieu de massifs piliers bas, sous des voûtes obscures, écrasées et frappées au cachet d'une vénérable antiquité, se célèbre un autre genre de service religieux. Je fus tout surpris d'y retrouver la France. Des réfugiés calvinistes chassés des Pays-Bas par les cruautés du duc d'Albe et plus tard des huguenots français à la suite de la révocation de l'édit de Nantes vinrent s'établir à Canterbury. Élisabeth leur accorda cette portion de la cathédrale pour y exercer librement leur culte. La plupart de ces protestans français étaient des fileurs de soie; ils fondèrent dans la ville des manufactures qui n'existent plus, mais qui ont beaucoup contribué durant un temps à enrichir d'une branche nouvelle l'industrie de nos voisins. Leurs descendans ont oublié la langue de la mère-patrie; mais ils se réunissent encore pour pratiquer leurs rites religieux dans ces froides catacombes qui leur rappellent sans doute les mauvais jours de la persécution.

vert d'un sac et présentant le dos, en toute humilité, aux lanières des moines. Derrière le chœur s'éleva au contraire, plus tard, la fameuse châsse renfermant les reliques du martyr. Les dalles qui l'entouraient sont marquées et fouillées par les genoux des pèlerins. Le nom même du Christ avait disparu de l'édifice; on ne l'appelait plus que l'église de Saint-Thomas de Canterbury, et c'est lui qui était vraiment le dieu du temple. La vérité est que Thomas Becket représentait, au moyen âge, la grande lutte entre le pouvoir ecclésiastique et le pouvoir civil. Aussi sa mémoire est-elle aujourd'hui même en Angleterre une sorte de drapeau qu'agitent en sens contraire deux partis encore vivans et acharnés l'un contre l'autre. Ceux qu'on accuse d'aspirer à la suprématie de l'ordre spirituel défendent généralement Thomas Becket comme un des leurs, tandis que les adversaires des anciens priviléges du clergé personnifient dans cet archevêque de Canterbury les injustes prétentions d'une église qui devait tomber tôt ou tard devant le progrès des lumières.

Au nord de la cathédrale s'élève la maison du chapitre, *chapter house*, joli bâtiment érigé par le prieur Chillenden vers l'an 1400 et s'ouvrant sur les cloîtres. Le chapitre se compose d'un doyen et de chanoines qui forment le conseil de l'archevêque et l'assistent de leurs avis soit en matière de religion, soit même dans les affaires temporelles. Le doyen (1) était autrefois élu par les chanoines; en est-il de même aujourd'hui? Il existe en Angleterre deux sortes de chapitres, les anciens et les nouveaux. Les anciens sont ceux qui ont été fondés avant la réformation; les nouveaux, ceux qui ont été établis par Henri VIII à l'époque de la dissolution des ordres religieux, et qu'il arracha aux mains des abbés ou des prieurs pour les convertir en un pouvoir séculier. Il y a de même deux manières de créer des doyens. Dans les cathédrales d'ancienne fondation, le souverain envoie, en cas de vacance, un *congé d'élire*, dans lequel il désigne la personne de son choix; le chapitre approuve, et l'évêque confirme. Dans les diocèses au contraire remaniés par Henri VIII, tels que celui de Canterbury, ce semblant d'élection n'existe même point; le roi ou la reine se contente de nommer directement le doyen par lettres patentes. On voit par là quel échec ont subi à l'époque de la réformation les priviléges du clergé, et combien est grande l'autorité qu'exerce l'état sur les affaires religieuses : si le gouvernement n'était en Angleterre l'organe de l'opinion publique, cette influence pourrait aisément dégénérer en autocratie. Le doyen

(1) En anglais *dean*, du mot latin *decanus*, sans doute parce qu'à l'origine les doyens étaient institués pour surveiller dix chanoines ou prébendiers.

préside le chapitre, c'est-à-dire l'assemblée des chanoines. Ces derniers sont des ecclésiastiques recevant une prébende ou revenu annuel pour faire le service dans la cathédrale. Ce revenu se prélève sur les biens qui appartiennent au chapitre et qui consistent surtout en terres. Les chanoines se divisent en six *major canons* (grands chanoines) et en *minor canons* (petits chanoines) au nombre de cinq. Dans les premiers temps, s'il faut en croire la tradition, ils vivaient en commun; aujourd'hui même leurs maisons se groupent volontiers autour de la cathédrale, dans le *precinct* ou enceinte sacrée. Ce sont pour la plupart de vieilles et vénérables constructions de pierre arrangées dans le goût moderne, entourées de jardins dominés par la vue du clocher, et ombragées de grands arbres au-dessus desquels passent les voix sibyllines des corneilles. Tout rappelle dans ces paisibles retraites quelque chose de l'ancien caractère clérical, à cela près qu'on y voit flotter des robes de femme et qu'on y entend éclater par intervalles le rire frais et naïf des enfans. Dans ces nids de verdure, la réformation a introduit un élément nouveau, la famille (1).

A la personne de l'archevêque se rattachent en outre deux archidiacres (*archdeacons*) qu'il désigne lui-même pour exercer une surveillance dans un certain département du diocèse (*archdeaconry*), un vicaire-général, des chapelains et tout un état-major ecclésiastique. La cathédrale est regardée comme la mère des autres églises, le centre du système paroissial et le siége de l'action religieuse. Il ne faut d'ailleurs point perdre de vue que la juridiction de l'archevêque de Canterbury s'étend sur toute une province, c'est-à-dire sur vingt diocèses. Un de ses principaux attributs est celui de convoquer, avec la permission de la reine, les évêques et les représentans de ces divers diocèses à une assemblée générale qu'il préside et qu'on a nommée, non sans raison, le parlement du clergé.

II.

Le droit de se constituer de temps en temps à l'état de pouvoir législatif est un des très anciens priviléges de l'église anglicane. Ce qu'on appelle la *convocation* de la province de Canterbury par exemple ne doit son origine à aucune concession de la couronne. La convocation a commencé dans des temps très reculés, alors que le parlement lui-même s'érigea en un corps délibérant; elle a suivi

(1) Autrefois les chapitres avaient le droit d'élire les évêques. Ce privilége leur a été enlevé, et les évêques sont aujourd'hui nommés par la couronne à peu près de la même manière que les doyens.

d'un pas égal les destinées des grandes assemblées politiques de l'Angleterre. A l'époque de la réformation, Henri VIII dépouilla ce synode de tous les pouvoirs qui étaient de nature à le rendre dangereux pour l'état. Il fut enjoint au clergé de ne s'assembler qu'avec le consentement du souverain, et de ne s'opposer en rien aux prérogatives de la couronne ni aux lois et coutumes du royaume. Primitivement la convocation avait le droit de frapper des impôts sur le clergé; ce droit même lui fut enlevé en 1665. L'église consentit à rentrer sous ce rapport dans la loi commune, c'est-à-dire à se soumettre aussi bien que les laïques aux mesures décrétées par le parlement. Avec le temps, le synode était tombé à l'état de pouvoir nominal, *magni nominis umbra*. Cette assemblée était encore convoquée à l'ouverture de chaque nouveau parlement; elle jouissait bien en principe du droit de légiférer sur les matières religieuses, mais elle se trouvait en fait dans la main de l'autorité civile, qui pouvait toujours la contrôler ou la dissoudre selon son bon plaisir. A peine les membres du clergé étaient-ils réunis et commençaient-ils à délibérer, qu'un ordre du roi venait brusquement suspendre leurs travaux. Un tel état de choses se prolongea jusque vers 1860, où diverses influences se sont mises à l'œuvre pour ressusciter un des anciens pouvoirs de l'église. Ces grands efforts n'ont point été infructueux, et la convocation occupe aujourd'hui une place dans le système constitutionnel du royaume.

Pour réunir le clergé en convocation, il faut une lettre de la reine à l'archevêque de Canterbury. L'archevêque envoie ce mandat au *dean* (doyen), qui adresse alors une *citation* à tous les évêques de la province. Les ecclésiastiques se rendant à cette assemblée forment deux classes distinctes, ceux qui y siégent par droit de dignité, c'est-à-dire parce qu'ils occupent un rang élevé dans l'église, et ceux qui y sont promus par droit d'élection; ces derniers prennent le nom de *proctors*, c'est-à-dire délégués. A peine les membres de la convocation se trouvent-ils réunis dans une des salles de Westminster qu'ils se séparent en deux chambres, *upper house* (chambre haute) et *lower house* (chambre basse). Cette division rappelle tout de suite celle du parlement civil, sur lequel s'est modelé le parlement de l'église. La chambre haute, composée des évêques, est présidée par l'archevêque de Canterbury, primat et métropolitain; la chambre basse nomme un *prolocutor* ou *speaker* chargé de conduire les débats. Les deux chambres communiquent entre elles au moyen de députations. Cette assemblée cléricale se propose surtout de formuler des projets de loi qui seront ensuite soumis par le gouvernement à l'approbation des députés et des pairs du royaume. La discussion sur les matières à l'ordre du jour

s'ouvre d'abord dans la chambre basse; les orateurs y parlent librement pour ou contre, et lorsque des résolutions ont été votées, elles sont portées par le *prolocutor*, suivi de ses assesseurs, à la chambre haute. Là les évêques décident en dernier ressort. C'est alors qu'il appartient au gouvernement de prêter main forte aux mesures proposées par la convocation ou bien de les laisser tomber dans l'oubli. Il s'en faut de beaucoup en effet que tous les projets de loi élaborés par le synode arrivent jusqu'au seuil du parlement; la plupart d'entre eux restent au contraire ensevelis dans les limbes du domaine ecclésiastique. Il y a quelques années, la docte assemblée ne faisait encore que délibérer dans le vide; on riait même en Angleterre de ses efforts pour galvaniser un cadavre. Le *Times*, qui ne ménage point le clergé tout en défendant la religion de l'état, comparait la convocation à un grand mai (*maypole*) « autour duquel de vieux enfans bizarrement attifés célébraient des danses périodiques, aussi longtemps que l'autorité voulait bien le leur permettre. » Pour donner la vie aux actes de cette réunion officielle du clergé, il eût fallu, disait-on, le concours de la reine, et la reine, par des raisons qu'il est facile de saisir, s'abstenait d'y prendre part. Combien les choses ont pourtant changé depuis ce temps-là!

L'adoption d'une mesure récente (1) par l'autorité civile a montré en 1865 que la vigueur longtemps endormie de la convocation n'était point éteinte. Encouragée par un tel succès, l'institution a voulu se fortifier en élargissant la base de son suffrage électoral. Jusqu'ici quatre-vingt-deux membres siégeaient d'office, *ex officio*, à la convocation de la province de Canterbury, tandis qu'on n'en comptait que vingt-cinq élus par les chapitres et quarante-deux par le clergé des paroisses. Il fut décidé qu'à l'avenir le nombre des *proctors*, représentant environ dix mille petits bénéficiers, serait égal à celui des membres privilégiés et des délégués des chapitres. Quelques orateurs proposaient même d'étendre les mêmes droits aux *curates* et d'introduire ainsi dans l'église une sorte de suffrage universel; mais cette mesure a été repoussée comme intempestive. Les progrès qu'a faits en Angleterre depuis ces dernières années la convocation inspirent au haut clergé un grand espoir, à d'autres une certaine défiance. Dans tous les cas, c'est un fait grave que le vieux parlement de l'église anglicane essayant de renaître et ressaisissant une partie de son autorité sous un ministère libéral.

(1) Cette mesure rend obligatoire l'acte de souscription en vertu duquel les jeunes ministres s'engagent à professer les doctrines de l'église.

Ces assemblées ne sont point les seules qui témoignent du mouvement des idées religieuses. Dans un pays où règne le droit illimité de réunion et de discussion, diverses associations libérales s'entendent pour tenir des congrès qui ont lieu tantôt dans une ville, tantôt dans une autre. C'est ainsi que le congrès scientifique siégeait l'année dernière à Bath, tandis que celui de la science sociale occupait naguère la population ouvrière de Sheffield. Pourquoi le clergé anglais ne profiterait-il point du même droit? Il s'est en effet établi depuis quelque temps un congrès de l'église, *church congress*, qui s'assembla en 1862 à Oxford, en 1863 à Manchester et en 1864 à Bristol. Cette année (1865), il avait choisi pour lieu de ses séances l'antique cité de Norwich, bâtie sur une colline que couronnent fièrement une cathédrale et un ancien château. Ces grandes réunions changent tout à coup la physionomie des villes, car elles attirent toute une foule d'illustres visiteurs, et il faut voir l'empressement qu'on met à les recevoir. Le maire ouvre ses salons, les hôtels s'emplissent de curieux, et les maisons particulières elles-mêmes tiennent à honneur d'exercer dignement les lois de l'hospitalité. Quel mouvement et quel spectacle! On n'avait jamais vu dans les vieilles rues de Norwich tant d'évêques, de doyens, de chanoines et d'autres dignitaires ecclésiastiques. Cette ville est pourtant accoutumée aux pompes religieuses. Là s'élève le couvent du frère Ignatius, qui a fait assez parler de lui dans ces derniers temps en Angleterre (1).

Cependant un comité exécutif s'occupe de choisir les sujets qui seront traités dans le congrès et de désigner les orateurs qui devront prendre la parole. Il évite de faire entrer dans le programme les questions de doctrine, afin d'attirer comme sur un terrain neutre les deux ou trois partis qui divisent le clergé. Le but de ces réunions est tout pratique; on s'y préoccupe non point de ce que l'église doit croire, mais de ce qu'elle doit faire. Le congrès s'ouvre enfin dans une des grandes salles de la ville. Tous les astres du clergé, à quelque degré de grandeur qu'ils appartiennent, s'y trouvent réunis : on remarquait cette année à Norwich le révérend William Thompson, archevêque d'York (2), l'évêque d'Ox-

(1) Chef d'un ordre nouveau de bénédictins, le frère Ignatius a voulu renouveler sous le manteau du protestantisme ce que les Anglais appellent les momeries du moyen âge, telles que les processions dans les rues, le culte du divin *bambino*, l'usage de l'encens dans les églises, etc.

(2) Élevé à l'école de Shrewsbury et au collége de la Reine (*Queen's college*) à Londres, nommé plusieurs fois prédicateur d'élite (*select preacher*) à Oxford et plus tard à Lincoln's-Inn, il obtint de grands succès dans la chaire. En 1861, il fut consacré évêque de Gloucester et de Bristol, puis obtint en 1863 le siége archi-épiscopal d'York, dont les revenus s'élèvent à 12,000 livres sterling (300,000 francs) par an. Comme écrivain, il est

ford (1), le révérend Harvey Goodwin, doyen d'Ely, dont les adversaires eux-mêmes admirent le talent et l'énergie de caractère, le docteur Alford, doyen de Canterbury, l'un des hommes les plus instruits et l'un des plus éloquens prédicateurs de l'église anglicane, le docteur Pusey, qui a attaché son nom à une forme nouvelle du protestantisme, et beaucoup d'autres *divines* (théologiens) dont la présence ou le concours devait jeter de l'éclat sur une assemblée. Le congrès aime en outre à se fortifier en admettant un certain nombre de laïques dans la discussion des affaires de l'église. Les discours et les lectures se succèdent pendant quelques jours, embrassant une variété de sujets dont nul ne saurait méconnaître l'importance et qui se trouvent débattus en sens contraire par les divers orateurs. Les congrès de l'église n'ont aucun pouvoir législatif; mais ils sèment dans les esprits des idées nouvelles et des germes de réforme qui pourront mûrir plus tard, fécondés par la lumière de l'opinion publique. Suivant l'usage invariable des Anglais, de telles assemblées se terminent par un grand banquet auquel le maire ou toute autre personne riche de la ville invite jusqu'à deux mille convives.

Un obstacle s'oppose toutefois aux développemens de la convocation et même du congrès ecclésiastique : cet obstacle est la division des doctrines. Il ne faut point perdre de vue que le clergé anglican se sépare en église haute (*high church*) et en église basse (*low church*). Cette distinction remonte, on a tout lieu de le croire, à une antiquité reculée. Elle existait en germe au temps même où l'Angleterre était catholique; mais c'est la réformation qui lui donna une importance politique et sociale. L'église haute est celle qui de Henri VIII à Guillaume III s'était toujours rattachée à l'autorité royale et à la hiérarchie des évêques. L'église basse au contraire a ses racines dans la secte des puritains. On connaît les efforts des premiers et obscurs réformateurs pour propager la Bible. Avec le temps, de ces granges et de ces greniers où se réunissaient au péril de leur tête quelques adeptes sortirent le triomphe de la secte et l'avénement de Cromwell. La restauration à son tour expulsa de l'église l'élément puritain, et le refoula violemment dans l'obscurité. Tel était encore l'état des choses lorsque Guillaume III dé-

connu surtout par un livre sur la logique intitulé *Outline of the Thoughts* (*Esquisse des Pensées*).

(1) Samuel Wilberforce, né en 1805. Ses principaux ouvrages sont *Agathos*, *Eucharistica*, *History of the American Church* (*Histoire de l'Église d'Amérique*) et *the Rocky Island* (*l'Ile Rocheuse*). En sa qualité d'évêque d'Oxford (1845), il est de droit chancelier de l'ordre de la Jarretière. La reine l'a nommé en outre lord grand-aumônier. Comme orateur, il occupe à la chambre des lords, dans la chaire et dans les *meetings* publics, une place éminente.

barqua en Angleterre. C'est à ce moment-là que le nom d'*église haute* fut donné aux prêtres non assermentés, *non jurors*, qui refusaient de reconnaître les droits du prince d'Orange à la couronne de la Grande-Bretagne, sous prétexte que Jacques II, quoique détrôné, était encore leur roi légitime. Ce titre de *high church* s'appliquait à la haute idée que se faisaient ces ecclésiastiques de la dignité de l'église et de l'étendue de ses prérogatives. Ceux au contraire qui désapprouvaient l'obstination de leurs confrères, qui étaient connus pour leur modération envers les dissidens et qui se formaient une idée plus humble de l'autorité de l'église, furent rangés dans ce qu'on appela par antithèse l'*église basse*. Entre ces deux partis religieux, les sympathies du prince d'Orange ne pouvaient être un instant douteuses. Il ouvrit les écluses au puritanisme et reçut dans le sein de l'*established church* ce qui en avait été plus ou moins écarté par ses prédécesseurs. Chaque fois qu'il supplantait un évêque ou tout autre dignitaire ecclésiastique rebelle au serment de fidélité, il le remplaçait volontiers par un membre de l'église basse, et c'est ainsi qu'un élément d'abord si faible dans le clergé acquit sous le règne de Guillaume III une certaine prépondérance. Depuis ce temps-là, les deux partis continuèrent de vivre côte à côte sous la même autorité; mais entre eux que d'anciens griefs! C'était à qui agiterait des fantômes : les uns, l'exécution de Charles I[er] et l'expulsion des Stuarts; les autres, toutes les lois de réaction dont ils avaient souffert sous le règne de Charles II. Ces derniers n'étaient-ils point les enfans de la persécution? et comment dans ce temps-là eussent-ils épargné à leurs adversaires l'épithète de *papiste* (1)? La politique tenait de très près à la religion : aussi les membres de l'église haute étaient-ils presque tous tories, tandis que le clergé de l'église basse se rangeait invariablement du côté des whigs.

Le temps a beaucoup adouci ces divisions, mais il ne les a point éteintes. L'église basse ne donne plus à l'église haute le nom de *Babylone* ni de *grande prostituée*. Toutes deux sont-elles pour cela réconciliées dans la paix du Seigneur? Non, vraiment. Ce sont deux sœurs ennemies qui cachent leurs anciennes rivalités sous certaines réserves de langage et de conduite. Chaque fois que l'église haute veut mettre la lumière sous le boisseau, l'église basse se tient volontiers à l'écart. S'agit-il de la convocation, les membres de l'église basse (*low churchmen*) demandent comment l'assemblée d'une pro-

(1) Walter Scott, dans son *Histoire de Dryden*, fait observer avec raison que les membres de l'église haute, vers la fin du règne de Charles II, avaient les mêmes intérêts à défendre que les catholiques : ils étaient rapprochés par une commune haine des sectes religieuses, par un commun attachement à la famille des Stuarts.

vince, celle de Canterbury ou celle d'York, peut bien embrasser les intérêts religieux du royaume, pourquoi il n'y aurait pas une convocation de toute l'église. Ce synode, tel qu'il est constitué, ne forme-t-il point d'ailleurs une représentation des évêques et des chapitres plutôt qu'une représentation du clergé? — C'est pour répondre à cette dernière objection que la province de Canterbury a jugé utile d'étendre son suffrage électoral. Un ennemi est souvent plus redoutable à la porte que dans l'intérieur de la maison. On a voulu donner à l'église basse le moyen d'entrer dans ce concile et d'exprimer ses opinions en toute liberté. Se rendra-t-elle à cet appel? C'est encore une question. D'ailleurs la minorité qu'elle enverra sur les bancs sera très loin de représenter l'état réel de ses forces. Quant au congrès ecclésiastique, *church congress*, le clergé de l'église basse y assiste et y prend même une certaine part, mais plutôt pour obéir à un sentiment de devoir que par enthousiasme. En vain a-t-on écarté de ces réunions les disputes de dogme et de croyance pour y substituer des questions pratiques, les *low churchmen* craignent autant l'action de l'église haute que ses doctrines. C'est ainsi que le clergé anglais trouve en lui-même, c'est-à-dire dans ses divisions, une barrière qui limite ses moyens d'influence. Chacun des deux partis compte d'ailleurs en Angleterre des hommes remarquables, chacun a eu dans ces derniers temps sa période de renaissance. La renaissance de l'église basse eut lieu à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci; à la tête du mouvement se placèrent entre autres le poète Cowper, Wilberforce, père du présent évêque d'Oxford, et Macaulay, père de l'historien. Le *revival*, comme disent les Anglais, de l'église haute se manifesta de 1830 à 1845; les principaux chefs étaient le docteur Pusey, l'ardent prédicateur Newmann, depuis converti au catholicisme, et le poète *clergyman* Keble. Leurs doctrines ont certainement gagné du terrain depuis quelques années en Angleterre, mais elles ne se sont point rattaché les sympathies des masses. L'église basse est, sinon la plus nombreuse, du moins la plus populaire, et celle vers laquelle penchent le plus souvent les faveurs du gouvernement libéral.

Quels sont donc alors les points essentiels sur lesquels se séparent ces deux opinions religieuses? L'église haute reproche à l'église basse l'étroitesse de ses vues, son calvinisme bâtard, son inaction au milieu de la société. « Plutôt, lui dit-elle, que de vous asseoir au milieu des ruines et de pleurer sur les erreurs du temps, que ne vous levez-vous, et que n'essayez-vous d'améliorer votre siècle? » L'église basse de son côté accuse ses adversaires d'obéir selon leurs goûts à deux tendances très opposées, l'une vers le catholicisme ro-

main, l'autre vers le rationalisme. La vérité est que les *high churchmen* admettent comme autorité secondaire la tradition représentée par les pères et les conciles œcuméniques, tandis que les *low churchmen* ne reconnaissent que l'autorité des saintes Écritures. Les premiers attachent une grande importance à la hiérarchie ecclésiastique, aux sacremens, aux rites, aux rubriques et aux cérémonies; les seconds se soucient assez peu de tout cela et ne se préoccupent guère que du culte de la parole. Cranmer, voulant concilier les deux partis, composa sous le règne d'Édouard VI le *Book of common prayer*, qui, avec quelques légères variantes introduites du temps d'Élisabeth et de Jacques Ier, sert encore aujourd'hui de lien à la liturgie anglicane. Les uns et les autres cependant interprètent ce livre à leur manière. Où se prononce surtout l'antagonisme des deux doctrines, c'est dans l'architecture des temples. Les successeurs des anciens puritains regardent moins l'église comme un lieu de prières que comme le siége de la prédication; tout y est donc sacrifié à la chaire et à l'auditoire. Les *high churchmen* au contraire cherchent à donner à leurs édifices un caractère de grandeur et de beauté. Selon l'opinion générale en Angleterre, ce goût des ornemens a même été poussé beaucoup trop loin dans certains cas; les images, les processions, les lampes, les fleurs, sont autant d'innovations étranges qui ont fort scandalisé les protestans de la vieille roche. Certaines pratiques douteuses, la confession rétablie sous une autre forme, des couvens d'hommes et de femmes fondés à l'ombre du culte réformé, ont soulevé contre l'église des *sacerdotalists* et des *tractarians* (1) un cri d'alarme. Où allait-on? N'était-ce point le *romanisme* qui sous un autre nom cherchait à reprendre la Grande-Bretagne dans ses filets? L'écho de ces plaintes et de ces murmures s'éleva même jusqu'à la chambre des communes. Le péril a sans doute été exagéré : les chefs du mouvement désavouent eux-mêmes avec énergie les intentions qu'on leur prête; mais l'animosité de part et d'autre n'a fait que s'accroître, et l'opinion publique a cherché dans l'église basse un rempart contre les progrès réels ou imaginaires d'un culte étranger.

Ceux des *high churchmen* qui défient par leurs idées bien connues le soupçon d'idolâtrie n'échappent point toujours à celui d'infidélité; c'est le nom qu'on donne ici aux diverses nuances du rationalisme. Sous l'épithète assez étrange de *latitudinaires* (*latitudinarians*), les organes de l'église basse poursuivent de leurs atta-

(1) L'épithète de *sacerdotalist* s'applique naturellement à l'idée de sacerdoce, dont on accuse les puseyistes de vouloir exagérer l'importance et accroître les priviléges. Quant au mot *tractarian*, il vient de *Tracts for the times* (traités pour le temps), sorte de recueil dont les principaux collaborateurs étaient les docteurs Pusey, Newman et Keble.

ques les docteurs dont les opinions leur semblent flotter au-delà des limites de l'orthodoxie. Qu'on y prenne garde, cette indépendance des signes intérieurs et du culte public qui distingue plus ou moins les *low churchmen* ne représente pas toujours une grande liberté morale. Leur esprit ne s'affranchit souvent de l'autorité des formulaires que pour s'asservir lui-même à la lettre d'un livre ou à un dogme affreux comme celui de la prédestination.

Entre ces deux partis s'en est formé un troisième qui, sous le nom de *broad church* (large église), s'attache surtout à la manière d'envisager les Écritures. Les diverses fractions du clergé anglican croient à l'inspiration de la Bible; mais que doit-on entendre par ces deux mots? Les uns veulent que ce livre ait été écrit aussi bien que dicté par une influence surnaturelle : les auteurs hébreux n'auraient été dans ce cas-là que les véhicules passifs de mots et d'idées qui ne leur appartenaient point, la trompette dans laquelle soufflait l'esprit de Dieu. D'autres (et c'est sur ce terrain que se pose l'*église large*) regardent les Écritures comme le fruit d'une inspiration divine enregistrée par des procédés humains (*humanly recorded*). Or admettre la part de l'homme n'est-ce point aussi admettre la part de l'erreur? Ce nom de *broad church* fut donné pour la première fois par la *Revue d'Édimbourg* à un parti clérical dont le fondateur paraît avoir été en Angleterre le célèbre docteur Arnold. Les chefs de cette école sont aujourd'hui les docteurs Milman et Stanley, doyens l'un de Londres et l'autre de Westminster.

Un tel mouvement a été de beaucoup dépassé par quelques récentes publications. Voyons pourtant ce que disent pour leur défense ceux qui adhèrent de près ou de loin à la libre interprétation des Écritures. « Il est un livre que tous les philosophes eux-mêmes ont admiré, sur lequel repose non-seulement notre église, mais encore une grande partie de l'édifice social en Angleterre. Prenez garde, le jour où cette base s'ébranlerait, c'est l'ordre religieux tout entier et même une partie des institutions civiles qui tomberaient en ruine. Or comment ne s'ébranlerait-elle point, minée qu'elle est de jour en jour par le progrès des sciences et par la critique historique? Le plus mauvais service que vous puissiez rendre en pareil cas au livre que vous prétendez défendre est de le placer sur le terrain de l'infaillibilité. La découverte de la moindre erreur géologique, chronologique ou topographique, détruira cette foi dans l'inspiration divine que vous vous efforcez de prendre à la lettre. Il faut ou soutenir que la science se trompe, ou accuser le soleil, qui ose être immobile, la terre, qui ose tourner, et dire à toute la nature : Tu as menti! Soyez plus sages : faites la part du déluge, abandonnez à l'erreur ce qui appartient à l'erreur, et sau-

vez du moins de la Bible ce type de haute morale qui convient encore aux sociétés chrétiennes. »

Ces attaques, parties du sein même du clergé, ont été pour l'église d'Angleterre un rude choc. On se tromperait pourtant en croyant que l'événement fut inattendu. En 1861, le docteur Temple (1), nommé d'office par l'université, prêcha devant l'Association britannique des sciences (*British Association of science*), réunie à Oxford, un sermon qui parut plus tard à la tête de la publication devenue célèbre d'*Essays and Reviews*, sous le titre d'*Éducation du monde* (*Education of the world*). L'air menaçant de l'orateur, le fier défi qu'il jetait à ses collègues, le trouble de l'auditoire, tout annonçait l'orage. La foudre éclata par deux fois : après les *Essays* vint l'ouvrage de l'évêque Colenso sur les livres attribués à Moïse. Ce qu'on aura peut-être de la peine à se figurer en France, c'est que de pareilles machines de guerre, dirigées contre l'infaillibilité de la Bible, frappent bien moins encore sur l'église anglicane que sur les sectes dissidentes. Ces dernières croient pour la plupart à l'inspiration *verbale* des Écritures : tel a toujours été leur dogme caractéristique, le fond de leur culte, qui a reçu, même au-delà du détroit, le nom de *bibliolâtrie*. C'est donc surtout de ce côté que l'émotion fut vive et douloureuse. L'église d'Angleterre pourtant se hâta de répondre (2). Selon elle, la théologie de ces écrivains est toute négative; ils ont dit ce qu'ils ne croyaient point, ils n'ont pas dit ce qu'ils croyaient. Le peuple attend d'eux une doctrine, une conclusion; aussi longtemps qu'ils se tairont à cet égard et qu'ils garderont leurs situations dans l'église, leur opposition ne peut avoir qu'une faible autorité morale. Peut-être eût-il mieux valu s'en tenir à cet argument, mais déjà les poursuites étaient entamées. A la suite de diverses péripéties, les auteurs incriminés furent acquittés en dernier lieu par le conseil privé, suprême tribunal de l'Angleterre. Qui ne comprit alors que l'église n'avait ni dans ses institutions ni dans le concours du gouvernement le moyen de punir les opinions qu'elle désapprouve? L'élément laïque, faisant ici partie de la religion de l'état, ne veut point rouvrir l'ère des persécutions, et en cela il se trouve secondé par une bonne partie du clergé. La tolérance n'est pour l'église anglicane ni un résultat des lumières, ni même un effort de la charité chrétienne; c'est une condition d'existence. La liberté ne forme-t-elle point une des con-

(1) Principal de l'école de Rugby.

(2) On peut voir ces réponses dans une œuvre collective intitulée *Aids to Faith*. Sous le patronage du *speaker* de la chambre des communes fut aussi publié de 1860 à 1862 un *commentaire* sur la Bible auquel travaillèrent les membres les plus éminens du clergé.

quêtes de la réformation, et toute conquête n'impose-t-elle point des devoirs? C'est au nom des martyrs protestans, c'est en invoquant les ombres des docteurs brûlés sur les bûchers de Smithfield, que les membres plus ou moins *latitudinaires* du clergé réclament aujourd'hui le droit de penser par eux-mêmes. Et qui oserait étouffer cette voix? Non pas ceux-là du moins qui, en fait de croyances religieuses, préfèrent la division dans la liberté à l'uniformité dans la servitude.

Un des dogmes qui ont le plus occupé dans ces derniers temps quelques nobles esprits de l'église anglicane est celui de l'éternité des peines. A leur tête se place le révérend Maurice, qui a rendu de si grands services aux classes ouvrières(1). Il ne croit point à un enfer chrétien, et quel témoignage invoque-t-il pour appuyer son opinion? L'autorité d'un poète dont le nom sonne mal à l'oreille des dévots. La lecture du *Giaour* lui en a plus appris, dit-il, sur ce sujet que toutes les menaces tonnant du haut de la chaire. Byron y parle d'un de « ces momens qui pèsent sur toute la destinée d'un homme, dont nul ne peut mesurer la longueur, et qui, si court qu'il soit dans la durée des temps, est une éternité pour la pensée (*eternity to the thought*). » C'est dans ce sens que le savant théologien explique les mystères d'une autre vie. « L'infini, comme dit encore Byron, l'espace sans bornes, le malheur sans nom, sans espérance, sans fin, » tout cela est dans cet éclair de la pensée que la lueur même de la conscience rend si terrible. En un mot, l'âme de l'homme est ainsi faite qu'elle peut embrasser toutes les souffrances dans un moment éternel. Certes nous voilà bien loin des tourmens matériels de la géhenne de feu! Grâce à la tolérance et à l'élasticité de doctrines qui distinguent après tout l'église anglicane, le révérend Maurice a pu rester ferme sur les limites extrêmes de l'orthodoxie. Une partie du clergé s'est pourtant effrayée tout récemment de cette libre recherche de la vérité. Ne trouvant ni dans les lois du royaume ni même dans la discipline ecclésiastique le moyen d'atteindre certains doutes cachés derrière des positions officielles, elle a imaginé de lier de plus près les consciences au *credo* de l'église établie : de là les efforts de la convocation de Canterbury pour engager sur l'honneur la foi des jeunes ministres. C'était évidemment son droit d'agir ainsi; mais on se demande si elle a bien

(1) Professeur de théologie à King's College en 1846, il fut obligé de quitter ce poste par suite de l'animosité que soulevèrent ses opinions religieuses. Il est aujourd'hui vicaire de la chapelle de Saint-Pierre dans Marylebone. On lui doit la fondation des *Working men's* et des *Working women's Colleges*, admirables institutions pour l'enseignement des ouvriers et des ouvrières. Le *Macmillan's Magazine* a été en partie rédigé sous son influence.

trouvé le remède au mal. Les mesures de restriction peuvent créer l'hypocrisie, mais assurent-elles la foi? Qu'on écoute par exemple la confession publique de certains *clergymen* qui combattent ce même dogme de l'éternité des peines. « Ils y ont cru, vous diront-ils, pendant un temps; mais un jour ils ont secoué comme malgré eux le rêve hideux de leur jeunesse, le cauchemar d'un Dieu impitoyable, et le monde s'est alors éclairé pour eux d'une lumière nouvelle, d'un rayon d'amour qui leur a fait découvrir jusque dans la punition des méchans les traits célestes de la bonté. » L'église anglicane est atteinte, il le faut bien reconnaître, de la maladie du siècle, et cela jusque sur les hauteurs (*oriens ex alto*). Qu'on n'en conclue pas d'ailleurs que le sentiment religieux se soit affaibli dans la Grande-Bretagne. Où trouver au contraire un clergé plus attaché à ses devoirs, une nation plus croyante? Et comment cela peut-il se faire? Les religions qui comptent le moins d'incrédules sont celles qui imposent aussi le moins de sacrifices à la raison et à la liberté de conscience : là est sans doute la réponse à l'apparente contradiction que nous venons de signaler.

Le clergé anglais tenant de très près à l'état, il importe de rechercher le genre d'influence qu'il y exerce (1). Il faut pour cela tenir compte des origines mêmes de la réformation. De tous les obstacles qui s'opposent chez un peuple à l'établissement des libertés politiques, le plus grave et le plus difficile à renverser est l'asservissement de l'esprit sous certains dogmes religieux. Dans la révolution morale du XVI[e] siècle, à laquelle le clergé britannique prit une si grande part, les docteurs se proposaient surtout d'émanciper le sentiment du *moi*. Tous les droits s'engendrent les uns des autres, et qui doute aujourd'hui que le respect de la liberté individuelle ne soit chez nos voisins d'outre-mer une conquête du protestantisme? Le même principe de curiosité qui avait mis à nu les fondemens de la foi appela les lumières de l'examen et de la discussion sur les bases du gouvernement civil. On découvrit bientôt que les racines du despotisme se cachaient dans une sorte d'ignorance sacrée, mais ne reposaient sur aucune autorité divine. C'est ainsi que la constitution anglaise a pu s'allier sans peine à l'ordre religieux, qui la consacre sans la gêner ni la contredire. Le clergé anglais pris en masse est conservateur; mais il ne faut point attacher à ce mot le sens étroit qu'on lui donne dans d'autres pays. Protéger les institutions de la Grande-Bretagne, c'est sans doute

(1) Il s'agit, qu'on l'entende bien, d'une influence indirecte. Les *clergymen* ne peuvent siéger à la chambre des communes. Jusqu'au mois de février 1865, ils ne pouvaient même faire partie du barreau.

perpétuer certains priviléges, mais c'est aussi défendre beaucoup de droits et de libertés politiques. Cet esprit général de l'église n'engage d'ailleurs nullement les opinions particulières de ses ministres. Lorsque les états du nord de l'Amérique poursuivaient contre les états du sud cette lutte héroïque dont le contre-coup fit courir un frémissement dans les veines de la vieille Europe, quelques *clergymen* anglais se déclarèrent hautement contre l'esclavage et firent des vœux publics pour le triomphe de la cause fédérale. Parmi les libéraux du clergé britannique, je pourrais citer le docteur Hook (1), doyen de Chichester, et bien d'autres qui prêtent volontiers la main aux réformes exigées par l'état présent de la société. Au moment où la candidature de M. Stuart Mill était peut-être menacée à Londres par d'injustes soupçons d'athéisme, c'est de l'université d'Oxford, un des centres de l'orthodoxie, que s'élevèrent des voix éloquentes pour défendre les opinions religieuses de l'illustre penseur contre les attaques du *Record* (2). Un seul fait pourrait donner un démenti au libéralisme éclairé du clergé : c'est la dernière élection de cette même université d'Oxford. Et pourtant, si je suis bien informé, la candidature de M. Gladstone n'aurait point échoué devant les votes des savans professeurs attachés à l'institution; elle aurait eu pour adversaires victorieux les membres agrégés, qui, disséminés sur toute l'Angleterre, occupent pour la plupart certains bénéfices dans les campagnes. Ces derniers, plus accessibles aux préjugés de naissance et aux influences locales de l'aristocratie, se défient aussi plus que les autres des entraînemens du siècle. Il est bien vrai d'ailleurs que les principes des tories cherchent à s'appuyer sur l'église comme sur un des piliers de l'état. Quelques *clergymen* reprochent même à M. Disraeli d'écarter d'une main trop hardie les voiles du temple, laissant ainsi entrevoir dans la religion un moyen de gouvernement. N'est-ce point compromettre ce qu'on voudrait servir? Contre cette confusion des rôles et des pouvoirs s'est dernièrement élevé en Angleterre un parti connu sous le nom de *liberation society*. Les chefs de cette école, et parmi eux il en est d'éminens, voudraient au contraire relâcher les liens qui unissent l'ordre civil à l'ordre religieux. Il est difficile de prévoir le sort que l'avenir réserve à de telles tentatives, mais dès aujourd'hui la véritable autorité de l'église anglicane repose sur la foi et non sur la loi : aussi longtemps qu'elle aura pour

(1) Auteur d'un excellent pamphlet intitulé *On the means of rendering more efficient the education of the people* (*Moyens de rendre plus efficace l'éducation du peuple*), qui attira l'attention publique par la hardiesse des vues et l'indépendance du talent.

(2) Organe de l'église basse, de même que le *Guardian* est le journal de l'église haute, et le *Non-Conformist* celui des sectes dissidentes.

elle les sympathies des esprits éclairés et qu'elle ménagera la liberté des opinions, elle pourra défier les tempêtes.

Le clergé s'est fort préoccupé depuis quelques années d'attirer dans les temples la classe ouvrière. Ses efforts ont-ils été couronnés de succès dans les grandes villes? Non assurément, car il en est encore à rechercher les causes d'une absence qu'il regrette. Le docteur Pusey attribue l'exclusion des ouvriers à l'ancien système qui régit encore l'arrangement intérieur des églises protestantes. Les bancs y sont ou loués à l'année pour de l'argent, ou occupés à titre de droit d'ancienneté par les paroissiens de la classe supérieure, tout au moins de la classe moyenne. Dans les deux cas, le pauvre y fait une assez triste figure. « Est-ce là, s'écrie le docteur Pusey, ce qu'on a le droit d'attendre d'une religion qui proclame l'égalité de tous en présence d'un père commun? » L'éloquent professeur va plus loin encore : il cite des faits. Il y a quelques années, une église n'avait absolument que des bancs, et ces bancs étaient vides; on les abolit, et sous le même *clergyman* la même église fut constamment remplie d'un bout à l'autre. Cette expérience paraît décisive, et pourtant est-il bien certain que la location des siéges soit la seule cause qui écarte des temples en Angleterre la classe la plus nombreuse? Il y a lieu d'en douter. Le dimanche, les personnes aisées étalent à l'envi dans la maison de prière leurs plus belles toilettes; de quel air le pauvre viendrait-il y montrer ses haillons? Cette objection est si sérieuse qu'on avait eu l'idée en 1850 d'établir à Londres des *églises déguenillées* (*ragged churches*), de même qu'il existait déjà des *ragged schools;* mais le nom à lui seul était trop injurieux pour que cette tentative obtînt du succès. La vérité toutefois est que, dans ces mêmes édifices où la voix de l'Évangile s'élève si haut contre le culte de Mammon, l'humble travailleur des villes sent peser sur lui tout un ordre social qui lui semble être en contradiction avec la parole du maître. En vain a-t-on adouci le sens de certains textes; en vain, grâce à un miracle de subtilité scolastique, a-t-on fait passer le chameau par le trou de l'aiguille : comment accorder l'extrême distinction des rangs avec l'esprit d'un livre qui prêche en tout le renoncement et l'humilité? La réformation avait voulu rapprocher le prêtre de la multitude afin de mieux rapprocher l'homme de Dieu; mais la naissance, l'éducation, la fortune, creusent encore des abîmes entre le ministre protestant et la partie la plus souffrante de son auditoire. Quant à l'évêque, il est trop grand et trop loin du peuple pour exercer sur lui une très vive influence. Derrière cette hiérarchie ecclésiastique se dresse d'ailleurs toute une hiérarchie civile, double échelle de Jacob bien haute et bien redoutable pour celui

qui reste à terre. La misère est un isolement, et cet isolement s'accroît encore au milieu de la foule dorée qui fréquente surtout les églises anglaises. En voilà bien assez pour expliquer comment une partie de la classe ouvrière ou s'abstient entièrement de prendre part au culte public, ou se rend le dimanche dans les chapelles appartenant aux sectes dissidentes.

III.

La grande différence entre l'église établie et les trente-six sectes chrétiennes qui existent en Angleterre est que la révolution religieuse a été faite d'un côté par le gouvernement, de l'autre par le peuple. Au milieu de l'ébranlement des anciens dogmes, l'église anglicane se rattacha au principe d'autorité. Les dissidens au contraire persistèrent à voir dans le roi un fantôme de pape et réclamèrent le principe du *self-government* dans l'ordre des croyances. La religion de l'état crut longtemps devoir s'opposer à ces tendances, qu'on disait anarchiques. En 1559, l'*acte d'uniformité* prononça des peines sévères contre tous ceux qui, sans cause raisonnable, s'absenteraient des temples reconnus par la loi. Les persécutés de la veille se faisaient à leur tour persécuteurs. Ainsi va le monde. Cependant de la libre interprétation des Écritures et du droit d'examen s'élevèrent, vers la fin du XVI[e] siècle, en Écosse les presbytériens, en Angleterre les indépendans. Le chef de ces derniers paraît avoir été Robert Brown, sorti d'une ancienne famille et allié au lord-trésorier Burleigh. Esprit enthousiaste et impétueux, il allait prêchant de ville en ville, surtout dans le comté de Norfolk. Après un séjour de trois années dans la Zélande, où il avait fondé une église indépendante, il revint en Angleterre (1585). Enfermé trente-deux fois dans différentes prisons à cause de ses opinions religieuses, à bout de zèle et d'efforts, il finit par se soumettre à l'église établie, et obtint pour récompense le rectorat d'Oundle, dans le Northamptonshire. La défection du chef ne désarma point les disciples, car en 1593 sir Walter Raleigh estimait à vingt mille le nombre des *brownistes* (c'est le nom qu'on donnait alors à ces sectaires), sans compter, ajoute-t-il, les femmes et les enfans. Ils furent traités avec beaucoup de rigueur, et plusieurs d'entre eux passèrent par les mains du bourreau sous le règne d'Elisabeth. Cette persécution chassa et dispersa les membres de la nouvelle doctrine dans les Pays-Bas, où ils fondèrent diverses églises à Amsterdam, à Rotterdam et à Leyde. Un des exilés revint pourtant en Angleterre vers 1616; il établit alors une chapelle dans le cœur de Londres. Tant que dura le long

parlement, la secte gagna du terrain, et lorsque Cromwell (qui était lui-même un indépendant) eut saisi l'autorité suprême, il fit puissamment reconnaître le principe de la liberté des opinions religieuses. De Charles II à Guillaume III, cette famille de dissidens eut beaucoup à souffrir; mais à l'époque de la révolution elle reparut, endurcie et fortifiée, comme dit Bossuet, par ses cicatrices. Les indépendans forment aujourd'hui un des grands rameaux du protestantisme anglican. Sous le nom plus moderne de *congregationalistes*, ils ne le cèdent à aucune autre secte ni en nombre ni en importance sociale.

Quelles sont pourtant les idées qui les distinguent? Ils refusent d'admettre le principe d'une église nationale : pour eux, ce mot église veut dire simplement une congrégation, et les chrétiens doivent être libres de s'associer entre eux comme ils l'entendent, de telle sorte que tout individu puisse juger et approuver ce qui se fait par la communauté. Dans ce système, l'homme reste toujours maître de ses croyances et ne cherche dans l'union avec les autres hommes que le lien nécessaire pour donner de la force et de la consistance à ses sentimens personnels. En fait d'hiérarchie, les indépendans ne reconnaissent que deux ordres d'officiers religieux, — les évêques et les diacres. Or par évêques ils entendent les prêtres ou pasteurs (1). Ces derniers n'ont aucun besoin d'une ordination spéciale; il suffit qu'ils soient appelés par une des églises pour avoir le droit de prêcher et d'administrer les sacremens. L'usage veut pourtant que le ministre nouvellement élu soit inauguré par ses confrères dans un service spécial où il fait devant son auditoire une sorte de profession de foi. Dans le choix du pasteur, chaque église, douée d'une parfaite autonomie, ne se trouve liée par aucune condition de classe ni d'enseignement particulier; toute personne qui lui paraît capable est dès lors à même de revêtir les fonctions du ministère. Ce principe a toutefois souffert quelques modifications dans la pratique; comme il y a plus d'avantage à ce que les ministres soient des hommes éclairés, la plupart d'entre eux reçoivent aujourd'hui une éducation préalable dans les nombreuses *académies théologiques* ou *collèges* appartenant à la secte. Le droit de prêcher dans les assemblées religieuses ne constitue d'ailleurs point un privilége exclusif; on encourage au contraire quiconque possède le don de la parole à exhorter la congrégation : ainsi par le fait tout homme est prêtre. Les *indépendans* refusent au gouvernement le droit d'intervenir dans les affaires religieuses et tiennent à supporter eux-mêmes

(1) Selon eux, ces deux mots qu'on rencontre si souvent dans l'histoire de l'église primitive, — *episcopus* et *presbyter*, — désignent une seule et même personne.

les frais de leur culte. Une sorte de concile volontaire, composé de délégués et connu sous le nom de *Congregational Union of England and Wales,* se réunit deux fois par an pour organiser une action commune, sans toutefois porter atteinte au principe d'initiative locale. Ce frêle lien suffit à entretenir l'unité, et malgré l'état flottant du système aucune fraction importante ne s'est depuis l'origine détachée de l'ensemble.

J'entrai un dimanche soir dans une chapelle qui se trouve à Londres dans Borough-Road : l'intérieur de l'édifice, blanc et nu, était vivement éclairé au gaz; les bancs s'arrondissaient en amphithéâtre autour d'une chaire dans laquelle monta un ministre en habits de ville, seulement noirs. Après le service, tout le monde se recueillit, et quelques orateurs des deux sexes se levèrent l'un après l'autre, selon qu'ils se sentaient inspirés, pour offrir à Dieu une sorte d'improvisation. La gravité de l'auditoire, ces soliloques à voix haute entrecoupés de silence, l'ardeur exaltée des femmes qui parlaient, leur visage enflammé sous le voile, la lumière qui tombait d'en haut, tout cela, malgré la singularité de la scène, avait un côté solennel et touchant : je me sentais ému. Étrange pays, à la fois positif et mystique, où sous l'épaisse atmosphère des intérêts matériels, et presque en l'absence de tout culte extérieur, on sent passer dans les âmes avec une sorte de frémissement le rayon d'unmonde invisible !

Après les indépendans, une des sectes les plus anciennes et les plus nombreuses est celle des baptistes, qui descendent sans doute des anciens anabaptistes. Leur origine remonte en Angleterre à 1608, époque où la première église de ce nom fut établie à Londres. Considérant le baptême comme une simple profession de foi de la part de celui qui le reçoit, ils maintiennent que cette déclaration ne peut être faite par des enfans en bas âge, ne jouissant point encore de l'usage de la raison, ni, à leur place, par des parrains ou marraines n'ayant aucun droit d'engager d'avance la conscience du nouveau-né. Ils n'admettent donc à cette cérémonie que les adultes. Ce n'est pas tout. Le mode selon lequel s'administre le baptême dans les autres églises ne leur paraît nullement en harmonie avec les usages des chrétiens primitifs. Le sens même du mot grec, l'autorité de Tertullien et de Grégoire de Nazianze, la tradition des Vaudois et des Albigeois, — que n'invoquent-ils point en leur faveur! Selon eux, le signe matériel du baptême consiste non point à verser de l'eau sur la tête, mais à plonger toute la personne dans une sorte de bain : un ministre anglais a jeté sur cette secte un assez grand éclat. Quel est cet édifice à fronton grec et à colonnes corinthiennes qui s'élève dans Kensington-Road? C'est

le *Tabernacle* de M. Spurgeon (1). A l'extérieur, on dirait un théâtre, et, pour compléter la ressemblance, une foule serrée fait queue tous les dimanches soirs, d'abord devant la grille qui protége le monument, puis sous le péristyle. Enfin à six heures et demie les portes s'ouvrent : tout le monde se précipite et trouve les trois quarts de la salle envahie déjà par les propriétaires ou les locataires de bancs. Ce système d'exclusion et de privilége, combattu par quelques membres de l'église haute, règne avec une extrême rigueur dans les chapelles : les ministres dissidens n'ont d'ailleurs aucune raison de l'abolir, ils en vivent. Au point de vue matériel, qui ne se sépare guère ici du point de vue religieux, l'érection de tels édifices constitue dans certains cas une excellente spéculation financière. L'intérieur ressemble exactement à une salle de concerts : il se compose d'un parterre et de deux rangs de galeries superposées autour desquelles courent des cordons de lumières, tandis que des becs de gaz s'épanouissent au chapiteau des colonnes qui soutiennent le toit et les surmontent d'une couronne de feu ; — du reste, aucun signe religieux, à moins qu'on ne veuille prendre pour tel le cadran d'une horloge destiné sans doute à rappeler aux chrétiens la fuite rapide du temps. A sept heures du soir, M. Spurgeon paraît sur un balcon ou plate-forme entourée d'une balustrade. Il est vêtu d'un habit noir et porte une cravate blanche. Le plus profond silence règne parmi les trois ou quatre mille fidèles qui remplissent cette salle, encore trop étroite pour la réputation de l'orateur. Une courte lecture, quelques chants, une prière, tels sont les préliminaires du sermon. M. Spurgeon a beaucoup d'un acteur dans la figure, dans la voix et dans les gestes :

(1) Né à Kelvedon (Essex) en 1834, M. Spurgeon fit ses premières études dans la ville de Colchester. Quelques membres de sa famille étaient indépendans; ils l'engagèrent à entrer dans un des colléges de la secte pour y apprendre la théologie et se préparer ainsi au ministère; mais ses convictions inclinaient du côté des baptistes. Il se rattacha donc à une église de ces dissidens présidée à Cambridge par Robert Hall. A dix-sept ans, dans un village voisin de Cambridge, Teversham, il prononça son premier sermon et fut bientôt connu sous le nom de « l'enfant prédicateur (*boy preacher*). » On le demanda peu de temps après pour exercer les fonctions de pasteur dans la petite chapelle de Waterbeach ; il s'y rendit, et cette chapelle, — une grange, — fut bientôt remplie d'auditeurs, tandis que la foule, repoussée au dehors, se contentait d'entendre le son de sa voix. Sa réputation vola jusqu'à Londres, et la chapelle de *New-Park street*, dans Southwark, dont la chaire avait été autrefois occupée par le docteur Rippon, réclama les services du jeune prodige. En 1853, M. Spurgeon parut pour la première fois devant le public de Londres : le succès fut immense. Deux années ne s'étaient point écoulées qu'il fallut agrandir la chapelle. Ces travaux terminés, l'édifice se trouva encore trop étroit pour l'auditoire. Après avoir prêché le dimanche dans les plus vastes salles de concerts qui existent à Londres, M. Spurgeon recueillit des souscriptions afin d'ériger un autre temple qu'il intitula lui-même le *Tabernacle*.

tour à tour grave ou comique, tombant du sublime au grotesque et au trivial, « tantôt Ézéchiel et tantôt Scaramouche, » il a incontestablement fondé en Angleterre une nouvelle école d'éloquence sacrée. Les autres prédicateurs du *Tabernacle* cherchent à l'imiter et n'y réussissent guère : il leur manque pour cela cet accent fort et pur qui domine les grandes eaux de la foule, cette verve mordante qui donne à la polémique religieuse l'intérêt des *debating clubs* (*clubs des débats*), et surtout cet art de *dramatiser* la chaire en saisissant les imaginations. M. Spurgeon prête par plus d'un côté à la caricature. Aussi le crayon des artistes anglais ne l'a-t-il point épargné (1). De même que Socrate, il a eu l'honneur d'être joué de son vivant sur la scène. Ces traits de la critique s'adressent à un talent bizarre, mais réel : pourquoi donc aurait-il la faiblesse de s'en émouvoir? M. Spurgeon se distingue par des idées libérales. Aux dernières élections, il soutint de sa grande influence, au moyen d'une affiche placardée sur les murs de Londres, la candidature de M. Thomas Hughes, le célèbre auteur de *Tom Brown's School days*. Cette intervention d'un ministre dissident dans les affaires publiques n'a ici rien qui étonne, ni qui soit contraire aux mœurs. Il ne faut pas oublier qu'en Angleterre les institutions civiles ont été en quelque sorte coulées dans le bronze des croyances religieuses.

Une des scènes les plus intéressantes du *Tabernacle* est le baptême des adultes, qui a lieu généralement le jeudi soir après le service. Une vingtaine de catéchumènes se groupent sur une plate-forme qui occupe une des extrémités de la salle au-dessous de la chaire. Les jeunes filles sont habillées de blanc, elles portent des bonnets relevés d'un tour de dentelle qui leur serrent étroitement la tête; leurs robes longues et tombant à plis droits, l'espèce de pèlerine qui leur couvre les épaules, leur air modeste et recueilli, tout dans leur costume et dans leur attitude rappelle les statues de saintes qu'on voit dans les anciennes églises. Les hommes sont revêtus d'une robe de chambre avec une cravate ou un col blanc. Au milieu de la plate-forme s'ouvre un réservoir d'eau, à l'entrée duquel se placent deux diacres en habits bourgeois, tandis que M. Spurgeon, revêtu cette fois d'une longue toge cléricale à manches flottantes, disparaît à moitié dans l'intérieur du bassin. C'est maintenant le tour des néophytes. L'une des jeunes filles descend

(1) C'était la mode, il y a trois ou quatre ans, de représenter M. Spurgeon sous la forme d'un *gorilla*, par allusion à la dispute célèbre qui eut lieu en Angleterre sur ce singe à figure humaine dans lequel l'orateur « se refusait, disait-il, à reconnaître un de ses ancêtres. »

la première les marches de la piscine; le ministre, la soutenant par le bras, lui dit : « Sur ta profession de foi en Jésus-Christ et par ton propre désir, je te baptise au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. » En même temps il la plonge dans l'eau. La même cérémonie se répète pour les autres *sœurs*, et, chaque fois que l'une d'entre elles remonte toute mouillée les degrés du bassin, un diacre lui jette sur les épaules une sorte de manteau, tandis qu'une femme commise à ce genre de service l'emmène dans une chambre voisine. On était alors au mois de janvier 1865, et l'eau devait être très froide: je tremblais à l'idée d'une telle épreuve subie par de jeunes filles; mais elles, réchauffées sans doute par l'enthousiasme religieux, ne montraient ni crainte ni hésitation. Cette cérémonie, le baptême par immersion, a du reste un côté imposant, et tel est le respect des Anglais pour toutes les formes du culte, que même les curieux y assistent avec un grand air de recueillement. « Ils y viennent pour s'amuser et ils y restent pour prier, » dit avec trop de confiance peut-être M. Spurgeon.

Quels sont ces hommes graves qui, vêtus d'une manière uniforme, se rendent le dimanche à leur conventicule? On les appelle vulgairement *quakers,* mais ils donnent à leur secte le nom de *Société des amis* (*Society of friends*). Le fondateur est George Fox, qui naquit en 1624; fils d'un pauvre tisserand, il avait été placé en apprentissage chez un cordonnier, quand, entraîné par la force des idées religieuses, il se sauva un jour de chez son maître et se mit à courir la campagne comme un ermite, revêtu, sinon d'une peau de chameau, au moins d'un pourpoint de cuir. Sans autre compagnie que sa Bible, il jeûnait et errait dans les endroits déserts; dormant pendant le jour dans le tronc creux d'un arbre, il se promenait la nuit à travers les champs, comme un homme possédé du démon de la mélancolie. A l'âge de vingt-deux ans, il commença la prédication de ses doctrines. Trouvant que l'église réformée avait encore conservé dans ses formes et ses cérémonies beaucoup trop de procédés humains, il se tint tout à fait à l'écart du culte établi et voulut remonter aux sources les plus pures de l'inspiration divine. Regardant même certaines convenances sociales comme entachées d'un respect superstitieux, il n'ôtait son chapeau devant personne, grand ou petit; il tutoyait tout le monde, le riche comme le pauvre. De 1648 jusqu'à sa mort, qui eut lieu en 1691, il occupa en voyages et en disputes religieuses le temps qu'il ne passait point de force dans les prisons. Il visita le continent à plusieurs reprises, et en 1661 il fit voile pour les colonies anglaises de l'Amérique. Par deux fois, il se rendit dans les Pays-Bas, où ses doctrines avaient poussé de profondes racines. Tel est l'homme qui fixa les principes de la

secte. La Société des amis n'exige de ses membres aucune profession de foi; elle a très peu de dogmes et se gouverne par des synodes ou *meetings*. Le trait qui la caractérise est une croyance profonde dans l'influence directe de l'Esprit-Saint sur l'âme de l'homme. Comme les noms que nous donnons aux mois de l'année et aux jours de la semaine dérivent d'une source païenne, les amis refusent de s'en servir; c'est ainsi qu'ils disent le *premier* et le *second* mois au lieu de janvier et de février, le *premier* et le *second* jour au lieu de dimanche et de lundi. En cas de disputes litigieuses, les quakers ne doivent point s'adresser aux tribunaux ordinaires; mais il faut qu'ils soumettent leur différend à l'arbitrage de deux ou trois de leurs confrères. Si l'une des deux parties intéressées refuse d'obéir à la sentence des tiers, elle peut être exclue de la société par le *meeting* auquel elle appartient et qui se réunit tous les mois (*monthly meeting*). La sincérité étant à leurs yeux une des premières vertus chrétiennes, ils prétendent que tout homme doit être cru sur parole et se défendent avec douceur d'y ajouter aucun serment. Leur résistance à cet égard a été pour eux la source de persécutions odieuses; mais leur simple affirmation est aujourd'hui reçue en justice et dans les affaires d'état. On connaît leur sainte horreur pour la guerre; ils réprouvent avec la même énergie toute atteinte à la liberté de conscience.

Leur chapelle ou, pour mieux dire, leur lieu de réunion est une grande salle n'ayant d'autre luxe que la propreté, des murs blancs, un plancher lavé avec soin et des bancs de bois où tout le monde s'assoit sans aucune distinction de rang ni de fortune. Sur le bureau figurent les archives de la société en plusieurs volumes. Leur culte est tout immatériel; ils adorent Dieu en esprit, sinon en vérité. Aucunes formes de prières, point de jeûnes, point d'actions de grâce. Comme ils soutiennent que toutes les anciennes figures ont été abolies par la loi nouvelle, ils n'admettent d'autre baptême que celui de l'esprit, et leur communion est un acte intérieur de l'âme sans aucun signe visible. Dans leurs assemblées, hommes et femmes, riches et pauvres, savans et ignorans, peuvent également prendre la parole, selon qu'ils se croient inspirés. On appelle en Angleterre une réunion de personnes silencieuses un *meeting* de quakers. Avant d'élever la voix dans ces conventicules, il faut en effet qu'on se sente remué par l'esprit, et l'esprit est quelquefois lent à souffler. On l'attend alors dans le plus profond recueillement. Il y a pourtant des anciens (*elders*) qui veillent sur le ministère de la parole, mais seulement pour entretenir l'ordre. Le mariage lui-même se célèbre sans l'intervention d'aucun prêtre. L'un des membres de la société a-t-il l'intention de prendre femme, il en avertit

le *meeting* d'hommes auquel il appartient; la fiancée en fait autant de son côté auprès du *meeting* de ses compagnes. On s'assure alors du consentement des parens et de la liberté des parties contractantes; si la femme est veuve et qu'elle ait des enfans, on s'occupe de leur garantir des moyens d'existence. Cela fait, les fiancés se présentent devant le conventicule des amis, qui leur délivrent un certificat de mariage. Les enterremens ont lieu avec la même simplicité : aucune pompe mortuaire, nul appareil de deuil; on évite même de marquer par une pierre ou par tout autre monument l'endroit de la sépulture. Il est contraire à leurs principes de rétribuer aucune fonction religieuse; tout homme, selon eux, doit donner gratis aux autres ce qu'il a reçu gratis. La source des aumônes est très abondante et contribue surtout à accroître pour les enfans les moyens d'éducation. Ont-ils d'ailleurs des pauvres parmi eux? Il est inoui en Angleterre qu'un quaker ait jamais réclamé les secours de sa paroisse. Quand un négociant de la secte est dans de mauvaises affaires, les amis viennent à son aide et l'empêchent ainsi de tomber en faillite. Charitables envers les hommes, ils se montrent bons pour les animaux. C'est un des préceptes de leur doctrine : « ne demande au bœuf que la longueur du sillon qu'il peut tracer sans perdre haleine. » On doit surtout citer comme un modèle des vertus de la secte Richard Reynolds, de Bristol, mort il y a quelques années. Après avoir amassé une fortune princière dans le commerce des fers, il se consacra tout entier aux œuvres de bienfaisance. Ses offrandes n'étaient accompagnées d'aucune signature, il écrivait seulement sur la feuille blanche : « un ami. » Une dame vint un jour réclamer sa générosité en faveur d'un orphelin. « Quand il sera grand, ajouta-t-elle, je lui apprendrai le nom de son bienfaiteur. — Vous avez tort, répondit-il. Nous ne remercions pas le nuage pour l'eau qu'il nous envoie. Apprenez-lui à regarder plus haut et à remercier celui qui donne à la fois le nuage et la pluie. »

Où il faut surtout étudier le quaker, c'est chez lui. Sa maison respire en général un grand air de prospérité. Demandez-lui la cause de cette richesse : il vous répondra que le mérite en est avant tout à l'éducation qu'il a reçue. Dès l'âge le plus tendre, on lui a fait apprécier la valeur du temps. Assurer le bien-être de sa famille est à ses yeux plus qu'un conseil de la prudence; c'est un devoir religieux. Qu'on ne se méprenne d'ailleurs point sur le caractère de son intérieur; tout y est d'une élégance sévère; on n'y voit ni pianos, ni meubles superflus, ni tentures éclatantes. Le grand luxe des quakers, surtout à la campagne, est dans les jardins et dans les plantes rares. Ils ont volontiers une voiture à deux chevaux, mais sans armoiries. Les femmes portent un costume qui les

distingue, — un chapeau de forme antique, le plus souvent gris perle, une robe couleur sombre sans volans ni garnitures, un châle attaché très haut qui les enveloppe. Tout cela est d'une étoffe excellente et coûteuse, mais qui flatte très peu les yeux. A les voir ainsi vêtues, un étranger les prendrait volontiers pour des sœurs de charité. Les quakeresses mettent à éteindre l'éclat de leur toilette tout le soin que d'autres se donnent pour contrefaire la fortune. Dans la conversation, les amis évitent de parler des membres de leur famille qui ne sont plus : ces absens appartiennent à Dieu et au silence. Sobres au milieu de l'abondance, ils jouissent de la richesse avec modération. Leur domestique est nombreux et bien traité; les servantes de la maison assistent deux fois par jour, matin et soir, non à la prière, car les quakers ne prient point avec les lèvres, mais à une lecture de la Bible. Ils exercent l'hospitalité avec grandeur et en même temps avec modestie. Cette vie de famille ne serait pas, je le déclare, du goût de tout le monde; elle a pourtant du charme. C'est le paradis de la tranquillité. Et comment douter que les *amis* ne soient heureux? On le voit bien à leur regard clair et limpide. Tout, jusque dans le son de leur voix, annonce la paix de l'âme et l'égalité du caractère.

Les amis tiennent très peu à faire des prosélytes. N'est pas quaker qui veut: je connais une ville du comté de Norfolk où un nouvel adepte s'était mis en tête de porter le chapeau à grands bords et de fréquenter le conventicule; mais il ne réussit point à gagner la confiance de la secte. On naît quaker, on ne le devient pas; aussi la Société des amis ne s'accroît-elle guère. On assure même qu'elle décline. Les jeunes quakeresses abandonnent volontiers l'ancien costume pour porter des rubans, des fleurs et même, ô scandale! des jupons de crinoline. Les jeunes gens de leur côté s'enrôlent parmi les volontaires et osent ainsi porter les armes. Dans les banquets, quelques amis se lèvent maintenant par faiblesse avec les autres convives quand on propose la santé de la reine (1). Les vieux en gémissent et cherchent à sauver par la dignité de leur maintien l'honneur du *quakerisme* en danger. Il est d'ailleurs à remarquer que les amis qui se détachent de la société ne se rallient d'ordinaire à aucune autre dénomination religieuse.

Sous le nom général de méthodistes, on désigne en Angleterre une autre secte qui compte de nombreux partisans dans les classes ouvrières. Elle se divise en plusieurs branches, dont les deux prin-

(1) Les vrais quakers, non par un sentiment d'opposition, mais d'accord avec les usages de leur secte, restent assis dans de pareilles occasions. Selon eux, on doit porter dans le cœur le respect des personnes, et non le témoigner par des marques extérieures.

cipales ont été entées sur l'arbre de la réformation, l'une par Wesley et l'autre par George Witfield. John Wesley naquit en 1703. Au moment où il parut, la religion n'était plus guère chez nos voisins qu'une affaire de mode. On pourrait comparer cette époque sous le rapport des croyances à celle qui précéda chez nous la révolution française. Ancien *fellow* (agrégé) d'Oxford, Wesley, après avoir reçu les ordres, se rendit tout jeune en Amérique pour y prêcher l'Évangile aux Indiens. A son retour en Angleterre, il chercha le moyen de régénérer la foi, qui se mourait dans les âmes. « Après avoir longtemps battu l'air, » il jura de s'adresser au peuple. Monté sur une charrette, sur une borne ou sur une meule de foin, il prêchait dans les champs et le long des grandes routes. De toutes parts on accourait pour l'entendre. Sa parole était claire, simple et convaincue, elle remuait la multitude avec le frisson du vent dans un champ de blé. Les églises lui étant fermées à cause du caractère de ses doctrines, il avait pris pour temple la voûte du ciel, et dans ces assemblées en plein air la voix de cinquante mille personnes chantant des hymnes composées par lui-même s'élevait comme le bruit des grandes eaux. Le maître et les disciples furent persécutés; ces mauvais traitemens ne firent qu'attiser le feu de leur enthousiasme : c'est une des pages les plus tristes dans les annales religieuses de la Grande-Bretagne. Cependant l'église établie a, de même que l'aristocratie anglaise, une grande force; elle sait prendre conseil de ses adversaires. Les pasteurs reconnurent qu'ils avaient trop négligé leurs troupeaux, et à la voix de John Wesley ils se réveillèrent de leur long engourdissement. C'était son intention : il voulait agir à la fois sur l'église et sur les parties qu'il en détachait. La secte des méthodistes wesleyens forme aujourd'hui en Angleterre un des rameaux les plus puissans de la division. Ils ne se séparent guère de la religion de l'état sur les questions de doctrine; mais ils gouvernent tout autrement les affaires du culte. Deux genres de prêcheurs, les uns clercs et les autres laïques, président dans chaque arrondissement religieux aux besoins spirituels des sociétés méthodistes. Les clercs se dévouent entièrement aux œuvres du ministère et sont payés sur des fonds prélevés à cet effet dans les *classes* ou congrégations (1). On prend d'ailleurs bien soin qu'ils ne s'enrichissent point de l'Évangile. Quelques-uns d'entre eux reçoivent le nom de prêcheurs ambulans (*itinerant*

(1) Ces classes sont considérées avec raison comme la base du système méthodiste. Elles se composent d'une douzaine de personnes, et chacune d'elles a un chef (*leader*), un laïque élu par un *meeting* de laïques. Chaque membre de la classe, à moins du cas d'extrême pauvreté, verse à titre de contribution au moins un *penny* par semaine dans la caisse de la société.

preachers). Ils ne s'attachent à aucune chapelle, ils vont au contraire semant la parole de chaire en chaire : il est rare qu'ils se fassent entendre deux dimanches de suite dans le même endroit. On compte à peu près douze cents *itinerant preachers* dans la Grande-Bretagne. Les prêcheurs laïques ou locaux ne sont point au contraire rétribués par la confrérie. Ils exercent une profession, quelquefois même un état manuel, et on leur assigne la chapelle où ils doivent se faire entendre le dimanche. Ces orateurs ont une éloquence à eux; leur parole énergique et inculte cherche à remuer dans les cœurs les cordes endormies du sentiment religieux. Toujours est-il que l'impression qu'ils laissent sur leur auditoire est considérable; on s'en aperçoit bien aux sombres gémissemens qui sortent des poitrines émues. Les femmes elles-mêmes ne sont point exclues du ministère de la parole. Une jeune fille de dix-sept ans attirait récemment la foule dans quelques chapelles méthodistes. Outre le dimanche, qu'ils célèbrent dans la crainte et le tremblement, les wesleyens ont certaines fêtes particulières, par exemple les *love-feasts* (fêtes d'*amour*), qui ont lieu à certains intervalles, et un *meeting* connu sous le nom de *watch night* (veille de nuit), qui se tient le dernier jour de l'année pour saluer l'année nouvelle et inculquer dans les âmes l'idée de la brièveté du temps. Les *parties de thé*, les collations, auxquelles se réunissent quelquefois jusqu'à deux mille personnes, jouent aussi un grand rôle dans les affaires de la secte. Ce qui s'y recueille d'aumônes et de souscriptions est vraiment merveilleux. Lors du jubilé wesleyen qui eut lieu, il y a quelques années, en Angleterre, on ramassa une somme de 300,000 à 400,000 livres sterling. Quand on songe que cet argent sort en grande partie de la poche des pauvres, on ne peut méconnaître la force d'une doctrine qui inspire de pareils dévouemens.

Il serait superflu de poursuivre la division dans la division, et de rechercher ainsi toutes les sectes religieuses qui existent en Angleterre. On remarque pourtant parmi elles la *nouvelle église* (*new church*), greffée sur les ouvrages théologiques de Swedenborg. Ses doctrines ont été introduites dans la Grande-Bretagne par deux *clergymen* de la religion de l'état, Thomas Hartley et John Clowes, qui traduisit en anglais les *Secrets du ciel* (*Arcana cœlestia*). En 1783, onze ans après la mort du célèbre visionnaire suédois, une annonce insérée dans les journaux indiquait un lieu de rendez-vous pour les adeptes : cinq personnes s'y rendirent et formèrent une sorte de cénacle. En 1787, le nombre des croyans s'était élevé à dix-sept, et c'est vers ce temps que se constitua le nouveau culte. On voit comment naissent les sectes en Angleterre. Tout homme ou tout groupe d'individus ayant un système religieux et trouvant assez de

partisans pour payer les frais du local et des services a le droit d'ouvrir une chapelle. Les *swedenborgiens* ou membres de la nouvelle église se réunissent à Londres, près du *British-Musæum,* dans une jolie maison dont le rez-de-chaussée est occupé par une librairie. Là se publient avec dévotion tous les ouvrages du maître et de ses disciples. Leur conviction est que les Écritures saintes ont deux sens, l'un naturel et l'autre spirituel. Le sens naturel est celui qui a été compris par les autres églises chrétiennes, tandis que le sens spirituel a été révélé pour la première fois par le grand apôtre de Stockholm, auquel il a été donné de converser avec les anges et les esprits. Les rites de la nouvelle église diffèrent très peu de ceux qui se pratiquent dans les autres chapelles protestantes; mais on s'y préoccupe beaucoup des mystères d'une autre vie. Selon les swedenborgiens, l'homme doit passer après la mort par un état intermédiaire où celui qui est intérieurement bon recevra une plus grande dose de vérité qui le préparera pour le ciel, tandis que celui qui est intérieurement mauvais rejettera toute lumière et descendra ainsi pour jamais parmi les réprouvés. La congrégation ne compte encore qu'un petit nombre de membres : s'il y a jusqu'ici peu d'élus, ils forment en revanche une assemblée d'hommes instruits et respectables; mais quelles figures extatiques! Ce que je m'empresse d'annoncer, car je crains qu'on ne s'en doute pas assez en France, c'est que le jugement dernier est déjà accompli, et que la « nouvelle Jérusalem » est à l'heure qu'il est descendue sur la terre sous la forme de la nouvelle église. Telle est du moins la grande nouvelle que m'ont chargé de répéter ces oracles du mysticisme!

Plus anciens, quoique plus éloignés de la souche des croyances nationales, les unitairiens ont appelé sur eux dans ces derniers temps l'attention de l'Angleterre. Leur doctrine remonte jusqu'à Arius, prêtre d'Alexandrie, qui vivait durant le IVe siècle; elle apparut dans la Grande-Bretagne peu de temps après la réformation, et Milton lui-même était semi-arien. Les unitairiens croient, comme l'indique leur nom, au Dieu un et indivisible. Leurs idées firent peu de progrès en Angleterre jusqu'au commencement du XVIIIe siècle, où plusieurs des anciens ministres presbytériens embrassèrent des opinions contraires au dogme de la Trinité. J'ai suivi pendant quelque temps les services d'une chapelle unitairienne qui se trouve à Londres près de *Finsbury Square.* On y lit publiquement la Bible, surtout le Nouveau Testament, comme un livre de haute morale, mais sans croire à l'inspiration des écrivains sacrés. Dans cette lecture choisie d'avance, on évite d'ailleurs certains passages dogmatiques, comme celui où il est dit que l'homme est tombé en

Adam. La théologie chrétienne est un enchaînement : nier la chute, n'est-ce point nier la rédemption? Les unitairiens ne croient point en effet à la divinité de Jésus-Christ. Pour eux, c'est le plus parfait modèle sur lequel se soit imprimée l'idée de Dieu, mais « il était constitué en tout comme les autres hommes. » Sa mort n'a point été un sacrifice offert en expiation pour nos péchés, c'est le martyre d'un juste pour la défense de la vérité. Aussi évitent-ils de s'adresser à lui dans leurs invocations. Tout ce qu'ils demandent d'ailleurs à Dieu, c'est la lumière qui éclaire les âmes. En pratique, ils font consister le bonheur dans l'observation des devoirs de la vie; l'homme est justifié par ses œuvres et par sa conscience. Le dogme de l'immortalité est maintenu; seulement on laisse entrevoir, dans un avenir entrecoupé d'ombres et de clartés, une justice miséricordieuse. Quelques-uns des orateurs dans les discours desquels je pus saisir les principaux traits du système étaient à coup sûr éloquens, et parmi eux je remarquai surtout un jeune docteur de Cambridge qui, le jour de Pâques, fit un sermon sur les progrès de la science. D'après ce que j'ai vu, l'unitairianisme est plutôt une philosophie qu'une religion; il tient pourtant encore à se rattacher aux formes chrétiennes. Les services s'y célèbrent à peu près comme dans les autres chapelles dissidentes, et le livre d'hymnes, composé d'extraits de Byron, de Coleridge, de Cowper, indique, après tout, la trace d'un culte poétique. L'auditoire est généralement peu nombreux et, ce qui me frappa surtout, presque entièrement composé de gens du monde. Cette doctrine, qui s'est implantée si profondément en Amérique, n'a jeté jusqu'ici que de faibles racines dans la classe ouvrière de Londres.

Les chapelles ne sont pas en Angleterre les seuls rendez-vous des diverses sectes religieuses. Les théâtres, les salles de natation, *swimming baths*, et bien d'autres édifices se convertissent le dimanche en autant d'endroits consacrés au culte. Est-il d'ailleurs besoin d'un monument bâti par la main de l'homme? Non vraiment. Certains *meetings* religieux se tiennent volontiers en plein air. Je me souviens d'avoir rencontré un jour de printemps, au milieu de la campagne et sous une haie en fleur, un couple amoureux qui célébrait le dimanche à sa manière. Le jeune homme lisait et commentait la Bible, la jeune fille écoutait; il était le ministre et elle était l'auditoire. Mais ce n'est point précisément de ce culte à deux que je veux parler. Lors du *great revival movement* (mouvement de renaissance religieuse) qui eut lieu à Londres il y a quelques années, Hyde-Park fut envahi par les services, le chant des hymnes et les sermons. Aujourd'hui encore, pendant l'été, on y rencontre le dimanche une nombreuse tribu de prêcheurs en plein vent. Il

y en a de tous les âges, depuis un garçon de quinze ans jusqu'à un vieillard à tête blanche; mais il y en a surtout de toutes les opinions, depuis des orthodoxes jusqu'à des mormons, et même jusqu'à des athées. Le dimanche, si strictement observé par nos voisins en ce qui regarde la fermeture des boutiques et des théâtres, est peut-être de tous les jours de la semaine celui où l'église nationale subit de la part de ses adversaires les plus rudes attaques. La grande majorité des prêcheurs ambulans se rattachent pourtant à la Bible; ce sont moins leurs croyances que leurs manières qui peuvent sembler hétérodoxes. Un de leurs usages est d'adresser la parole aux auditeurs en les appelant *miserable sinners* (misérables pécheurs), ce qui est à coup sûr peu chrétien et peu charitable pour ceux qui les écoutent. Un jour dans un endroit, le lendemain dans un autre, ces péripatéticiens de l'Évangile choisissent toutefois de préférence les promenades où se réunit la foule. Aussi leur discours est-il souvent interrompu par les amusemens profanes ou par des scènes grotesques. A la porte du parc de Greenwich, une femme d'une trentaine d'années, maigre et noire comme une *gipsy*, prêchait le dimanche avec enthousiasme au milieu des courses à âne pour lesquelles *Blackheath Common* est justement célèbre. Un de ces animaux, qui n'était pas loué dans le moment, profita de sa liberté pour s'approcher du petit groupe des auditeurs et même pour frotter sa tête contre le coude de celle qui parlait. Jusqu'ici tout allait bien, et la *prêcheuse*, emportée par son zèle, ne remarqua même point une circonstance si vulgaire; mais au moment le plus pathétique, lorsqu'elle s'écria : « Oui, je suis une vagabonde de la foi; oui, j'ai quitté toute jeune la maison de mon père pour aller semer la bonne parole dans les villes et les villages, » l'âne se mit à braire de la façon la plus scandaleuse. En vain menaça-t-elle l'animal du courroux céleste, en vain chercha-t-elle à exorciser du geste et du regard le démon qui était en lui; le bruit continua de plus belle, et l'auditoire se dispersa au milieu d'un fou rire.

Je ne crois point en vérité que ces sermons des rues exercent une bien grande influence morale sur la population anglaise, et pourtant du milieu de ces voix discordantes se dégage une grande chose, la liberté de discussion. Dernièrement, un *alderman* de Londres avait fait arrêter de son autorité privée un ancien *clergyman* de l'église établie qui, faute d'emploi ou par tout autre motif, se livre maintenant à la prédication sur les places publiques de Londres. Les deux parties comparurent, selon l'usage, devant le magistrat, et l'*alderman* signala avec indignation les tendances chartistes qu'il avait cru remarquer dans le discours de l'orateur.

« Je n'ai point à m'occuper des opinions qu'il prêche, » répondit gravement le juge. Et comme il fut prouvé que le défendeur n'avait point troublé la circulation sur la voie publique, son acquittement fut aussitôt prononcé. Ce respect pour les droits de la parole n'est-il point après tout le fondement de la constitution anglaise?

Les dissidens ou non-conformistes forment, on le voit, les protestans du protestantisme. Tous s'élèvent plus ou moins contre le principe d'autorité en matière de foi. L'église anglicane s'alarme assez peu, il faut le dire, de cette opposition des sectes; n'a-t-elle point de son côté les lumières, la fortune et la sanction de l'état? Il y a pourtant des Anglais qui regrettent amèrement un tel ordre de choses et qui voudraient à tout prix ramener l'unité dans les croyances. Je crois qu'ils ont tort, et que cette dissension dont ils se plaignent est au contraire chez eux la sauvegarde des libertés religieuses. Il existe d'ailleurs plus d'un lien entre les diverses sectes nées des accroissemens de la réformation. N'ont-elles point fondé de concert, il y a quelques années, l'université de Londres? n'ont-elles point conclu, sous le nom d'*alliance évangélique*, une sorte de pacte qui tend à les rapprocher toutes dans un sentiment de tolérance mutuelle et de charité? Une partie de l'église établie (*low church*) s'est elle-même ralliée à ce mouvement. Et que craindrait-elle en effet de l'action commune avec les autres églises dissidentes? Cette division, dont on fait tant de bruit, est bien plus dans les formes que dans les doctrines. Un fait essentiel est que la part de liberté laissée par le protestantisme à la raison humaine suffit dans tous les cas pour ne point gêner les progrès de la science ni les développemens de l'industrie.

J'étais monté un dimanche matin sur les hauteurs qui dominent la ville de Swansea, plongée ce jour-là dans le repos et le silence. Deux sortes d'édifices seulement donnaient signe de vie : de hautes cheminées surmontant les fonderies laissaient échapper de noirs serpens de fumée dont le vent dénouait les anneaux, et qu'il chassait l'un après l'autre dans la même direction au-dessus des toits recouverts de tuiles, tandis que de la flèche des églises s'élevait un bruit de cloches. Le travail et la prière, voilà tout ce qui surnageait dans l'air de cette ville, étendue au bord de la mer retentissante. Ne pouvait-on y voir une image de la civilisation anglaise? La religion et l'industrie, ces deux puissances qui, dans quelques pays catholiques, se regardent encore avec une défiance jalouse, ont vécu ici depuis longtemps en parfaite harmonie, et de cette alliance on a vu sortir d'un côté, dans certaines limites, la liberté de l'esprit, — de l'autre la conquête de la matière.

ALPHONSE ESQUIROS.

LES

KABYLES DU DJURDJURA

III.

LA KABYLIE AU TEMPS DES ROMAINS. — LE PASSÉ EN REGARD DU PRÉSENT.

Le spectacle de paix profonde de la Grande-Kabylie au sein de la contagion insurrectionnelle qui l'avait presque enveloppée nous donnait, il y a quelques mois, l'occasion de rechercher les causes principales d'un si remarquable contraste (1). Tout symptôme d'agitation en Afrique ramène naturellement la pensée sur les populations indigènes qui, aux mauvais jours, sont demeurées les plus fidèles. Les Kabyles du Djurdjura méritent, à ce titre, qu'on se souvienne d'eux; ils méritent qu'on s'occupe de les bien connaître. — Les derniers troubles du sud de la province d'Oran, dont le public s'est exagéré la portée, étaient loin de menacer la colonie d'une crise analogue à celle de l'année 1864; mais si, ce qu'à Dieu ne plaise, une seconde révolte devait éclater et grandir en Algérie, nous avons le ferme espoir que la Grande-Kabylie la traverserait comme elle traversa celle de la précédente année, où on la vit également impassible devant les entraînemens arabes, devant la levée de boucliers des Babors. Et pourquoi cet espoir? Parce que la constitution nationale des Kabyles, prudemment respectée, forme dans le Djurdjura la plus sérieuse garantie de l'autorité française, parce que les besoins matériels et moraux des indigènes s'y trouvent de jour en jour plus satisfaits. — Et, une fois

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 avril 1865.

engagée solidement dans la bonne voie, l'organisation de toute conquête n'assure-t-elle pas au vainqueur, par les simples progrès de chaque jour, des chances croissantes d'affermissement?

Au moment où les intérêts de l'Algérie éveillent de hautes préoccupations, il y a une opportunité sérieuse à parler du Djurdjura, car c'est le Djurdjura qui conserve l'essence pure de la nationalité kabyle autochthone à laquelle tiennent de près ou de loin les deux tiers des indigènes algériens; c'est le peuple du Djurdjura qui garde intacts le caractère, les coutumes de la race, — caractère et coutumes qui offrent avec les nôtres de frappantes analogies et peuvent se prêter à l'œuvre la plus pratique d'assimilation. Veut-on des instincts démocratiques, des tendances égalitaires, l'amour du travail, le goût de fixité au sol, ils sont là. — Rêve-t-on un régime communal à étendre sur l'Algérie, qu'on y regarde; la commune est l'unité traditionnelle des Kabyles djurdjuriens. — Songe-t-on à établir la propriété indigène sur les bases de la propriété individuelle, nulle part on ne la verra plus divisée, mieux assise que chez les tribus du Djurdjura. — Cherche-t-on enfin s'il est une partie de la population africaine qui soit apte à recevoir notre civilisation et capable de nous en savoir gré, elle est toute trouvée. Voilà bien des raisons pour rappeler que le Tell algérien présente un massif considérable, peuplé d'une race compacte, vaillante, travailleuse, entièrement différente des Arabes, vraiment assimilable avec nous, — qui, sous la main de la France, vit contente de son sort, et dont la constitution ne réclame heureusement plus de nouveaux essais d'administration. Là les succès militaires et politiques de la France peuvent victorieusement supporter tout parallèle avec les divers systèmes des anciens dominateurs du nord de l'Afrique, — et ce n'est point un complément inutile à de premières études sur le présent et l'avenir des Kabyles du Djurdjura qu'un coup d'œil jeté sur leur passé : la vigoureuse permanence de leur caractère ressortira plus saisissante encore de l'étude même de leur histoire.

Les Turcs ont directement précédé la domination française en Algérie; mais à considérer le prestige de la puissance, l'étendue de l'occupation, la grandeur des moyens militaires, c'est Rome que l'on regarde vraiment comme l'aînée de la France sur le sol d'Afrique. Ce sont toujours ses traces monumentales qu'on nous montre, ses exemples qu'on prône, son système qu'on glorifie. Cependant, soyons justes, lorsque les Romains occupèrent l'Algérie ancienne, ils avaient le singulier privilége de ne plus compter hors de l'Afrique ni ennemis à combattre ni rivaux à ménager; ils pouvaient s'appliquer sans entraves à pacifier et à coloniser. Quel usage donc Rome fit-elle de sa force et de sa liberté d'action contre le massif

djurdjurien, coin laissé dans l'ombre et qu'on se plaît à faire passer inaperçu dans l'ensemble de la domination romaine? Pour être restreint, le sujet ne laisse pas d'être sérieux, car l'histoire prête aux peuplades djurdjuriennes d'alors le même caractère guerrier, les mêmes instincts de liberté qu'à celles de nos jours : or, quand on songe que les Kabyles, bien que devenus musulmans, ne se sont jamais assimilés ni avec les Arabes ni avec les Turcs, quand on voit leur esprit d'indépendance apparaître dans toute sa force, même antérieurement à l'islamisme, n'en doit-on pas conclure qu'il n'est pas subordonné à ce souffle de fanatisme religieux qui entretient au cœur de l'Arabe l'espoir sacré de la délivrance? Prouver que l'amour de l'indépendance était aussi ardent au sein du Djurdjura avant le mahométisme que dans les temps modernes, c'est appuyer la thèse que nous avons soutenue quand nous attestions que les Kabyles se sont battus contre la France pour l'honneur plutôt que pour la foi, qu'ils placent leurs devoirs religieux après leurs immunités civiles, après les intérêts de leur commerce, et que, si leur vainqueur respecte en eux le citoyen et favorise le commerçant, il aura de moins en moins le fanatique à redouter. Au surplus, le temps semble venu de démentir cette vieille formule qui propose l'imitation du système romain comme un moyen de succès infaillible en Algérie. Qu'on suive avec impartialité les luttes et la politique de Rome dans la Grande-Kabylie (1), que sur le même terrain, vis-à-vis du même peuple, le plus belliqueux d'Afrique et rendu plus fier par des siècles d'indépendance, on vienne alors placer en regard de l'action romaine l'action française maintes fois gênée pourtant, comme celle de Rome ne l'était point, par les exigences de la politique extérieure, — et l'on jugera si la France, à sa manière, n'a pas su faire plus et faire mieux.

I.

Quels liens de parenté rattachent les Kabyles d'aujourd'hui à la race ancienne du Djurdjura? Comment renouer entre les temps romains et les nôtres la chaîne de l'histoire? Première question nécessaire qu'il faut chercher à résoudre en remontant rapidement le cours des âges.

Époques turque, arabe, byzantine, vandale et romaine, voilà ce qu'on peut appeler avant les temps actuels les époques historiques de l'Algérie. Les Kabyles de notre Djurdjura, on les reconnaît aisément,

(1) Les élémens fournis sur cette matière par les auteurs anciens sont souvent bien incomplets; mais des découvertes épigraphiques et archéologiques récentes, consignées pour la plupart dans la *Revue africaine*, savant recueil d'histoire et d'archéologie algériennes, nous offriront une aide précieuse.

sous le régime turc, dans ce tableau que fait d'eux et de leur montagnes l'historien Marmol au XVI[e] siècle (1) : « Sur la frontière des plaines d'Alger qu'on nomme Meticha (la Mitidja), du costé du midi et du levant, sont plusieurs montagnes peuplées d'Azuagues (2), gens belliqueux qui vivent la plupart du temps sans reconnaître aucun seigneur ni payer tribut à personne. Ils ont guerre perpétuelle entre eux; mais ils ont de certaines foires libres pour le commerce où ils s'entre-communiquent sans crainte. Entre ces montagnes, qui sortent toutes du Grand-Atlas, il y en a une qu'on appelle Cuco, du nom d'une ville qui y est située (3). Cette montagne est fort haute et escarpée à dix-huit lieues d'Alger entre le levant et le midi, à quinze de Bugie du costé du couchant et à quatre de la montagne de La Abès (des Aït-Abès), dont elle n'est séparée que par la rivière de Bugie. On y trouve plusieurs vergers qui portent toute sorte de fruits et d'où l'on tire quantité d'huile. Entre ces barbares sont plusieurs faiseurs de poudre, parce qu'ils ont des mines de salpêtre; ils ont aussi de bons ouvriers qui font des épées, des poignards et des fers de lances... Ce ne sont de tous costés, dans la province de Bugie, que montagnes escarpées où habitent des Azuagues fort vaillans. Ces montagnes sont si sauvages et d'une avenue si difficile que la plupart des peuples s'y maintiennent en liberté, sans se soucier de la puissance des rois... La rivière de Bugie passe sur la pente de la montagne, dont les habitans se vantent d'être chrétiens d'origine et sont fort ennemis des Arabes. D'ailleurs, par un ancien usage, ils se font une croix bleue à la joue ou à la main sans autre raison, à ce qu'ils croient, que de marquer leur origine. »

Sous la période arabe, ce sont encore bien nos montagnards djurdjuriens que ces Zouaouas cités par Ibn-Khaldoun comme ayant d'ancienne date « tenu un rang très distingué en temps de guerre aussi bien que dans les intervalles de paix. Leur territoire est situé, dit-il, dans la province de Bougie. Ils habitent au milieu de précipices formés par des montagnes tellement élevées que la vue en est éblouie, et tellement boisées qu'un voyageur ne saurait y trouver son chemin. Ainsi les Beni-Fraoucen et les Beni-Iraten occupent le massif qui est situé entre Bougie et Dellys. C'est une de leurs retraites les plus difficiles à aborder et les plus faciles à défendre. De là ils bravent la puissance du gouvernement, et

(1) *L'Afrique*, de Marmol, traduite de l'espagnol par Nicolas Perrot, sieur d'Ablancourt.

(2) Un *Zouaoua* s'appelle rigoureusement en langage kabyle un *Ag-Aoua*; le nom d'Azuague est un mélange évident des deux mots *Zouaoua* et *Ag-Aoua*, qui sont synonymes.

(3) C'est aujourd'hui un village des Aït-Yala, voisins des Aït-Iraten.

quand le sultan de Bougie leur réclame l'impôt, ils se révoltent, étant bien sûrs de n'avoir rien à craindre dans leurs montagnes. » Ibn-Khaldoun énumère alors douze tribus qu'il désigne comme les tribus zouaviennes les plus marquantes, et c'est chose curieuse de constater, en les lisant, que les noms des tribus qui habitaient le Djurdjura au XIVe siècle se sont intégralement conservés de nos jours.

Aux époques byzantine et vandale il n'y a pas lieu de s'arrêter; les populations djurdjuriennes semblent complétement ignorées des historiens du temps : rien sur elles ni dans Procope, qui accompagnait Bélisaire en Afrique, ni dans le poète Corippus, qui chantait, au VIe siècle, les exploits de Jean Troglita. « L'Aurès, écrit Procope (1), est la plus grande montagne que nous connaissions, » — et il ajoute : — « Nous ne communiquons que par mer de la province de Zaba (province de Constantine) avec la ville de *Césarée* (Cherchel, à l'ouest d'Alger), ne pouvant nous y rendre par terre, car les Maures demeurent maîtres de tout le pays qui nous en sépare. » C'est assez dire que les généraux byzantins ne connurent et ne tentèrent même pas de connaître le Djurdjura. Quant aux Vandales, « tous cavaliers, suivant Procope, ne sachant pas combattre à pied, ni tirer de l'arc, ni lancer le javelot, les pentes abruptes et escarpées de l'Aurès les empêchèrent d'y porter la guerre. » Comment le massif djurdjurien, plus formidable encore et plus éloigné de Carthage, centre de leur domination, ne fût-il pas resté à l'abri de leurs attaques?

Mons-Ferratus, le mont bardé de fer : c'est de ce nom symbolique que les Romains appellent le Djurdjura, comme le témoignent l'histoire d'Ammien Marcellin et la carte de Peutinger (2). Le territoire auquel la carte de Ptolémée donne pour limites la mer, le fleuve Serbetes et la rivière Nasaoua, forme un triangle qui répond à notre Grande-Kabylie. Le Serbetes représente l'Isser, la Nasaoua l'Oued-Sahel, et Ptolémée fait descendre avec raison ces deux cours d'eau du Byren Mons, qui occupe la position du Dira actuel. Nababes et Quinquegentiens, voilà les noms des peuples qui habitaient cette contrée. Les Nababes sont placés par la carte peutingérienne au sein même du Djurdjura; c'est également le territoire que la *Cosmographie* d'Éthicus assigne aux Quinquegentiens entre les villes de *Salde* (Bougie) et de *Rusuccuru* (Dellys). Qu'un même peuple ait répondu à ces deux dénominations différentes,

(1) L'Aurès est un pâté de montagnes dans la province de Constantine, d'un relief moins considérable que le Djurdjura, qui fait partie de la province d'Alger.

(2) La carte de l'empire romain à laquelle Peutinger, savant antiquaire du XVe siècle, a donné son nom remonte, suivant Mannert, au règne d'Alexandre-Sévère. Il est reçu plus généralement qu'elle date du règne de Théodose le Grand.

pourquoi pas? Celle de Nababes est confirmée par une inscription que M. le général Pâté a découverte en Kabylie; celle de Quinquegentiens, plus souvent citée par les auteurs, semble une pure désignation politique : elle signifie en effet *les cinq tribus unies*, et implique déjà dans une haute antiquité cette sorte de fédération ou *kebila* qui devait servir d'origine étymologique au nom de Kabyle.

Est-ce sur la foi de cette simple analogie que nous prétendons assimiler les races d'alors et d'aujourd'hui? Non. Est-il au moins un type kabyle spécial qui, observé jadis, se soit perpétué fidèlement à travers les siècles? Pas davantage. Depuis l'Arabe au nez aquilin et à l'œil noir jusqu'au Vandale à l'œil bleu, à la barbe rousse, le Djurdjura offre des nuances de traits parfaitement diverses, et nous admettons fort bien que des peuples voisins soient parfois venus, comme les Arabes, mêler leur sang au sang kabyle, que les Vandales, sans avoir dominé dans le Djurdjura, y aient laissé trace de leur passage, et gravé peut-être leur nom dans les noms du village de *Tandelest*, sur la montagne, et du hameau de *Ouandelous*, sur la côte. Tous les vaincus de Bélisaire ne furent pas détruits ni emmenés captifs; ceux qui échappèrent au désastre ne devaient trouver de meilleur refuge que ces crêtes indépendantes, et même une partie des Vandales transportés à Constantinople parvint, dit Procope, « à s'emparer de quelques navires et à débarquer sur une plage déserte d'Afrique, d'où, ayant abandonné leurs vaisseaux, ils se retirèrent sur les monts de l'Aurès et de la Mauritanie, » c'est-à-dire sur les monts des provinces de Constantine et d'Alger. Enfin que des déserteurs des troupes romaines (car Ammien parle de désertions), ou quelques familles de colons fuyant devant les Vandales se soient acclimatés dans le Djurdjura, la chose est possible, et il ne s'agit point de nier que le sang kabyle n'ait été mélangé; mais qu'importe, si des preuves sérieuses viennent témoigner que les élémens étrangers s'absorbèrent dans une race primitive et vivace dont la fixité est presque restée sans atteinte, et dont la langue, le caractère, la nationalité, se sont transmis inaltérés jusqu'à nous?

« Aux premiers âges du monde, un roi géant régnait en Arabie sur une vaste contrée montagneuse, lorsque arriva menaçant, au pied de ses montagnes, le prophète Moïse, qui conduisait les Hébreux à la recherche de la terre promise. Devant ces envahisseurs, plus nombreux que les sables de la mer, le roi résolut de s'enfuir en emportant son montagneux empire sur ses épaules. La nuit favorisa sa fuite : à la pointe du jour, ses pas de géant avaient déjà fait des centaines de lieues, quand, épuisé de fatigue, il tomba. Le Djurdjura (car c'était le Djurdjura qu'il portait) l'écrasa de son poids, et du cadavre gigantesque naquit la race qui habita désor-

mais le pays. » Telle est la fable qui se raconte en Kabylie (1), et certes dans l'étude des peuples primitifs on se complairait volontiers à la recherche de ces légendes qui parfois sous une poésie fantastique cachent une lueur de vérité précieuse. Mais à chaque peuple son caractère. Il n'est peut-être point de pays moins fécond en légendes que le pays kabyle. L'esprit positif de la race a peu de goût pour la fable, et la légende que nous citons pourrait bien avoir été forgée par quelque marabout malin sur les données mythologiques du roi Atlas et du géant Antée. Au reste qu'est-il besoin d'un berceau légendaire qui se perde dans la nuit des temps? Si l'on peut reconnaître nos Kabyles dans les Quinquegentiens de l'époque romaine, leur antiquité restera encore suffisamment respectable.

Seul parmi les chroniqueurs, Ammien Marcellin a laissé des *cinq tribus unies* une énumération complète. Il les divise en *Tendenses*, *Massissenses*, *Isaflenses*, *Jubaleni*, *Jesalenses*. Trois de ces peuplades, par le nom ou la position que l'historien leur assigne, se reconnaissent dans des tribus existantes : l'homonymie des *Massissenses* avec les Imsissen ou Msisnas, riverains de l'Oued-Sahel, n'est pas moins frappante que celle des *Isaflenses* avec nos Iflissen ou Flissas de la Grande-Kabylie. En plaçant les *Jubaleni* au milieu des cimes les plus inaccessibles de la *Montagne-de-Fer*, Ammien indique nettement le pays actuel de la confédération zouavienne; mais, si leur nom s'est perdu sur le territoire des Zouaouas, il vit encore dans celui d'une tribu puissante des environs de Bougie, les Beni-Jubar, dont Marmol a beaucoup vanté le courage et l'esprit d'indépendance. Julius Honorius, auteur d'une *Cosmographie* citée par Cassiodore, donne pour voisins aux Quinquegentiens les *Abennes* et les *Baouares*. Or l'identité des noms de *Baouares* et de Babors est devenue chose acceptée des archéologues. Quant aux *Abennes*, une fraction de la tribu djurdjurienne des Aït-Boudrar porte aujourd'hui même leur nom et habite près du col appelé col des Aït-Aben (2). Si, quittant la montagne proprement dite, nous parcourons sur les cartes latines le littoral kabyle entre Bougie et Dellys, nos yeux

(1) Elle a été recueillie par le capitaine de zouaves Devaux, un infatigable travailleur en matière kabyle, mort trop tôt, mais mort dans Puebla, au champ d'honneur.

(2) Il y a plus : une très ingénieuse explication due à M. le colonel Hanoteau propose de rattacher les dénominations actuelles de Zouaoua et de Aït-Abès à une origine également ancienne : l'Oued-Sahel en effet reçoit dans Ptolémée la double appellation de *flumen Nasaoua* et *flumen Nasabath*. En séparant la particule *n*, qui, en langue kabyle, caractérise le génitif, on décompose sans peine *flumen Nasaoua* en *flumen n as Aoua*, c'est-à-dire fleuve des *As-Aoua* (équivalent kabyle du mot zouaoua), puis *flumen Nasabath* en *flumen n as Abath*, c'est-à-dire fleuve des *As-Abath* (équivalent kabyle du mot *aït abès*); voilà donc rendue à l'Oued-Sahel sa naturelle signification de rivière des Zouaouas, rivière des Aït-Abès, nom que cette dernière tribu n'a jamais cessé de lui maintenir.

tombent sur les colonies maritimes de *Rusazus* et de *Rusubezer*, dont la dénomination doit être antérieure à l'époque romaine, comme l'indique le préfixe phénicien *rus*, qui signifie cap. Eh bien! non loin des ruines de Rusazus, découvertes au village actuel de Zeffoun, réside encore la tribu kabyle d'Azuzen, dont le nom se retrouve entier dans celui de Rusazus (cap Azus), et les débris considérables de Rusubezer (cap Bezer) se montrent sur un promontoire élevé qui est un des principaux contre-forts d'une montagne appelée aujourd'hui encore le mont Abizar! L'ancien nom de Dellys lui-même, *Rusuccuru*, n'est qu'un composé redondant du mot phénicien *rus*, et du mot kabyle *akerou*, qui ont tous deux une signification identique. Les Phéniciens ou leurs fils les Carthaginois auront trouvé la pointe de Dellys désignée par les indigènes sous le nom d'*Akerou*, et ils y auront simplement appliqué leur préfixe habituel, pour en former le mot que les Romains depuis ont copié.

Une observation dont on s'est préoccupé de vieille date, c'est que dans beaucoup de noms des personnages africains de l'antiquité, comme Massinissa, Misipsa, Masgaba et autres, la syllabe initiale *mas* ou *mis* se reproduit avec une persistance marquée. Longtemps la cause en fut une énigme; le jour ne s'est fait que lorsque des voyageurs hardis ont osé explorer le Soudan, et que d'assidus linguistes ont pénétré les mystères de la langue des Touaregs. Cette langue s'est trouvée la même que celle de nos Kabyles, seulement plus originale et plus pure; interrogez-la sur le vrai sens de la syllabe en question, elle dira que c'est une particule de déférence que les Touaregs placent devant les noms propres. Demandez-lui l'étymologie, oubliée en Kabylie, du mot Djurdjura ou plutôt *Djerdjera*, pour prononcer à la vraie façon des indigènes (1) : elle répondra que le radical *djer* ou *ghar* indique une contrée montagneuse riche en sources, et qu'il se répète à dessein dans *Djerdjera*, pour mieux imiter le son de l'eau qui jaillit. Dans son remarquable ouvrage sur les Touaregs du nord, M. Henri Duveyrier identifie le mot de Djerdjera avec le nom d'*Igharghar* donné au grand plateau d'où descendent les eaux de tout le versant méditerranéen du massif des Touaregs, et il veut reconnaître dans le plateau d'Igharghar l'ancien mont *Girgyris* de Ptolémée. Le géographe alexandrin ne semble-t-il pas en effet avoir saisi et respecté jusqu'à l'harmonie imitative qui, dans le mot d'alors comme dans celui d'aujourd'hui, prétend rappeler le murmure de l'eau quand elle jaillit de terre et creuse son lit en ruisselant?

« La langue kabyle se parle, mais ne s'écrit plus. » Ainsi dit-on

(1) Sur la crête extrême des Aït-Mellikeuch s'élève un pic appelé *Djerdjer*; c'est le nom de ce pic qui a été donné à tout le massif.

dans la montagne; les Touaregs, eux, ont un alphabet écrit spécial, et ce sont les femmes, oui, les femmes, — dont l'instruction semble former au Soudan le précieux apanage, — qui ont à travers les siècles conservé comme un dépôt sacré cette écriture; si bien que, sans le secours même de l'imprimerie, les lettres ont pu ne pas s'altérer, et ressemblent aujourd'hui encore à celles de la pierre de Thougga, contemporaine de l'époque carthaginoise. Il y a six ans à peine, une pierre importante était découverte en Kabylie au village d'Abizar, près des ruines de l'ancienne colonie de Rusubezer; elle portait un bas-relief et une inscription : le bas-relief représentait un cavalier nu sur son cheval, un bouclier à la main; le modèle en était grossier, mais d'une disposition générale identique à celle d'autres bas-reliefs portant des inscriptions latines, datés de l'époque romaine et recueillis également dans la Grande-Kabylie. L'épigraphe était gravée en caractères qui parurent inconnus; — ils le seraient encore, si l'on n'avait obtenu un alphabet complet des Touaregs, grâce auquel on a pu les étudier, les déchiffrer et retrouver dans ce langage du vieux temps l'idiome kabyle (1). Tels que M. Duveyrier nous montre les Touaregs, ce n'est pas la langue seulement qui les rapproche de nos Kabyles. Dans le Soudan tout comme dans le Djurdjura, la loi civile est l'*ada* ou la coutume transmise traditionnellement d'âge en âge. Les Touaregs aussi n'infligent, au nom de la société, ni la prison ni la peine de mort; ils laissent, en cas de meurtre, aux parens de la victime le droit de représailles. Eux aussi, ils sont une race forte et robuste, intelligente et industrieuse, active et résolue; ils détestent le mensonge, ils aiment la guerre par point d'honneur, et l'éloquence dans les assemblées, et les grands repas de viande aux jours de fête. Eux non plus, ils ne sont ni chauds musulmans ni portés à la polygamie, et la croix que nous avons si souvent vue tatouée sur le visage des femmes djurdjuriennes, les Touaregs l'ont au front, au pommeau de leurs selles, à la poignée de leurs sabres, jusque dans leur alphabet. Pour que deux populations divisées par d'aussi grands espaces aient même langage et mêmes mœurs, il faut qu'elles soient sœurs d'origine. Et en effet, si des dénominations anciennes survivent chez les tribus du Djurdjura, de même les Touaregs empruntent leur vrai nom à l'antiquité. L'appellation de Touaregs leur a été donnée par les Arabes; le nom national, le seul que les Touaregs soient fiers de s'appliquer est celui de peuple *amazig*, véritable héritier du fameux peuple mazique qu'Hérodote connaissait déjà, et que n'omet

(1) C'est à un zélé et heureux chercheur, le lieutenant Aucapitaine, qu'on doit la belle pierre d'Abizar; bas-relief et inscription y représentent une sorte d'*ex-voto*. M. le colonel Hanoteau a ainsi traduit l'inscription : « A Ioukar; Annouren rend hommage à son maître. »

de citer aucun des historiens ou géographes de l'époque romaine.

Mais cette langue des Touaregs et des Kabyles djurdjuriens est également parlée dans les divers massifs montagneux de l'Algérie, dans les oasis du Sahara, au sein des populations marocaines. C'est la langue en un mot de tous les indigènes qui n'appartiennent pas à l'élément arabe et qui lui ont préexisté. En bien des points certes, le mélange de l'idiome arabe a modifié le langage kabyle; bien des dialectes sont nés de ces altérations que l'isolement progressif des tribus kabyles par suite des invasions suffit à expliquer, et il va de soi que telle expression puisse être en usage chez les Touaregs et avoir disparu dans le Djurdjura ou ailleurs. Il va de soi encore que la langue se retrouve plus pure là où les populations sont restées plus à l'abri de l'influence étrangère. Un fait capital pourtant, c'est que le fond de la langue kabyle, la grammaire, les formes essentielles sont partout demeurés identiques. Les historiens arabes, Léon l'Africain et Ibn-Khaldoun, s'accordent à établir que, lors de son irruption dans le nord de l'Afrique, la race arabe y trouva une seule et même langue parlée par les indigènes, incomprise par les nouveaux-venus, et ainsi s'est vérifiée cette importante parole de saint Augustin (1) : « En Afrique, les nations *barbares* n'usent que d'un seul langage. »

Les barbares ! de ce mot les Arabes ont fait celui de *Berbères;* nous-mêmes aussi en avons fait celui d'*états barbaresques*. Les Romains l'avaient emprunté aux Grecs pour désigner surtout ceux de leurs ennemis dont ils ne comprenaient pas la langue, et c'est une idée semblable que le poète exilé exprima plaintivement dans ce vers connu :

Barbarus hic ego sum quia non intelligor illis (2).

Derrière les sables du désert, la langue antique des Africains devait, comme leur indépendance, trouver l'abri le plus naturel et le plus reculé. Il n'est pas étonnant que les Touaregs, plus éloignés du contact des envahisseurs, aient plus que d'autres conservé la langue type des Kabyles avec ses caractères écrits; mais après le leur le dialecte le plus pur est celui qu'on parle sur les deux versans djurdjuriens, et auquel les Zouaouas donnent leur nom. Voilà vraiment le peuple à qui il faut faire honneur d'avoir, sur sa montagne située en plein Tell et si souvent battue par le flot des invasions, maintenu sauves sa langue et ses traditions nationales. Oui, certains traits physiques subsistent dans le Djurdjura comme

(1) *Cité de Dieu,* liv. XVI, ch. 6.

(2) « On me traite ici de barbare, parce qu'on ne me comprend pas. » Ovide, *les Tristes,* liv. V, élégie X.

témoignages d'immigrations éteintes; mais que prouvent-ils? Que le Djurdjura fut hospitalier aux derniers représentans des puissances détruites. Il ne les a reçus cependant que pour les absorber : la vieille langue est vivante, beaucoup des noms des tribus d'autrefois restent les mêmes, c'est à leurs places de jadis que nous les retrouvons; c'est le même goût des demeures fixes, le même esprit de fédération, le même amour de la liberté que nous voyons se perpétuer depuis les Quinquegentiens jusqu'aux Kabyles de nos jours. On a donc bien le droit de reconnaître dans ces anciens habitans du Djurdjura les pères de nos Kabyles, et c'est à ce titre qu'il est intéressant d'étudier le rôle qu'ils ont joué en face de Rome conquérante, l'attitude que Rome a gardée vis-à-vis d'eux.

II.

Le pays du *Mons-Ferratus,* avant l'occupation du nord de l'Afrique par les Romains, appartenait à la Numidie de Massinissa; Polybe et Strabon font gloire à ce prince d'avoir été le premier à fixer au sol et à transformer en tribus agricoles une partie de ses tribus nomades. Pendant une période de près d'un siècle, Massinissa et Misipsa, son fils, règnent à titre de rois indépendans, mais alliés du peuple romain, sur des états que représente l'Algérie française. La révolte et la défaite de Jugurtha viennent changer Rome d'alliée en suzeraine, et amènent l'annexion de la Numidie occidentale, — avec le Mont-de-Fer, — à la Mauritanie, sous le gouvernement de Bocchus, qui ouvre la série des rois vassaux. En l'an 33 avant Jésus-Christ, Auguste convertit la Mauritanie en province; bientôt cependant il préfère, par une apparente concession, lui rendre un roi indigène : c'était un prince façonné à Rome, Juba II, le modèle des rois complaisans. Le sentiment national des tribus mauritaniennes ne prit pas longtemps le change : humiliées par des rois esclaves, elles s'insurgent contre Juba en l'an 6 de notre ère, plus tard contre Ptolémée son successeur en l'an 17, et les annales latines font alors leur première allusion aux montagnes du Djurdjura pour y signaler l'écho du cri de guerre poussé par le Numide Tacfarinas (1).

Déserteur des troupes de l'empire, Tacfarinas était devenu le chef des Musulans, nation barbare que Tacite place au sud et non loin d'*Auzia* (Aumale). Sa révolte entraîna rapidement les diverses populations maures et maziques depuis *Cæsarea* (Cherchel) jusqu'au désert de Tripoli, et tint durant huit années Rome inquiète et ses

(1) Voyez Tacite, *Annales,* liv. II, ch. 52; liv. III, ch. 20, 73 et 74; liv. IV, ch. 23, 24 et 25.

légions en campagne. Ce n'était pas un capitaine ordinaire que ce Numide, car Tacite nous le montre donnant tout d'abord pour cadres à ses guerriers ceux qui s'étaient exercés, comme lui, dans les rangs des Romains, et retenant chaque fois qu'il le peut ses troupes dans des camps, afin de les former au commandement et à la discipline. Point de vaine témérité ni de prétention à se mesurer en rase campagne avec les légions : ses premiers essais se bornent à quelques incursions vives et soudaines; bientôt ce sont des attaques et pillages de bourgades, puis des surprises répétées, des coups de main vigoureux, des embuscades hardies. S'il réussit une fois, dans une lutte de front, à faire fuir une cohorte romaine tout entière, il sent vite que là n'est pas la vraie guerre qui lui convient; ce qu'il lui faut à lui, c'est d'attaquer et de fuir tour à tour, de diviser ses forces pour harceler sans trêve son ennemi, de se jouer de ses manœuvres, et, même battu, de fatiguer son vainqueur en poursuites infructueuses.

A cette tactique, les temps n'ont rien changé. Aujourd'hui pour nos Kabyles, comme jadis pour Tacfarinas, fuir n'est pas une honte, c'est une manœuvre; combattre en bandes détachées, harceler et surprendre l'ennemi, c'est encore un trait fidèle de la race, et quand, de son côté, le général romain Blæsus, trouvant périlleux de s'aventurer avec des légions dans les retraites montagneuses des indigènes, commençait par en bloquer les abords, laissait hiverner ses cohortes dans des camps retranchés presque aux portes de l'ennemi, songeait enfin à scinder ses troupes, à l'instar de Tacfarinas, en petits corps destinés à surveiller partout les projets du Numide et à tomber sur ses flancs ou ses derrières par des mouvemens tournans, Blæsus ne faisait qu'inaugurer la méthode de guerre que devaient suivre, dix-huit siècles plus tard, nos généraux dans les mêmes luttes. Et cependant trois proconsuls, Camille, Apronius et Blæsus, eurent beau obtenir successivement les honneurs du triomphe comme vainqueurs de Tacfarinas, « trois statues couronnées de lauriers s'élevaient dans Rome, dit Tacite; mais le Numide n'en continuait pas moins de mettre l'Afrique au pillage. » Il osait signifier à l'empereur Tibère « d'avoir à céder de bonne grâce un vaste territoire aux rebelles, sans quoi l'Afrique serait désolée par une guerre interminable, » et il parcourait le pays promenant le drapeau national, grossissant ses forces, annonçant partout le prochain renversement de la puissance romaine.

Il fallut la mort du grand agitateur pour clore cette lutte sanglante. Les Romains avaient construit, au temps d'Auguste, sur la rive gauche de l'Oued-Sahel, à sept lieues du littoral, une forteresse dite *Tubuscum oppidum* ou *Tubusuptus*, dont les traces monumentales se reconnaissent dans les ruines actuelles de Tikla. Le pro-

jet du chef des Musulans était d'en chasser l'ennemi pour donner sans doute librement la main aux montagnards du Djurdjura, appuis naturels de la cause de l'indépendance. Il attaqua cette place en l'an 25; mais, forcé d'en lever le siége par une marche rapide du proconsul Dolabella, il se retira sur Auzia (Aumale), où, surpris de nuit dans son camp, impuissant à rallier ses troupes en désordre, « il vendit chèrement sa vie et préféra la mort à la captivité. » Le proconsul se reposa sur sa victoire, et rien ne dit qu'il ait songé à demander compte aux tribus de la *Montagne-de-Fer* du soutien qu'elles avaient pu prêter à la révolte.

Ptolémée fut le dernier roi indigène. Un caprice de Caligula l'appela à Rome; un autre caprice l'y fit périr. L'affranchi OEdémon, prétendant venger Ptolémée, son maître, soulève encore la Mauritanie et rappelle les barbares dans la lutte; les campagnes heureuses de Suétonius Paulinus et de Geta, qui compriment ce mouvement, décident enfin la réduction de la Mauritanie en province romaine, sous la double appellation de Tingitane à l'ouest et de Césarienne à l'est (an 40) (1); le Mont-de-Fer fut censé appartenir désormais à la Mauritanie césarienne.

Jusqu'à la fin du IIIe siècle, l'histoire est presque muette sur le sort des tribus du Djurdjura. Le serait-elle, si elle avait eu une conquête à enregistrer? Une phrase de Pausanias touchant les Maures indépendans qui avaient recommencé la guerre, et qu'Antonin le Pieux repoussa jusque dans l'Atlas, quelques lignes d'Hérodien présentant les cohortes romaines comme aguerries par les attaques qu'elles avaient, vers 237, à soutenir chaque jour de la part des Maures, voilà certes de bien pâles clartés. Elles suffisent à prouver cependant que le silence de l'histoire ne saurait s'interpréter par une attitude calme et soumise des populations mauritaniennes. Deux inscriptions précieuses, qui se justifient l'une l'autre et paraissent remonter vers 261, viennent heureusement confirmer l'hostilité incessante des barbares et jeter un jour vrai sur la conduite des tribus de la montagne. La première, découverte à Aumale par le voyageur anglais Thomas Shaw, est dédiée à M. Q. Gargilius, chevalier romain, commandant du pays-frontière d'Auzia en l'an 221 de la province, ou 261 de notre ère. On lui éleva un monument, dit l'épigraphe, « parce que, après avoir, à force de courage et de vigilance, pris et tué le rebelle Faraxen et sa troupe, il périt lui-même, attiré dans une embuscade par les Baouares. » La seconde, recueillie à Lambesse, porte gravées les victoires d'un certain Macrinius Decianus sur les Baouares, les Quintaniens, « et pareillement sur

(1) Pour point de départ de l'ère mauritanienne, nous adoptons l'an 40 avec M. Berbrugger, qui a déterminé cette date dans une solide argumentation sur une inscription découverte à Bougie.

les Fraxinenses, qui ravageaient la province de Numidie, et dont le très fameux chef a été fait prisonnier (1). » *Faraxen*, *Fraxinenses*, comment ne pas songer, à propos de ces noms, à celui des Aït-Fraoucen, une des grandes tribus actuelles du massif djurdjurien? Les épigraphes d'ailleurs désignent comme alliés des Fraxinenses les Baouares et les Quintaniens. Que peuvent être ces Quintaniens, sinon le peuple qui avait pour capitale cette cité de *Quintas* placée par l'anonyme de Ravenne en plein *Mons-Ferratus?* L'assimilation naturelle des Quintaniens avec les Quinquegentiens, des Baouares avec les habitans des Babors, la proximité de leurs montagnes et de la montagne actuelle des Aït-Fraoucen, n'autorisent-elles pas à supposer que ce sont les Fraoucen d'alors qui, en 261, ont envahi le territoire provincial, ravagé la Numidie, et perdu au milieu des combats leur chef, personnifiant dans son nom de Faraxen le nom même de sa tribu?

Par une coïncidence curieuse, l'histoire signale, vers la date que portent ces inscriptions, une descente des Francs sur les rives d'Afrique; mais toute combinaison fondée sur la ressemblance des noms de Francs et de Fraoucen et sur une prétendue tradition kabyle qui prête vaguement aux Aït-Fraoucen une origine française, ne serait rien moins que hasardée. Nous avons hâte au reste d'arriver à la période la plus sérieuse de cette histoire : aussitôt que les chroniques latines parlent des Quinquegentiens, c'est pour mentionner « leurs violentes agitations (2), » qui amènent, en 297, à la tête de l'armée Maximien-Hercule, l'associé au trône de Dioclétien.

« Les Quinquegentiens infestaient l'Afrique...; l'empereur Maximien les défit et les réduisit à accepter la paix, » c'est là tout le récit d'Eutrope. Le panégyriste de Maximien insiste davantage sur la nature des peuples qu'il eut à vaincre et sur le châtiment infligé aux vaincus. « Les peuples les plus sauvages de la Mauritanie, dit-il, ceux qui se fiaient sur les hauteurs inaccessibles de leurs montagnes et les fortifications naturelles de leur pays, tu les a battus, soumis, transportés (3). » Tu les as transportés, *transtulisti!* L'allégation est grave, et cependant l'écho s'en retrouve après bien des siècles dans cette légende des Zouaouas, la seule peut-être qui soit une légende vraiment nationale : « Jadis, il y a bien longtemps, la prospérité croissante des montagnards vint à porter ombrage au souverain d'alentour, qui résolut de les transporter dans le Sahara. Déjà cette mesure avait frappé quelques tribus, et le tour des habitans du Djurdjura était arrivé quand la Terre éleva elle-même la

(1) Voyez *les Inscriptions romaines de l'Algérie*, de M. Léon Rénier.

(2) Aurelius Victor, *les Césars*, ch. 39.

(3) Voyez, dans les *Panegyrici veteres*, le second panégyrique de Maximien-Hercule par Claude Mamertin.

voix pour supplier le Tout-Puissant de ne point permettre qu'elle fût injustement privée des bras énergiques qui l'avaient fécondée. Dieu écouta ce vœu, et les protégés de la Terre continuèrent à vivre et à prospérer dans la montagne. »

Voilà donc au mot *transtulisti* une singulière confirmation; seulement la tradition kabyle refuse de l'appliquer aux tribus du Djurdjura. Ce n'est là, il est vrai, qu'une légende; mais l'auteur qui glorifie Maximien d'avoir transporté les plus fiers montagnards de Mauritanie n'est, à le bien prendre, qu'un panégyriste. Qui a raison? Si courte qu'elle soit, la citation d'Eutrope offre une indication précieuse : « les Quinquegentiens *infestaient* l'Afrique. » La même phrase se lit dans la chronique d'Eusèbe, traduite par saint Jérôme, et Pomponius Lætus la complète en disant que les Quinquegentiens étaient « ce peuple de soldats qui ravageaient l'Afrique et rêvaient d'en devenir les maîtres (1). » Ils avaient donc pris l'offensive en envahissant les possessions romaines, et c'est sur le territoire provincial qu'on avait d'abord à les combattre. A défaut de tout détail spécial sur la marche de Maximien, il est au moins logique de la déduire de celle qu'ont suivie les généraux romains dans les deux seules guerres analogues dont les auteurs nous aient développé les phases : — l'une, que nous avons résumée déjà, contre Tacfarinas; — l'autre, que nous aurons à raconter, contre le Quinquegentien Firmus. Ces deux guerres mettent en relief un principe constant : les proconsuls ont redouté sans cesse de s'engager dans la montagne; leur tactique a été de manœuvrer le plus possible dans les vallées. Maximien aura donc vu une chance heureuse à rencontrer les montagnards répandus hors de leurs défenses naturelles. Saisissant avec vigueur l'occasion de les attaquer, il les aura battus, pressés, contraints à la paix assez à temps pour éviter le risque de les poursuivre dans leurs dernières retraites. La mesure de transportation n'en trouve pas moins sa place. Seulement, pour qu'elle prenne un caractère vraisemblable, il la faut borner aux prisonniers ou à quelques fractions quinquegentiennes offrant, comme

(1) *Histoire abrégée de Rome*, liv. II, ch. 2. — En discutant cette citation de Pomponius Lætus, le savant archéologue Scaliger (le jeune), dans ses *Observations sur la Chronique d'Eusèbe*, prétend que le mot *Quinquegentiani* est la traduction latine du mot grec Πενταπολῖται, habitans de la Pentapole cyrénéenne (l'état de Tripoli actuel.) L'expédition de Maximien aurait donc été dirigée contre les Africains de la Pentapole, c'est-à-dire des cinq cités de Cyrène, Bérénice, Arsinoé, Apollonie et Ptolémaïs, et non contre le Djurdjura. Néanmoins, en présence de la description que fait du pays des Quinquegentiens le panégyriste de Maximien-Hercule, l'opinion de Scaliger ne paraît pas un instant soutenable. D'ailleurs nous trouvons le mot grec de Πενταπολῖται traduit dans Pline (*Hist. nat.*, liv. V, ch. 5) par l'adjectif *Pentapolitani*, et en revanche l'historien grec Zonaras a, dans ses *Annales* (liv. XX, ch. 31), traduit le mot latin de *Quinquegentiani* par celui de Πεντεγεντίανοι.

les Msisnas, des pentes plus abordables. En effet, une importante inscription, recueillie en 1860 à Bougie, porte un *ex-voto* dédié par Aurelius Litua, gouverneur de la Mauritanie césarienne, à Junon et aux autres divinités, grâce auxquelles, « ayant réuni les soldats de ses seigneurs les invincibles Augustes, — tant ceux de la Mauritanie césarienne que ceux de la Mauritanie sitifienne, — il a attaqué les Quinquegentiens rebelles, et remporté sur eux la victoire. » De quels Augustes cet Aurelius Litua était-il le lieutenant? De Dioclétien et de Maximien, comme l'indique une autre pierre découverte à Cherchel par le savant M. Berbrugger en 1840. Or, si l'on remarque (car il ne faut dédaigner aucun indice à travers toutes les obscurités de l'histoire) que l'inscription trouvée à Bougie en 1860 spécifie le nom de *Mauritanie sitifienne*, et que la province sitifienne ne fut formée, du témoignage de tous les annalistes, qu'en 297, après les succès de Maximien, il ne saurait demeurer douteux que la révolte combattue par Aurelius Litua ne fût postérieure à la même date. Tous les Quinquegentiens n'avaient donc point été transportés ni abattus. Comment admettre, au reste, que les tribus du Djurdjura fussent à la fin du IIIe siècle l'objet d'une transplantation sérieuse lorsque, dans le courant du IVe, l'histoire nous cite Nubel, qui régnait sur les *Jubalènes* de la Montagne-de-Fer, comme un roi puissant parmi les Maures? Si le coup frappé par Maximien avait eu le retentissement que lui prête son panégyriste, un demi-siècle eût-il suffi à en effacer la trace, et la terreur du nom romain se fût-elle assez vite éteinte dans la mémoire de deux générations pour que Igmazen, chef des *Isaflenses,* osât se porter au-devant du comte Théodose, envoyé de l'empereur, et l'aborder par ces paroles arrogantes : « D'où es-tu, et que viens-tu faire? Réponds! »

Ce comte Théodose, le meilleur général de l'empire sous Valentinien Ier, s'était vu appeler, en 372, au commandement de l'armée d'Afrique pour châtier les barbares qui depuis huit ans avaient repris le cours de leurs insolentes dévastations. Un fils de Nubel, le Quinquegentien Firmus, faisait entendre au loin son appel aux armes. Meurtrier de son frère Zama, qu'il accusait de dévouement à la cause romaine, Firmus avait à venger tous les Maures des odieuses exactions du gouverneur impérial Romanus. Chrétien de religion, il avait entraîné son peuple à embrasser avec ardeur le donatisme pour ne pas professer le même culte que son ennemi, et son drapeau était le drapeau de l'hérésie, afin d'être plus encore celui de l'indépendance (1).

(1) Les noms de *donatiste* et de *firmien* devinrent alors synonymes. — Voyez saint

Ammien Marcellin fait le récit complet de cette guerre sérieuse, au début de laquelle Firmus court s'emparer d'*Icosium* (Alger), réduire en cendres *Cæsarea* (Cherchel), la capitale même de la Mauritanie césarienne, et rallie, — comme autrefois Tacfarinas, — presque toutes les tribus maures et maziques sous son commandement. Firmus nous semble un vrai Kabyle, brave et fin, guerrier et diplomate. Dès que la renommée de Théodose arrive à son oreille, et qu'il le sait débarqué à Djidjelli avec un contingent de la Gaule, il cherche à gagner du temps et lui envoie une députation demandant l'oubli du passé; Théodose réclame naturellement des otages avant de consentir à négocier, et se rapproche de la Montagne-de-Fer en gagnant Sétif. Une seconde députation vient encore arrêter le général sur sa route, mais sans amener d'otages; Théodose mécontent poursuit son chemin sur la forteresse de Tubusuptus, dans l'Oued-Sahel, où il établit sa base d'opérations, au pied même du Djurdjura. Firmus alors se trouve fixé sur le point d'attaque qu'a choisi son ennemi, il laisse toute négociation, et la lutte commence.

Deux frères de Firmus, Dius et Mascizel, commandent les Tendenses et les Massissenses; les territoires de ces deux tribus voisines de la vallée n'offrant pas des obstacles trop redoutables, c'est contre elles que Théodose s'avance : il y eut une mêlée furieuse, cessée deux fois, deux fois reprise; les cohortes se croyaient triomphantes quand Mascizel, avec des recrues nouvelles, les vint forcer à une nouvelle lutte, à une seconde victoire chèrement payée. Il fallut la discipline des troupes romaines, la supériorité de leur armement, l'habileté de leur chef, pour l'emporter sur les frères de Firmus, et quand bientôt le grand rebelle se présenta lui-même sollicitant la paix, Théodose, « dans l'intérêt de l'état, » l'accueillit, l'embrassa et n'hésita pas à la lui accorder. Cette paix ne fut qu'une trêve que la méfiance mutuelle eut promptement rompue. Le général romain voulait, « imitant Fabius, éluder tout engagement sérieux avec un ennemi terrible; » mais ses offres secrètes de transaction, écoutées de quelques peuplades, ne réussirent à ébranler les Quinquegentiens « ni par argent ni par menace, ni par espoir de pardon. » La guerre reprit, une guerre acharnée de plus de deux ans, semée de combats qui durèrent des jours entiers et de rigueurs cruelles que l'historien qualifie de salutaires au moment où il nous montre Théodose torturant, mutilant, brûlant vifs ses prisonniers. Brusquement assailli dès le début des hostilités, Théodose, « qui aspire à combattre et rougit de céder, » se voit contraint de faire

Augustin, lettre 87; voyez aussi, sur les *donatistes* et l'Afrique au temps de saint Augustin, les études de M. Saint-Marc Girardin dans la *Revue* du 15 septembre et du 15 décembre 1842.

un mouvement rétrograde que l'impétuosité des masses ennemies change bientôt en déroute, et il se croyait voué à la mort avec tous ses soldats quand des renforts utiles vinrent protéger sa retraite. Se vengeant, il est vrai, sur les Abennes (fraction actuelle des Aït-Boudrar), il repousse victorieusement leurs attaques; mais lorsqu'il prétend envahir leur pays, « des avis sûrs l'informent que les barbares occupent des crêtes entourées de précipices qu'on ne saurait aborder sans en connaître à fond les détours. » Il bat donc de nouveau en retraite; l'ennemi se rue alors sur lui « avec d'effroyables clameurs, » et, contenant ses propres troupes, prêtes à reprendre témérairement l'offensive, Théodose cherche son salut dans une vive manœuvre de flanc qui le dérobe.

Firmus cependant se montre partout où est le danger. Quand les Romains dirigent contre les Isaflenses (nos Flissas d'aujourd'hui) deux campagnes successives où la désertion même vient appauvrir leurs rangs, Firmus est encore là. Son frère Mazuca tombe blessé entre les mains ennemies, et, pour n'y pas rester vivant, déchire ses plaies avec ses ongles; mais Firmus semble invulnérable et imprenable. Un jour entre autres où Théodose, fidèle à sa tactique, attire les barbares dans la vallée, ceux-ci amènent en ligne vingt mille hommes avec des forces en réserve destinées à envelopper les légions. Les Romains ont beau « serrer leurs rangs, unir leurs boucliers en forme de tortue, faire de leurs corps un rempart inébranlable, » la nuit couvre à propos leur échec, et durant tout le jour Firmus, sur un cheval de haute taille, s'était avancé jusque devant leur front pour les sommer avec bravade de lui livrer leur général. C'est bien l'orgueilleux Kabyle qui ne doute de rien. Il nous rappelle le héros de ce petit conte moderne qu'on aime à répéter dans le Djurdjura : « Un homme de la tribu des Aït-Djennad passait à gué le Sébaou que les pluies avaient grossi. Entraîné par le courant, le Kabyle ne s'effraie pas, mais se fâche, et, tirant son sabre, il dit au fleuve : Est-ce que par hasard tu oserais engloutir un citoyen des Aït-Djennad? »

A considérer dans leurs mouvemens divers ces Quinquegentiens qui s'élancent au combat avec des cris sauvages, poussent des attaques nocturnes contre le camp de Théodose, ou se ruent tête baissée sur les derrières de l'ennemi en retraite, on croit vraiment voir nos Kabyles du Djurdjura dans la lutte. Voilà bien ces mêmes hommes « si habiles jadis à lancer des traits, » et qui tirent aujourd'hui avec tant de justesse! Leurs cris de guerre, il nous en souvient, et l'on n'oublie point, quand on l'a entendue, cette clameur immense qui, le 24 juin 1857, s'éleva soudain de derrière les barricades d'Icheriden, comme le signal de la fusillade meurtrière qui allait suivre. Les attaques de nuit, c'est toujours leur usage, et lorsque dans les

ténèbres ils entourent nos camps d'une ceinture de coups de feu, leur but est de forcer nos grand' gardes à leur répondre et de pouvoir ensuite diriger leurs balles sur la lueur de ces coups. Enfin l'ardente furie qu'ils savent mettre à inquiéter les retraites est bien connue de l'armée d'Afrique. Dans tous les combats de montagne qu'ont livrés nos troupes en Algérie, partout où elles ont eu affaire à des Kabyles, ce sont nos arrière-gardes qui ont supporté le plus glorieux poids de la lutte. Sans chercher hors du Djurdjura des exemples, on peut citer, dans la première expédition contre les Zouaouas, en 1854, la journée du 20 juin où, battus sur tous les points, les Kabyles attendirent que nos troupes dessinassent leur mouvement rétrograde vers le camp pour reparaître prompts comme l'éclair, surgissant du sein des buissons et du fond des ravins, courant sus à nos derniers échelons, tentant de tourner nos flanqueurs et venant presque disputer aux soldats du 60e le corps du colonel Deligny (1), grièvement blessé à l'extrême arrière-garde. Même tactique en automne 1856 chez les Guechtoulas révoltés, où plus d'une fois nous vîmes les Aït-Kouffi, les Aït-bou-Addou, les Aït-Douela bondir avec acharnement sur nos soldats d'arrière-garde et vouloir lutter corps à corps avec eux. Certes des retours offensifs répétés finissaient par en avoir raison; mais nous perdions, somme toute, plus d'hommes en une heure de retraite qu'en un jour de combat. La victoire, il faut le dire, ne devait être décisive en Kabylie qu'à la condition d'éviter les retraites. Une des grandes causes de succès de la campagne de 1857, c'est qu'on y marcha toujours droit devant soi sans faire un pas en arrière. Maître d'un champ de bataille, on campait dessus. C'était le vrai moyen de paralyser la tactique la plus chère à l'ennemi, et dès lors, avant même de combattre, les Kabyles se sentaient à demi vaincus.

Deux années de luttes suffirent à peine à Théodose pour amener à composition les tribus des Jésalènes et des Flissas. Restaient les Jubalènes à vaincre et Firmus à saisir. Firmus ne se laissa pas prendre vivant. Au moment d'être livré par un allié perfide (2), il s'étrangla de ses mains. Quant aux Jubalènes, dignes devanciers des Zouaouas, ils ne se rendirent point, et l'enseignement capital qui résulte de cette guerre, c'est que les efforts de Théodose contre le pays des Jubalènes, cette citadelle du Djurdjura, demeurèrent sans succès. De l'aveu même de son historien, le grand général « recula devant l'âpreté de ces cimes élevées et les défilés tortueux qui en sont les seuls passages. »

(1) Aujourd'hui général, commandant la division d'Oran.

(2) Igmazen, roi des Isaflenses, qui, « habitué à vaincre, dit Ammien, mais ébranlé par un brusque changement de fortune, » avait traité avec Théodose en promettant comme gage de paix la livraison de Firmus.

Telle fut la dernière apparition des cohortes impériales dans la Grande-Kabylie. L'énergie et le talent du comte Théodose devaient être impuissans à relever le prestige romain en Afrique, et bientôt d'ailleurs, devenu lui-même suspect au gouvernement impérial, il allait périr injustement à Carthage sous le fer du bourreau. En 383, Gildon, fils de Nubel comme Firmus, mais étranger à la révolte de son frère, reçoit en récompense de son apparente fidélité le gouvernement général de l'Afrique, qu'il exerce pendant douze ans au nom de l'empereur. A la mort du grand Théodose, Gildon se rappelle l'exemple de Firmus, et aspire aussi à régner sur un pays libre; il se sépare ouvertement de l'empire d'Occident, et la Montagne-de-Fer donne ainsi un souverain à tout le nord de l'Afrique.

Privée déjà de la féconde Égypte, que le partage de l'empire avait attribuée à l'Orient, l'Italie se voyait affamée par la perte de ses autres possessions africaines (1); elle réclama donc à grands cris une guerre pour les reconquérir. Cette campagne, dont le poète Claudien a chanté les débuts avec emphase, nous n'avons pas à en suivre les incidens; la Kabylie n'en a pas été le théâtre, c'est dans la province de Tunis que la fortune contraire jeta Gildon entre les mains de ses ennemis. Mais Gildon ne succomba que parce que Rome trouva contre lui un allié inattendu et puissant dans son dernier frère Mascizel, dont il avait cruellement massacré les fils; c'est seulement pour venger le meurtre de ses enfans que Mascizel, jadis soldat de l'indépendance à côté de Firmus, consentit à défendre la cause de Rome et à commander ses légions. Malgré des forces dix fois supérieures, Gildon fut vaincu sans combat : les deux armées allaient en venir aux mains quand Mascizel, d'un coup de sabre, abattit le drapeau d'un porte-étendard ennemi placé au premier rang. A la vue de cette enseigne qui s'abaissait, les Africains pensèrent que leur avant-garde s'était rendue; ils se crurent trahis, la panique se changea bientôt en déroute; Gildon, abandonné des siens, fut conduit captif à Rome, où, indigné d'avoir servi de spectacle à la populace, il se donna la mort dans sa prison (an 398).

Avec Gildon, la race de Nubel ne s'éteignait pas encore; Mascizel restait, trop grandi toutefois par sa victoire pour que Rome ne se lassât pas vite d'avoir à lui être reconnaissante. Venu à Milan au-devant des honneurs promis, Mascizel n'en devait pas sortir : il périt obscurément dans la rivière Olona, victime des satellites de Sti-

(1) Rome recevait ses provisions de l'Égypte pendant quatre mois et du reste de l'Afrique pendant huit mois. — Voyez Flavius Josèphe, *Guerre des Juifs*, liv. II, ch. 9 et 16.

licon. Une confiscation générale attribua au trésor romain tous les biens de Gildon. Des persécutions nombreuses frappèrent sa famille et ses partisans, répandus sur tout le nord de l'Afrique; mais il n'est plus question désormais, dans les annales latines, des tribus de la Montagne-de-Fer. Là où Théodose avait à peine pénétré, Rome ne pouvait vraiment plus imposer sa loi, alors que, tout attentive à conserver, elle n'osait plus prétendre à conquérir. Avec l'introduction d'un grand nombre d'étrangers dans leurs rangs, avec le relâchement de la discipline, avec l'affaiblissement des idées de devoir et d'honneur, les troupes romaines n'étaient au reste plus qu'une armée dégénérée : elles le montrèrent, on le sait, en face des Vandales qui, trente ans après la mort de Gildon, quittaient l'Espagne pour débarquer en maîtres sur la côte africaine.

III.

Nous avons dit ailleurs (1) que des annales nationales n'existent pas chez les Kabyles; quand on veut étudier dans les temps reculés leur histoire, on n'a d'autres sources que les chroniques obscures ou partiales de leurs ennemis. Les annales romaines qui parlent des tribus du Djurdjura sont souvent obscures, sans doute partiales; ce sont toujours cependant des annales de guerre. Dès le temps des rois vassaux, ces tribus entrent en lutte pour aider les peuplades indigènes voisines à éloigner le joug romain qui s'approche. Quand Rome, maîtresse de l'Europe, de l'Asie et d'une partie de l'Afrique, se trouve libre de concentrer ses forces contre les dernières résistances, sa domination a beau s'étendre à tout le pays qui enveloppe la Grande-Kabylie : les tribus de la montagne ne l'acceptent point. Et leur rôle n'est pas simplement passif, ce n'est pas en s'abritant derrière leurs imprenables défenses qu'elles protestent : non, les écrivains nous les montrent portant leurs ravages durant quatre siècles sur le territoire provincial. Rigueurs de Maximien-Hercule, victoires de Théodose, rien ne les dompte. Il n'est pas un trait dans l'histoire qui établisse que le Djurdjura ait vu les enseignes romaines flotter à demeure sur ses crêtes.

Faut-il prendre au sérieux le texte d'Ammien quand il affirme que Théodose, dans ses premières rencontres avec les masses de Firmus, n'avait que trois mille cinq cents hommes à opposer à leur multitude? Mais, si un général comme Théodose, le plus grand homme de guerre de son temps, s'est engagé dans une lutte contre les Quinquegentiens avec un nombre de combattans aussi réduit, on n'en saurait conclure qu'une chose : c'est qu'il avait reçu de

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril 1865.

fausses indications sur la nature du pays et les peuplades à subjuguer, que la géographie de la montagne était ignorée des Romains, et que leurs troupes n'en avaient même pas reconnu militairement les approches. Admettrons-nous davantage que les Romains, après la réduction en provinces de leurs possessions africaines, se soient contentés, — comme on l'a soutenu, — de laisser la troisième légion cantonnée à Lambesse avec la tâche de contenir à elle seule la Numidie et la Mauritanie? Non. Il est certain d'abord que, dans les cas de guerre, — et ces cas ne manquaient point, — Rome envoyait des troupes fraîches d'Europe. Nous avons vu Théodose amener contre les Kabyles un corps expéditionnaire de la Gaule, et, outre la troisième légion, Ammien cite la première et la seconde comme installées alors à Cæsarea (Cherchel), « pour en déblayer les ruines et la protéger contre toute nouvelle insulte des barbares. » Il y a plus : d'après des découvertes épigraphiques récentes et précises, M. Berbrugger a constaté la présence dans l'Afrique romaine de cohortes nombreuses de Sardes, Bretons et Sicambres, d'escadrons de Parthes, Dalmates, etc. Rome aimait à voir ces barbares, qu'elle redoutait, épuiser dans des climats lointains leur dangereuse valeur contre les ennemis de l'empire. Oui, la troisième légion joua en Afrique un rôle particulier : c'est elle qu'on y cite toujours en première ligne, elle y demeure fidèle à ses campemens depuis l'époque d'Auguste, elle y représente plus qu'aucune autre Rome militante, Rome attachée au sol africain. Encore faut-il s'entendre cependant sur la vraie composition d'une légion qui, comme la troisième, garda sans cesse son pied de guerre; la définir par les mots *pedestres milites* (infanterie), c'est faire erreur. La légion était un corps complet réunissant infanterie et cavalerie, troupes pesantes et troupes légères, et formant, dit Végèce, une véritable petite armée. La masse pesante, forte au moins de six mille soldats, était composée de citoyens romains; la masse légère, d'auxiliaires étrangers aussi nombreux et d'une aile de sept cents cavaliers, de telle sorte que la force d'une légion en campagne peut s'évaluer à plus de douze mille hommes. — Une division française, avec ses deux brigades bien complètes, n'atteint pas dix mille combattans. — Que l'on ajoute aux troupes légionnaires les troupes indigènes qui paraissent souvent dans les inscriptions sous les noms d'*aile des Gétules, aile des Maures*, etc., les *castellani* ou soldats chargés de la garde des châteaux-forts, les *custodes claustrorum*, défenseurs des enceintes, les *burgarii* attachés comme de vrais esclaves aux remparts du *burgus*, bourg fortifié qui répond au *bordj* des Arabes, et l'on verra que les forces permanentes dont Rome disposait en Afrique devaient être considérables.

Dans cette énumération, une place revient, et une place sérieuse, aux *præsidiarii* (1), protecteurs des postes avancés et des terrains assignés aux soldats-frontières pour leur subsistance, car, sans contredit, le principal système de défense adopté par les Romains consistait dans la création d'une colonisation militaire spéciale aux frontières. Rome avait coutume d'établir sur les cantons-limites de ses provinces des soldats à qui elle donnait de la terre, et qui, outre les barbares à repousser, avaient les remparts et fossés d'un fort à entretenir; ils étaient pour cela exempts d'impôts sur leurs petits domaines. L'Afrique reçut, comme le reste de l'empire, de ces sentinelles avancées de la colonisation connues dans les auteurs sous le nom de soldats-frontières (*milites limitanei*). Chaque canton-frontière était commandé par un chef appelé *præpositus* (préposé), et les empereurs regardaient le rôle des *præpositi* comme important tellement au repos de l'état que le code théodosien contient nombre de rescrits sur les devoirs qui leur étaient imposés et les rigueurs qui en punissaient l'infraction. Or la Montagne-de-Fer se trouvait enveloppée de quatre de ces cantons, et quelques données géographiques viendront ici remplir utilement les lacunes de l'histoire ou en éclaircir les obscurités.

Les quatre cantons militaires qui enserraient le Djurdjura étaient: au sud *limes Audiensis* et *limes Tubusubditanus* avec *Auzia* (Aumale) et *Tubusuptus* (Tikla) pour capitales, — au nord *limes Taugensis* et *limes Bidensis* avec *Tigisi* (Taourga) et *Bidil* ou *Bida* (Djemâ-Saridj) pour chefs-lieux (2). Le nom de *limes* (frontière) donné à ces cantons ne dit-il pas déjà qu'au-delà s'étendait un pays étranger et hostile à la domination romaine? Lorsqu'en 1843 on commença à bâtir Aumale sur des ruines anciennes, les lignes des vieilles murailles restaient assez apparentes pour que le plan de la ville antique fût facile à lever; des inscriptions locales nombreuses n'ont pas laissé douter que ces ruines ne fussent celles d'*Auzia*. Les recherches archéologiques ont également établi l'identité de *Tubusuptus* avec les ruines appelées *Tikla* par les Kabyles et situées sur la rive gauche de l'Oued-Sahel, à sept lieues de Bougie. Composé d'arcades en pierres de taille de 3 mètres de hauteur avec un remplissage en maçonnerie, le mur d'enceinte de Tubusuptus est en grande partie debout, et paraît circonscrire une surface d'environ 12 hectares. A travers les vestiges épars et monumentaux de la ville, on distingue nettement ici de vastes citernes, là les restes d'un temple dont

(1) Consulter le savant commentaire de Bocking sur la *Notice des Dignités de l'empire d'Orient et d'Occident*, t. II, p. 768 et suiv.

(2) *Notice des Dignités de l'empire*, t. II, p. 77 et 87. La carte peutingérienne donne *Syda* pour synonyme à *Bidil* ou *Bida*.

deux belles colonnes hautes de 8 mètres montrent encore intact leur chapiteau corinthien. Les débris d'un aqueduc partant de la rivière, les ruines de divers petits postes semés jusqu'à la mer sur les deux rives de l'Oued-Sahel, les traces d'une route venant de Bougie et se prolongeant vers Aumale, tout révèle l'ancienne existence d'un établissement solide et fortement gardé. C'est de même par la découverte de quelques constructions romaines et la comparaison des itinéraires anciens avec les distances actuelles qu'on a pu fixer au village de Taourga, à vingt-quatre lieues est d'Alger et quatre lieues sud-est de Dellys, l'emplacement de la *Tigisi* antique. Toutefois de ces trois chefs-lieux, Auzia, Tubusuptus et Tigisi, le premier, à vrai dire, est en dehors de notre Grande-Kabylie. Citée aux temps de Tacfarinas et de Gargilius, Auzia resta exposée aux fréquentes attaques des barbares, et son nom disparaît de l'histoire vers la fin du IIIe siècle. Détruite sans doute par les Quinquegentiens, qui ravageaient alors la province, les Romains semblent n'avoir plus jugé prudent de la relever; ils donnèrent depuis pour résidence au *præpositus* un simple fort, *Castellum Auziense*, visité par Théodose durant sa campagne de Kabylie, et dont on reconnaît les traces à Aïoun-Bessem, à cinq lieues nord-ouest d'Aumale. Quant à Tubusuptus et à Tigisi, ces deux points étaient trop voisins du littoral pour que les Romains, maîtres de la mer et solidement organisés à Bougie et à Dellys, n'eussent pas toute facilité à les conserver et à les défendre. Plus que les trois autres, le chef-lieu du *limes Bidensis*, Bida, doit offrir, au point de vue de notre étude, un véritable intérêt comme le poste le plus avancé des Romains en pays kabyle. A la même place s'élève aujourd'hui, dans la vallée du Sébaou, Djemâ-Sâridj, le plus important et le plus charmant village des Aït-Fraoucen.

Nous visitions ce pays à la fin de 1864; la saison était rude sur la montagne : nous laissâmes Fort-Napoléon dans le froid d'une pluie neigeuse et descendîmes comme du sein des nuages pour saluer, après trois heures de marche, le soleil et l'éternelle verdure sur les coteaux touffus de Djemâ-Sâridj, un vrai jardin, la pépinière du Djurdjura. Les notables du lieu aiment à parler : quand on croit que le nom ancien de *Bida* est éteint, on apprend vite, en les écoutant, qu'il se retrouve dans le nom actuel d'une famille des Fraoucen, les Aït-Bida, dont l'antiquité passe pour remonter au temps des Romains (1). Si l'on veut voir les ruines, chaque habitant les

(1) Le mot *Bidil*, autre appellation antique de Djemâ-Sâridj, est également oublié des Kabyles, mais il existe encore dans la langue des Touaregs, où il signifie « être fou. » Or M. le colonel Hanoteau a fait cette curieuse observation que tout à côté de Djemâ-Sâridj est un petit village appelé maintenant d'un nom arabe, *El-Mesloub*, qui

peut montrer, ils vivent dessus. Du côté de l'est, c'est-à-dire de la montagne, elles se réduisent à peu de chose : sur une butte apparaît seule une sorte de citadelle dont subsistent quelques pans de mur, larges d'un mètre et bâtis en moellons; mais dans la partie ouest on remarque plusieurs bassins, un entre autres de près de 4 mètres de côté, composé de belles pierres et auquel Djemâ-Sâridj doit son nom (1), diverses maisons construites avec des débris antiques, çà et là de grands blocs de pierres taillées, sur la place du marché des murailles solides à fleur de terre, quelques mosaïques même trouvées dans les fouilles. Enfin, à l'entrée du village, des dalles empierrant une route laissent croire à une amorce de voie romaine, et en effet les auteurs latins mentionnent un itinéraire partant de Dellys et se bifurquant à Djemâ-Sâridj pour aller vers Bougie par deux voies différentes.

L'*Itinéraire* d'Antonin, d'accord avec le premier tableau de Ptolémée, traverse le Djurdjura sans y marquer d'étape. La carte de Peutinger en indique une sur un point qu'elle nomme *Ruha*, et la distance entre Djemâ-Sâridj et Ruha, mesurée sur l'itinéraire peutingérien, conduit à placer cette étape sur le versant sud de la montagne au lieu dit Ksar-Kebouch, où se voient effectivement les vestiges d'un fort en pierres qui a une apparence romaine.

Ces deux itinéraires concordent assez avec les voies qu'on suit maintenant encore, l'une par le col d'Akfadou, l'autre plus à l'est par Ksar-Kebouch, pour que dans l'antiquité elles aient pu déjà servir de communications entre les vallées du Sébaou et de l'Oued-Sahel. Ce devaient être les voies naturelles des indigènes ouvertes, il se peut, aux voyageurs et commerçans romains; de notre temps aussi, avant même la conquête du Djurdjura, il était permis à l'étranger de les parcourir sous la sauvegarde de l'*anaïa* (2);—mais que ce fussent des routes stratégiques, libres au parcours des colonnes romaines, nous ne saurions l'admettre. Rappelons d'abord que la voie romaine n'est un peu reconnaissable que du côté de l'ouest ou de la vallée; c'est dans la partie occidentale que se montrent aussi les ruines importantes, c'était là vraiment la surface habitée. Le choix qu'on fit de la partie orientale pour l'occuper par la citadelle prouve que le côté tourné vers la montagne était la position dangereuse. D'ailleurs, qu'on y songe, pour transporter des troupes ou des approvisionnemens de Bougie à Dellys, les Romains avaient deux autres voies assurées : l'une de mer que personne ne leur

veut dire « le fou. » Voilà sans doute l'ancienne dénomination kabyle se révélant sous la traduction arabe, qui s'y est substituée.

(1) Djemâ-Sâridj signifie « le marché du vendredi du bassin. »

(2) Voyez sur l'*anaïa* la *Revue* du 1er avril 1865.

pouvait disputer; l'autre de terre, le long de la côte, que confirment à la fois l'itinéraire d'Antonin, les cartes de Ptolémée et de Peutinger, et que jalonnent encore des ruines monumentales sur certains points cités par les géographes comme d'anciennes colonies maritimes. Le village kabyle actuel de Zeffoun (l'ancien *Rusazus*) est entièrement construit avec des pierres taillées datant de l'époque romaine; deux villes antiques s'y reconnaissent, la ville maritime et la ville intérieure, celle-ci dominant et défendant l'autre. Dans la ville basse se voient les vestiges d'un quai sur le rivage et d'une jetée sous l'eau; des mosaïques, des chapiteaux et fûts de colonnes, un beau fragment d'une statue en marbre blanc, y ont été recueillis; les restes de deux tours carrées et d'un rempart en crémaillère enveloppant un château-fort attestent certainement qu'on s'y regardait comme menacé. La ville haute porte trace de plusieurs magasins voûtés, d'un temple ayant plus de 20 mètres de côté, de quelques fortifications qui enceignent encore la bourgade kabyle, enfin d'un aqueduc considérable qui apportait les eaux des hauteurs voisines. A Taksebt (l'ancien port de *Rusubezer*) et à Tigzirt (l'ancien port d'*Iomnium*), se rencontrent des ruines intéressantes et analogues; les Kabyles n'y remuent guère le sol sans toucher à des restes de constructions romaines. La route jalonnée par ces débris a beau n'être actuellement praticable qu'aux piétons et aux bêtes de somme, elle reliait jadis des colonies importantes, et les Romains, toujours vigilans pour leurs établissemens du littoral, ne pouvaient manquer de mettre un soin particulier à l'entretenir. Quant aux deux itinéraires qui coupent la montagne par Ksar-Kebouch et Akfadou, on les trouve semés aujourd'hui même de difficultés sérieuses; quels périls plus grands n'offraient-ils pas au passage des colonnes, alors que le Djurdjura, suivant la tradition et les descriptions anciennes, se montrait couvert de forêts épaisses, abris certains des embuscades kabyles? Les *præpositi* étaient-ils en paix avec la montagne, ils avaient tout intérêt à ne pas aventurer leurs troupes sur des chemins difficiles où elles auraient imprudemment défié des populations intraitables; était-on en guerre, pourquoi penser, quand rien ne le prouve, que les cohortes impériales, que nous avons vues sous un chef comme Théodose reculer devant le pays des Jubalènes, aient en d'autres temps réussi à suivre les deux itinéraires qui traversent une partie du massif jubalénien et à en franchir les redoutables défilés?

La campagne de 1857, en ouvrant aux recherches archéologiques l'accès du Djurdjura, a fait justice des prophéties qui prédisaient la découverte au sein de la montagne de fortifications romaines importantes : pas une ruine de ce genre, pas une trace de camp

retranché sur les sommets djurdjuriens. Le poste de *Turaphilum* cité par Ptolémée et prétendu centre d'action des Romains dans le *Mons-Ferratus*, on s'était plu à l'imaginer sur l'emplacement du village kabyle de Koukou, à cinq lieues est de Fort-Napoléon; mais, à regarder le mamelon étroit dont le village de Koukou occupe la cime, on se convainc qu'il n'a jamais pu avoir un développement qui lui permît de contenir une population ou une garnison considérable. Une douzaine de pierres de taille qui gisent près de la porte sud, dite porte du Rempart, et une citerne solide, longue de 9 mètres, sur une largeur de moitié, voilà ce qui suffit aux gens à système pour décider que la marque romaine est là. On a vraiment bien abusé de ces mots de *voies romaines*, de *ruines romaines;* toute voie pavée n'indique pourtant pas que ce soient les Romains qui l'aient faite, car les Kabyles pavent souvent eux-mêmes leurs chemins. Tout débris de constructions en pierre de taille ne témoigne pas nécessairement la main-d'œuvre romaine: dès l'antiquité, les Kabyles, au dire de tous les historiens, se bâtissaient des demeures fixes. La présence des Romains pendant quatre siècles autour du Djurdjura put permettre aux ouvriers kabyles d'étudier la manière romaine de construire et de l'imiter, et nous voyons Ammien Marcellin vanter l'apparence monumentale d'un château indigène, *Fundus Petrensis*, réduit en cendres par Théodose, « magnifique villa, dit-il, que Salmace, frère de Firmus, avait bâtie somptueusement à l'instar d'une vraie cité. » Ceux qui bâtissaient une cité somptueuse pouvaient bien construire une simple citerne; le seul ornement d'ailleurs qui reste apparent sur une des pierres de Koukou est un croissant grossièrement tracé, la seule inscription qu'on y ait découverte est arabe.

Il ne doit pas davantage être sérieusement question de ce *burgus centenarius* (fort gardé par cent hommes) que des cartes toutes récentes ont placé chez les Aït-Iraten, près du contre-fort de *Bou-Atelli;* l'erreur est venue d'une inscription latine découverte là parmi des ruines et d'abord mal comprise. Cette épigraphe parle d'un *centenarius* indéterminé, « construit aux frais d'un certain M. M... en l'an provincial 289, » c'est-à-dire en 329 de notre ère Or des fouilles habilement conduites par le colonel Hanoteau sur ce point que les indigènes appellent *Ourtin Taroummant* (le Jardin du Grenadier) ont mis au jour un sépulcre auquel les ruines extérieures appartiennent, et qui conserve aujourd'hui encore une tête de mort et des ossemens. La pierre de l'inscription susdite se trouve n'être que l'épitaphe de ce tombeau, et si l'on songe que c'était certainement se créer un titre à la bienveillance impériale que de construire à ses frais un fort en Afrique, au lendemain surtout de

la grande insurrection du IIIe siècle, on s'explique que l'épitaphe de l'individu enterré dans le *Jardin du Grenadier* veuille constater, à son honneur, qu'il a contribué de ses deniers à élever un *centenarius* n'importe où sur le territoire africain. Au reste, à mesure qu'on a mieux étudié les ruines diverses que M. Hanoteau et le docteur Leclerc ont les premiers signalées dans la tribu des Aït-Iraten, on s'est assuré que ces vestiges du passé étaient des tombeaux, situés tous sur le versant qui regarde Djemâ-Sâridj. Il en est ainsi des ruines trouvées sur la place du Marché, au village de *Souk-el-Tléta*, ainsi de celles qu'on remarque près des villages d'*Akbou* et de *Bou-Sahel*, ainsi encore du petit monument nommé *Takbout* (1), sur le chemin d'*Iril-Guefri* à *Tala-Amara*, où l'on avait cru voir d'abord les restes d'un poste romain. Non loin de *Takbout*, sur le monticule d'*Abekkar*, derrière un rempart séculaire d'oliviers, se montre la ruine la mieux conservée du pays, avec des murs hauts de 3 mètres et des pierres de taille aux angles et au soubassement; c'est encore un tombeau, élevé sans doute par quelque riche famille de Djemâ-Sâridj; — et si vous demandez à qui appartiennent le terrain d'Abekkar et le Jardin du Grenadier, on vous apprendra qu'ils ont éternellement formé le domaine de la famille Abekkar, qui prétend, comme la famille des Aït-Bida, remonter jusqu'au temps des Romains.

Donc, sur la rive gauche du Sébaou, dans la vraie Kabylie du Djurdjura, chez les Zouaouas et les Aït-Iraten, point de trace d'occupation militaire romaine au sein de la montagne. Sur la rive droite, et en se rapprochant de la mer, les ruines se montrent plus fréquentes. A Imakouda notamment, chez les Aït-Ouaguenoun, apparaissent les débris d'une citadelle, et chez les Aït-Roubri, près du village de Chebel, les quatre faces d'un fortin rectangulaire long de 60 mètres sur 50 de large, et dont les angles s'avancent légèrement en saillie. C'est également l'apparence d'un petit fort à quatre faces et de dimensions analogues qu'offrent les ruines sises à Ksar-Kebouch, où l'on croit devoir placer l'étape de Ruha, indiquée par l'itinéraire peutingérien.

Que les Romains eussent édifié à Ksar-Kebouch un poste militaire ou un caravansérail servant d'étape sur la route de Djemâ-Sâridj à Bougie, c'est possible. Tout à côté les soldats français, bien avant d'être maîtres du Djurdjura, élevaient et occupaient le fort de *Taourirt-Iril*. Faut-il dire cependant qu'une construction, même reconnue comme romaine, représente absolument en Kabylie un

(1) Les Kabyles donnent généralement le nom de *takbout* à toute construction de forme carrée surmontée d'une espèce de dôme.

établissement occupé par des Romains? Non, depuis que deux inscriptions latines recueillies au pied des Flissas, dans les ruines du château-fort de *Tuleus* (*Castellum Tulei*), à 3 kilomètres du caravansérail actuel d'Azib-Zamoun (1), ont révélé que le fort de *Tuleus* était habité et commandé par des chefs kabyles.

Cette découverte donne la clé du mode d'action vraisemblablement exercé par Rome dans les vallées du Djurdjura. *Castellum Tulei* était, à en juger par l'importance de ses ruines, un établissement considérable. Si le commandement s'en trouvait confié à des chefs indigènes, il est à penser que les Romains élevèrent dans la vallée d'autres forts ou fortins, — par exemple celui d'*Oppidium* (Tizi-Ouzou), que cite Ptolémée, — afin de les donner pour résidence à des chefs kabyles ralliés qui avaient la garde de ces positions et la surveillance d'alentour, sous le contrôle supérieur du *præpositus*. Les chefs attachés à sa cause, Rome les récompensait sans doute et les retenait par des immunités particulières. Exploiter l'ambition des indigènes influens et les rivalités entre tribus, profiter de l'affaiblissement, plus habituel dans les vallées, des sentimens d'indépendance, ce sont des moyens qui se devinent et qui pouvaient réussir un temps; mais jouir de la vallée sans régner sur la montagne était une chimère. Même avec des postes militaires romains gardant la vallée, le voisinage seul des montagnes insoumises aurait été une menace constante à la tranquillité de la colonisation; qu'était-ce donc, si l'autorité romaine avait pour dépositaires des indigènes qu'un jour de mécontentement ou d'entraînement national pouvait jeter dans les bras de leurs frères?

La France, avant d'avoir achevé la conquête du massif djurdjurien, était sans cesse sur le qui-vive en face des montagnards indépendans, et ceux-ci, en face de nous, se tenaient fièrement, comme ils disent, « assis derrière la batterie de leurs fusils. » On eut alors l'expérience de ces prétendus dévouemens de chefs tels que Si-el-Djoudi (2), qui demandaient l'investiture pour en déserter bientôt les devoirs, et de ces soumissions de Kabyles toujours précaires tant qu'il est resté dans la montagne un territoire libre, comme exemple et abri de la révolte. Il nous souvient d'un fabliau kabyle qui met en scène un chien attaquant un os à belles dents. « Ah! ah!

(1) Ces deux précieuses inscriptions se lisent sur deux pierres tumulaires découvertes par MM. le général Pâté et le sous-intendant militaire Raoul. Elles se trouvent aujourd'hui au musée d'Alger.—Le caravansérail d'Azib-Zamoun est à vingt lieues est d'Alger.

(2) Si-el-Djoudi, grand marabout des Aït-Boudrar, s'était rapproché de l'autorité française dans le courant de 1852 et fait investir du titre de *bach-agha* du Djurdjura. La campagne de 1857 ne l'en trouva pas moins dans les rangs hostiles; vaincu, il dut se rendre à merci.

tu me trouves dur! dit au chien l'os avec orgueil. — Sois tranquille, répond le chien sans s'émouvoir, j'ai tout le temps. » Le Djurdjura était dur à attaquer; mais quand il se vit mordre par l'aigle française, décidée à prendre son temps pour en finir, il fut bien forcé de se laisser ronger jusqu'au bout. Rome, qui n'a pas su mettre le pied sur les crêtes avec le ferme dessein d'y rester, a dû connaître ces infidélités et ces défections qui ne pouvaient que rendre dans les vallées kabyles sa jouissance incertaine et son autorité chancelante. La capitale même du canton militaire du Sébaou, *Bida* ou Djemâ-Sâridj, combien de temps resta-t-elle le siége de l'autorité impériale? Nous ne savons; mais lorsque le comte Théodose passa trois ans à combattre les populations du Mont-de-Fer, nous ne le voyons, ni pendant ni après la guerre, mettre le pied dans le *limes Bidensis.* C'était le cas cependant de visiter les différens postes qui entouraient la montagne et d'y fortifier le prestige romain par sa présence. Accuser ici une lacune de l'histoire est impossible : la chronique d'Ammien suit Théodose pas à pas; si elle ne le conduit point à Bida, c'est qu'il n'y parut point, et que Bida, ainsi que la vallée du Sébaou, avait échappé, depuis longtemps peut-être, à l'action romaine.

A le bien prendre d'ailleurs, la politique générale des empereurs en Afrique avait-elle aucun esprit de grandeur et de conciliation propre à attirer les insoumis? En acceptant Auguste pour maître, les provinces avaient bien, — au dire de Tacite, — salué de leurs acclamations la chute d'un gouvernement débile qui ne savait réprimer ni les dissensions des grands ni la cupidité des magistrats; mais les efforts d'Auguste pour rétablir la légalité dans les administrations provinciales tombèrent vite en oubli. La Rome impériale ne professa bientôt plus ni respect pour les institutions, ni ménagemens pour la fierté des peuples. Elle voulait les assujettir, non se les assimiler. Claude régnait quand l'administration romaine se substitua en Mauritanie à celle des rois vassaux; les habitans du Djurdjura en purent regarder les effets autour d'eux. Quelle idée donna-t-elle de la justice des maîtres du monde? Où le régime fut-il plus oppressif, les impôts plus lourds, les exactions plus violentes? Impôt personnel, impôt foncier payé en nature et s'élevant au dixième des produits, douanes, réquisitions légales, voilà les quatre sortes de contributions régulières qui pesaient sur l'Afrique. Ce n'était rien auprès des contributions extraordinaires constantes qui obligeaient les cultivateurs à livrer des supplémens de grains à un prix dérisoire déterminé par le gouvernement. Au temps de la république, les impôts des provinces étaient affermés à des compagnies dont les agens, nommés *publicains,* ont laissé dans l'histoire

une réputation fatale; les fonctionnaires civils à qui le régime impérial confia le prélèvement de l'impôt sur les céréales africaines ne renoncèrent pas à ces honteux erremens. Au lieu de se combattre, employés du fisc et publicains se mirent d'accord pour le pillage et l'usure. Quand l'histoire a cité Galba et le vieux Gordien comme de probes et bons proconsuls d'Afrique, elle a tout dit; mais les Salluste, les Marius Priscus, les Romanus y sont nombreux. « Il faudrait pourtant, crie Juvénal, il faudrait épargner ces Africains qui nourrissent Rome, tandis que Rome désœuvrée court au cirque et au théâtre. Il faudrait se garder surtout d'exaspérer une nation guerrière et malheureuse. Nous avons beau lui prendre tout ce qu'elle a d'or et d'argent, nous lui laissons bien un bouclier, un glaive, un javelot, un casque; il reste des armes aux peuples dépouillés! » Mais l'autorité sans contrôle que recevaient les lieutenans de l'empereur sur la personne et les biens des provinciaux rendait la tentation d'abuser bien grande, et les moyens trop faciles. Ils venaient à titre d'administrateurs, de généraux, de juges, presque de législateurs, tout ensemble; ils venaient surtout décidés, pour la plupart, à refaire une fortune dissipée. Quelles charges ces exactions systématiques ne devaient-elles pas ajouter au fardeau des contribuables? Dans cette Afrique qui alimentait ses maîtres, la misère des pères de famille n'en arriva-t-elle pas au point qu'ils vendaient leurs enfans pour s'acheter de quoi vivre! Il a fallu qu'une loi de Constantin, datée de l'an 322, vînt interdire ces ventes contre nature et protéger les enfans des familles trop pauvres en ordonnant de les nourrir aux frais de l'état.

Et pourtant les peines prévues ne manquaient pas contre les concussionnaires. Depuis César jusqu'aux derniers temps de l'empire, la sévère loi Julia ne fut jamais abrogée; mais que valent les lois inappliquées? Il serait plus moral de n'en pas avoir. L'argent volé, habilement répandu, assurait à Rome l'impunité des coupables, et leurs juges mêmes devenaient complices de leurs déprédations (1). « Nos provinces gémissent, — s'écriait Cicéron dans sa troisième *Verrine*, — les peuples libres se plaignent, les rois s'indignent contre notre avidité et notre injustice. Jusqu'aux rives lointaines de l'Océan, il n'y a pas un lieu si obscur, si caché qu'il soit, où n'aient pénétré les déréglemens et l'iniquité de nos concitoyens. Ce n'est plus la force, ce ne sont plus les armes ni les guerres des nations qui pèsent aujourd'hui sur nous, c'est leur deuil, ce sont leurs larmes, leurs gémissemens. Qu'on dise encore que Verrès a fait

(1) « Pauvre provincial, vends jusqu'à tes effets, mais ne sois pas assez fou pour venir à Rome réclamer justice; tu perdrais encore les frais du voyage! » (Juvénal, sat. VIII.)

comme d'autres. Sans doute il ne manquera pas d'exemples; mais si les méchans s'appuient sur les méchans pour échapper à la justice, je dis qu'à la fin la république aussi trouvera sa ruine. » Ces prophétiques paroles, vraies déjà sous la république (1), le devinrent davantage sous les empereurs, qui, dans l'Afrique surtout, ne voulurent voir de plus en plus qu'une vaste ferme à exploiter. Quand les Africains criaient justice, Rome n'écoutait pas; mais dès qu'un Auguste nouveau s'élevait au trône, sa préoccupation première était l'Afrique. Les grains d'Afrique arriveraient-ils, les proconsuls seraient-ils fidèles à les fournir? Grosse question qui mit plus d'une fois la métropole sous la dépendance de sa colonie et offrit aux ambitions des compétiteurs une arme politique des plus funestes. Un jour, c'est Clodius Macer qui, rebelle contre Galba, retient en Afrique les navires chargés de grains et veut affamer l'Italie; un autre, c'est Vespasien qui, disputant le trône à Vitellius, projette d'attaquer l'Afrique, « afin, dit Tacite, d'enlever à l'ennemi tous ses greniers et de ne lui laisser que la famine et la discorde. » Plus tard, quand Alaric, vainqueur de Rome, prétend donner à Attale la couronne d'Honorius, il suffit que le gouverneur d'Afrique Héraclius ferme à l'exportation tous les ports de la colonie pour que le peuple romain repousse un usurpateur dont le règne s'inaugurait par la disette, et quand ce même Héraclius s'insurge à son tour, sa première pensée est de tenter contre l'empereur le moyen qu'il avait jadis pris pour le sauver. Faits historiques, descriptions des géographes, chants des poètes, tout prouve que l'Afrique était la nourricière de l'Italie, tout jusqu'à cet intendant spécial ou *préfet de l'annone*, créé par Commode en Afrique pour acheter et expédier les grains, et jusqu'à cette *flotte commodienne*, uniquement destinée à les transporter (2). Qu'on écoute au reste les plaintes éloquentes que Claudien met dans la bouche de Rome lors de la révolte de Gildon : « Depuis que l'Orient a revêtu une robe de pourpre semblable à la mienne et a reçu les plaines de l'Égypte en partage, la Libye me restait, ma seule espérance! A peine avec l'aide du vent du sud m'envoyait-elle de quoi vivre. Incertaine du lendemain, je sollicitais sans cesse la clémence des vents et des saisons. Cette dernière ressource, Gildon me l'a ravie au moment où l'automne expirait. Mes regards tremblans mesurent l'étendue des mers, cherchant à l'horizon quelque vaisseau qui m'apporte ce que l'usurpa-

(1) On ne saurait oublier à ce sujet les remarquables considérations qu'a développées M. Duruy, dans sa thèse de doctorat, sur *l'état du monde romain vers le temps de la fondation de l'empire*.

(2) Il n'y avait que deux *préfets de l'annone* dans tout l'empire, un à Rome, l'autre en Afrique.

teur aura laissé échapper. Je ne vis que grâce à ce Maure qui ne daigne plus me rien donner à titre de tribut, mais à titre de bienfait; il éprouve une joie insultante à m'offrir comme à un esclave mes alimens de chaque jour. Le barbare, au sein de l'abondance, agite s'il me fera mourir ou seulement souffrir de la faim. Il est fier des larmes de mon peuple et retarde à son gré le moment de ma ruine; il me vend des récoltes qui sont ma propriété, et détient le sol conquis au prix de mon sang... »

C'est qu'aussi le peuple de Rome était grand mangeur de pain; c'est qu'aussi les empereurs sentaient que leur popularité, leur couronne, leur vie même, pouvaient tenir aux arrivages de froment, aux distributions gratuites, aux réjouissances de la populace dans le cirque. On ne s'inquiétait guère vraiment du peuple africain à satisfaire; le peuple romain voulait jouir; il lui fallait son pain et ses bêtes fauves. A l'Afrique de le nourrir et de l'amuser!

Ceux que les armes romaines ne domptaient point, ce n'est pas une telle politique qui les pouvait conquérir; mais ceux même qu'elle avait domptés par les armes, Rome a-t-elle su ou voulu se les assimiler? Comparez les vieux auteurs, confrontez les chroniques des époques vandale et byzantine avec celles de Salluste, Tacite, Ammien, et vous serez frappé de reconnaître dans les Maures de Procope et de Corippus les mêmes hommes, aussi sauvages, aussi avides d'indépendance que l'étaient jadis les guerriers de Jugurtha, de Tacfarinas et de Firmus : mœurs, langue, manière de combattre, rien n'est changé; la transformation du caractère africain par la civilisation romaine après plus de quatre siècles de contact paraît nulle. L'œuvre colonisatrice au moins s'y est-elle faite sur une vaste échelle? En Kabylie d'abord, elle ne dut guère trouver le champ libre, car la propriété semble s'y être fidèlement maintenue entre les mains des indigènes : les diverses grandes fermes dont parle Ammien dans son récit de la guerre de Firmus, il les cite comme appartenant à des Kabyles, et les colons romains ne pouvaient être fort répandus dans les vallées du Djurdjura, sauf les environs des chefs-lieux de commandement, quand nous voyons le comte Théodose n'y respecter aucun domaine et permettre à ses troupes de vivre sur les magasins et récoltes qu'elles rencontreraient, parce que c'étaient moissons ennemies. Mais dans le reste de l'Afrique, sur le territoire énorme que Rome possédait par droit de conquête, que fit-elle pour coloniser? Pline ne compte qu'une vingtaine de colonies sur toute la surface qui comprend aujourd'hui le Maroc, l'Algérie et Tunis, et des observations du naturaliste il résulte clairement que la grande propriété fut le fait dominant du système colonisateur adopté par Rome en Afrique. Or avec

la grande propriété peut-on prétendre coloniser? Où séjournaient ces grands propriétaires et leurs familles? Dans les villes. Les cultivateurs, qui étaient-ils? Des esclaves ou des indigènes soumis. Seuls, les cantons militaires frontières furent livrés à la colonisation des petits propriétaires dans la personne de ces soldats *limitanei* dont nous avons déjà dit les devoirs et les droits; encore ces soldats résidaient-ils là sans famille; ils n'y étaient pas établis pour faire souche, s'attacher au sol et le peupler : c'étaient les sentinelles d'une domination inquiète, non les pionniers d'une colonisation libre et sérieuse. En un mot, Rome, avant tout guerrière et despote, s'est occupée de profiter de l'Afrique et non de lui profiter; elle a suivi sa voie sans se soucier des indigènes. Aussi, au jour du danger, se trouva-t-elle sans eux en face des Vandales, et quand elle vit dans Genséric un ennemi implacable, les Africains y virent à bon droit un libérateur.

Tels qu'Ammien les a dépeints et que nous les retrouvons dans nos populations djurdjuriennes, les barbares du *Mons-Ferratus* n'étaient pas faits pour accepter de bonne grâce une domination égoïste et une civilisation asservissante. Au milieu de tous les peuples qui couvraient le monde courbés sous le joug du peuple-roi, et qui, suivant la vigoureuse expression de Plutarque, ne savaient plus jamais dire *non*, les Kabyles d'alors n'avaient pas désappris ce mot; ils ne devaient un jour supporter volontiers un maître que s'il savait à la fois les vaincre, favoriser leurs tendances et comprendre leurs intérêts. La France a eu besoin de vingt-sept ans (de 1830 à 1857) pour donner à l'Algérie ses frontières actuelles et clore l'œuvre de la conquête par la soumission du Djurdjura. C'était marcher lentement au gré de quelques-uns : ceux-là ont-ils songé que près de deux cents ans s'écoulèrent entre la destruction de Carthage et la réduction de la Mauritanie en province romaine, que les traces laissées par Rome dans l'Algérie ancienne sont l'œuvre de quatre siècles, et qu'au bout de ces quatre siècles il restait encore dans le Tell mauritanien des populations que son joug n'avait pu atteindre? Rome ne trouva pourtant pas devant elle en Afrique cet obstacle de la religion qui s'est dressé devant la France. Au lieu d'imposer aux vaincus ses propres dieux, elle savait accepter les divinités étrangères, leur ouvrir son Capitole, leur donner, comme dit Montesquieu, « droit de bourgeoisie » dans la grande ville, et jusqu'au IVe siècle, époque où les idées donatistes vinrent mêler une cause religieuse à la révolte de Firmus, on peut dire qu'aux yeux des indigènes les Romains passaient pour des coreligionnaires. Rome, avec ses légions semées sur tous les continens, ne fut pas non plus astreinte à affaiblir de temps à autre ses forces militaires

en Afrique pour parer à des guerres étrangères. Il n'en était pas d'elle comme de la France, qui dans son armée d'Algérie voit toujours le vrai noyau prêt à combattre, rompu à la vie du bivouac, et qui lui emprunte ses vaillantes avant-gardes pour toutes les campagnes voisines ou éloignées de sa frontière, aujourd'hui au Mexique, hier en Italie, naguère en Crimée; — et pourtant, même tandis que la guerre de Crimée lui enlevait ses plus vieilles troupes, l'armée d'Algérie, si affaiblie qu'elle fût, allait en 1854 promener le drapeau français au milieu des Kabyles insoumis, découvrir les horizons inconnus des cimes djurdjuriennes, et, par une reconnaissance militaire pleine d'audace, préparer trois ans d'avance le succès de la victoire décisive. Quand enfin 1857 fit sonner l'heure suprême de la conquête, en moins de deux mois tout le Djurdjura était parcouru et soumis, une grande route pénétrait la montagne, un fort puissant s'asseyait sur ces crêtes devant lesquelles jadis, après une campagne de trois ans, le comte Théodose avait reculé. Maximien-Hercule transportait dans le Sahara des fractions de tribus kabyles vaincues : la France a rendu les Kabyles, après leur défaite, presque plus libres qu'à la veille de leur soumission, en leur ouvrant l'accès de toute l'Algérie et les poussant à se bâtir sur leur propre sol des villages nouveaux. Théodose laissait massacrer les prisonniers kabyles : l'armée française, en pleine lutte, prêtait ses médecins aux blessés ou aux malades du Djurdjura. Rome pressurait d'impôts ses sujets d'Afrique : la France a imposé faiblement la Kabylie conquise pour lui donner le temps de réparer les maux de la guerre, et avant de songer à y augmenter les impôts, elle a déjà plus de dix fois accru la richesse matérielle du pays! Mais nous avons ailleurs (1) essayé de développer la politique qui depuis huit ans fait la force et le succès de la France en Kabylie. Qu'il nous suffise d'ajouter qu'une circonstance récente, la présence de l'empereur dans le Djurdjura, le 24 mai 1865, est venue apporter à cette politique une heureuse consécration, et a fait croire aux Kabyles qu'*il était écrit* sans doute que la journée du 24 mai deviendrait pour eux un anniversaire doublement marqué par des événemens qui portent date. C'est le 24 mai 1857 que les colonnes françaises s'élançaient pour la première fois sur les contre-forts des Aït-Iraten à travers des populations toutes ennemies, toutes acharnées et frémissantes : c'était la guerre, la guerre avec sa grandeur et ses tristesses, ses nobles luttes et ses fureurs; c'était la guerre avec ses bruits enivrans et sinistres, le tableau héroïque de plusieurs milliers d'hommes courant à l'envi vers la mort, les uns pour la défense du sol natal, les autres pour la

(1) *Revue* du 15 avril 1865.

gloire du drapeau, — mais aussi le douloureux spectacle de vestiges sanglans à travers les chemins, de moissons foulées et perdues, de toits fumans, de maisons détruites! C'était le jour fatal dont un poète de la tribu des Iraten a gravé le souvenir dans ces vers plus d'une fois répétés par les échos d'Azouza (1) :

« Le Français, quand il se met en marche, roule comme les flots d'une rivière; il a fait avancer des bataillons nombreux, des zouaves plus encore que des autres; il s'est abattu sur nous comme la glace ou la neige, lorsqu'elle couvre et durcit la terre...

« Notre tribu était pleine d'émigrés; de tous côtés, chacun se réfugiait chez les Aït-Iraten. « Allons, disait-on, allons dans la confédération puissante, là nous habiterons en lieu sûr... » — L'ennemi n'en est pas moins tombé sur nos têtes guidé par le maréchal, le père de la sagesse dont la tête mûrit les projets...

« Le mercredi à l'aurore a été pour les hommes un jour terrible. Les étoiles brillaient encore quand la lutte commença. — Bientôt cavaliers et fantassins s'entremêlent; la fumée s'élève en nuages, elle monte et descend dans le ciel. Il en est peu dont la vie se prolonge; mais celui qui meurt enlève une houri; ses péchés sont lavés, il est pur!...

« ... Comprenez, ô vous qui savez comprendre : l'Alger des Zouaouas est tombée; ce qui arrive aux Aït-Iraten ne s'est pas vu depuis le commencement du monde! »

Elle fut en effet vaincue et en un seul jour, la montagne saluée naguère du nom de *l'invincible*, et le soleil du 24 mai éclaira pour la première fois sur ses cimes les trois couleurs qui n'en devaient plus descendre. Huit ans après, jour pour jour, le souverain de la France apparaissait sur le même théâtre en sultan reconnu de tous, et y trouvait les villages en fête, les cultures et l'industrie prospères, les populations fidèles et contentes. — La visite impériale au sein de ce fort qui porte le nom de Napoléon, et s'élève sur des sommets jusqu'à nous libres de toute domination étrangère, aura, nous l'espérons, apposé comme le dernier sceau à la paix de la Grande-Kabylie. La paix que donnait Rome à ses sujets d'Afrique, cette *paix romaine* dont Pline vantait tant la majesté (*immensa pacis romanæ majestas*), ne signifiait guère pour les vaincus que faiblesse et asservissement; la paix que leur donne la France veut vraiment dire assimilation, progrès et liberté.

N. BIBESCO.

(1) L'auteur du chant que nous citons est citoyen d'Azouza, grand village de la confédération des Iraten.

HUIT MOIS

EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

VII.

BOSTON ET LA NOUVELLE-ANGLETERRE. — LA VIE INTELLECTUELLE AUX ÉTATS-UNIS.

New-York, 23 novembre 1864.

Tout va bien depuis l'élection (1), et chaque jour voit s'évanouir de plus en plus la menace ridicule d'une insurrection démocratique. La bonne grâce des vaincus égale au contraire la modération des vainqueurs. Au fond, les démocrates honnêtes se félicitent de voir l'Union si chaudement soutenue par le peuple. Ceux qui se consolent moins vite ne respectent pas moins sa décision suprême : ils baissent le ton pour lui plaire, et se bornent à donner au gouvernement des conseils pacifiques. Quelques-uns même (tant la force des choses a courbé leurs préjugés !) proposent des moyens pratiques de trancher la question de l'esclavage par un système d'émancipation progressive. Je ne sais ce que fera M. Lincoln : le voilà bien à son apogée, à ce sommet où le soleil politique des hommes d'état américains ne remonte jamais quand il y a passé. Tout le monde déjà songe à l'élection de 1868, comme les écoliers au jour de la rentrée songent

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

au jour lointain de la délivrance. On se demande quel sera le prochain président des États-Unis? Butler, Banks, Seward, Grant, Sherman? Spéculation purement gratuite, car on calcule sur un problème dont on n'a pas les données. Qui sait où en seront dans quatre ans les deux Amériques?

Le *Herald*, le journal nomade qui a fini par tourner à Lincoln et ranger Mac-Clellan dans la classe des morts irrévocables que ne ressuscitera même pas la trompette du jugement électoral, propose une solution imprévue et s'offre lui-même aux suffrages. Il suppose la guerre achevée; lui seul, comme il le démontre dans un article burlesque, lui seul ou le général Grant peut apaiser les rivalités civiles. Son raisonnement équivaut à ceci : les soldats savent manier la force et font de bons présidens, les *lawyers* ne savent que criailler et susciter des disputes pour avoir le plaisir d'avocasser devant le tribunal de la nation; mais un journal comme le mien sait danser sur la corde entre tous les partis, et de même qu'il pêche des abonnés partout, il saura pêcher les électeurs et gouverner le peuple.

Le général Grant, malgré tout ce qu'on raconte de sa modestie, de sa droiture, de son respect à l'autorité civile, prend déjà des façons de prince. Depuis longtemps, il fermait très carrément la porte au nez des ministres qui voulaient jeter un coup d'œil indiscret dans son armée. Aujourd'hui il envoie au président un *satisfecit* et des félicitations sur le ton que prendrait l'empereur de Russie écrivant à son cher cousin d'Autriche. « Faites, dit-il au ministre de la guerre, faites mes complimens au président. » Ces airs protecteurs sont un peu singuliers chez un général d'armée devant le magistrat suprême qui lui donne et lui retire son commandement; mais la fortune du *tanneur de l'Illinois* est encore plus haut montée que celle du *rail-splitter* Lincoln. Il y a toujours eu un président des États-Unis; mais la charge de lieutenant-général est vacante depuis la guerre de l'indépendance : Grant est le successeur immédiat de Washington. C'est une de ces fortunes immenses, comme la démocratie en élève pour les abaisser le lendemain.

L'Amérique en ce moment célèbre un de ces héros éphémères dont elle change toutes les semaines. Grant a un rival dans l'admiration publique, c'est le capitaine Winslow; le vainqueur de l'*Alabama* est littéralement porté en triomphe d'un bout à l'autre des États-Unis. Boston vient de le recevoir en prince. New-York le réclame, et l'esprit d'imitation de ces moutons de Panurge lui promet bien d'autres ovations. Des hommes graves, comme M. Everett, ne dédaignent pas de s'atteler au char du triomphateur. On dirait que

le combat de l'*Alabama* et du *Kearsarge* est le grand fait d'armes du siècle. Le héros, enflé par cette gloire inattendue, s'en va de banquet en banquet, racontant ses hauts faits; à l'entendre, on croirait qu'à lui seul, sur son petit bâtiment, il a tenu en échec et en terreur les nations envieuses de l'Europe, qu'il a insulté la marine française, souffleté un amiral anglais, bravé lord Russell jusque dans la Tamise, et fait briller le nom américain comme un glaive de feu aux yeux de l'Europe effrayée. Cependant il s'étonne un peu de sa gloire. « La défaite de l'*Alabama*, dit-il, n'est que peu de chose dans mes services. Si je mérite tous ces témoignages d'honneur pour ce seul fait d'armes, j'en mérite bien plus encore pour les services que j'ai rendus sur le Mississipi et devant les ports du sud. » Qui se les rappelle aujourd'hui? qui se rappellera l'année prochaine la glorieuse croisière du *Kearsarge?* Le public américain est vite rassasié de ses idoles. Les gens habiles ne se laissent jamais exploiter ainsi; ils préfèrent le métier de *cornac* à celui de bête curieuse, et ne gonflent pas pour eux-mêmes ce dangereux ballon de la popularité qui monte si haut et si vite, mais précipite si tôt ceux qu'il élève.

Boston, 25 novembre.

Je suis venu par mer de New-York à Boston. Avant-hier je descendais à la hâte l'immense rue de Broadway, maudissant les embarras de voitures qui m'arrêtaient à chaque pas. Je ne vous parle ni du prodigieux encombrement des quais, ni de la peine que j'ai eue pour arriver à bord, à travers l'enchevêtrement des chevaux et des charrettes, laissant ma voiture engagée dans la cohue, mon sac à la main, suivi d'un porteur chargé de ma malle, — ni de la foule entassée sur l'immense et magnifique bateau qui sert d'omnibus entre New-York et Boston. Il faut venir en Amérique pour concevoir un pareil mouvement. Le transit de Paris à Londres n'est pas comparable à celui qui se fait quotidiennement entre les deux *métropoles* rivales des États-Unis: trois chemins de fer, trois lignes de bateaux monstres qui engloutissent chacun de 8 à 900 passagers, suffisent à peine à cette inondation. Il est vrai que c'était la veille du *thanksgiving day*, jour de prière et d'actions de grâces décrété par le président, et que la moitié du peuple était sur les routes. Il est d'usage immémorial de passer en famille ce jour de fête patriotique. Comme en Angleterre le jour de Noël et chez nous le jour de l'an, on mange l'oie ou la dinde classique au foyer paternel. Nulle part cette coutume n'est plus religieusement observée que dans la Nouvelle-Angleterre, le pays des traditions et des vieux usages. Les églises sonnent les cloches des dimanches, les habitans ont revêtu

leurs costumes graves; on va au prêche écouter un sermon politique, car si les affaires humaines envahissent la chaire aux jours que la religion consacre, elles en sont maîtresses en ce jour de jubilé national. Dans chaque paroisse, dans chaque temple, s'élève une tribune politique où l'on discute ici la guerre, là l'esclavage, là-bas la constitution, mais où tout roule sur la grande question du jour. Les prédicateurs républicains s'inspirent de la proclamation du président; les démocrates prennent pour texte celle du gouverneur Seymour, qui s'unit aux prières publiques avec des paroles à double sens. On prie pour la confusion des méchans, pour le retour de la justice, pour le salut de la patrie, et chacun est libre d'entendre à sa façon la justice et le patriotisme. Cependant la vie et le mouvement continuent; on ne se croit pas obligé, comme le dimanche, de prendre un air de deuil. Les jardins publics, les rues populeuses offrent un spectacle à la fois tranquille et animé. C'est un vrai jour de fête, où l'on ose lever la tête et parler tout haut, où l'on se repose de l'activité affairée de la semaine sans s'imposer le recueillement sépulcral du septième jour.

Rien de nouveau d'ailleurs, et absence de journaux ce matin. Ce soir, le bruit court que les trois états de Georgie, d'Alabama et de Mississipi sont prêts à traiter pour la conservation de l'esclavage, menacé plus dangereusement aujourd'hui par Jefferson Davis que par Lincoln. Pris entre deux feux, les pauvres esclavagistes ne savent à quel diable se vouer. Si la nouvelle est vraie, c'en est fait de la rébellion.

Cette question de l'enrôlement des noirs met la confédération sens dessus dessous. Il y a dans le sud un parti raisonnable qui recule devant les mesures héroïques; ce parti, accusé bien des fois de pencher vers la trahison, renouvelait récemment ses promesses de fidélité à une cause perdue, mais avec une arrière-pensée d'abandon. Son chef est, vous le savez, le gouverneur Brown, de la Georgie, l'adversaire et presque l'ennemi personnel de Jefferson Davis, le même qu'on disait avoir engagé avec le général Sherman ces négociations que le bruit public l'a obligé à démentir. Bien qu'il tienne en face du nord un langage haut et ferme, bien qu'il ait lui-même signé la résolution qui livre au président tout pouvoir sur les esclaves des états de Virginie, des Carolines, de Georgie, d'Alabama et de Mississipi, on le sait secrètement opposé à une mesure qui serait sa propre ruine. A la question même de l'esclavage se mêle l'antagonisme ancien de la Georgie et de sa rivale. A l'origine de la rébellion, quand les conventions de la Caroline du Sud et de la Georgie prononcèrent les fameuses ordonnances de sécession, la Virginie hésitait encore à les suivre. Bientôt elle a pris la conduite de la

guerre, et la Georgie au contraire est retombée au second rang. Aussi, quand le président Davis a annoncé au congrès confédéré le projet inoui dans cette enceinte d'affranchir et d'armer les noirs, il s'est élevé entre les députés de la Virginie et ceux des *cotton states* des discussions violentes qui semblaient présager une scission prochaine. La Virginie, qui n'a plus rien à perdre, soutient avec ardeur cet expédient désespéré; mais la Georgie, l'Alabama, le Mississipi, riches encore de leurs troupeaux de nègres, riches surtout en espérance de la vente anticipée de leur coton, sont tentés fortement de demander abri à l'Union contre le radicalisme impitoyable de l'esclavagisme aux abois.

Pauvres sécessionistes! ils ont suscité une guerre civile, armé un gouvernement pour défendre et propager l'esclavage, et voilà ce gouvernement qui les prend à la gorge et leur dit à son tour: Rends tes esclaves! Ils se tournent alors vers l'ancien ennemi; le gouvernement fédéral devient l'espoir des conservateurs de l'esclavage, la ressource dernière de ceux qui voudraient au moins le laisser mourir de sa belle mort. En attendant, on se dispute au congrès de Richmond, et les députés en viennent quelquefois, dit-on, aux *fisticuffs*. Les plus décidés dénoncent la mesure comme une confiscation : le sud se déshonorerait, disent-ils, en abaissant le drapeau de l'esclavage; il renierait son dogme et sa foi. Enrôler le nègre en lui offrant la liberté, c'est reconnaître qu'il n'est pas impropre à la liberté, et que l'esclavage n'est pas la plus haute condition sociale que le Créateur lui destine; c'est abandonner, comme une imposture usée, le principe même de la société du sud. Ajoutez enfin que ces champions de l'esclavage sont encore maîtres d'esclaves, que leurs adversaires ne le sont plus, et vous aurez le secret des nobles passions qui enflamment de part et d'autre leur zèle chevaleresque.

Le parti du gouvernement répond que ce n'est pas l'heure des scrupules de conscience ni des théories humanitaires, que la guerre a dévoré les blancs, qu'il faut lui donner à manger du nègre ou s'avouer vaincu. Les Georgiens ne se tiennent pas pour battus; ils répliquent que l'armée n'est pas épuisée, que les noirs ne peuvent être de bons soldats, qu'il faut résister aux artifices d'un gouvernement spoliateur. On leur cite l'exemple des armées du nord. Alors ils se retranchent dans leur dernier et inexpugnable argument: « vous avez dépeuplé les campagnes, il n'y reste plus que des nègres; c'est leur travail qui nous nourrit. Mettez-leur le fusil à la main au lieu de la pioche et de la faucille, et nous serons affamés demain. L'institution de l'esclavage a été jusqu'à présent la grande force du sud; elle lui a permis de soutenir quatre ans une guerre

qui occupait les bras de tous les citoyens. En la décapitant, vous vous coupez les vivres, et vous tuez du même coup la résistance. » Mais que faire? Où trouver des ressources? Il faut des hommes sur le champ de bataille, il faut des hommes sur le *corn-field*. Lee n'a plus, au dire des Anglais eux-mêmes, qu'une ombre d'armée. Il faut opter entre la paix et la famine. Jefferson Davis assure qu'il suffit d'un effort vigoureux pour achever la guerre, et qu'on pourra ensuite à loisir réparer les pertes : c'est le langage officiel. Tout en affichant cette assurance, les confédérés ont la terreur et le désespoir dans l'âme. Ils se voient, après la campagne prochaine, si même ils trouvent dans l'émancipation la force éphémère d'y résister, livrés par la famine à la discrétion du nord, réduits à mendier au nord l'aumône d'un peu de pain. Alors et alors seulement la clémence, la modération, le pardon fraternel, trouveront leur place. Jusque-là, devant ces hommes obstinés à leur propre ruine, le mot de paix me semble une duperie.

28 novembre.

Je vous ai déjà montré la ville de Boston; il me reste à vous montrer les hommes. Chacun ici m'accueille à bras ouverts. Dîners, soirées, invitations, pleuvent déjà sur moi, sans compter un flot de visites, car c'est la coutume hospitalière du pays d'aller chercher l'étranger chez lui et de prévenir sa politesse.

Pour mon début, j'ai dîné hier à l'*Atlantic club* avec la fleur de la société littéraire et politique de Boston. Il y avait là bon nombre de réputations transatlantiques : le fameux naturaliste Agassiz, le philosophe et poète Emerson, M. Sumner, qui m'y avait amené, le sénateur Wilson du Massachusetts, M. Richard Dana, jurisconsulte et écrivain distingué, M. Wendell Holmes, poète renommé, auteur d'une ode presque nationale, et beaucoup d'autres plus ou moins célèbres. J'ai dîné entre M. Emerson et M. Agassiz : ce dernier, massif, robuste, avec de grosses mains, une grosse voix, mais un tour d'esprit simple et solide qui rend agréable une élocution un peu lourde et un peu lente; c'est un homme qui frappe par un air singulier de puissance intellectuelle; — l'autre, mince, maigre, figure souriante et satirique, un peu poète, très philosophe, très homme d'originalité et d'*humour*, une sorte d'Ampère plus abstrait, plus profond et moins brillant. En face était assis le sénateur Wilson, homme de grand mérite, sorti, à ce qu'il paraît, des rangs du peuple, et qui a gardé dans son langage un je ne sais quoi de rustique, — bon, modeste, figure qui respire l'honnêteté, timide enfin, comme j'imagine que devait l'être Ballanche ou tout autre de ces hommes naturellement supérieurs qui ont eu peine à trouver leur

niveau. L'*Atlantic club* est une petite académie fermée aux profanes, où l'on n'est admis qu'au double titre du mérite littéraire et de l'amitié. Il y règne, avec un air de distinction extrême, un ton de cordialité simple et de douce camaraderie. On y est à cent lieues du tumulte mercantile de New-York...

Je suis allé passer mon dimanche à la campagne, dans un de ces villages du Massachusetts où l'on ne rencontre pas un seul paysan. Rien de plus propre, de plus paisible, de plus champêtre que ces grosses bourgades de la banlieue qu'on pourrait presque appeler des villes. L'aisance qui y règne fait plaisir à voir. Cependant le sol est pauvre, et se compose de collines granitiques inégales, couvertes de pins maigres et de genévriers grisonnans. Entre ces petites éminences, il y a des prairies entourées de murailles en pierres sèches et de petits chalets servant d'étables. Partout la pierre nue perce la terre osseuse. Dans le lointain, la mer s'étend en longues bandes argentées parmi de brumeux promontoires, et se contourne en mille replis, formant comme un archipel d'îles et de lacs intérieurs. La rade de Boston, sa presqu'île, ses navires, ferment si bien la vue, qu'on ne croit pas être au bord de l'Océan. Ce paysage a une grâce maigre et fluette, avec une grande douceur et une tranquille mélancolie. Il rappelle par le contraste ces grasses vallées de l'ouest avec leurs fleuves limoneux et féconds, leurs bords enrichis des dépouilles de mille générations végétales, leurs dômes de feuillages obscurs élevés sur les hautes colonnes des forêts. Quelle différence entre ces deux natures! Et cependant la richesse est partout sur ces côtes malingres, et les exubérantes forêts de l'Indiana n'abritent que de pauvres cabanes de troncs d'arbres cimentés avec la boue des rivières. Quel magicien est-ce donc que l'homme, qui crée tant avec si peu!

29 novembre.

J'ai fait deux connaissances nouvelles : celle de M. Wendell Philipps, le célèbre orateur abolitioniste, et celle de M. Quincy, petit-fils d'un homme célèbre dans l'histoire d'Amérique, lui-même un des chefs du parti de l'abolition. Tous deux ont voulu me faire les honneurs de leur ville natale. M. Quincy, homme distingué, d'une expression fine, un peu dédaigneuse, causeur agréable, est connu à Boston pour sa *scholarship* et sa science des antiquités. Il m'a montré tous les petits souvenirs historiques de la colonie, depuis l'habit que portait Franklin lorsqu'il signa l'alliance française et les épaulettes de Washington jusqu'à l'emplacement de la vieille maison, aujourd'hui détruite, où naquit Franklin, jusqu'au champ de bataille de Bunker-Hill et à l'obélisque de granit élevé à la place

où le célèbre Warren a péri. Je ne vous parle que pour mémoire des canons de l'arsenal, des *monitors*, des batteries flottantes, des *blockade-runners* en acier pris aux confédérés, et des gros vaisseaux de ligne abandonnés qu'on laisse périr sur les chantiers comme inutiles. Les navires nouveaux qui les remplacent ont des formes tout à fait singulières et très disgracieuses, les uns dépassant à peine de quelques pouces le niveau de flottaison, les autres longs et effilés, presque sans mâture, renflés au milieu et aplatis sous l'eau. Autant les anciens vaisseaux étaient pittoresques, spacieux et agréables, autant ces casemates blindées sont hideuses et semblables à des prisons. Ce qui est remarquable à l'arsenal, c'est l'ouvrier lui-même. Quand on voit passer ces trois cents hommes qui retournent au travail après leur dîner, tous graves et bien vêtus, quelques-uns tout à fait bourgeois, on ne peut se figurer que ce soient là des manœuvres. L'ouvrier de nos villes, dont nous vantons l'intelligence et l'éducation tout en déplorant ses vices, n'est qu'un pauvre diable auprès de ces messieurs. Ce que nous appelons le *peuple*, c'est-à-dire une classe ignorante et sans avenir, n'existe pas au Massachusetts, et le secret de ce prodige, la baguette de fée qui élève tout le peuple au rang des classes moyennes, c'est l'éducation.

Voulez-vous vous en convaincre, venez voir les trois degrés d'écoles où la ville de Boston instruit gratuitement tous ses enfans, les conduisant de l'instruction élémentaire, s'ils veulent la poursuivre, à l'étude de l'histoire, de la littérature, des langues mortes et vivantes, — latin, français, espagnol, — des sciences mathématiques, physiques, chimiques, naturelles, — les menant en vérité aussi loin qu'il leur plaît d'aller, jusqu'au grec et jusqu'à l'astronomie. Venez voir ces grandes bibliothèques ouvertes à tous venans, fondations pour la plupart individuelles, où tout habitant a le droit d'emprunter des livres sur la seule garantie de sa signature, et dont la principale fait circuler deux cent mille volumes par an dans la seule ville de Boston. Vous croyez peut-être que cette libre circulation des livres donne lieu à des soustractions continuelles? Eh bien! les bibliothécaires me disent qu'il arrive très rarement qu'un livre ne soit pas rendu. Rien de plus décent d'ailleurs et de mieux fait pour inspirer confiance que la physionomie des lecteurs. Je les regardais passer presque avec respect, tant il était nouveau pour moi de voir des hommes du commun lire et étudier non-seulement les romans de Wilkie Collins ou d'Alexandre Dumas, mais de gros bouquins qui auraient effrayé ma patience. Le même esprit studieux, sage, honnête, s'observe dans les écoles où M. Phillips me conduisit ce matin. Je n'y ai pas aperçu la moindre trace

de punition. Quand les maîtres s'absentent, ils laissent les enfans seuls, avec une tâche préparée, et s'en vont en fermant à clé la porte de leur classe : pas un enfant ne bouge de son siége et de sa petite table. A l'heure de la leçon orale, ils sont si attentifs, si dociles, si désireux de s'instruire, qu'on en est émerveillé. Il y a vraiment chez ce peuple un fonds de gravité et d'honnêteté sérieuse qui vaut bien la légèreté spirituelle dont nous aimons trop à nous vanter.

Les écoles de Boston sont placées sous la direction d'un comité immédiatement élu par le peuple, mais présidé par le maire et après lui par le président du *conseil de la commune*, qui en sont membres de droit. Chaque *ward* ou quartier nomme six députés et en renouvelle un tiers chaque année. Ce comité a le gouvernement absolu de tout ce qui se rapporte aux écoles municipales, fondation des maisons d'école, séparation des classes, choix et traitemens des professeurs, rédaction des programmes de l'enseignement. Un *surintendant* qu'il nomme chaque année remplit les fonctions d'inspecteur et d'agent exécutif de la petite assemblée. Le comité se subdivise en commissions électives, chargées des branches spéciales de l'enseignement; elles font chaque année leurs rapports détaillés au comité central, qui lui-même publie à son tour un rapport général adressé au peuple. Il y a trois ordres d'écoles superposées suivant les degrés de l'enseignement, et les élèves subissent des examens pour passer d'un degré à l'autre. Dans les écoles *primaires*, qui sont au nombre de 250 environ, on apprend à lire, à écrire, à calculer. Dans les écoles de *grammaire*, on apprend la grammaire, la géographie, la tenue des livres, les sciences élémentaires et l'histoire des États-Unis; enfin, dans les écoles supérieures ou *high schools*, les langues vivantes, le dessin, les hautes mathématiques, l'histoire et la littérature générales. Il y a encore une classe d'humanités, *latin school*, toujours gratuite, où les enfans des *gentlemen* de la ville se préparent souvent aux études universitaires à côté des fils d'ouvriers. Quant à l'école normale supérieure des filles (*high and normal school*), elles y entrent par ordre de mérite, et en sortent avec des diplômes de capacité pour l'enseignement; elles y apprennent le français, le latin, le dessin, la musique et les sciences, tout ce qu'il faut pour professer : c'est la pépinière où se forment chaque année les institutrices dont on a besoin.

J'ai vu à l'école supérieure de grandes jeunes filles vêtues en demoiselles prendre une leçon de français que leur donnait le professeur de l'école, — un pauvre réfugié politique. C'étaient les filles des artisans et des petits boutiquiers de la ville. La plupart sont

plus savantes que beaucoup de nos jeunes filles riches, l'éducation des femmes n'étant pas moins solide ici que celle des hommes. Elles ressemblent d'ailleurs pour les manières, pour la tournure, pour le langage même, à de véritables dames, et l'on raconte plaisamment que la fondation de cette école fut combattue, dans le conseil de ville, par tous les pères, qui craignaient de voir leurs fils se choisir là des femmes. J'ai vu à l'école des garçons des jeunes gens de quinze ans résoudre des problèmes trigonométriques, ou expliquer couramment du Virgile. Peut-on s'étonner qu'après cela ils gardent toute leur vie cet immense intérêt qu'on remarque ici dans toutes les classes pour les choses littéraires ou scientifiques, que le soir, pour se reposer de leurs affaires, des boutiquiers aillent entendre M. Agassiz parler sur les glaciers, ou M. Emerson faire, avec beaucoup d'esprit sans doute, et même quelque profondeur, mais sur un ton monotone et hésitant, une *lecture* sur l'éternel sujet de l'éducation? J'étais au nombre de ses auditeurs, et je dois avouer que j'ai trouvé la séance un peu longue. Le public pourtant semblait charmé, et se pressa après le discours autour du *lecturer* en manière de félicitation muette. Les femmes étaient venues en grande foule à ce spectacle, qui n'avait rien de frivole. C'est qu'elles ont ici un rôle bien supérieur à celui que nous leur attribuons. L'enseignement est leur domaine, les travaux de cabinet leur sont réservés. Sur 600 maîtres environ qu'emploient les écoles de la ville, il y a plus de 500 femmes. Dans les bibliothèques publiques, sauf les chefs, qui ont barbe au menton, le service est fait par des jeunes filles. Dans les administrations publiques, au greffe du palais de justice, aux archives générales, elles sont employées comme expéditionnaires et copistes. Rien de plus étrange pour un Européen que de voir ces petites figures souriantes dans ces lieux austères. A la porte du cabinet de l'*attorney* de district attaché à la cour fédérale qui siége à Boston, j'ai trouvé assise à un bureau, non pas un huissier, non pas un commis, mais une toute jeune fille qui m'a introduit dans le cabinet du magistrat. Franchement ces choses ne seraient pas possibles chez nous, elles nous paraîtraient scandaleuses, à tout le moins elles nous prêteraient à rire. Tant pis pour nous : personne ici n'y entend malice.

Mais revenons aux écoles publiques. La ville de Boston en est justement fière, et il n'y a, dit-on, que celles de Philadelphie qui puissent soutenir la comparaison. La ville y dépense chaque année 800,000 dollars; la moyenne des frais par an et par tête d'élève n'était, il y a dix ans, que de 12 dollars environ : elle est à présent de 15 dollars et 77 cents. Cette grande institution n'est d'ailleurs pas la seule que la ville ait fondée; il faut y ajouter toutes

ces écoles spéciales, qui sont en même temps des établissemens de bienfaisance, écoles de *réforme*, maisons de correction pour les enfans insubordonnés ou vagabonds, asiles d'aveugles et de sourds-muets, enfin prisons où les filles perdues sont moralisées et instruites. Quand on voit ces résultats, on comprend la puissance de l'initiative locale et le bienfait de la liberté.

Il y a longtemps que les Américains ont résolu les problèmes que nous agitons encore en Europe. La gratuité de l'instruction, cette nouveauté révolutionnaire, cet épouvantail de tant d'esprits timides, existe ici depuis deux siècles. Dès l'origine de la colonie, les puritains ordonnaient, sous peine d'amende, l'établissement d'une école dans chaque *township* ou commune : c'est de là qu'est sorti tout ce vaste et admirable système d'éducation populaire. Je me trompe : ce n'est pas système qu'il faut dire, car les États-Unis n'ont pas de loi systématique et uniforme sur l'organisation de l'instruction publique. Chaque localité a ses lois particulières, chaque institution ses règlemens privés. Il y a des écoles de toute espèce; les unes dépendent du gouvernement de l'état, les autres de l'administration municipale, d'autres enfin sont des fondations individuelles : il n'y a de général que l'esprit qui les dirige toutes. La même instruction ne peut être donnée partout : les grandes villes ont seules établi ces *high-schools* qui donnent, pour ainsi dire, un enseignement de luxe. Parfois, dans les petites localités, des particuliers généreux établissent des *académies* pour y suppléer. Les finances de l'état contribuent souvent à ces fondations : ainsi l'état de Massachusetts distribue annuellement 10 millions de dollars, moitié aux écoles, moitié aux institutions charitables, médicales ou morales. Son rôle est d'encourager, de stimuler, de soutenir, et non pas de régenter lui-même.

Les Américains disent avec raison que leur système d'instruction publique est la clé de voûte de leurs institutions républicaines. Ils ne s'imaginent pas que le peuple perde en obéissance et en sagesse ce qu'il gagne en indépendance et en savoir. Ils pensent au contraire qu'il serait insensé de jeter le pouvoir politique aux mains d'une multitude ignorante, et qu'on ne saurait trop s'appliquer dans une démocratie à former des citoyens. Nous pouvons faire de belles théories sur les limites raisonnables de l'éducation populaire et sur la dose infinitésimale de science qui suffit à un ouvrier; nous pouvons dire qu'une goutte de plus l'empoisonnerait en lui inspirant une ambition démesurée, qu'il dédaignerait son humble condition, son travail manuel, et se laisserait orgueilleusement mourir de faim. Nous pouvons aussi repousser l'instruction gratuite comme contraire aux principes de l'économie politique égoïste, de

celle qui dit : « donnant, donnant, » et fait consister la vie sociale dans un échange intéressé de services rigoureusement égaux. J'admets la rigueur abstraite de cette doctrine, et je consens à voir dans le droit de l'éducation gratuite une charge imposée par le pauvre au riche, un véritable impôt divitiaire. Je veux même appeler cela du nom redoutable dont on fait un épouvantail, de ce terrible nom de socialisme qui suffit chez nous pour discréditer les réformes les plus utiles. Qu'est-ce à dire? Faut-il regarder en politique aux doctrines ou bien aux résultats? Que m'importe un calcul abstrait d'idées, quand le bien-être général, quand la moralité, quand la liberté de tout un peuple sont au prix de ce sacrifice d'un syllogisme ou d'une équation? Il ne s'agit pas ici de systèmes forgés par des rêveurs, auxquels on réponde par l'irrésistible argument de l'impossibilité pratique : c'est au contraire sur la pratique, sur une expérience déjà féconde, que les Américains s'appuient pour nous dire que l'éducation gratuite est non pas seulement un bienfait pour le peuple, mais encore une nécessité première de toute vraie démocratie.

Je suis humilié quand je songe à la misère intellectuelle de mon pays. Je ne m'étonne plus alors de notre étrange manière de pratiquer le suffrage universel. De deux choses l'une : ou bien limitez les droits politiques aux classes riches et éclairées, ce qui est impossible aujourd'hui, ou bien prenez bravement votre parti de l'égalité, et donnez une éducation royale au souverain nouveau de la société. On a dit souvent que les classes moyennes étaient la France, et cela pouvait se dire tant qu'elles participaient seules au gouvernement du pays; mais, puisque l'écluse est ouverte à la souveraineté populaire, les classes moyennes, pour ne pas tomber au niveau du peuple, n'ont plus qu'à élever le peuple à leur niveau. On demande quel emploi des ouvriers feront de la science : ils s'occuperont des affaires de leur pays; comment ils se résigneront à leur condition : elle ne leur paraîtra plus si humble quand l'éducation l'aura relevée, et que l'esprit d'un charpentier sera l'égal de celui d'un *bourgeois*. Assurément l'éducation devient inutile, dangereuse même, si vous retranchez les droits politiques, ou si vous en voulez faire une comédie; mais elle est indispensable pour que la démocratie ne s'égare pas dans le désordre, ou ne s'endorme pas dans l'arbitraire.

Je ne me dissimule pas les obstacles qui s'opposent chez nous à ces réformes : d'abord notre centralisation, machine trop lourde et trop compliquée pour être active, — ensuite la charge immense qu'une telle œuvre imposerait à l'état, — enfin la nécessité d'ajouter le devoir au droit et l'obligation à la gratuité. Quant aux

communes, ce n'est pas au sortir de la tutelle administrative qu'on peut leur demander de grands efforts. Ce sont des éponges qu'une main toute-puissante presse et remplit tour à tour. Elles ont besoin d'être émancipées, et cependant elles ont besoin de guides. Nous tournons, je le sais bien, dans un cercle vicieux, car il nous manque l'impulsion morale du progrès. Les Irlandais émigrés, qui arrivent à Boston dans la rudesse inculte de leur pays natal, sont tous pressés d'envoyer leurs enfans à l'école : ils suivent le courant qui les entraîne, ils sont bien forcés de se mettre au commun niveau. Pour nous, il faut que la loi nous y contraigne.

Les procédés du despotisme sont, je l'avoue, bien plus commodes : un petit nombre d'hommes éclairés suffisent à gouverner le troupeau populaire, à l'aide de quelques chiens de garde qui obéissent sans savoir ce qu'ils font; mais dans une démocratie le troupeau doit se conduire lui-même et conduire aussi le berger. Les fondateurs de la colonie le comprirent il y a deux siècles, quand ils posèrent en principe la publicité et la gratuité de l'instruction. Le jour où chez nous toute ville de deux cent mille âmes trouvera, comme celle de Boston, quatre millions par an à mettre à ses écoles, nous aurons réalisé à la fois le plus grand progrès politique et le plus grand bienfait moral.

En finissant ma visite aux écoles, je veux vous montrer un peu mon aimable et excellent cicerone, M. Wendell Phillips. La première chose qui frappe en lui, c'est la douceur et la bonté : on a peine à se figurer que cet homme si simple, si affable, soit le fougueux orateur et homme de parti que tout le monde s'accorde à placer au premier rang de l'éloquence américaine. C'est un grand homme au nez cassé, au menton en avant, au front découvert, aux cheveux roux qui grisonnent, à l'œil brun pâle et plein de tranquillité souriante. Il porte toujours un grand chapeau gris à larges bords, qui lui donne l'air d'un vieux botaniste. On le dit possesseur d'une grande fortune qu'il consacre tout entière à la cause de l'abolition. On se demande, en le voyant, où est cachée l'énergie dont il a fait preuve en mainte rencontre périlleuse et la passion convaincue qui le désigne à la haine des esclavagistes.

Voilà les hommes que je vois à Boston, aussi simples qu'ils sont supérieurs. Promenez-vous dans les bibliothèques, dans les musées, vous trouverez partout ce type du lettré vêtu de noir, d'une physionomie ouverte et douce, courtois de manières, et plein de ce calme aimable que donnent les études élevées. Une pépinière de pareils hommes peut être le salut d'un peuple. Quand je me souviens qu'il y a peu d'années ils étaient injuriés, outragés, frappés même, que s'enrôler dans cette phalange de l'abolitionisme et de la

réforme unitaire, c'était se condamner à une proscription certaine de l'opinion publique, — qu'ils ont persévéré cependant, et qu'aujourd'hui ils sont les maîtres, — je prends confiance dans l'avenir de l'Amérique. Il n'y a pas longtemps qu'à Boston, dans ce foyer de l'abolitionisme égalitaire, M. Phillips était menacé jusque dans sa maison par la populace; ses amis y venaient armés pour le défendre. Une fois, parlant dans l'ouest à un *meeting* de démocrates, il resta pendant une heure exposé à une grêle de pierres, d'œufs et de pommes, qui pleuvaient de tous les côtés de la salle : il parla pourtant avec un sang-froid intrépide, jusqu'au moment où le président du *meeting* vint le prier de se retirer pour ne pas exaspérer la foule. Quand j'allai le voir dans sa petite et modeste maison, il me montra une image de marbre aux traits nobles et mâles, et pleine d'une surprenante grandeur : c'était le buste de ce rude fermier du Connecticut, cet héroïque John Brown, missionnaire armé de la liberté humaine, qui déclara à lui tout seul la guerre à l'esclavage, et qui expia sur le gibet son glorieux apostolat. Je vis aussi la pique grossière avec laquelle ce guerrier des temps bibliques combattait, à la tête d'une bande à peine armée d'esclaves fugitifs, dans ces montagnes de la Virginie où venaient les traquer leurs persécuteurs. Le sang de John Brown a été fécond comme celui de tous les martyrs. Sa grande figure est déjà pour l'Amérique un souvenir légendaire : quand les régimens noirs vont à la bataille, c'est au chant de l'hymne guerrier du « vieux John Brown. »

30 novembre.

Je suis allé hier chez le poète Longfellow, dont vous devez connaître au moins le nom. M. Longfellow demeure à Cambridge, un des faubourgs champêtres de Boston, dans une grande maison de bois, tout unie, qui a pourtant un je ne sais quoi d'antique et de solennel. Les grands toits en mansardes, les paratonnerres historiés, les lourds pilastres de la façade, les restes de charmilles et de quinconces taillés qui l'environnent, enfin le style rigide de son parterre à la française, tout la distingue des maisonnettes d'opéra qui bordent l'avenue et lui donne, comme on dit en architecture, une époque. Cette maison est en vérité une sorte de monument historique, ayant servi de quartier-général à Washington durant la guerre de l'indépendance. La première fois que j'y pénétrai, il y a deux mois, j'y étais conduit par M. Sumner. Nous ne perdîmes pas notre temps à faire retentir le marteau de fer sur la porte de chêne; nous entrâmes, nous parcourûmes les appartemens vides, nous déposâmes nos cartes dans un salon simple et de bon goût, puis nous repartîmes comme des voleurs, sans avoir vu ni domestique, ni

chien, ni maître. Cependant ces livres, ces tableaux, ces objets d'art, l'air aimable et studieux de cette bibliothèque ornée de fleurs, le goût qui semblait avoir présidé à tous ces arrangemens modestes, — puis ce choix d'une existence retirée à la campagne, dans le voisinage pourtant de la société lettrée de Boston, cette tranquillité du foyer domestique, cette porte ouverte et hospitalière que nous poussions sans cérémonie pour pénétrer jusqu'au sanctuaire de la famille, tout me prévenait en faveur des habitans inconnus de cette maison.

J'y retournai hier, conduit par un proche parent du poète. Depuis trois ans, M. Longfellow, dont une grande, une irréparable douleur a attristé la vie, n'est guère sorti de sa maison et n'a plus voulu voir qu'un petit nombre de vieux amis. Ceux-ci me disaient : « Vous verrez comme il est bon, aimable, gracieux! » Quelques-uns même ajoutaient : « C'est un ange! » Et assurément, si jamais la bonté et la beauté morales se sont peintes en traits visibles sur une figure humaine, elles résident dans le visage noble et doux, dans le regard franc et gracieux de l'homme qui s'est levé pour me tendre la main. Ce n'est plus sans doute l'élégant poète dont j'ai vu le portrait chez les marchands d'estampes. Il a terriblement vieilli et changé depuis trois ans. Ses longs cheveux gris, sa grande et épaisse barbe grise lui donnent à présent l'air du vieil Homère, son sourire fin reste noyé d'une tristesse indicible; mais sur son grave et mâle visage règne encore une sorte de charme féminin. Quelle différence d'ailleurs entre ce père de famille tranquille qui veille à l'éducation de ses enfans et à l'ordre de sa maison et nos poètes fiers-à-bras toujours élevés sur le prétentieux piédestal de leur immense fatuité! Cela seul me prévient en sa faveur, autant que me dégoûtent d'avance de certains génies le charlatanisme théâtral et l'orgueilleuse bassesse qui les accompagne.

Je ne connais pas encore beaucoup ses ouvrages; mais à côté de choses peut-être un peu tièdes et de courte haleine j'en ai trouvé, en les feuilletant, de charmantes et toujours marquées à ce coin de discrétion et de délicatesse exquises dont toute sa manière a l'empreinte. Il excelle surtout dans le choix des mots et des images, dans la fraîcheur et la pureté matinale du coloris. La forme, toujours riche et parée, a cependant cette allure naïve, pour ainsi dire homérique, qui est la marque du vrai poète. Il trouve à chaque pas des comparaisons délicieuses, presque enfantines, mais pleines d'une simple et sereine grandeur. Quoi de plus beau par exemple que ce tableau sobre et rapide de « la bénédiction qui tombe des mains du prêtre comme la semence tombe des mains du semeur? » Quoi de plus ravissant que ces deux vers : « Ces discours tombèrent

sur le cœur d'Évangéline comme en hiver la neige tombe dans un nid désert d'où les oiseaux se sont envolés? » Tout son poème d'*Évangéline*, essai peut-être risqué d'un système de versification malheureux, n'en est pas moins un bijou comparable à l'*Hermann et Dorothée* de Goethe. Dans *Hiawatha*, son inspiration, d'ordinaire mélancolique et tendre, s'élève sans effort à la grandeur épique. Dans *la Légende Dorée*, il s'est inspiré du symbolisme philosophique de la poésie allemande. Ses odes enfin volent de bouche en bouche, et disputent au larmoyant Tennyson les intimes faveurs des lectrices anglaises. J'ai vu des Américains qui reprochent à sa muse trop de rêverie sentimentale, et préfèrent au tendre Longfellow le lyrique et fougueux Bryant. Génie de seconde ligne, je le veux bien, demi-dieu des régions fleuries de l'olympe poétique, inférieur peut-être aux grands dieux qui trônent sur les sommets parmi les nuées et les tempêtes, mais homme excellent et plein de charme, sa conversation est simple, sans bruit, sans apprêts, revenant de préférence aux sujets littéraires, mais toujours prête à toucher à tout. Il interroge plus qu'il ne tranche, et paraît prendre au mouvement intellectuel de l'Europe, à celui de Paris surtout, un intérêt admiratif et passionné. C'est le sentiment que je rencontre chez la plupart des Américains distingués qui ont goûté de l'Europe. Ceux-là ne nous dédaignent pas, n'ont pas pour eux-mêmes cette naïve et arrogante adoration dont je me plains quelquefois : bien au contraire, ils ont pour l'Européen, pour ses idées, pour ses manières, pour ses traditions, un culte respectueux et exagéré. Ils regardent Paris surtout comme le foyer de toute intelligence, l'école de toute délicatesse, le séjour d'un monde cultivé et supérieur que les peuples parvenus doivent prendre pour modèle. Hélas! nous ne sommes plus trop dignes de cette espèce de fascination que nous exerçons encore sur tout ce qui pense et qui écrit...

On annonce aujourd'hui une victoire du général Thomas dans le Tennessee : hier c'était une défaite partielle de Sherman, puis des mesures violentes prises en Georgie par le gouverneur Brown pour l'enrôlement forcé. Le gouverneur répond à l'invasion par une vraie proclamation de salut public : il appelle aux armes sans exception tous les hommes de quinze à soixante ans; ceux qui ont des motifs d'excuse en perdent le bénéfice, s'ils ne les déclarent pas sur-le-champ; quiconque essaiera d'échapper au service sera envoyé immédiatement *to the front;* si un chemin de fer refuse de transporter un soldat, ses directeurs seront saisis et expédiés à l'armée. Cependant le *World*, peu suspect de calomnier les rebelles, fait un tableau détaillé et lamentable des souffrances hideuses, de la vie de pourceaux dans un cloaque, des cruautés gratuites qu'ils infli-

gent à leurs prisonniers. Enfin les bons patriotes qu'afflige l'élection du président Lincoln ont essayé de s'en consoler en brûlant les grandes villes de l'Union. Le ministre de la guerre apprit l'autre jour par ses espions qu'il se tramait un complot incendiaire contre New-York, Washington et Baltimore; le jour même, le feu était mis à tous les hôtels, à tous les monumens publics et à plusieurs vaisseaux du port de New-York. La veille, une bande de rebelles déguisés s'étaient répandus dans la ville, portant des sacs de nuit (*carpet bags*) pleins de phosphore, de pétrole et d'autres matières inflammables. On en saisit quelques-uns, les autres s'échappèrent, et la ville en fut quitte pour une vive alerte. Seuls, le *World* et le *Daily-News*, journaux du parti *copperhead*, essaient de tourner la chose en ridicule et d'y voir un tour grossier des abolitionistes; mais on sait bien à quoi s'en tenir, et je vous laisse à penser l'indignation qui s'amasse contre un ennemi qui ne rougit pas d'employer de tels moyens.

2 décembre.

Je fus invité à dîner avant-hier chez M. Loring, avocat et jurisconsulte distingué, homme excellent, respectable et respecté de tous, Américain de la vieille roche, qui vide son premier verre de vin à la santé du président des États-Unis, et raconte des histoires du temps mythologique et héroïque de la frégate la *Constitution*, dont la proue, élevée sur une colonne, décore aujourd'hui l'arsenal. Je fus ensuite présenté par M. Quincy à une soirée hebdomadaire donnée à un certain nombre d'hommes distingués de la ville par le *chief-justice* Bigelow. J'y ai vu le chef du parti démocratique de Boston, M. Winthrop, ancien *speaker* de la chambre des représentants, qui porte avec honneur le nom d'une des plus anciennes familles de la colonie. C'est un homme lettré, bienveillant, de manières douces et faciles, dont ses ennemis eux-mêmes reconnaissent le caractère loyal et généreux. Le lendemain, j'allai le voir dans sa maison, pleine de souvenirs de famille, tant de l'époque de la vieille colonie puritaine dont ses ancêtres ont été gouverneurs que du temps plus reculé encore où ils n'avaient pas quitté l'Angleterre. Il me les montra non sans fierté, puis me conduisit à l'Athenæum, dans une galerie de tableaux qui ne m'a nullement fait mépriser l'art américain. Quelques vieilles œuvres anglaises ou italiennes, quelques toiles françaises, un robuste Spagnoletto, un pâle Ary Scheffer, un superbe Rembrandt, lui donnent pour ainsi dire le ton et le style. Boston, sans le paraître, est riche en objets d'art : si elle n'a pas de grand musée, il n'y a guère de maison riche où l'on n'aime à s'entourer de belles choses. Ceux qui n'ont point de chefs-d'œuvre ont des croûtes; mais ils les révè-

rent avec un culte qui montre l'estime qu'ils font de ces choses. Parmi leurs peintres indigènes, ils comptent un certain Stewart, portraituriste brillant et coloré du dernier siècle, et un certain Copley, sérieux, correct, un peu maigre, mais assez puissant organisateur de scènes et de costumes, qui appartiennent légitimement à cette bonne et solide lignée de l'école anglaise qui n'a laissé aucun descendant dans la foule des vernisseurs qu'on admire aujourd'hui à Londres.

Enfin M. Winthrop m'a présenté à M. Ticknor, une des gloires de Boston, gloire littéraire plus que politique. Tout chez lui rappelle ces intérieurs de maisons anglaises spacieux, comfortables, arrangés avec un luxe simple et sévère. Lui-même est un vieillard encore vigoureux, soigné dans sa mise, teignant sa barbe à la mode anglaise, et semblable trait pour trait à un homme politique anglais : figure intéressante et extrêmement distinguée, quoique peut-être moins sympathique que celle de M. Winthrop. Ils appartiennent l'un et l'autre, M. Ticknor surtout, au parti qu'on appelle ici *copperhead*. Partisans de l'esclavage dans le pays de l'abolition, un peu aristocrates l'un et l'autre dans le pays le plus égalitaire qu'il y ait au monde, prédisant, lorsqu'ils s'abandonnent, la ruine des institutions libérales et le démembrement de la république, ce sont des noyés politiques mal résignés à leur sort. M. Ticknor surtout, avec une obstination d'ailleurs bien permise à ses soixante-treize ans, a résisté toujours au mouvement qui régénère aujourd'hui l'Amérique. Je vois en lui l'homme du passé, que rien n'a pu plier ni adoucir, et qui, pour imposer à son langage la contrainte qu'exige l'aveuglement du siècle, n'en demeure pas moins au fond du cœur l'ami convaincu de l'esclavage. Réservé par nature, dédaigneux par instinct et contenu par nécessité, il ne parle pas volontiers des affaires de son pays. Un mot méprisant à l'adresse des puissans du jour, un aveu que les institutions américaines avaient dégénéré, un silence découragé plus expressif que beaucoup de paroles, sont tout ce que j'ai pu tirer de lui sur l'Amérique. Son salon, où se rassemble d'ailleurs une société très littéraire, est un foyer d'esclavagisme où l'étranger désireux de ne blesser personne ne respire pas très librement. J'y ai fait la connaissance d'un certain M. H... que tout le monde me désigne comme un des coryphées du parti, qui, tout en se disant plus opposé que personne à l'esclavage, en fait la théorie entière, à laquelle il ne manque que la conclusion. Il est remarquable de voir combien ceux qui professent ces tristes opinions rougissent, malgré eux, de les avouer. Quand une idée exerce un tel empire, c'est qu'on sent qu'elle a la force pour elle, et qu'il serait aussi inutile de la combattre que de faire voile contre le vent.

Ce matin, M. E..., vieillard aimable et instruit, m'a conduit à Cambridge, en pays universitaire. Cambridge est surtout une ville d'étudians et de professeurs : c'est là qu'est établi le fameux collége de Harvard, une de ces vastes et florissantes institutions privées que l'Amérique oppose avec orgueil aux établissemens officiels de l'Europe. Toutes les familles riches y envoient étudier leurs fils, comme en Angleterre aux universités d'Oxford ou de Cambridge. Harvard-College dans le nord, comme l'université de Virginie dans le sud, a longtemps été la pépinière des hommes les plus distingués de l'Amérique. Soutenu par de riches dotations, il compte parmi ses anciens *présidens* ou recteurs les hommes les plus considérables de Boston. Les bâtimens de l'université occupent de vastes enclos champêtres, dispersés parmi les prairies qu'ombragent encore des groupes d'ormes et de chênes. Les professeurs vivent dans de jolies maisonnettes, placées à deux pas de leurs laboratoires ou de leurs amphithéâtres, comme le presbytère à côté de l'église. J'y ai vu une spacieuse bibliothèque, réservée aux étudians, admirablement rangée dans un grand édifice de brique et de fer élevé tout exprès, et fort au courant de toutes les nouveautés de l'Europe. Mon guide me mena chez le professeur Asa Gray, nom bien connu de tous les botanistes et porté par un homme doux, sérieux, aimable, enjoué, qui soigne ses herbiers et ses serres avec une affection toute paternelle, jeune encore du reste et n'ayant point du tout les dehors du vieux savant. Enfin nous allâmes voir dans son musée M. Agassiz, à qui par occasion j'ai entendu faire une *lecture*. Il avait tout au plus une trentaine d'auditeurs venus du dehors, car ce n'était pas une des leçons régulières de l'université ; c'était simplement un cours d'amateurs où l'illustre savant essaie de donner un intérêt positif et pratique à l'enseignement de la zoologie élémentaire. A la fin de la leçon, il mit en délibération et fit voter l'heure des leçons prochaines. L'attention de son petit auditoire de jardiniers et d'artisans de Cambridge n'était pas certainement moins remarquable que la complaisance du professeur lui-même, qui, désireux avant tout d'instruire, se mettait de si bonne grâce aux ordres du public.

4 décembre.

J'ai fait hier une visite au *Court-house* pour y voir les cours de justice. J'entrai par la porte dérobée d'où sortirent il y a dix ans, entre deux haies de soldats, les esclaves fugitifs Sims et Burns, restitués à leurs maîtres en obéissance à la loi qui régnait alors et malgré la colère du peuple de Boston, qui menaçait de faire résistance ouverte à cet acte de violence légale. Une population immense assiégeait le *Court-house*, et remplissait les rues par où

devait s'acheminer le triste cortége. Les troupes étaient sur pied, les canons chargés au détour des rues. Les prisonniers traversèrent lentement la ville au milieu d'une foule sourdement irritée, et s'embarquèrent à bord du vaisseau qui les ramenait à la servitude. Cette journée est fraîche encore dans la mémoire des Bostoniens. Cette odieuse loi des esclaves fugitifs, qui a eu tant de part dans la guerre civile, sera toujours pour eux un souvenir humiliant et détesté.

Le sud, en ce temps-là, était maître du gouvernement. Il trônait à la Maison-Blanche avec les présidens Polk, Pierce, Buchanan, régnait dans le sénat avec Calhoun, dans la chambre des représentans par une majorité factice due à l'esclavage, siégeait enfin à la cour suprême dans la personne de ce *chief-justice* Taney, l'auteur de cet infâme arrêt *Dredd-Scott*, qui étendait l'esclavage dans les états qu'en avaient garantis les lois mêmes du congrès. Alors, si les gens du nord osaient médire de l'esclavage, s'ils protestaient contre l'inique privilége qui en faisait un pouvoir politique (1), s'ils essayaient d'en préserver les *territoires*, si enfin ils voulaient protéger contre les chasseurs d'hommes les noirs devenus leurs concitoyens (2), le sud n'avait pas pour eux assez de reproches et d'insultes : c'étaient des factieux, des fanatiques, des ennemis de l'Union. Plus il sentait l'opinion lui échapper, plus il aggravait la législation barbare qui protégeait l'esclavage. Quand une fois les fugitifs s'étaient établis dans le nord, leur poursuite, leur extradition devenaient difficiles. Les juges, souvent incertains de leur identité, aimaient mieux, dans le doute, absoudre un coupable que de s'exposer à condamner un innocent. Les gens du sud, irrités de ce qu'ils appelaient un déni de justice, firent enfin voter par le congrès une loi qui retirait aux tribunaux ordinaires le jugement des esclaves fugitifs, et le donnait à des commissions spéciales compo-

(1) La représentation des états du sud dans le congrès était fondée, non sur le nombre des électeurs, ni sur le chiffre de la population blanche, mais sur le chiffre total des habitans blancs ou noirs, les esclaves étant comptés pour trois cinquièmes seulement de leur nombre véritable. De cette manière, la population blanche, seule admise aux droits de citoyen, trouvait dans l'esclavage un surcroît de pouvoir politique. — Cette inégalité choquante est mise en question aujourd'hui dans la reconstruction des états du sud. Les démocrates et un certain nombre de républicains sont d'avis, avec le président Johnson lui-même, qu'il faut laisser subsister, au moins temporairement, la coutume établie. Les radicaux au contraire pensent, non sans raison, que ce privilége faisait partie du système de l'esclavage, et que les noirs ne doivent plus être comptés dans la représentation des états du sud jusqu'au jour où ils auront obtenu le droit de suffrage aux mêmes conditions que les blancs.

(2) Dans l'état de New-York, les hommes de couleur ont le droit de suffrage lorsqu'ils ont un revenu de 250 dollars en biens immobiliers. Dans l'état du Massachusetts, ils jouissent du droit commun, c'est-à-dire que le cens électoral ne s'élève pour eux, comme pour les autres citoyens, qu'à 1 dollar 1/2 d'impôts annuels.

sées tout exprès : alors, en effet, les acquittemens devinrent rares; la chasse aux esclaves devint un commerce. On vit de vrais négriers, les *slaves-catchers*, parcourir en conquérans les états libres, emmenant des troupeaux d'hommes. On vit des artisans, des laboureurs, citoyens paisibles, anciens habitans du pays, saisis dans leurs maisons, traînés dans les ports du sud, vendus à l'enchère comme des bêtes. Le sud avait, sous une autre forme, ressuscité la traite, et il la faisait au nom de la loi dans un pays civilisé. Voilà pourtant les indignités que les états du nord ont patiemment supportées! Et l'on ose dire qu'ils oppriment les états du sud!

Mais revenons au *Court-house*. Vous savez comment la justice est élue dans la plupart des états de l'ouest : le peuple, en renouvelant chaque année son gouvernement, renouvelle en même temps la magistrature, soit directement et par un vote explicite, soit indirectement, par l'élection d'un gouverneur qui y loge ses créatures. De toutes façons, la justice n'échappe pas plus que l'administration ou la législature élective à l'influence souveraine des partis politiques, et il n'y a que l'universel usage du jury qui puisse rendre tolérable une aussi mauvaise institution. Il n'en est pas de même dans le Massachusetts; la justice n'y est pas livrée au hasard des passions populaires et mise comme une conquête à la remorque des partis. On n'y voit point ce scandale ni cette absurdité de juges réélus tous les cinq ou tous les deux ans, quelques-uns même chaque année, par ceux même qu'ils doivent juger. Les magistrats sont nommés par le gouverneur, qui ne peut plus les dépouiller de leur rang. Ils ne sont pas cependant inamovibles, et le principe démocratique a aussi sa part dans ce système ingénieux : c'est d'abord l'approbation nécessaire de la législature qui confirme le choix du gouverneur, ensuite le droit qu'ont les deux chambres de prononcer, après discussion, la déchéance du juge pour cause d'indignité. Le système judiciaire de l'état se compose de quatre degrés hiérarchiques : les justices de paix, les tribunaux correctionnels, qui sont en même temps tribunaux pour dettes, et jugent sans jury, séance tenante, les affaires insignifiantes; les cours supérieures de comté, qui sont assistées d'un jury, et jouent le rôle de nos cours d'appel; enfin la cour suprême de l'état, dont le juge unique siége tour à tour dans les divers comtés, avec l'assistance d'un juge adjoint du comté, qui lui prépare et lui expose les affaires. La cour suprême joue à peu près le même rôle que notre cour de cassation, prononçant sur les questions de droit seulement, sans toutefois que ses décisions soient générales ni qu'elles obligent l'avenir. Les accusations de crime vont droit à la cour suprême, qui s'adjoint alors un jury.

J'entrai d'abord au tribunal correctionnel : on y jugeait une

pauvre servante irlandaise, qui avait les yeux rouges, la tête basse et un air de terreur. Sa maîtresse, une *lady* portant châle et chapeau, l'accusait d'avoir dérobé le prix d'une pièce d'étoffe. Le juge, toujours unique (la cour de comté est la seule qui soit composée de deux juges), siégeait sur son tribunal, à peine élevé d'un pied au-dessus de la salle, simplement vêtu d'un frac noir, comme le premier venu. Nulle affectation de gravité, nulle majesté théâtrale dans son maintien ni dans son langage. Il n'avait pas le mauvais goût de triompher de sa victoire facile sur la pauvre pécheresse humiliée. Il lui parlait familièrement, avec bonté, faisant de son mieux pour contenir la crise de larmes et de sanglots qui allait éclater à toute minute; puis il se tourna vers l'accusatrice, recueillit brièvement son témoignage et celui d'un marchand qui venait déposer à l'appui. — Ensuite vint un commerçant qui réclamait le paiement d'une grosse dette, plusieurs milliers de dollars. Le juge l'interrogea, recueillit sa plainte, puis, comme l'affaire dépassait le maximum de sa compétence, il la renvoya devant le jury, qui siége à la cour supérieure du comté. En une demi-heure, le juge avait expédié quatre ou cinq affaires; à chaque minute, les constables amenaient de nouveaux accusés, introduisaient de nouveaux témoins. Il n'y a pas d'instruction secrète. Ce qu'on appelle l'instruction se fait à l'audience devant le juge de ce tribunal, qui interroge, non pas l'accusé, mais les témoins et les plaignans. L'avocat réplique par un contre-interrogatoire (*cross-examination*) présente ses conclusions; le juge alors prononce verbalement son arrêt. Si l'affaire est réservée au jury, il la renvoie à la cour supérieure; si l'accusation est évidemment erronée, il renvoie le prévenu sans appel et sans autre forme de procès. Tout cela doit se passer dans les vingt-quatre heures avant que le prévenu ait offert *bail* et obtenu sa mise en liberté provisoire.

Quand une affaire a traversé ces trois degrés de juridiction, la loi de l'état est satisfaite, mais la justice n'a pas dit son dernier mot. A côté des cours de l'état, ou plutôt en face d'elles, siége la *cour fédérale*, qui juge en appel, suivant la loi des États-Unis. Enfin au-dessus des cours fédérales qui siégent dans chaque district s'élève l'autorité judiciaire souveraine, la cour suprême de l'Union. Ici nous passons de l'ordre judiciaire dans l'ordre politique : la cour des États-Unis, pas plus que la cour suprême de l'état, n'a le droit de rendre des décisions générales et législatives; mais, comme elle est souveraine et sans appel, elle a en réalité un pouvoir immense dans l'interprétation des lois. La constance de ses décisions dans un certain sens équivaut à un véritable arrêt de règlement. Vous savez d'ailleurs ses attributions : non-seulement elle applique souverainement et en dernier ressort la loi des

États-Unis malgré toutes les décisions des lois locales, mais elle évoque directement devant elle certaines affaires qui ne pourraient être soumises à la justice locale; elle juge tous les procès qui s'élèvent entre des particuliers d'états différens. Enfin elle juge les états entre eux (1). Elle interprète non pas seulement les lois du congrès, mais encore la constitution, dont elle est gardienne : pouvoir énorme et qui amène à son tribunal tous ces graves débats de souveraineté, de suprématie, d'attributions réciproques, qui ne peuvent manquer de troubler une république fédérative. La cour suprême de Washington se trouve par là mêlée à la politique active et obligée de prendre parti sur toutes les grandes questions du jour; elle est en un mot l'arbitre officiel de cette grande querelle des *states rights* qui se vide aujourd'hui par la guerre civile.

Nous comprenons difficilement le rôle immense du pouvoir judiciaire dans le jeu des institutions américaines, ce rôle à la fois conservateur et libéral, qui, tout en maintenant l'équilibre et la hiérarchie des pouvoirs, offre aux libertés individuelles des garanties si puissantes qu'il n'en existe nulle part de semblables. Il fallait la forme du gouvernement fédératif pour que l'autorité judiciaire prît cette importance dont on ne se fait aucune idée dans nos sociétés unitaires et nos gouvernemens centralisés. Chez nous, toutes les lois émanent d'un seul et même pouvoir, déguisé sous des noms divers : elles forment un ensemble unique, homogène, et ne veulent jamais se démentir. Il y a bien dans la constitution certains principes généraux qui ne sont pas toujours d'accord, mais ce sont là des ornemens en quelque sorte purement extérieurs. Allez donc invoquer devant un juge de paix les principes de 89 inscrits dans la constitution; allez protester au nom de la constitution contre l'arrêté d'un préfet; allez, si vous êtes habitant de Paris ou de Lyon, refuser au nom des principes de 89 l'impôt que n'ont pas voté vos mandataires; allez enfin nier la validité d'un article du code civil ou criminel parce qu'il est contraire à la constitution!... Dans l'application, la loi de détail prend le pas sur la loi générale, et il n'est pas jusqu'aux juridictions suprêmes, celles qui doivent interpréter la loi dans son sens le plus large, qui ne préfèrent le moindre règlement d'un commissaire de police ou d'un maire aux principes abstraits de la constitution.

Il n'en est pas de même en Amérique. La constitution des États-Unis est véritablement la loi suprême, celle qui domine toutes les autres lois. Elle ne s'enveloppe pas dans les nuages d'une majesté

(1) Elle jugeait, à l'origine, les procès intentés à un état par les particuliers des autres états; mais le onzième amendement à la constitution, voté sous l'influence des démocrates, stipule que les états ne peuvent plus être nominalement poursuivis devant la cour suprême.

immobile et inaccessible aux affaires humaines. Mise au sommet de la pyramide, au-dessus de toutes les législations locales qui correspondent aux divers degrés de la justice, ce n'est pas une idole impuissante à qui l'on rend de vains hommages, c'est une autorité souveraine qui exige qu'on lui obéisse. Elle s'élève au-dessus des autres lois par son caractère d'universalité, par le rôle de médiatrice qu'elle joue entre toutes; elle a son instrument dans la cour suprême des États-Unis. Ce n'est pas tout; la constitution n'est pas seulement le recours suprême, la ressource lointaine qu'on invoque en dernier ressort; c'est un principe établi dans le droit américain qu'elle est toujours présente, et qu'elle peut être invoquée, même dans les tribunaux inférieurs. Il ne faut pas croire, par exemple, que le juge de l'état de Massachusetts n'obéisse qu'à la loi du Massachusetts : il est tenu d'obéir tout d'abord à la loi et à la constitution des États-Unis. La constitution, en un mot, est une loi pratique, une loi active, au lieu d'être un recueil de préceptes stériles. Les principes généraux qu'elle énonce sont au service et à la portée de tous.

Ainsi le pouvoir judiciaire intervient chaque jour dans les affaires publiques. Quand un citoyen croit avoir à se plaindre d'un abus de pouvoir, il dénonce, non pas le gouvernement lui-même, mais le fonctionnaire qui le représente, et que la loi a rendu personnellement responsable de tous ses actes. Nous croyons avoir fait merveille en faisant de la machine administrative un être impersonnel et indivisible, en revêtant d'une sorte d'inviolabilité le fonctionnaire qui en fait partie. Les Américains au contraire n'ont pas voulu que le pouvoir fût dans les mains d'agens insaisissables et certains de l'impunité; ils ont pensé qu'il serait dangereux de laisser remonter jusqu'au gouvernement lui-même la responsabilité des abus commis en son nom. Tout fonctionnaire, lorsqu'il entre en charge, sait qu'il répond devant la justice ordinaire de la bonne exécution des lois : on l'oblige même à verser dans la caisse de l'état un cautionnement qui garantit le paiement des dommages auxquels il peut être condamné. Partout nous retrouvons ce pouvoir judiciaire qui est le vrai contrôle, le vrai contre-poids, le rouage indispensable de la démocratie.

C'est là surtout la différence des institutions américaines et des nôtres. Chez nous, le pouvoir judiciaire est une grande machine administrative, disciplinée comme un régiment; on aurait beau autoriser la poursuite du fonctionnaire coupable devant la justice du pays : que pourrait la voix d'un citoyen isolé, revendiquant l'application d'une loi qui est une lettre morte? Quand nous voulons être libres, nous mettons la main sur les chefs du pouvoir exécutif; nous les assujettissons à nos volontés par une responsabilité

sévère. En un mot, nous mettons la liberté au centre pour qu'on la sente aux extrémités. Les Américains, qui la répandent également dans tout le corps politique, n'ont pas besoin d'exercer sur la tête une surveillance aussi jalouse. Leur congrès n'est point, comme en Angleterre, un *imperial parliament*, un corps qui tienne lui-même les rênes du gouvernement; mais le pouvoir du président, déjà tenu en bride par l'élection populaire, se heurte encore aux décisions de la cour suprême. Les ministres ne sont que les agens dociles du président; mais la responsabilité de tous les fonctionnaires, grands et petits, devant la justice commune, remplace avantageusement la responsabilité des chefs du ministère devant l'assemblée. La liberté américaine a un caractère original qui exige que nous mettions de côté pour la comprendre toutes les idées reçues dans notre pays. Il n'est pas plus sage d'appliquer notre expérience à l'Amérique que de vouloir nous-mêmes nous modeler sur elle.

5 décembre.

Hier dimanche, le juge Russel m'a conduit au *school-ship*, qui est tout à la fois une école navale, une maison de correction pour les enfans rétifs et un asile pour les enfans vagabonds. Les visiteurs, après un court service religieux dit par le capitaine dans la grande salle du bord, ont adressé aux enfans des allocutions moitié religieuses, moitié plaisantes, qui n'auraient pas été d'un goût exquis pour un auditoire raffiné, mais dont la vivacité, la sympathique franchise et l'amicale exhortation valaient mieux que toutes les grandes phrases qu'un Français se serait cru obligé de faire. La faculté de s'adapter à tous les esprits, de parler pour tous les auditoires, de s'abaisser jusqu'à eux sans s'avilir, ne s'acquiert pas moins dans la pratique des mœurs démocratiques que ce grossier charlatanisme dont je vous ai souvent entretenu. Ce n'est pas l'école qui est mauvaise, ce sont bien souvent les hommes qui en reçoivent les leçons. Il y a en Amérique des orateurs populaciers qui ne savent parler que pour un troupeau d'Irlandais ivres; mais il y en a d'autres qui savent se faire entendre des intelligences les plus bornées sans salir en rien leur caractère, ni diminuer leur dignité.

Ce matin, à son tour, M. Hale, un des magistrats municipaux, m'a mené en nombreuse société à la prison, maison de correction, asile pour les pauvres et école disciplinaire de Deer Island. J'y ai vu sur une moindre échelle la même chose à peu près que dans les grands établissemens de la ville de New-York. Toutefois, les règlemens diffèrent : la ville de New-York ouvre ses asiles au monde entier; Boston n'y admet les pauvres qu'après dix ans de résidence dans la ville. Comme à New-York, c'est un pénible spectacle que la prison des filles perdues, tristement enveloppées dans leurs robes

de bure et leurs sarraux de grosse toile grise. On les traite à la fois avec une extrême sollicitude et une rigoureuse sévérité. Dans le Massachusetts, on classe parmi les délits graves, non-seulement le vagabondage, mais encore la fornication et l'ivrognerie. La vieille austérité puritaine a laissé sa trace dans les lois. — On me parle aussi d'une maison de correction ou *reform school* pour les très jeunes filles, où elles sont hébergées et moralisées dans des familles privées; mais cette école est située à vingt milles de Boston, et je n'ai pas le temps d'aller si loin pour la visiter.

7 décembre.

Je ne vous ai pas encore parlé de M. Everett. L'autre jour, je me présente chez lui : un vieillard vêtu de noir, de taille moyenne, les reins un peu courbés, se lève de son fauteuil, et vient au-devant de moi avec les manières simples et courtoises d'un parfait *gentleman*. L'appartement où il me reçoit est une de ces grandes *libraries* anglaises qui servent à la fois de salon et de cabinet d'étude. Il y a quarante ans que M. Everett n'a été en France, et pourtant il parle le français avec une correction parfaite. J'étais désireux naturellement de sortir des banalités d'usage, de percer jusqu'à son esprit, de lui parler de son pays et du mien, de sonder un peu ses opinions, de me découvrir avec lui des sympathies et des idées communes; mais à une politesse pleine de bienveillance et de cordialité M. Everett joint une réserve diplomatique dont il n'est pas facile de venir à bout. Au lieu de me répondre, il m'a exhibé des livres qu'on lui avait envoyés pour la vente de la *Sailor's fair*, entreprise à la fois charitable et patriotique dont il s'est beaucoup occupé dans ces derniers temps. Il m'a montré des photographies, des eaux-fortes récemment arrivées de Paris. Ce n'est pas là précisément ce que j'attendais; mais il semble saturé de politique et désireux d'y songer le moins possible en dehors de la vie publique. Ce n'est point non plus un de ces esprits actifs et curieux qui expriment le suc de tous les esprits qu'ils rencontrent, et se font étaler avidement la pacotille d'idées et de renseignements qu'apporte toujours un voyageur étranger. Il me disait qu'il avait presque oublié et perdu de vue les affaires d'Europe. Il avait un peu l'air d'un homme qui se promène à loisir dans un beau jardin, et qui n'aime pas qu'on jette des pierres inconnues dans ses avenues sablées. Telle est souvent la disposition des littérateurs de profession, et l'on s'aperçoit bientôt que par nature et par éducation M. Everett est avant tout un *scholar*, un lettré. Il appartient à ce genre académique qui ne trouve pas sa place en Amérique, et qui est forcé de s'y déguiser sous l'habit du politique ou la cravate du *clergyman*. Du temps où le costume ecclésiastique était à la mode, et où tant

d'hommes, qui depuis l'ont abandonné, embrassaient par *fashion* la sainte profession, M. Everett a été un prédicateur renommé dans l'église unitairienne, un prédicateur fleuri et goûté des femmes. Plus tard, toute la pléiade littéraire de Boston a quitté le service de Dieu pour celui des hommes, et d'orateur sacré M. Everett est devenu *lecturer* et orateur politique. Cette carrière nouvelle et le remarquable talent qu'il déployait partout l'ont conduit au sénat, à l'ambassade de Londres, au ministère enfin après la mort de Daniel Webster, dont il était le disciple et l'ami. Lors de l'avant-dernière élection présidentielle, il n'était pas un des chefs du parti républicain, ni un partisan du sudiste Breckenridge; il était *ancien whig*, allié aux démocrates modérés, candidat lui-même à la vice-présidence sur le *ticket* intermédiaire et conciliateur de Bell et d'Everett. L'événement a montré quelle était la valeur de ces essais malheureux de conciliation : tandis que M. Bell passait au sud le lendemain de l'élection de Lincoln et prenait une part active à la rébellion, M. Everett, fidèle à toute une vie d'honneur et de patriotisme, prenait place parmi les plus chauds défenseurs du drapeau national. Depuis ce jour, il a sans arrière-pensée accepté l'abolition de l'esclavage et interprété constamment les *states-rights* dans un sens aussi étroit qu'un républicain peut le désirer. Dans l'élection du mois de novembre 1864, il a été l'un des plus fermes soutiens du président Lincoln. Il a su se distinguer résolûment de ceux avec lesquels il avait contracté de longue date une fraternité publique, et parmi lesquels il comptait ses meilleures amitiés. Il l'a fait sans aigreur comme sans indulgence, disant aux partis leurs vérités pleines, mais s'abstenant toujours de ces attaques blessantes aux personnes qu'ici la politique semble croire de bonne guerre. Aussi dénué d'ambition que de rancune, il ne songe plus, dans son grand âge, qu'à exercer l'influence de sa parole au profit de la cause nationale et à pousser à la roue dans le mauvais pas. Cependant, comme tous les honnêtes gens, il a excité des haines et des colères implacables chez les anciens alliés qu'il s'est décidé à combattre, sans peut-être rencontrer chez ceux dont il a embrassé la cause la reconnaissance et la sympathie qu'il en devait attendre. De tous ses anciens amis, M. Winthrop est le seul qui lui rende justice et lui soit resté fidèle : tous les autres ne peuvent lui pardonner ce qu'ils appellent sa trahison. Je sais des républicains qui médisent de lui encore plus que les démocrates. Ce n'en est pas moins un des meilleurs citoyens et un des hommes les plus respectés de l'Amérique.

A vrai dire, M. Everett n'est pas populaire. La démocratie américaine préfère à ces raffinés de l'intelligence des hommes de son espèce et plus voisins de son niveau. Parcourez la liste des présidens des États-Unis depuis trente ans, entre Jackson et Lin-

coln : vous n'y verrez que des noms médiocres. Vous n'y trouverez ni Clay, ni Webster, ni ce Douglas tant surfait qui a pourtant laissé dans le monde politique une impression profonde, ni M. Everett lui-même, dont c'était pourtant l'ambition. Son éloquence, qui est grande, n'est pas du genre qui convient à la multitude. Ses belles harangues, composées d'avance et toujours écrites, sont limées, polies, ornées de longue main. Il me semble le voir (bien que je ne lui aie jamais entendu dire que quelques paroles banales) déroulant ses périodes avec un plaisir d'artiste applaudi, tantôt avec un débit pressé, rapide, entraînant, quoique harmonieux et mesuré, tantôt s'arrêtant sur les pensées graves, — enfin avec un geste de courtoisie gracieuse et un demi-salut distribuant ses remercîmens à ses auditeurs charmés. Pas un mot, pas une intonation, pas un geste qui ne soit étudié. Il reste de M. Everett la même impression que des prédicateurs célèbres : quel admirable parleur! mais il ne m'a point converti.

Combien différente est l'éloquence de M. Wendell Phillips! Je viens de l'entendre dans un grand *meeting* que, suivant la coutume du pays, il avait convoqué à Music-Hall pour dire son avis « sur la situation. » Celui-là n'est pas un littérateur raffiné; il ne parle pas pour imprimer. Il parle à tout le monde et partout : quand on l'appelle, il est toujours prêt. Il dit lui-même de ses discours : « Ce ne sont que des entretiens. » Il vise au but, non pas à l'effet. Il me disait l'autre jour, comme il revenait d'une tournée oratoire qu'il avait faite dans le Maine : « Nous autres, hommes d'action et de propagande, notre métier est non pas de faire de beaux morceaux, mais de convaincre et d'émouvoir ceux qui nous écoutent. » Il a l'éloquence effective, élevée quand sa pensée s'élève, simple quand il rencontre des idées communes, et toujours au niveau de l'auditoire auquel il s'adresse. Sa manière calme, mais énergique et passionnée, des traits d'esprit fins et mordans décochés de place en place, ici de la causerie familière, là des mouvemens de grande éloquence, et surtout cette parfaite sérénité qui se joint en lui à la conviction du bien, en font un des parleurs les plus attachans et les plus extraordinaires que j'aie jamais entendus. Voilà le grand orateur de l'Amérique. Je sais que M. Phillips est un révolutionnaire, un fanatique, un agitateur, un radical, l'incarnation même du radicalisme. C'est un de ces penseurs qui se tiennent en dehors de la pratique des affaires, qui peut-être seraient incapables de gouverner eux-mêmes leur pays, et à qui du reste leur nature en interdit l'ambition; c'est, comme disent les Anglais, un *excentrique*, un de ces hommes absolus et passionnés dont le rôle est de stimuler sans cesse la conscience endormie des peuples. « Une idée! s'écriait-il tout à l'heure, une seule idée!

voilà ce qui fait la puissance d'un homme et la grandeur d'une nation. » Vous pouvez médire, si vous voulez, de ces esprits entiers et opiniâtres, à qui manque la dose modérée de scepticisme et d'indifférence qu'on est convenu d'appeler la sagesse pratique. Ce sont pourtant ces esprits aveugles qui ont racheté l'Amérique du crime de l'esclavage. La foi, l'énergie virile, le dévouement d'une vie entière à une noble cause, ne sont peut-être plus des vertus françaises, mais elles sont encore faites pour plaire à un Français.

8 décembre.

Voilà l'hiver américain qui commence. Après un été indien (*indian summer*) prolongé bien au-delà de la durée ordinaire, et doux, calme, suave comme nos beaux jours de novembre, voilà que tout à coup s'est élevé le vent du nord. Il est temps de quitter cette Sibérie et de descendre un peu vers le sud. N'était la guerre, ce serait la saison de me promener dans l'Alabama et dans la Floride, à Saint-Augustin, cette Nice des États-Unis, dont la rébellion a dépossédé les poitrinaires du nord.

Me voilà d'ailleurs naturalisé à Boston. Du club où j'ai été présenté, je regarde tous les matins les gais reflets du soleil sur la blanche façade du *State-house* et la verte prairie du parc en lisant mon journal comme un habitué. Le soir, je vais dans le monde, surtout dans le monde littéraire et politique. J'y rencontre la meilleure société de Boston, société distinguée, sinon élégante, qui va parfois au bal en redingote et en robe montante, mais qui a tout le fond, si elle n'a toujours l'extérieur de la bonne compagnie. Une des maisons où je suis le mieux accueilli et où je vais avec le plus de plaisir est celle du docteur Howe, ancien philhellène, ami et compagnon d'armes de lord Byron, et qui semble un homme de caractère énergique et chevaleresque. Mme Howe, qui est une des muses de Boston, et qui, pour emprunter les paroles d'un juge compétent, « a presque du génie, » est en outre une personne d'un esprit aimable et pénétrant. Elle m'a mené une fois à son club, où j'ai assisté à une scène fort curieuse, car les femmes ont ici leurs clubs tout comme les hommes. Rassurez-vous cependant : ce n'était pas une assemblée de bloomeristes ou de vésuviennes, c'était simplement une société littéraire de femmes du monde, qui se réunit toutes les semaines chez une des dames sociétaires, et d'où les hommes sont en principe rigoureusement exclus. Chaque dame a pourtant le droit d'amener avec elle un cavalier, un seul, et elle doit le choisir parmi les plus dignes d'être introduits dans la docte corporation : c'était pour moi un grand honneur que d'y être admis d'emblée. La séance avait un parfum tout académique. On s'assit en cercle autour des virtuoses : celle-ci, couchée mollement

sur une ottomane, lut et laissa pour ainsi dire tomber à demi-voix de ses lèvres un long entretien physiologico-mystique sur les effets moraux de l'opium et du haschisch, dans un style tout pénétré de leurs languissantes vertus; cette autre vint lire une ode et des poésies légères. Le public garda jusqu'au bout son décorum imperturbable : il ne témoignait sa satisfaction que par ces fins sourires et ces applaudissemens discrets que mesure une politesse exercée à l'observation des convenances. On ne s'émancipa qu'après la séance, en passant dans la salle où le souper était servi : alors les libres causeries, le cliquetis des verres, les éclats de voix joyeuses, tout ce tumulte inattendu ressemblait à l'explosion bruyante d'une bande d'écoliers échappés. Tout d'un coup on fit silence : un des invités prit un air tragique et débita une parade, *inter pocula*, cette fois parmi les rires sonores et les applaudissemens prolongés. La scène se passait dans une cour de justice, et l'acteur imitait, me dit-on, un célèbre avocat de la ville avec tous les hurlemens, trépignemens, convulsions et cabrioles que j'ai moi-même admirés souvent chez les orateurs populaires. C'était le dessert de la fête, et le menu de ce festin littéraire me rappelait un peu ces dîners chinois où l'on commence par les sucreries, les bonbons parfumés, pour finir par la grosse viande et les ragoûts poivrés.....

C'est aujourd'hui, 8 décembre, que les colléges électoraux des divers états se réunissent dans leurs capitales pour nommer le président des États-Unis, et que l'élection d'Abraham Lincoln va devenir un fait officiel. En même temps le président adressera son message au congrès. Malgré les bruits qui ont couru d'un changement de politique, le peuple américain ne témoigne rien de l'anxiété fébrile avec laquelle nous avons coutume d'attendre le discours de la couronne à l'ouverture des chambres. Les institutions vraiment démocratiques ont ce résultat, que le peuple choisit non pas seulement un homme, mais une politique et une doctrine. C'est sur la *plate-forme* républicaine que M. Lincoln est élu président des États-Unis, c'est sur la *plate-forme* républicaine qu'il doit faire la paix ou la guerre. Quant aux paroles qu'il va prononcer, elles ne doivent pas tomber comme un coup de tonnerre sortant du nuage obscur de la majesté exécutive, elles doivent simplement formuler la politique qui une fois de plus a reçu l'assentiment national.

9 décembre.

Hier encore il m'a fallu prendre ma pitance quotidienne d'établissemens charitables ou philanthropiques, jurant bien cette fois qu'on ne m'y reprendrait plus. Enfin, après une journée de flânerie parmi les prisonniers, les enfans, les vieux pauvres, j'ai dîné, en

compagnie des membres du collége électoral de Massachusetts, chez leur président, M. Everett. C'était une réunion officielle des plus graves et des plus cérémonieuses, bien que tous les convives n'eussent pas d'habit noir. On prononça des discours, on porta des toasts peut-être un peu gourmés; un révérend *clergyman* improvisa avant et après le repas, sous forme de bénédiction et de grâces, deux prières patriotiques les yeux au ciel, tandis que les convives avaient les yeux baissés. Enfin on se dispersa de bonne heure, et j'allai finir ma soirée au club.

Les opérations du collége électoral ne sont d'ailleurs qu'une pure formalité. Les électeurs ne sont plus, comme autrefois, nommés par district; ils sont nommés en masse et par liste, dans l'état tout entier. Tandis qu'ils s'appellent encore les uns électeurs *at large*, représentans de l'état, les autres électeurs de telle ou telle circonscription locale, ils sont tous nommés de la même façon. Cette réforme ou plutôt cette révolution s'est opérée insensiblement par l'usage. Certains états qui n'ont jamais voulu nommer autrement leurs électeurs exerçaient une influence disproportionnée avec leur importance véritable. Tandis que les autres, en se divisant, neutralisaient souvent leur propre vote, ceux-ci jetaient tout leur poids d'un seul côté et restaient maîtres de l'élection. L'équité voulait un régime uniforme. Tous les états se mirent donc à voter en bloc, avec l'unité démocratique des républiques anciennes, ou du peuple français nommant un empereur. La conséquence est d'annuler dans chaque état l'influence des minorités.

Vous comprenez combien ce système a été utile à la sécession. Dans les états rebelles, la loi de la majorité était devenue si puissante qu'on put ne tenir aucun compte de la minorité unioniste qui voulait rester soumise au gouvernement des États-Unis. On n'était plus citoyen des États-Unis, on était citoyen du Massachusetts ou de la Virginie. Le gouvernement de l'Union était une proie dont les états s'emparaient à tour de rôle, un instrument de domination pour les plus forts, ligués entre eux pour opprimer les faibles. Sans rien perdre nominalement de ses attributions souveraines, l'autorité fédérale était réduite à l'impuissance par le pouvoir excessif des majorités locales. C'est ce dont on commence à voir l'inconvénient; mais peut-on remonter la pente naturelle de la démocratie? Il serait plus aisé de renverser du coup toutes les barrières pour confondre dix millions d'électeurs dans un vote unique et universel. Cette solution radicale aurait pour elle l'esprit des temps, et il n'est pas impossible qu'elle s'offre un jour ou l'autre au congrès. L'unité administrative en serait, il faut le dire, la conséquence naturelle. L'Amérique verrait s'ouvrir une ère nouvelle de centralisation progressive qui pourrait être fatale à sa liberté. Elle compte

sur le pouvoir judiciaire pour s'en défendre, et le fait est que ce pouvoir joue aux États-Unis un rôle modérateur, qui semble à peine compatible avec l'esprit de la démocratie. Il faut remonter à nos anciens parlemens et supposer incontestées leurs prérogatives pour comprendre la puissance de ce *veto* de la cour suprême et de ces interprétations souveraines (sans être pourtant législatives), qui dictent au président les ordres de la loi; mais si pendant plusieurs présidences le courant politique porte le pays uniformément du même côté, la cour suprême elle-même sera envahie et entraînée. M. Chase ne vient-il pas d'être nommé *chief-justice* en remplacement du juge Taney, de sudiste mémoire, à cause de ses opinions radicales, et les journaux républicains n'ont-ils pas dit que ce choix était nécessaire pour obtenir de la cour des mesures sévères contre les rebelles? Il est à craindre que le pouvoir judiciaire ne devienne un jour l'appendice docile du pouvoir politique.

Le remède, à mon avis, n'est pas dans l'unité : il est au contraire dans une plus grande division locale. Ce n'est pas l'Union qui est trop faible, ce sont les états qui sont trop puissans.

11 décembre.

C'est aujourd'hui dimanche, jour lugubre dans la vieille colonie puritaine. On raconte qu'un étranger, abordant un dimanche à Boston et voyant l'air désolé de la ville, demanda si l'on ne pleurait pas quelque grande calamité publique. Les rues sont désertes, les maisons silencieuses, les portes fermées. Toute la ville semble gelée avec ses habitans. A l'heure du prêche, les familles défilent en silence, la tête basse, habillées de noir, comme une procession d'enterrement. Cependant les églises sonnent les offices en volées lentes et tristes comme un glas funèbre. — Ce matin, obéissant à leur appel, j'allai à l'église presbytérienne entendre un prédicateur en renom. J'entrai dans une grande salle carrée avec des tribunes, de larges bancs où se prélassait à l'aise un public clair-semé. On chantait des hymnes. Bientôt le ministre, un monsieur à grandes moustaches et vêtu comme vous et moi, ouvre devant lui un gros cahier, et, moitié lisant, moitié déclamant de mémoire, nous débite un sermon fleuri. J'ai rarement vu chez nos prédicateurs parisiens si affectés plus de vaine rhétorique et de préciosité. Le tonnerre, les vagues, les tempêtes, tout le fatras des métaphores banales retentissait à chaque phrase, et pour ainsi dire battait la mesure de chaque période. Rien n'était moins édifiant ni moins solennel. La manière du parleur, qui peut-être aurait pris quelque gravité sous la robe et sous les ornemens sacerdotaux, n'était que ridicule dans son habit étriqué. La pompe extérieure peut quelquefois servir de

masque; mais rien n'est plus dangereux que la simplicité. Il faut au moins être vrai quand on monte sans costume sur la scène.

Une grande ville est toujours un lieu mal choisi pour mesurer la profondeur du sentiment religieux d'un peuple. Ces inspirés qui donnent des séances à tant le billet et mettent dans les journaux des affiches ainsi conçues : « Le révérend docteur X... parlera demain à Tremont-Temple à deux heures; on connaît sa science et son talent; il traitera des moyens d'être heureux; — 50 cents d'entrée; » — ces illuminés, qui vendent la grâce divine ne sauraient être de grands apôtres. Combien embrassent le saint ministère comme toute autre profession lucrative et honorée! Tel avocat est devenu *clergyman*, tel *clergyman* est devenu négociant. Une congrégation est comme une maison de commerce, une charge d'avoué, de notaire ou d'agent de change, dont le revenu varie suivant le talent du titulaire. Elle se forme ou se disperse comme la clientèle d'un avocat ou d'un médecin. Quelquefois le pasteur lui-même est propriétaire de l'église; il l'exploite alors comme un théâtre, en louant ou vendant les places aux fidèles. D'habitude il vit d'une rente annuelle que lui font ses paroissiens, et qu'il sait à l'occasion réclamer lui-même, sans fausses prétentions à un désintéressement chimérique. Lorsqu'il veut établir son fils, doter sa fille, se construire une maison, voyager même en Europe, il l'annonce en chaire à ses fidèles et se recommande à leur amitié. Si les souscriptions n'arrivent pas assez vite, il sait leur mettre le marché à la main. M. X..., célèbre prédicateur de Brooklyn, avait obtenu de ses ouailles dix mille dollars pour voyager en Europe. Le dimanche suivant, il daigna les remercier. « Depuis quinze ans, dit-il, je dévoue ma vie au bien de vos âmes; il est trop juste que vous pourvoyiez à mes besoins temporels, » et il conclut en leur demandant dix mille dollars de plus pour sa famille, qui en son absence allait rester sans ressources. La somme fut souscrite séance tenante.

Je vous entends pousser les hauts cris. Ne vous indignez pas trop. Êtes-vous bien sûr que sous d'autres prétextes, et avec moins de franchise peut-être, la même chose ne se fasse pas chez nous? Qu'y a-t-il au fond d'extraordinaire à recevoir le prix de ses peines? — Direz-vous que c'est trafiquer des choses saintes? — Le prêtre salarié commet donc une simonie? Le révérend M. X... et ses pareils ne vendent ni amulettes, ni indulgences, ni élixirs de vie, ni faveurs devant le trône céleste : ils vendent leurs conseils, leurs sermons, l'emploi de leur temps, le travail de leur esprit, marchandise spirituelle qu'ils ne peuvent vous donner pour rien. Les Américains sont des hommes positifs qui voient les nécessités de la vie, et qui aiment mieux les avouer hautement que de chercher à les déguiser. Ils ne prennent pas à la lettre la parole de l'Écriture

où il est dit que Dieu nourrit ses saints comme les oiseaux du ciel et les habille comme les lis des champs. S'il y a dans la forme du marché une certaine brutalité mercantile, au moins n'y entre-t-il pas d'hypocrisie, ni de supercherie sacrilége. Ce qui nous choque si fort paraît tout simple aux Américains. Ils ne croient pas la dignité du pasteur humiliée devant ses fidèles pour recevoir immédiatement de leurs mains le salaire qu'il a mérité; mais ils la croiraient gravement compromise, s'il avait à mendier les faveurs d'un ministre ou d'un chef de bureau : affaire d'usage et de convention!

Vous vous demandez peut-être pourquoi je vous parle si rarement de la religion? Pour une raison bien simple : c'est que, malgré la multitude des églises, il est fort peu question de religion en Amérique. On ne s'y occupe ni des concordats, ni du pouvoir temporel, ni de la sempiternelle controverse des rapports de l'église et de l'état. La question n'est pas, comme chez nous, pendante; elle est résolue depuis longtemps, à la grande commodité de tous, dans le sens d'une absolue liberté. Chez nous, les partisans mêmes de cette solution radicale n'entendent rien à la pratique de la liberté qu'ils préconisent. Ils font de la liberté religieuse un droit à part, un privilége de la conscience humaine, autour duquel il s'agit d'élever une barrière immobile. Ils refusent à la politique toute influence sur la religion, à la religion toute influence sur la politique; c'est la condition de son indépendance. On veut bien que ses ministres soient libres dans l'enceinte de leurs églises et de leurs sacristies; mais, s'ils tentent jamais d'en sortir, nos libéraux sont les premiers à crier à l'usurpation. La religion et la politique doivent vivre côte à côte sans se rencontrer jamais.

Ce n'est pas ainsi que les Américains entendent la liberté religieuse. Ils pensent qu'on ne peut séparer la religion des choses humaines sans la condamner, pour ainsi dire, à s'éteindre dans le vide. Leur idéal religieux n'est pas un cloître, une nécropole où les âmes aillent mourir d'avance; c'est une école de morale agissante associée à tous les intérêts de la vie. Leur liberté religieuse a pour abri, non pas un privilége particulier, mais l'ensemble des libertés publiques. Ils ouvrent une église comme ils publient un journal, ils fondent une religion comme une association politique, toutes choses également permises au nom d'un même principe. Aussi écoutez le prédicateur dans sa chaire, il ne se borne pas à développer un lieu commun de morale ni à tourner sur place dans le labyrinthe de la doctrine; il entre de plain-pied dans la vie pratique. Il prêche sur les devoirs du citoyen, sur l'esclavage, sur l'élection présidentielle; il fait de la chaire une vraie tribune, et parfois même du soin des âmes un vrai gouvernement. Les populations catholiques surtout, pour la plupart ignorantes et crédules,

sont dirigées absolument par les prêtres jusque dans leurs intérêts matériels, et il arrive souvent que le gouvernement invoque l'autorité de leurs évêques. L'an dernier, la population allemande et irlandaise de Boston fut prise d'une panique financière et voulut retirer ses économies des caisses d'épargne, parce qu'elles avaient placé leurs fonds sur l'emprunt national. Les directeurs des caisses d'épargne s'adressèrent alors à l'évêque, et le dimanche suivant, dans toutes les églises de la ville, les catholiques reçurent du haut de la chaire, entre l'Évangile et le *Credo*, le conseil de ne pas retirer leur argent. Voilà une influence temporelle que peuvent envier tous les clergés du monde : elle n'est due pourtant qu'à la liberté (1).

Pour bien concevoir toute l'étendue de cette liberté, il faut d'abord comprendre la tournure positive et pour ainsi dire *protestante* de l'esprit religieux en Amérique. Les Américains ne font pas de la religion un sanctuaire impénétrable : ils ne la séparent jamais de la morale et de la raison. Le *credo quia absurdum* ne serait pour eux qu'une absurdité. Leur foi n'est pas une abdication de la pensée, c'est un assentiment raisonné de l'esprit. L'homme accoutumé en toute chose à se conduire lui-même n'aime pas à se laisser guider aveuglément : il ne veut pas d'intermédiaire entre Dieu et sa conscience. Le pasteur qu'il écoute volontiers n'est pas à ses yeux un être merveilleux, divin, initié à de secrets mystères, un favori de la cour céleste; c'est simplement un conseiller sage et pieux qu'il a choisi lui-même et qu'il abandonne pour un autre quand il croit devoir en changer. Aussi le premier venu peut-il prêcher la parole de Dieu; il n'est besoin ni de titre ni de diplôme pour avoir le droit de l'enseigner. Non-seulement les lois ne s'y opposent pas, mais l'opinion publique elle-même n'en est pas offensée. La religion en Amérique est la chose de tous, et non le livre ouvert au petit nombre; elle est, si j'ose ainsi parler, démocratique comme les institutions et les mœurs. Seul, le catholicisme, quoique profondément modifié par ce climat politique et social, conserve

(1) Voici un fait qui montre encore combien est intime aux États-Unis l'alliance de la liberté religieuse et de la liberté politique. Quand la guerre civile éclata, toutes les communions se divisèrent sur la question de l'esclavage et de la sécession. L'église anglicane, ou (comme on dit en Amérique) l'église *épiscopale* du sud, se sépara absolument de celle du nord, et forma une organisation nouvelle. Elle a persisté quelque temps à maintenir sa hiérarchie séparée et à rester comme un vivant souvenir de la guerre civile; elle refusait surtout obstinément de rétablir dans sa liturgie les prières d'usage pour le président des États-Unis. Dans le cabinet de Washington, deux ministres, MM. Harlan et Stanton, voulaient user des droits de la victoire pour l'y contraindre; mais le président Johnson frappa du pied avec violence. « Cette guerre, dit-il tout en colère, cette guerre a-t-elle été faite pour sauver l'Union ou pour opprimer les églises? » J'apprends d'ailleurs que les délégués de l'église épiscopale du sud, assemblés en convention nationale à Augusta, dans la Géorgie, viennent de renouer leur ancienne alliance avec les diocèses du nord.

une forte unité, une hiérarchie puissante et un gouvernement pour ainsi dire aristocratique; mais les catholiques américains sont les premiers à bénir ce régime de liberté protestante auquel ils font la guerre : ils vous diront qu'ici seulement, et à la faveur de la liberté américaine, ils ont pu fonder ces associations puissantes et exercer ces influences politiques qui ailleurs seraient regardées comme un danger public. Entre catholiques et protestans, il y a des antipathies; il n'y a point de haines profondes, parce que personne n'a de privilèges et que tout le monde respire également le grand air de la liberté. Quant aux presbytériens, épiscopaliens, unitairiens et autres, malgré leurs profondes diversités de doctrines, ils se ressemblent tous. Si parfois une dispute s'élève entre deux des communions protestantes, c'est bien plus une rivalité d'influences locales qu'une querelle de religions. Les sectes s'injurient, se déchirent, s'accusent mutuellement d'hérésie damnable et d'erreur diabolique. Qu'importe au grand public? Il les laisse se dévorer entre elles pour ne s'attacher qu'au christianisme général qui ressort de leurs enseignemens. Plus elles se divisent et plus la foule se lasse de leurs rivalités stériles, plus le sentiment d'une large unité religieuse grandit dans le cœur de la nation. Rien de plus fréquent en Amérique que de voir des laïques prendre la place du ministre du culte et réciter les prières consacrées, commenter eux-mêmes l'Écriture à leurs voisins et à leurs amis. J'ai vu dans les grandes villes ce qui, je crois, ne se voit nulle part, des assemblées religieuses ouvertes à toutes les communions chrétiennes, où « tous sont invités » à venir prier en commun. La moitié des Américains ne tiennent sérieusement à aucune secte, ils ne croient pas qu'on doive embrasser une communion plutôt qu'une autre, on peut même à la rigueur ne faire partie d'aucune église : il suffit qu'on soit chrétien; mais n'allez pas plus loin, ou vous n'êtes plus qu'un fou, un être immoral et dangereux. Voilà, ce me semble, la mesure générale de la foi religieuse aux États-Unis : le christianisme est une loi, le choix d'une église n'est qu'une affaire de préférence individuelle. Demandez à un Américain quelle est sa religion, il ne vous dira pas : « Je suis méthodiste, baptiste, anglican; » il vous dira : « J'entends le révérend M. un tel. » Si le révérend l'exploite ou l'ennuie, s'il est mécontent du dernier sermon, il cherche un autre pasteur ou lit lui-même les livres saints à sa manière.

Comment peut-il s'arrêter en chemin? Comment du libre examen ne passe-t-il pas à la négation? C'est le secret des Américains. Les hommes de cette race ont l'esprit aussi conservateur qu'indépendant. Ils admettent volontiers sans les discuter certaines autorités établies et certains faits enracinés. Sans doute ils sont raisonneurs, mais ils ne sont pas spéculatifs : ils ont peur des vastes espaces et

des horizons vides. Il leur faut un point d'appui ferme et ils le bâtissent à chaux et à sable, de façon que rien ne l'ébranle. En politique, c'est la constitution qu'ils considèrent comme le fondement de tous les droits; en matière de foi, ils reconnaissent et vénèrent l'Écriture : c'est leur charte religieuse. Leur religion d'ailleurs (il ne faut jamais l'oublier) ne s'impose pas à eux en souveraine, avec ces airs impérieux et menaçans qui révoltent l'esprit indocile. Au contraire elle sollicite leur conscience en amie et leur laisse encore dans la soumission l'illusion de l'indépendance. A quoi bon douter? Les Américains n'en ont pas le temps.

Ils subissent enfin le joug de l'opinion publique. L'opinion est une puissance invisible et toujours présente, à laquelle on obéit bien plus volontiers qu'à une autorité qui s'impose; elle nous plie, nous façonne, nous persuade à notre insu. Combien n'a-t-on point parlé de la tyrannie religieuse que l'opinion publique fait régner aux États-Unis! L'opinion est assurément la grande puissance des démocraties, et elle passe sur le corps à quiconque essaie de lui barrer la voie. Aussi, bien qu'en Amérique il y ait déjà des incrédules, personne n'ose-t-il être ouvertement irréligieux. Voilà maintenant à quoi se borne cette redoutable tyrannie de l'opinion : tout ce qu'elle exige, c'est qu'on la respecte et qu'on ne l'attaque pas ouvertement. Elle permet du reste aux esprits forts beaucoup d'écarts et de caprices. Parmi ces chrétiens excentriques, il en est qui visiblement s'échappent par la tangente. L'un d'eux, me parlant de la *Vie de Jésus*, de M. Renan, me disait qu'il était singulier que le meilleur exposé qu'il y eût de la doctrine unitairienne eût été écrit en France. Ce livre, que chez nous tant de gens voudraient brûler, est ici fort lu et fort estimé. Cela prouve qu'il règne encore en Amérique une certaine liberté d'opinion. Les idées de la philosophie moderne s'y mêlent au mouvement religieux, réprouvées des uns, adoptées des autres, discutées tranquillement partout. C'est peut-être, aux yeux des fermes croyans, la plus dangereuse forme de l'erreur, un piége caché, *insidiæ diaboli;* mais aux yeux du moraliste c'est la plus innocente des philosophies, la plus bienfaisante même, si elle satisfait les doutes de quelques raisons inquiètes sans détruire en elles le sentiment religieux, si elle leur sert d'étape sur la pente de l'incrédulité sans les jeter dans la négation violente et hostile. Ils ne sont plus chrétiens, c'est possible; mais ils se disent chrétiens, ils croient l'être, et c'est encore l'être à demi.

Vous me demandez ma conclusion : je vais vous la dire en deux mots. Il ne faut pas avoir d'horreur pour ce qu'on a trop souvent appelé l'anarchie religieuse de l'Amérique. Il n'est pas vrai que l'opinion y fasse régner en matière de foi une tyrannie insupportable; il n'est pas vrai qu'il n'y ait pas en Amérique de religion

sérieuse. Le peuple qui mêle la prière à tous les actes de sa vie publique et privée est certainement un peuple religieux. Enfin il ne faut pas, si on l'admire, se figurer que la liberté religieuse à l'américaine puisse être improvisée chez nous par un article de loi. Nous ne pouvons avoir un pied dans la liberté, un pied dans l'arbitraire administratif. Nous n'imiterons pas la liberté religieuse de l'Amérique avant d'imiter aussi toutes ses autres libertés.

12 décembre.

J'ai entendu hier soir, entendu cette fois et compris, car j'étais assis à deux pas de lui, le philosophe Emerson, et je veux enfin lui rendre justice. La gaucherie de sa manière, la monotonie de sa voix disparaissent quand on peut suivre le fil capricieux et fin de sa pensée. Je serais embarrassé de me rappeler ce qu'il a dit : il me semble que sa lecture n'avait ni commencement, ni milieu, ni conclusion; mais le tout est parsemé d'aperçus si originaux, exprimé dans un langage si plein de saveur personnelle, avec des traits d'imagination si inattendus et si charmants, que je comprends la grande renommée de ce penseur fantasque et profond. C'est un esprit curieux et inquisiteur, plus voisin de Montaigne que de tout autre, comme lui sceptique et souriant, destructeur et optimiste, rassasiant son esprit des doutes qui affament les autres, ne connaissant ni le découragement, ni l'illusion, et heureux dans le seul exercice de sa pensée. Est-il bien vrai pourtant que M. Emerson soit un sceptique? C'est une accusation bien vite portée contre les esprits libres qui ne s'enchaînent à aucun système et à aucun préjugé. M. Emerson au contraire est un croyant, il a foi dans la recherche de la vérité, dans le progrès moral et matériel du monde, foi surtout dans l'infinie fécondité de la nature humaine. Ce qu'il repousse, ce sont les conventions, les règles surannées, tout ce bagage inutile, tout ce fardeau du passé qui rend l'esprit immobile. Dans son livre de *Nature*, il insiste particulièrement sur cette idée que rien n'est épuisé, que la nature est aussi neuve qu'au premier jour. « Soyez vous-même, » voilà son précepte favori; — sachez marcher sans lisières, et vous sentirez en vous la force des âges héroïques. Parlez à la nature sans interprète, exercez-vous tout seul à bégayer son langage, et elle vous répondra comme à vos pères : — doctrine qui convient à un peuple jeune, hardi, vivace, où les traditions du monde ancien sont dédaignées, où l'avenir est encore sans limites. L'Amérique a déjà de ces chercheurs indépendans pour qui le doute est la raison de l'espérance, l'obscurité le chemin de la lumière; mais elle ne connaît encore ni le scepticisme épicurien, qui se complaît dans la nonchalance, ni le scepticisme découragé, qui engendre le désespoir.

13 décembre.

La constitution des États-Unis, qui livre tous les quatre ans la présidence à la compétition des partis, n'a pas voulu que tous les pouvoirs fussent renouvelés à la fois. Elle a prolongé la durée de l'ancienne présidence et celle de l'ancien congrès pour les six mois qui suivent l'élection. Ainsi l'ancienne administration est soutenue, durant sa demi-année de grâce, par une représentation nationale élue sous son règne. Cette disposition conservatrice peut quelquefois être un retard et un embarras. Lorsque l'élection a confirmé les pouvoirs du président, tout en se prononçant pour une politique plus décidée que celle des années dernières, il peut être embarrassé d'avoir affaire à un corps imbu des préjugés de la veille, et qui, malgré la leçon des événemens, peut encore opposer une longue résistance à des réformes devenues inévitables.

Telle est, en ce moment, la position du président Lincoln devant le congrès. Depuis deux ans, le congrès lui a donné raison sur tous les points, sauf un seul, et cette docilité, devenue proverbiale, exaspérait les démocrates; mais la question indécise est la question fondamentale de la politique actuelle, celle de l'abolition de l'esclavage. Le congrès a sanctionné toutes les mesures de guerre à la majorité simple; mais la majorité des deux tiers a toujours manqué pour que la proclamation du président qui émancipait les esclaves des rebelles devînt un amendement constitutionnel abolissant l'esclavage. Il est certain d'avance que le prochain congrès le votera tout d'une voix. Le congrès actuel le devancera-t-il? se laissera-t-il entraîner par le courant de l'opinion? C'est la question posée dans le message présidentiel, et dont la session qui s'ouvre va méditer la réponse.

Jamais d'ailleurs congrès ne s'est assemblé dans une paix plus profonde. Les vaincus du 8 novembre s'y font remarquer par leur bonne grâce et leur résignation. M. Pendlelon, l'ex-candidat à la vice-présidence, qui a vu sa propre circonscription se retourner contre lui, a fait, dit-on, le plus chaleureux accueil à Thadœus Stevens, le *leader* du parti républicain dans la chambre. Le président, tout le premier, donne l'exemple d'une modération généreuse. « Je n'accuse pas, dit-il, ceux qui m'ont combattu, je suis convaincu qu'ils ont agi selon leur conscience. » Il conseille le respect aux vainqueurs comme la soumission aux vaincus. Rien ne troublera bientôt le calme des assemblées que les harangues ordinaires de l'incorrigible sénateur Davis, du Kentucky, demandant avec une héroïque persévérance la paix et la sécession.

Une proposition financière a pourtant failli mettre en feu la chambre des représentans. M. Thadœus Stevens, de Pensylvanie, a découvert un moyen de donner au papier-monnaie la valeur de

l'or. Ce secret, bien simple et peu nouveau, consiste tout uniment à déclarer par une loi que le dollar de papier vaut exactement le dollar d'or, et à donner à ce coup de baguette magique la sanction d'un emprisonnement et d'une amende contre les hommes de peu de foi qui douteraient de son pouvoir. L'ingénieux économiste pense que la valeur du papier-monnaie dépend uniquement de l'opinion des hommes, et que pour la maintenir à son taux officiel il suffit de contraindre cette opinion rebelle. Je m'étonne que, profitant de sa découverte et poussant jusqu'au bout sa doctrine, il n'ait pas jugé à propos d'élever le cours du papier au-dessus du cours de l'or. D'autres suggèrent un remède bien plus simple et plus radical encore. Que le congrès fasse une loi pour ordonner que quiconque aura de l'or sera obligé de le vendre au pair contre du papier au premier acquéreur. Voilà les théories financières qui circulent de ce côté de l'Atlantique. Dans ce pays des lumières, il ne manque pas de gens assez fous pour vous dire : « Ce serait une excellente mesure en vérité ! » M. Stevens, qui est un homme considérable, président du comité des *voies et moyens* (travaux publics), a coutume de dicter ses volontés à la chambre. Cette fois pourtant l'absurdité était trop forte, et sa proposition a été sans cérémonie *mise sur la table* par une presque unanimité.

Au reste, l'invention n'est pas neuve, et elle ressemble beaucoup aux doctrines financières du gouvernement confédéré. Il y a un mois (novembre 1864), un journal de Richmond, très proche voisin du gouvernement, indiquait, lui aussi, un remède infaillible et péremptoire au délabrement des finances. « Notre peuple, disait-il, est infatué des espèces sonnantes (*hard cash*). Puisque rien ne peut le guérir de son ridicule aveuglement, faisons une concession au préjugé public. Que le gouvernement s'en procure en vendant aux Anglais quelques balles du coton qui nous encombre, et qu'il fixe une fois pour toutes le rapport de l'or et du papier. Qu'il offre par exemple un dollar en or contre trois en papier, et que ce soit le taux immuable et obligatoire de toutes les transactions. Quiconque résistera sera expédié aux avant-postes. Le parti est héroïque; mais aux grands maux les grands remèdes ! » — Ici la folie n'est que ridicule; là-bas, vous le voyez, elle est tragique et sanguinaire. Depuis l'élection de M. Lincoln, l'or a monté, à Richmond, de 1,000 pour 100; il s'est élevé un moment jusqu'à 6,000 pour 100. Encore ce cours fabuleux est-il factice, entretenu par la spéculation seule, et ne trouve-t-on pas, dans le peuple même, à échanger du papier contre de l'or à aucun prix. Tout le numéraire qui a échappé aux extorsions du gouvernement est recélé on ne sait où. La monnaie légale est si décriée que, malgré les lois sévères qui en ordonnent la circulation forcée, les objets de consommation les

plus nécessaires manquent aux acheteurs. On les cache plutôt que de les livrer contre du papier. J'ai vu un réfugié du sud, ancien négociant à Mobile, qui s'est enfui pour échapper à la conscription, qui allait le frapper malgré ses soixante ans sonnés. On s'est réuni un soir à l'*Union club* pour l'entendre. Il racontait qu'il lui avait été impossible de se procurer, à aucun prix, du porc salé pour sa famille. Les populations du sud vivent en anachorètes sur les produits immédiats de la terre, et bien qu'on dise le pays si fertile qu'avec la moindre culture il est impossible qu'on y manque jamais de maïs et de patates douces, je ne peux pas croire à l'éternité d'un courage aussi mal nourri.

Il y a dans le congrès de Richmond un parti de la paix qui grossit tous les jours. M. Foote, du Tennessee, ayant, avec force réserves et protestations de fidélité à la cause du sud, proposé qu'on accueillît favorablement, qu'on sollicitât presque les propositions pacifiques, a pu réunir une vingtaine de voix. Sa motion, il est vrai, a été *mise sur la table* à une grande majorité; mais rappelez-vous les récentes imprécations du président Davis contre quiconque prononcerait le mot, le seul mot de paix! Il y a dans l'obstination des rebelles quelque chose de forcé et de violent qui trahit la faiblesse cachée sous leurs déclamations stoïciennes. Ils sont sous l'empire d'une terreur et d'une mauvaise honte mutuelles qui poussent le troupeau sans murmure à la boucherie. Ils se font un tyran du faux patriotisme qu'ils ont inventé. Là aussi la *loyauté* est la vertu indispensable, et l'accusation de tiède inimitié contre les Yankees est la pire qui puisse conduire un homme à la potence, c'est-à-dire (car le sud utilise les supplices) aux avant-postes et aux tranchées. C'est un curieux et triste spectacle que celui de ce peuple poussé malgré lui, par la fatale conséquence de ses fautes, à une ruine volontaire et indigne de pitié. On dirait un homme qui s'est jeté dans un précipice, et qui, en tombant, se cramponne vainement aux pierres et aux broussailles. La longueur et le caractère désespéré de la résistance ont livré les rebelles à une dictature militaire qui aujourd'hui les traîne et les broie jusqu'au dernier sous sa meule. C'est la puissance et le danger du despotisme militaire : il enfonce si profondément ses griffes dans le corps du peuple que rien ne peut lui faire lâcher prise et l'empêcher de boire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Vainement tous les citoyens seraient-ils ligués mentalement pour l'abattre; chacun est enchaîné dans les liens de fer de la discipline, et opprimé lui-même pour servir d'instrument à l'oppression du voisin. Tout un peuple alors marche à sa ruine avec l'énergie désespérée d'une armée que l'on fait combattre sous la menace de la mitraille.

Les gens du sud se sont vantés de leur désintéressement dans la

question présidentielle. — Peu nous importe, disaient-ils, que Lincoln ou Mac-Clellan soit élu. Mieux vaut même Lincoln, avec qui nous pouvons compter sur la guerre à outrance et n'avons pas à craindre la honte d'une paix servile. — En revanche le vice-président Stephens écrivait la veille de l'élection une lettre singulière, où il exposait avec une franchise inaccoutumée les raisons qu'il avait de souhaiter que Mac-Clellan fût élu. La neutralité des nations européennes était, disait-il, due à leur infatuation ridicule sur la question de l'esclavage. Que Mac-Clellan fût élu président des États-Unis et leur offrît l'union avec l'esclavage, aussitôt les puissances de l'Europe, dégagées de leur respect humain incommode, s'empresseraient de les reconnaître et de leur prêter appui.

Quel patriote sincère peut reculer maintenant? Quel Américain dévoué à son pays peut renoncer à l'abolition de l'esclavage, quand, de l'aveu même de l'ennemi, c'est la puissance de cette idée qui fait la force du nord et lui vaut le respect de l'Europe? Veut-on savoir le secret des progrès rapides de l'opinion abolitioniste, on n'a qu'à écouter les gens du sud. Depuis quatre ans, tous leurs actes, toutes leurs paroles tendent au succès de la doctrine même qu'ils combattent. Je comprends M. Wendell Phillips et ces hommes d'une idée, lorsqu'ils souhaitent que le parti Davis l'emporte à Richmond sur le parti Brown, et que la confédération reste aux mains des plus implacables : les extrêmes de l'esclavage donnent la main, sans le savoir, aux extrêmes de l'abolition.....

Les nouvelles d'Europe nous apportent les échos de la colère suscitée dans la presse anglaise par la capture, déjà ancienne, du corsaire confédéré la *Floride*, le même qui vient d'être coulé par un transport fédéral au moment où il mouillait dans la rade de Hampton-Roads. Le 6 octobre 1864, le capitaine Collins, commandant le vaisseau *Wachusetts*, se concerta avec M. Wilson, consul des États-Unis, pour saisir la *Floride* à main armée dans les eaux neutres du port brésilien de Bahia. Le peuple furieux aurait, dit-on, tué le consul sans la protection du gouvernement brésilien, qui n'en a pas moins demandé réparation de l'outrage. Le gouvernement fédéral l'aurait bien accordée; mais l'arrogance nationale, comme jadis dans l'affaire du *Trent*, se révoltait contre toute raison. La presse flétrissait d'avance les humbles démarches qu'on n'avait pas faites; les *copperheads* insinuaient, non sans une joie secrète, que la perte de la *Floride* pouvait bien tourner en définitive à l'avantage des confédérés. Il était bien difficile à M. Seward d'offrir autre chose au Brésil que des excuses verbales : au point où en étaient les choses, la restitution de la prise aux confédérés était devenue humiliante et impossible. C'est alors qu'une merveilleuse intervention de la Providence coupa court au différend par la des-

truction opportune du corps même du délit : la *Floride* fut coulée dans son mouillage, et le cabinet de Washington put sans embarras envoyer au cabinet de Rio-Janeiro ses excuses et ses regrets.

Il y a dans cette affaire deux questions distinctes : celle de la légalité et celle de la justice. Les Américains éclairés avouent eux-mêmes qu'il n'était pas plus légal de s'emparer de la *Floride* dans le port de Bahia que de saisir à bord du *Trent* les envoyés des rebelles. J'admets encore que les procédés de l'agression, la complicité du consul, enfin cette façon peu fière de sortir d'embarras en invoquant le *deus ex machinâ* d'un naufrage, ne font pas grand honneur aux États-Unis; mais ici doivent s'arrêter les reproches.

Il a plu aux gouvernemens d'Europe, et à quelques gouvernemens d'Amérique à leur exemple, de reconnaître l'autonomie des rebelles comme belligérans : ils avaient leurs raisons; mais, aux yeux du gouvernement des États-Unis, les confédérés ne peuvent pas être un peuple à qui l'on fait la guerre suivant les règles du droit des gens : ce sont des rebelles et des traîtres poursuivis par la loi. La saisie d'un de leurs navires n'est point un acte de piraterie, c'est au contraire un acte de justice. Le Brésil, dont on a violé la neutralité, a certainement le droit de se plaindre ; mais quand l'Angleterre feint de vouloir relever le défi au nom de la justice outragée, elle devrait avoir devant les yeux sa propre conduite. Ce qu'elle reproche aux États-Unis, elle l'a fait cent fois peut-être dans le cours des cent dernières années. Un homme d'état versé dans l'histoire maritime et diplomatique, mêlé lui-même à la direction des affaires étrangères, a fait le recueil des nombreux actes de violence que la force de l'Angleterre a revêtus de l'apparence du droit. Et aujourd'hui encore, sous le couvert de sa neutralité, n'est-ce pas elle qui fournit des vaisseaux et des armes aux pirates rebelles? La *Floride* a été construite, armée, équipée dans un port anglais : elle n'a jamais jeté l'ancre dans un port confédéré. Il y a deux mois, cinq cent mille Anglais insultaient les Américains par une adresse publique, sous prétexte de leur prêcher la concorde; un peu plus tard, ils organisaient des souscriptions, des ventes au profit des confédérés, cette foire de Liverpool qui avait pour but déclaré le soutien de la rébellion. Aujourd'hui ils demandent qu'on leur permette d'envoyer leurs agens porter des consolations et des aumônes, et qui sait? fomenter peut-être la révolte parmi les prisonniers rebelles. En vérité, la mesure est comble, et ces Anglais, que révolte si fort l'orgueil des Américains, devraient se souvenir qu'en fait d'arrogance ils sont leurs aînés et leurs maîtres.

14 décembre.

L'autre jour je rencontrai le juge R..., qui me dit : « Partez-

vous avant mardi? Il y aura ce jour-là un grand *meeting* de la *commission sanitaire* auquel assisteront tous les hommes distingués de Boston, M. Everett en tête. Le gouverneur Andrew présidera. » Alléché par cette promesse, je cours hier soir au Tremont-Temple, incertain d'y trouver place. D'abord la grande *hall* était à peu près vide : j'y trouvai tout au plus un ou deux mille personnes. L'organiste nous servait l'introduction obligée de tous les *meetings*, le chœur de *Judas Machabée*, car Boston est une ville artiste, où la musique est en honneur. Bientôt les dignitaires débouchent sur la plate-forme déserte, — une vingtaine de figures ennuyées et frileuses, enveloppées dans leurs manteaux, qui viennent occuper le dernier rang des gradins. Point d'Everett, point d'Andrew. M. Quincy présente au public comme président M. Charles Loring, qui ouvre la séance par un discours correct, sympathique, facile. Après lui, M. Dana se lève et avec plus de froideur encore entonne à peu près la même antienne. Pour varier un peu le thème, il entreprend de prouver doctement comme quoi l'institution fait plus de bien que le gouvernement n'en pourrait faire, et passe une demi-heure à terrasser l'objection que personne ne lui faisait. Puis un petit jeune homme monte à la tribune, un cahier à la main, pour expliquer les détails de l'administration dont il est l'agent. Je me suis tenu pour satisfait, et j'ai gagné la porte, ayant appris que la commission sanitaire fournissait des soins, des vivres, un abri aux soldats malades ou blessés, qu'elle leur envoyait des provisions au camp, et tenait régulièrement de gros livres de comptes-rendus statistiques où la médecine et l'administration pouvaient puiser des renseignemens précieux (1). J'avais entendu dire aussi que c'était le génie des institutions américaines qui voulait que ces œuvres de bienfaisance fussent librement entreprises en dehors du gouvernement, et que c'était la gloire du peuple américain que cette spontanéité à concevoir et à organiser les choses utiles : leçon que je savais d'avance et que j'aurais pu réciter tout seul.....

Il y a longtemps que je ne vous ai parlé de la guerre. Sherman était dernièrement près de Savannah, après avoir fait tomber Augusta, Macon, Milledgeville, et achevé une campagne hardie qui rompt avec les lenteurs accoutumées de la stratégie américaine. Les journaux de Richmond annoncent qu'il est près de la mer (ils ne veulent pas dire où), en face d'une armée confédérée et sur le point de combattre. Voilà donc la confédération coupée en deux. Malgré l'incertitude des bruits qui courent, j'augure bien de cette campagne, et voici pourquoi : l'armée de Sherman est une ar-

(1) Voyez, sur la commission sanitaire, la *Revue* du 15 août 1865.

mée de vétérans aguerris, et celle qu'on lui oppose est composée de milices levées à la hâte et volées, suivant l'expression mélodramatique du général Grant, « au berceau et à la tombe. »

Nashville est en revanche assiégée, mais personne ne s'en émeut dans ce pays, où la guerre est devenue une maladie chronique. Les journaux font de curieuses descriptions de la capitale du Tennessee : jamais, paraît-il, ne s'y est pressée plus grande foule d'étrangers et de spéculateurs. Les rues sont vivantes, le commerce régulier et tranquille, les hôtels bourrés de monde; les logeurs recueillent la pluie d'or et souhaitent l'éternité de la guerre civile, tandis qu'à trois milles de là les deux armées échangent des coups de canon. Curieux exemple à notre époque de cette existence incertaine des républiques de l'antiquité et des cités du moyen âge, toujours menacées, toujours à la veille du pillage et de la ruine, mais faites au danger et étrangères à ces terreurs pusillanimes qui font plus de mal encore que la guerre!

Le congrès est d'un calme profond. Au sénat, M. Wilson propose d'affranchir, dans les états demeurés fidèles à l'Union, les femmes et les enfans des soldats noirs. M. Sherman fait voter la construction de cinq *revenue-cutters*, en réalité cinq petits vaisseaux de guerre, pour protéger la frontière des lacs autant contre le brigandage que contre la contrebande. Enfin, chose plus importante, la chambre des représentans vote à vingt voix de majorité une loi générale sur les faillites, qui va venir à l'étude au sénat.

L'événement grave du jour est l'acquittement des *raiders* de Saint-Albans par la cour criminelle de Montréal. Vous vous rappelez les étranges hésitations des autorités canadiennes à mettre en jugement les coupables. Cette question judiciaire était en même temps une affaire d'état. M. Cartier, ministre de la justice, était venu lui-même à Montréal pour s'entendre avec la cour et lui donner les instructions du cabinet. Les débats s'ouvrent après un mois d'attente : dès la première audience, sans même entendre les parties plaignantes, le juge Coursol donne raison à l'avocat des prévenus. Sous prétexte que l'affaire implique une question internationale et qu'en matière d'extradition le mandat d'arrêt doit porter, pour être valable, la signature du gouverneur-général, il se déclare incompétent et ordonne la mise en liberté des prisonniers. En vain les avocats protestent, en vain l'avocat de la reine fait observer lui-même que sans doute on a mal compris la décision du juge, et qu'il ne peut, sous ce prétexte, prononcer un acquittement général sur les six chefs de l'accusation, lorsque la cour n'a présentement à décider que sur un seul : le juge s'emporte, se plaint que sa décision soit contestée, en ordonne l'immédiate exécution, et les brigands prennent la clé des champs aux applaudissemens de la foule.

Alors les plaignans s'adressent à un autre juge, obtiennent un nouveau *warrant*. Ils cherchent le *high constable*, ils ne le trouvent point. Le chef de la police, deux fois sommé de leur prêter main-forte, demande du temps pour réfléchir. L'argent même, l'argent volé dans la banque est rendu aux brigands sur l'ordre du juge, et quand le *high constable* reparut enfin, on avait perdu la trace des fugitifs. Voilà ce qui s'appelle escamoter la justice. C'est là une folie dont les Canadiens pourraient bien, avant peu, porter la peine. En vérité le gouvernement de Washington est bien doux, s'il ne met pas la main sur la poignée du sabre. Le sentiment national se soulève avec une puissance menaçante et inattendue. C'est l'Angleterre qu'on accuse de faire de ses colonies le quartier-général des brigands rebelles. Les pirateries de l'Océan et celles du lac Érié, l'armement des corsaires confédérés dans les eaux britanniques et celui des *raiders* sur le sol britannique, ont un air de famille singulier. On se répète que le moment est venu de donner une leçon exemplaire à ce petit Canada qui vient donner le coup de pied de l'âne à l'aigle malade, et que ce gros lion anglais hypocrite qui l'encourage dans son insolence demande aussi quelques boulets des *ironsides* américains. Si lord Monck et son patron Palmerston ne réparent pas l'outrage, c'est une déclaration de guerre à l'Amérique. Ils comptent peut-être sur ses embarras intérieurs; mais qu'on y prenne garde, le taureau pris par les cornes peut encore lancer par derrière une ruade qui mette en pièces l'union canadienne et son fragile édifice à claire-voie.

15 décembre.

Nous vivons sous la neige. Boston, avec son manteau de frimas, ses innombrables traîneaux et ses bruits de clochettes, ne s'attriste pas avec l'hiver. Le froid pur et mordant de ce climat pique les oreilles, le nez, les lèvres, rougit et bleuit le visage; mais il n'a rien de cette saleté lugubre, brumeuse et boueuse de nos hivers européens. Je comprends qu'on préfère cette uniformité de froidure aux continuels changemens de notre ciel. Je vais d'ailleurs descendre vers le sud, et je n'ai plus qu'une journée à demeurer ici. Je pars samedi pour le pays des *shaking-quakers*, ces derviches dansans, qui sont en même temps, de par la loi religieuse, communistes, buveurs d'eau et célibataires. Je sanctifierai le dimanche en leur compagnie, et je serai lundi à New-York.

On m'avait beaucoup parlé de la tristesse puritaine de Boston, et les New-Yorkais, qui détestent jusqu'à l'ombre de la ville rivale, m'y avaient prédit un rapide ennui. Jusqu'à présent je ne m'y suis pas trouvé un seul instant inoccupé. Sauf l'opéra, qui lui manque, l'*Athènes américain* offre de bien autres ressources que cette cohue

d'émigrans et d'agioteurs qui s'intitule orgueilleusement la métropole. Ici est le véritable centre de la civilisation américaine : c'est d'ici que l'intelligence rayonne et se répand sur ce peuple inachevé. Je comprends que les Bostoniens tiennent à honneur le nom de *Yankees*, et je suis très sincère quand je leur dis que je divise l'Amérique en couches dont l'intelligence et la moralité décroissent en raison inverse de la distance où elles sont de la Nouvelle-Angleterre. Un regard plus long et plus attentif sur leur société ne modifie en rien la première impression qu'elle m'a faite. Ce petit coin du globe est un modèle pour le monde entier, et si les mœurs, les institutions, les lumières du Massachusetts doivent, avec le temps, pénétrer jusqu'aux couches récentes de la formation humaine du Nouveau-Monde, il faut bien augurer et de la démocratie et de l'Amérique.

Il y a deux choses qui manquent en général aux institutions américaines, parce qu'elles sont ennemies du pouvoir populaire : la stabilité et l'autorité. Le suffrage populaire, avec ses hasards et ses caprices, est l'unique puissance devant laquelle toutes les autres sont abaissées. La loi même qu'il a faite plie à son gré, et si dans certaines grandes manifestations nationales il montre une discipline vraiment imposante, c'est qu'il s'organise lui-même et renonce pour un temps à l'anarchie, qui est sa loi; mais il faut que ses masses pesantes soient soulevées par quelque grand sentiment patriotique. Dans le détail des affaires et dans le gouvernement de tous les jours, il revient au désordre, qui est sa condition naturelle. On peut attendre de lui ces mouvemens irrésistibles qui impriment une direction générale à la politique du pays; il n'en faut attendre aucun ordre pratique, à moins que d'anciennes traditions et une longue habitude n'aient mis dans les lois un principe salutaire d'autorité.

Voilà la supériorité de la Nouvelle-Angleterre. Les générations s'y transmettent l'une à l'autre un héritage de principes respectés qui ont pris corps et pouvoir dans les lois. Le droit public, si vague et si indécis dans les sociétés mouvantes et mal jointes de l'ouest, est fixé ici par deux siècles de traditions. Le gouvernement, tour à tour si hardi et si faible, toujours si mal réglé dans ces républiques improvisées, où sa dépendance absolue du vote populaire est son unique frein, a ici ses attributions établies et ses limites certaines. Il règne dans son plan général une unité qu'aucune fantaisie locale n'ose braver ni rompre. Les pratiques administratives y sont régulières et irréprochables. Dans chaque *township*, les *aldermen* dressent et publient leurs budgets imprimés; les comptes-rendus des séances des corps municipaux sont exacts, détaillés, soigneusement tenus. La ville de Boston imprime autant de papier qu'un ministère. Les registres de l'état civil, ailleurs si négligés, sont ici tenus en double, comme en France, et chaque ministre ou chaque magistrat

envoie au chef-lieu du comté la copie des actes qu'il a dressés. Il n'y a pas jusqu'aux mutations, aux testamens, aux donations, aux contrats de vente, qui ne soient collationnés avec un soin merveilleux et copiés tous sur un registre monstre qu'on garde à Boston dans un édifice de granit et de fer, bâti tout exprès par l'état. — Le gouvernement n'est pas élu de toutes pièces, comme dans l'ouest, il est confié annuellement à un seul dépositaire qui choisit lui-même ses ministres et partage avec eux la responsabilité exécutive. Le gouverneur n'est pas inéligible après une ou deux années de pouvoir; il peut être réélu jusqu'à sept et dix fois. Je vous a dit comment la justice était organisée dans l'état de Massachusetts, et quelle autorité singulière lui donnait le double caractère, si rare dans une démocratie, de l'indépendance et de la durée. En un mot, cette démocratie est aussi conservatrice que libérale, et c'est ici que doivent venir ceux des admirateurs des institutions républicaines qui ont besoin de réchauffer leur enthousiasme.

Voyez combien l'origine des sociétés, comme celle des gouvernemens, pèse sur leur avenir. Que de jeunes branches sont venues se greffer depuis deux siècles sur le tronc vermoulu de la vieille colonie puritaine! Que d'élémens nouveaux et corrompus sont venus s'y mêler! Mais il y a dans sa constitution primitive quelque chose d'indélébile qui survit aux hommes, et comme une semence morale qui continue à croître dans la terre étrangère des générations nouvelles. C'est un foyer où l'on jette toute sorte d'alimens étrangers, mais d'où s'élève toujours la même flamme. Les barbares ont passé sur le monde romain sans le détruire : l'invasion des peuples modernes n'a pas étouffé le germe déposé sur cette côte déserte par les cent pèlerins de Plymouth.

Voulez-vous comprendre la société qui en est sortie, rappelez-vous seulement son origine. Ce n'est pas la soif du gain, ni la misère qui l'a formée; c'est le besoin de cette indépendance morale qu'on y respire encore aujourd'hui. Les premiers citoyens de la vieille république n'étaient point des affamés ni des émancipés de la veille, venant faire au hasard, avec leurs passions plus qu'avec leur raison, l'épreuve orageuse de la démocratie; c'étaient des hommes riches, éclairés, sévères, qui s'expatriaient pour être libres, et dont le premier soin, avant même de toucher la terre où leurs espérances bâtissaient l'Amérique future, était de proclamer ces principes qui sont encore la loi de leurs descendans. Ils arrivaient égaux, eux aussi, mais égaux d'aisance et de lumières, et non pas d'ignorance et de pauvreté. Rien ne pouvait les attirer sur cette plage sablonneuse, si ce n'est le besoin d'une solitude écartée du monde où rien ne troublât leur liberté. Tandis qu'aujourd'hui le flot

des races s'épand à travers les plaines fécondes de l'ouest sur d'immenses étendues qu'un jour civilise, les colons de la Nouvelle-Angleterre ont eu à lutter longtemps contre un sol aride, et le long effort de cet établissement laborieux n'a pas été inutile à la solidité de leur œuvre. Leurs descendans, au milieu du peuple nouveau qui les inonde, conservent encore la double suprématie de l'intelligence et de la richesse. L'ouest n'est pas pour eux un rival; c'est un chantier dont ils exploitent les produits en même temps qu'un débouché facile au trop-plein de leur peuple. Les Allemands, les Irlandais, y modifient sans doute profondément le caractère de la société; le gros cependant des populations de l'ouest, ou du moins la race qui domine dans cette mêlée confuse, appartient encore à la Nouvelle-Angleterre par son origine et par ses idées. Cette province est comme une pépinière dont les rejetons peuplent l'Amérique.

A vrai dire, les états de l'ouest n'en sont que les colonies : c'est la Nouvelle-Angleterre qui les a fondés. Eux-mêmes à leur tour font sa richesse; ce large écoulement toujours ouvert aux générations nouvelles est la raison principale de sa merveilleuse prospérité. Il empêche cette division des fortunes qui est chez nous une cause d'appauvrissement. Les terres ne se morcellent pas en autant de parts qu'il y a d'héritiers : il est d'usage de les laisser toutes à l'aîné. Les cadets vont, comme en Angleterre, chercher fortune aux contrées lointaines, le plus souvent planter leur tente dans les forêts du Nebraska ou les prairies du Kansas. Au lieu de s'encombrer, comme en Europe, jusqu'au jour où l'espace manque et où le trop-plein déborde, ils vont en avant, laissant le fruit de leur travail à ceux qui demeurent et ne permettant jamais aux ressources d'être devancées par les besoins. Ces hardis aventuriers deviennent bientôt des hommes de l'ouest : une fois sortis du pays natal, une fois en dehors du réseau de coutumes et de souvenirs qui les y environne, ils perdent l'esprit d'ordre et de légalité qui semble s'attacher au sol ancien. Le jour doit venir assurément où les peuples de l'ouest, établis plus à demeure sur leur terre enfin conquise, perfectionneront ce qu'il y a d'incomplet dans leur civilisation morale et d'improvisé dans leurs institutions politiques. En attendant, et pour longtemps encore, le nord-est conservera sur eux l'ascendant de sa supériorité. Dans ce grand corps agité de la civilisation américaine, les états de l'ouest sont comme les bras robustes qui le nourrissent de leur travail; New-York ressemble à l'estomac qui rejette ou digère les alimens des deux mondes. Quant à la Nouvelle-Angleterre, elle est la tête, le siége de l'intelligence et de la pensée.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

LA RUSSIE

DANS LE CAUCASE

FIN DE LA GUERRE DE CIRCASSIE ET DISPERSION DES TRIBUS TCHERKESSES.

I. *Pisma iz Tifliça* (*Lettres écrites de Tiflis*), par M. le général-major de Fadeief, publiées dans la *Gazette de Moscou* (*Moskovskisa Vidomosti*), 1864-65. — II. *Vospominania Kavkazkago ofitsera* (*Souvenirs d'un officier de l'armée du Caucase*) dans le *Rousskii Vèstnik* (*le Messager russe*), 1864. — III. *The Circassian war, as beadring on the Polish insurrection*, London 1863. — IV. *Circassian Exodus*, suite d'articles insérés dans le *Times*, 1864. — V. *Correspondence respecting the regulations issued by Russian government in regard to the trade with the eastern coast of the Black Sea*, presented to the House of Commons by command of Her Majesty, 1863. — VI. *Papers respecting the settlement of the Circassian emigrants in Turkey*, 1864. — VII. *Rapport présenté au conseil de santé* (de l'empire ottoman) *dans la séance du 28 juin 1864* par M. le docteur Barozzi, chargé d'une mission sanitaire concernant l'émigration circassienne; Constantinople 1864.

Un an s'est à peine écoulé depuis le jour où l'empereur Alexandre II recevait de son frère et son lieutenant au Caucase, le grand-duc Michel, une dépêche venue du fond des montagnes de la Circassie, et que reproduisaient immédiatement les feuilles officielles russes. « Sire, écrivait le grand-duc à l'empereur le 2 juin 1864, je suis heureux de pouvoir offrir mes félicitations à votre majesté pour l'issue définitive de la glorieuse guerre du Caucase; il ne reste plus une seule tribu qui n'ait été soumise. Aujourd'hui, en présence des troupes réunies, un service solennel d'actions de grâces a été célébré. » Ce télégramme, que je transcris textuellement, a une signification toute particulière : il est le dernier de cette innombrable série de bulletins qu'a produits une lutte de plus d'un demi-siècle; il annonce un fait qui n'a pas été peut-être suffisamment apprécié dans ses causes et ses conséquences, mais qui est à coup sûr un des

plus considérables de l'histoire contemporaine. Ce fait est l'acquisition, par la Russie, d'une vaste contrée qui est pour elle, non point un simple accroissement de territoire, mais un nouvel élément de force et de grandeur, une position stratégique de premier ordre. Cette conquête embrasse en effet des pays où s'élevaient jadis de florissans royaumes, l'Arménie et la Géorgie, et au nord l'isthme du Caucase, qui commande à deux mers, débouchés des plus grandes artères fluviales de la Russie, la Mer-Noire et la Caspienne, et par ces deux bassins se relie d'un côté à la Méditerranée et à l'Europe, de l'autre à la Perse, l'Inde et tout le continent asiatique; boulevard formidable par les hautes montagnes dont il est entouré, et qu'un écrivain russe dans un sentiment d'orgueil national a nommé le Gibraltar de la Russie dans l'Orient.

La guerre du Caucase a été longue et sanglante, elle a coûté une somme énorme d'efforts, d'hommes et d'argent, dépensée avec une prodigalité persistante qui était déjà un indice de l'importance du but poursuivi; mais d'autres préoccupations, en se succédant sans discontinuité, entraînaient ailleurs l'attention de l'Europe, indifférente à des événemens considérés comme sans connexion avec le mouvement des affaires générales, sans influence possible sur ses destinées futures. De toutes les puissances occidentales, aucune, si ce n'est l'Angleterre, ne fut conduite à soupçonner que l'intérêt commun était en jeu ou en danger. Et cependant, il y a trente ans, un autre écrivain, placé par sa nationalité dans un camp tout opposé à celui de l'auteur russe que nous venons de citer, sir John Mac Neil, ancien ambassadeur de l'Angleterre en Perse, à qui est dû un ouvrage justement estimé sur les progrès de la Russie en Orient, en apprenant d'un témoin oculaire cette marche ascendante dans le Caucase, manifestait déjà ses appréhensions, et par une sorte d'intuition de l'avenir, « ceci, disait-il, dérange l'équilibre des pouvoirs politiques dans le monde (*this alters the balance of power throughout the world*). » L'Angleterre, si jalouse de ses possessions asiatiques, n'eut l'intelligence de cette situation que tardivement, par le traité d'Andrinople (1829), qui cédait à la Russie la côte orientale de la Mer-Noire, et qui éveilla ses susceptibilités. En France, le Caucase était encore un pays tout à fait ignoré, au moins politiquement parlant, au moment où il eût été le plus nécessaire de le connaître, à l'époque de notre expédition de Crimée. On voit par la correspondance du chef de cette expédition, le maréchal de Saint-Arnaud, que, lorsqu'en 1854 il séjournait à Varna, il hésita un instant entre l'attaque de Sébastopol et une descente sur la côte de Circassie, et qu'il avait fait étudier sérieusement le second de ces deux projets. Avec de simples notions sur la topographie de ce pays

de montagnes, l'insalubrité de la côte, l'état d'anarchie et de décomposition dans lequel étaient tombées les tribus tcherkesses, sur leurs préjugés et leur haine instinctive contre tous les ghiaours (1) ou chrétiens indistinctement, il eût été facile de comprendre que ce projet était impraticable, et il faut croire que le maréchal en fut détourné par de meilleures inspirations. Celui qui en avait conçu l'idée et qui la lui avait suggérée et rendue séduisante était un chef montagnard qu'il nomme Naïb-Pacha (2), personnage dans lequel il est aisé de reconnaître un certain Méhémet-Amin, agent de Schamyl dans le Caucase occidental, et en même temps prêt à se vendre à qui aurait voulu l'acheter, homme fourbe et astucieux, qui à force d'intrigues était parvenu à s'imposer à quelques tribus, mais dont l'influence assez bornée ne lui permettait de réaliser aucune des promesses magnifiques dont il se montra prodigue (3). Dans les conférences qui eurent lieu entre lui, les cavaliers, au nombre de cinquante, qui l'accompagnaient, et nos officiers, il paraît que leur langage finit par inspirer quelque défiance; le maréchal en revint à sa première conception stratégique, et son bon sens préserva notre armée des risques où elle allait être précipitée.

Les événemens ultérieurs ne firent que confirmer cette première impression, car, pendant les deux années que les alliés passèrent en Crimée, les montagnards, qui auraient dû accourir à eux comme vers leurs vengeurs et leur appui naturel, ne bougèrent pas; non-seulement aucune coopération ne nous vint de leur part, mais il fut impossible de nouer avec eux des relations utiles et suivies, et toute idée de descente sur la côte de Circassie fut abandonnée.

(1) Littéralement, *ignorans*, et, par extension et dans un sens usuel, *idolâtres*, *païens* ou *infidèles*.

(2) Ce nom, que le maréchal Saint-Arnaud prend pour un nom propre, n'est autre que la réunion de deux titres, *naïb* ou lieutenant comme représentant de Schamyl, et *pacha*, qui est une appellation appartenant exclusivement à la hiérarchie ottomane. Le dernier de ces deux titres n'avait jamais été conféré, que je sache, à Méhémet-Amin, et était probablement usurpé.

(3) « L'autre projet, écrivait le maréchal Saint-Arnaud à la date du 27 juillet, a son mérite; il présente de bons résultats sans faire craindre aucune mauvaise chance qu'une absence de vingt jours de Varna. Il consiste à aller se jeter sur Anapa et Soudjac-Kalé, qui sont défendus par vingt mille Russes que l'on peut cerner et prendre. J'attaque Anapa et Soudjac-Kalé en même temps, double débarquement au nord et au sud; j'ai fait reconnaître la plage et les forts; rien de plus aisé, surtout avec les préparatifs que j'ai faits pour Sébastopol et qui me serviraient. De plus, ce qui rend l'affaire fort importante au point de vue politique, le lieutenant de Schamyl, Naïb-Pacha, est ici à Varna avec cinquante chefs circassiens. Il vient m'offrir, si je descends en Circassie avec une armée, de soulever toutes les tribus et de mettre à ma disposition quarante mille fusils pour couper la retraite aux Russes et les détruire. C'est bien tentant. » Naïb-Pacha et ses compagnons furent magnifiquement accueillis, et le maréchal, pour leur faire honneur, ordonna une revue des régimens de cavalerie campés à Varna.

Chez nos voisins d'outre-Manche, qui partagent avec la Russie l'empire de l'Asie, l'occupation du Caucase par cette dernière puissance offre un intérêt immédiat qui ne saurait exister en France ni nulle part ailleurs. Pour la masse de la nation britannique et pour le commun des esprits, cet intérêt se traduit en une crainte vague, mais facile à s'exalter, des dangers que suscite ou que suppose chaque pas que fait la Russie vers les frontières de l'Inde anglaise. Pour le petit nombre, hommes d'état ou publicistes, familiarisés avec les questions de la politique extérieure, ce sentiment, sans être moins vif, est raisonné sans doute et éclairé par l'étude et la méditation; mais jusqu'ici il ne s'est point étendu au-delà de l'horizon assez limité d'un certain nombre de faits d'un caractère exclusivement national. On peut s'en convaincre en relisant aujourd'hui les documens diplomatiques publiés par le gouvernement anglais et le compte-rendu des débats qui eurent lieu dans la chambre des communes en 1863 au sujet des entraves mises par la Russie aux relations de la marine marchande des neutres avec les Tcherkesses, et en 1864 à propos de leur émigration en Turquie. On y voit que cette guerre du Caucase n'est envisagée au-delà du détroit que sous un point de vue commercial, borné au littoral oriental de la Mer-Noire, et que la portée politique et la valeur historique de la question sont à peine comprises ou du moins indiquées. Les argumens émis en 1837, lors de la fameuse affaire du *Vixen*, ont été reproduits en cette dernière occasion, presque dans les mêmes termes, en sorte que l'on est autorisé à dire que, depuis trente ans bientôt, cette discussion n'a pas fait un pas dans le pays qu'elle touche de plus près. Pour être approfondie et concluante, elle doit s'appuyer sur d'autres élémens qu'il n'est pas permis de négliger, ceux que fournissent les témoins oculaires et actifs des événemens contemporains et les renseignemens rétrospectifs de l'histoire. Il faut une connaissance suffisante du développement interne par lequel est passée la Russie, au moins depuis l'époque où elle s'affranchit du joug mongol, au XV[e] siècle, des exigences que lui crée sa situation géographique comme puissance à la fois européenne et asiatique, et du mouvement d'expansion qui l'emporte jusqu'aux limites extrêmes où elle aspire à trouver son assiette naturelle et définitive. Ce n'est que par une vue nette de cet ensemble de faits que l'on peut se former une idée des causes qui ont déterminé la conquête du Caucase et de la valeur que cette possession représente pour la Russie.

Les annalistes russes ont enregistré les relations tantôt hostiles, tantôt pacifiques, des grands-ducs et des tsars de Moscou avec les populations de la partie septentrionale de l'isthme caucasien. Jean III

épousa la fille du chef de l'une des tribus les plus considérables, une princesse cabardienne; mais ce n'est que du commencement du siècle actuel que datent les tentatives faites dans une pensée de conquête définitive et de domination permanente. Quelques années auparavant, Catherine II avait préparé la réalisation de ce plan par l'établissement d'une ligne de colonies militaires formée des contingens fournis par les Cosaques du Don et de la Mer-Noire. Ces colonies s'étendaient par une suite de postes avancés, et comme une barrière continue, au nord de l'isthme, depuis la Mer-Noire jusqu'à la mer Caspienne, tout le long du Kouban et du Térek, fleuves désignés comme limites de la Russie et de la Turquie par le traité de Kutchuk-Kaïnardji. Le dernier souverain de la Géorgie, le faible et inhabile George, accablé par les incursions des montagnards, Lesghis et Awares, par les attaques des Persans et des chefs musulmans, ses voisins, et voyant son royaume dans la désolation et la détresse, en fit don à l'empereur Paul Ier par son testament en date du 20 décembre 1800. L'année suivante, le successeur de Paul, Alexandre Ier, déclarait, dans un manifeste adressé à la nation géorgienne, qu'il acceptait le legs du prince géorgien; mais cette cession, comme celle que fit la Porte à la Russie du littoral oriental de la Mer-Noire par le traité d'Andrinople, n'était rien moins qu'un don gratuit, un héritage sur lequel il n'y avait qu'à étendre la main pour le recueillir. Ces pays, livrés à d'incessantes invasions et au brigandage, et par suite au désordre et à la misère, semblaient une proie que les nations environnantes se disputaient tour à tour pour la saisir ou la déchirer. Partout aux alentours s'offrait un spectacle non moins terrible et affligeant. Au sein des montagnes vivaient, comme dans un repaire inaccessible, les hordes féroces ou barbares des Lesghis, des Awares, des Tchetchenses et des Tartares. Les plaines de l'Arménie, contiguës à la mer Caspienne, étaient divisées en une foule de petites principautés, dont les chefs, presque toujours en rivalité, ne cessaient de se combattre les uns les autres que pour tomber sur les chrétiens. L'Arménie persane et turque était courbée sous la tyrannie de serdars ou de pachas affectant une sorte d'indépendance vis-à-vis du pouvoir central, et que n'arrêtait aucun excès, aucune cruauté. Dans le sud campaient les Kurdes, population de pasteurs belliqueux et turbulens, toujours disposés au pillage et à un coup de main sur leurs voisins, tandis que dans la partie occidentale de l'isthme caucasien les Tcherkesses, embusqués derrière leurs rochers, y maintenaient leur fière et sauvage liberté.

La Russie avait donc tout à faire pour prendre possession des contrées dont elle avait obtenu la cession plutôt nominale que réelle;

le relief du sol hérissé de hautes et âpres montagnes, la bravoure indomptable des habitans, les rigueurs d'un climat terrible surtout pendant l'hiver, la difficulté de pourvoir aux besoins et à la subsistance d'une nombreuse armée, tels étaient les obstacles qu'il fallait vaincre et qui ont été surmontés par des efforts persévérans et une énergie de volonté que rien n'a pu lasser. La conquête a marché d'un pas quelquefois ralenti, mais toujours sûr, et lorsque enfin dernièrement le succès l'a couronnée, il y avait soixante-trois ans qu'elle avait commencé. Des guerres conduites pendant un aussi long espace de temps, avec des vues d'agrandissement aussi vastes, aussi fermes, ne se rencontrent dans l'histoire d'aucun des peuples modernes; il faut, pour en retrouver des exemples, remonter aux époques de la liberté et de la grandeur romaines. Et cependant dans le cours de cette période combien d'événemens sont survenus qui ont attiré ailleurs l'attention, l'activité et les forces de la Russie, qui lui ont suscité des embarras et des dangers! Et d'abord sa lutte avec la Turquie en 1807, sa coopération aux grandes guerres continentales contre notre premier empire, marquées par les échecs qu'elle subit à Austerlitz et à Friedland, notre invasion de 1812, poussée jusqu'au cœur du territoire moscovite, sa participation aux coalitions de 1813 et 1814 dirigées contre nous, ses campagnes victorieuses de 1828 et 1829 contre la Perse et la Turquie, et en dernier lieu sa lutte contre la France, l'Angleterre, la Sardaigne et la Turquie réunies en Crimée! Au moment de cette dernière lutte, Schamyl était encore puissant et redoutable dans le Daghestan oriental; à l'ouest, les tribus tcherkesses avaient à peine été entamées. Les opérations actives de l'armée du Caucase furent alors suspendues; mais pas un des deux cent mille hommes qu'elle comptait ne put en être détaché, tant les montagnards restaient forts et menaçans, tant la partie engagée contre eux présentait encore des chances incertaines et inquiétantes. La conclusion de la paix de Paris et la nomination du prince Bariatinskii au commandement supérieur des provinces caucasiennes furent le signal de la reprise des hostilités. Abattu par plusieurs défaites successives et épuisé par la résistance si inégale qu'il avait soutenue pendant vingt-cinq ans, Schamyl dut céder et se rendre à discrétion. Le Caucase oriental, sur lequel s'étendait son pouvoir, fut incorporé à l'empire en recevant une nouvelle organisation sous le nom de *province du Terek* (*Terekskaïa oblast*).

Dans un précédent travail, j'ai conduit mon récit jusqu'à la captivité de l'imâm (1); il me reste à raconter les événemens qui l'ont

(1) Voyez sur les événemens antérieurs à la captivité de l'imâm la *Revue* du 15 juin 1860, du 15 avril et du 15 mai 1861.

suivie, la campagne entreprise contre les Tcherkesses, leur soumission et l'asservissement du Caucase tout entier. Isolés et abandonnés des autres tribus, cernés d'un côté par les Cosaques de la ligne, de l'autre par les troupes de l'armée régulière, désunis entre eux, sans chefs, sans direction, ces intrépides montagnards ont pu cependant tenir tête durant quatre ans à des forces écrasantes. Dans ce duel engagé entre eux et un adversaire abhorré, leurs bras affaiblis étaient soutenus par le sentiment qui met en jeu le plus énergique ressort de l'homme, le désespoir du moment suprême. Ils savaient d'avance le triste sort qui leur était réservé : quitter le sol natal, leurs foyers, la terre de leurs ancêtres, pour aller s'établir dans une autre partie du Caucase sous la surveillance des Russes ou bien émigrer en Turquie. Plus malheureux mille fois que leurs frères du Caucase oriental, qui, forcés d'accepter le joug étranger, avaient du moins conservé leur patrie et leurs propriétés, les Tcherkesses, en perdant tout ce qui leur était cher, n'avaient d'autre choix que l'internement ou l'exil, cruelle alternative, nécessité fatale de la conquête, que le vainqueur lui-même ne pouvait leur épargner, et qui a causé toutes leurs calamités. C'est alors qu'ils s'acheminèrent en masse vers la Turquie; leur départ, précipité par une panique générale et semblable à un débordement subit et imprévu qu'aucun effort humain ne peut contenir ni diriger, s'accomplit dans les plus effroyables conditions que l'on puisse imaginer. Lamentable odyssée d'un peuple tout entier! ces infortunés, décimés par le fer des Russes et par des maladies épidémiques, souffrant du dénûment et de la faim, pareils à des enfans incapables de se protéger eux-mêmes, sont allés s'abattre sur le territoire ottoman, où des maux bien plus grands encore les attendaient, et qui pour le plus grand nombre d'entre eux est devenu un tombeau.

I.

Avant de commencer le récit des dernières convulsions et de la chute de la nationalité tcherkesse, il nous faut d'abord jeter un coup d'œil sur les lieux qui en furent le théâtre et dire les révolutions intérieures qui préparèrent cette grande catastrophe. Si l'on remonte à travers l'isthme du Caucase, sur une étendue de 200 verstes environ, en suivant le cours du Kouban depuis son liman dans la Mer-Noire, un peu au-dessous du détroit de Kertch, jusqu'au point où ce fleuve s'infléchit tout à coup en se dirigeant vers le mont Elbrouz, son berceau, on obtiendra les deux côtés d'un triangle équi-

latéral, ayant pour base le littoral de la Mer-Noire depuis Anapa jusqu'à Soukhoum-Kalé. C'est cet espace, d'environ 3,000 verstes carrées, qui naguère formait le territoire des peuples connus sous la dénomination générale de Tcherkesses ou Circassiens, ou bien d'Adighés, comme ils se désignent eux-mêmes. Depuis leur expulsion, cette région a reçu dans la délimitation administrative de l'empire russe le nom de *province du Kouban* (*Koubanskaïa oblast*). Pour la magnificence et la grandeur pittoresque du paysage, cette région ne le cède en rien aux autres parties de l'isthme caucasien; elle l'emporte sur toutes par la fertilité de ses plaines basses, qui rivalisent avec les meilleures terres de la Russie. La chaîne du Caucase, dans sa direction du nord-ouest au sud-est, coupe en diagonale la Circassie, mais d'une manière très inégale. Le versant méridional, qui fait face à la Mer-Noire, descend brusquement vers le rivage, de manière à ne laisser qu'une étroite lisière entre la montagne et la mer. En certains endroits, ses derniers contre-forts surplombent les flots par leurs falaises abruptes, mais partout verdoyantes. Le versant opposé, celui du nord, présente un aspect tout différent; il s'incline par une suite de terrasses qui vont s'abaissant graduellement, pour s'effacer tout à fait dans une vaste plaine encadrée par le Kouban. Cette configuration orographique donne à la nature sur les deux versans un caractère particulier. Les innombrables cours d'eau qui s'échappent des flancs de la montagne affectent des deux côtés un régime tout différent. Des pentes étroites et raides qui sont tournées vers la mer, ils se précipitent à l'état de torrens impétueux qui découpent la côte en une infinité de petites criques, repaires ouverts à la contrebande et à la piraterie. Sur le versant septentrional, le contraste est frappant; ils se développent par un cours prolongé jusqu'au Kouban, en répandant sur les plaines basses un terrain d'alluvion d'une incomparable richesse de végétation. Ces milliers de rivières et de ruisseaux ont creusé autant de vallées où vivaient naguère les tribus tcherkesses, morcelées en une foule de communautés plus ou moins considérables, et sans lien d'agrégation entre elles. C'est dans ces anfractuosités, et au milieu de vastes et impénétrables forêts qu'étaient cachés leurs *aoûls* ou villages, réunion de quelques huttes aux murs de boue mêlée de branchages tissés. Sur les hauteurs s'élevaient, éparses çà et là, des habitations rurales ou fermes isolées (*khoutory*), autour desquelles on pouvait entrevoir quelquefois, dans une trouée du brouillard, le Tcherkesse paissant ses troupeaux, fièrement appuyé sur sa carabine à canon rayé. La position de ces *aoûls*, rendue presque inaccessible par la nature, était encore fortifiée par une sorte de rempart avancé construit avec des

abatis d'arbres et un assemblage de quartiers de roche, travail de défense exécuté grossièrement sans doute, mais assez solide pour arrêter toutes les attaques extérieures. Chacun de ces *aoûls* était une véritable forteresse capable de soutenir un siége régulier; l'agression fut donc aussi difficile et laborieuse que la défense fut opiniâtre et meurtrière.

Jamais peut-être dans aucun autre lieu du globe la main du Créateur n'a paré la nature de plus de beautés sublimes ou de plus de grâces; aucune contrée n'étale avec autant de profusion ces séductions qui attachent le cœur de l'homme au sol natal par des liens que rien ne peut rompre; aucune n'est plus propre à inspirer l'amour de l'indépendance, si chère au montagnard. Au-dessus des plaines limoneuses du Kouban, tapissées de prairies d'un vert tendre, s'élèvent les étages successifs de la montagne, recouverts du sombre manteau de leurs forêts séculaires, et plus haut, les dentelures de la grande chaîne, blanchies par la neige, immergées dans un océan de nuages ou se détachant sur l'azur du ciel.

Malgré l'imperfection relative de nos connaissances ethnographiques sur les peuples disséminés dans la zone dont je viens de tracer les limites, on peut les rattacher avec certitude à deux souches principales : les Abazes ou Abkhazes, habitant vers le sud, que les écrivains de l'antiquité ont très bien connus et décrits, et les Tcherkesses ou Adighés. C'est de l'Abkhazie, pays moitié musulman et chrétien, que sont sorties les tribus qui, remontant vers le nord et se répandant dans les vallées du voisinage, y ont rencontré les Tcherkesses, avec lesquels ces tribus se sont mêlées ou sont restées limitrophes. D'après les traditions des Tcherkesses, ils occupaient autrefois des demeures plus éloignées vers le nord, d'où ils ont été refoulés par des populations de race mongole ou tartare au-delà du Kouban et tout le long de ses rives.

Dans ces derniers temps, quatre tribus figuraient au premier rang comme les plus nombreuses et les plus puissantes; elles groupaient autour d'elles une foule de petits clans, vivant dans leur clientelle et sous leur protection, partageant tour à tour la fortune de celle de ces quatre tribus que les chances heureuses de la guerre, les événemens politiques ou d'autres circonstances investissaient de l'hégémonie. Ces quatre tribus principales étaient les Natoukhaïs, placés à l'embouchure du Kouban, dans les environs d'Anapa; — au-dessous d'eux, les grands et les petits Schapsougs, dans l'intervalle compris entre les fleuves Touaspe et Schapsougo, sur la côte; — les Abadzekhs sur le revers septentrional de la chaîne; — les Oubykhs vers le sud, tout le long du littoral. Cet ensemble de populations formait un total qui, au début de la dernière

guerre, en 1860, était de 445,000 âmes (1), suivant les calculs de M. le général de Fadeief. Ce nombre diffère assez sensiblement en moins de celui qu'énonce l'auteur des *Souvenirs d'un officier de l'armée du Caucase*, qui compte 128,800 individus de race abaze, et 500,000 Tcherkesses ou Adighés proprement dits, en tout 628,800; mais comme ces souvenirs, quoique publiés récemment, sont vieux d'une vingtaine d'années, il est probable qu'ils portent en ligne de compte des tribus qui postérieurement avaient fait leur soumission, et que par conséquent M. de Fadeief n'a pas dû énumérer parmi celles qui étaient hostiles au moment où la lutte commença. D'après les rapports qui semblent le plus exacts et qui sont le plus généralement admis, le nombre des combattans s'élevait de 60 à 65,000, ayant à faire face à une armée trois fois plus considérable, composée des meilleurs régimens du Caucase.

Pour compenser une infériorité numérique aussi marquée, les montagnards avaient, il est vrai, les avantages d'une forte position, presque inattaquable sur plusieurs points, au milieu des rochers et des forêts, dans des défilés ou sur des hauteurs abruptes, dans des lieux où la seule manière possible de combattre est la guerre de surprises et d'embuscades ou un système d'engagemens partiels. Cependant il existait une cause d'affaiblissement et de ruine qui avait usé en eux le principal ressort de la résistance, qui les rendait impuissans contre les chocs réitérés de masses disciplinées, et dont l'effet devait être inévitablement de les livrer dans un espace de temps assez court entre les mains de leurs ennemis. La désunion s'était introduite depuis cent cinquante ans environ dans la société tcherkesse, et, à l'époque où nous transportent ces derniers événemens, avait fini par la désorganiser entièrement. Jadis elle était régie par un gouvernement féodal qui maintint indissoluble pendant des siècles le lien fédératif qui unissait l'une à l'autre les différentes tribus. Chacune d'elles avait à sa tête une famille en qui le pouvoir était héréditaire, transmissible de l'un de ses membres à l'autre, sans passer directement de père en fils, et qui avait sous sa

(1) Voici comment ce nombre est décomposé par l'écrivain russe :

Abadzekhs	140,000
Grands et petits Schapsougs	120,000
Natoukhaïs	60,000
Mokoschs, Egheroukhaïs, Temirgoï, Besleneï, Cabardiens libres, Hatoukhaïs	40,000
Bjedoukhs	30,000
Oubykhs	25,000
Abazes des deux versans de la chaîne	30,000
Total	445,000

dépendance toute une hiérarchie de vassaux nobles (*ouzdens*), dont l'influence et le crédit étaient en raison de l'étendue de leurs terres et du nombre de leurs serfs. Cette société, constituée à la manière patriarcale, n'avait point de lois écrites; elle obéissait à l'*adat* ou la coutume, ensemble de prescriptions orales basées sur des usages traditionnels dont les vieillards étaient les gardiens et les interprètes. De toutes ces prescriptions, la plus importante était celle que l'on appelait *la loi du sang* ou la vendetta légale, seule garantie, chez ces barbares, du respect de la vie humaine.

Cette forme de république aristocratique contrastait avec la constitution radicalement démocratique des tribus du Daghestan et de la Tchetchenia, et cette différence est essentielle à noter, parce qu'elle a déterminé le caractère particulier et l'issue très diverse de la lutte chez les deux groupes de montagnards. Ceux du Caucase oriental ne reconnaissaient d'autre niveau que celui de l'égalité la plus absolue, tous avaient en principe et de fait les mêmes droits, le même rang social; la part d'autorité qu'ils confiaient à un conseil éligible, choisi parmi les anciens de la tribu, n'était qu'une délégation restreinte et temporaire. C'est cette organisation unitaire qui permit à des hommes de la trempe de Gazi-Molla et de Schamyl de s'imposer à ces peuples comme les représentans d'une autorité qui avait sa source dans le ciel, et en leur parlant comme les envoyés de Dieu de les entraîner tous à la guerre sainte (*ghazaouat*) contre les ghiaours russes, de les réunir dans un sentiment commun d'amour de l'indépendance et de haine contre l'étranger qui prétendait leur dicter des lois. L'homme inspiré, l'homme de foi et de génie qui se révélait à eux comme apôtre, et qui justifiait sa mission par des succès militaires éclatans, devenait naturellement leur maître, et, comme Schamyl, un maître craint et vénéré de tous, contenant les dissidences et les rivalités de tribu à tribu et les intérêts particuliers sous sa volonté de fer, concentrant dans sa puissante main toutes les forces de la nation. Les vices de la constitution politique des Tcherkesses non moins que leur tiédeur religieuse, les haines entre familles et même entre tribus entières engendrées par la loi du sang, les dissensions et les désordres qui en furent la suite, l'absence de patriotisme au milieu de cette décadence universelle, s'opposaient à ce qu'il pût sortir de leur sein un chef fort de l'adhésion commune et auquel tous consentissent à s'abandonner avec cette confiance aveugle qu'inspirait Schamyl. A la voix de l'imâm, les tribus qui vivaient éparses dans les montagnes du Daghestan se sont transformées en une nationalité compacte et vivace, tandis que les Tcherkesses, chez lesquels ne se manifesta aucun homme d'un talent supérieur, avaient fini

par tomber peu à peu dans un état de fractionnement et de faiblesse. Aussi quatre années à peine ont suffi pour les vaincre et les disperser de tous côtés, tandis qu'il a fallu un quart de siècle et une lutte acharnée pour dompter les bandes disciplinées et aguerries de Schamyl. Ce n'est pas que les Tcherkesses le cèdent à ces derniers sous le rapport de la bravoure et des qualités militaires; ils ont fait leurs preuves devant l'ennemi. Aucun peuple peut-être ne l'emportait sur eux par l'élan personnel et l'héroïsme chevaleresque. Leur intrépidité dans les combats n'est pas moins célèbre que la beauté de leurs femmes.

Un écrivain qui a pris comme sujet d'études l'histoire et la géographie de la Circassie (1) a exposé dernièrement l'origine et les phases du mouvement qui s'opéra au sein des tribus tcherkesses et les fit passer du régime aristocratique à la démocratie, pour aboutir à l'anarchie et à la ruine. La féodalité, après avoir conservé pendant une très longue période son prestige et sa puissance, commença à décliner et ne sut plus se défendre contre les prétentions et les empiétemens auxquels elle fut en butte. Au lieu de s'absorber, comme chez nous en Europe, dans un pouvoir unique et central dont la royauté a été l'expression, elle se divisa et s'affaiblit de plus en plus au profit de la démocratie. Des idées d'indépendance et d'affranchissement avaient germé parmi le peuple; les priviléges de la noblesse cessèrent d'être respectés et furent contestés. Les deux partis essayèrent alors de mettre un terme, par une transaction, à ces luttes intestines; il fut convenu que deux assemblées seraient convoquées, l'une composée de nobles et l'autre d'élémens populaires. Celle-ci ayant le dessus par le nombre, les nobles, pour la contre-balancer, eurent recours à la ruse et à l'intrigue et réussirent à diviser leurs adversaires. Le désordre alla en augmentant; aucune main n'avait la force de l'arrêter. L'aristocratie, minée par des attaques réitérées et dépourvue de chef, fut contrainte de céder. Désespérée de sa défaite, elle résolut de frapper un dernier coup et d'employer la voie des armes. Les Natoukaïs et les Schapsougs appelèrent à leur aide une peuplade voisine, les Bjedoukhs, et en 1796 une sanglante bataille fut livrée dans le lieu appelé *Bziokho-zaouo*, nom que cette bataille a depuis lors retenu. Les Bjedoukhs décidèrent la victoire; mais, loin de relever la noblesse, ce triomphe ne fit que hâter sa chute. Dès ce moment, tout espoir s'évanouit pour elle; l'égalité fut proclamée ouvertement, et le prix du sang réglé le même pour tous, patriciens ou plébéiens.

(1) M. Lullier, dans le volume intitulé : *Extrait des publications de la Société impériale géographique de la Russie*. Saint-Pétersbourg, 1859, pp. 228-233.

Une des conséquences de cette révolution fut l'émigration de quelques familles nobles, qui quittèrent leurs foyers pour aller chercher un refuge chez leurs voisins ou se mettre sous la protection des Russes. Cependant le plus grand nombre demeura dans le pays avec l'espoir illusoire d'une restauration prochaine; mais cette révolution était définitive, et depuis lors il n'y a eu d'autres priviléges reconnus que ceux que chacun peut acquérir par l'intelligence, par la parole dans les assemblées populaires, par la bravoure sur le champ de bataille.

Par malheur pour eux, les Tcherkesses, après avoir renversé leur ancienne constitution, ne surent pas s'en créer une nouvelle, appropriée à cet esprit radical qui les avait envahis; chacun fut libre d'agir à sa guise, sans reconnaître aucune autorité au-dessus de lui; chez eux, comme dans l'ancienne monarchie polonaise, une seule voix, le *liberum veto*, formait un contre-poids légal au vote de la communauté et suffisait pour l'annuler. Les décisions des assemblées nationales restaient ainsi sans exécution. La société, désarmée contre un de ses membres coupable et réfractaire, ne pouvait que le priver du privilége de la garantie solidaire en le mettant hors la loi qui fixait le prix du sang; mais, comme les liens de famille étaient très multipliés et ces familles très nombreuses, l'obligation imposée à tous les parens par la coutume de prendre fait et cause pour un parent offensé dispensait le proscrit de s'inquiéter de la sentence prononcée contre lui, et constituait la meilleure garantie de sa sûreté personnelle. Dans une telle absence d'organisation sociale, tout lien politique était détruit, car l'existence même de chaque tribu, reposant uniquement sur la reconnaissance de l'identité du sang, se trouvait limitée au cercle étroit de la famille. L'unité généalogique avait remplacé l'unité collective et nationale.

Au milieu de cette déchéance de la noblesse, l'étiquette, très sévère chez les Tcherkesses, avait sauvé quelques formes de respect et de déférence, mais qui n'impliquaient aucun pouvoir réel; nous devons ajouter que la situation des nobles n'était pas la même dans les différentes tribus. Dans quelques-unes, ils jouissaient de la considération due à l'illustration du nom et d'une sorte de prépondérance morale; dans d'autres au contraire, comme chez les Bjedoukhs, ils avaient été chassés des *aoûls*, retranchés du corps de la nation et réduits à la condition de paysans. Un seul privilége, bien funeste, il est vrai, avait échappé tout entier au naufrage, le privilége de la glèbe. Le tiers de la population vivait dans l'esclavage; chaque homme libre pouvait à volonté avoir des serfs, mais le noble était tenu forcément d'en posséder, car le travail personnel était regardé comme un déshonneur pour lui, comme une tache qui retombait

sur toute la famille. La richesse de chacun était évaluée, et par suite la considération lui était accordée, uniquement d'après le nombre des serfs.

Ce n'est pas tout; le mal produit par les déchiremens intérieurs dont je viens de dérouler le triste tableau était encore aggravé par d'autres influences, non moins funestes, venues du dehors. Dans cette catégorie, il faut placer en première ligne les tentatives des soi-disant amis des Tcherkesses, accourus sous prétexte de leur prêter assistance, mais en réalité dans l'intention de créer des embarras à la Russie et de la combattre sur cet autre terrain. La Turquie, en cédant par le traité d'Andrinople la côte orientale de la Mer-Noire, avait conservé sans doute quelques regrets et des arrière-pensées, si l'on en juge par sa conduite ultérieure. Cette côte n'avait pour elle aucune importance stratégique ou navale, mais elle était le grand entrepôt où les marchands d'esclaves venaient s'approvisionner des beautés destinées à peupler les harems ottomans, et les croisières russes gênaient singulièrement ce trafic de chair humaine.

A en croire M. de Fadeief, ce mauvais vouloir et les prétentions *in petto* de la Porte se trahirent plus d'une fois par des manœuvres sourdes, mais suffisamment caractérisées. Tout en reconnaissant officiellement les Tcherkesses comme sujets russes, on tenait vis-à-vis d'eux un tout autre langage; les autorités turques les invitaient à recourir à elles, comme à un pouvoir légal, chargé de les protéger; chaque pacha investi du gouvernement de l'une des provinces maritimes voisines du Caucase se croyait indispensablement obligé, en venant prendre possession de son poste, d'adresser aux montagnards une proclamation conçue dans le même esprit; des émissaires parcouraient dans tous les sens la province du Kouban et y faisaient une active propagande, tandis que des *steamers* ottomans déposaient sur le rivage des soldats de fortune (*avantouristy*) recrutés à Constantinople dans tous les partis hostiles à la Russie. L'opinion publique en Angleterre encourageait ces agressions clandestines à l'aide de souscriptions recueillies partout et concentrées à Londres; des munitions de guerre, poudre, armes, canons rayés, étaient expédiées aux Circassiens avec la connivence et sous la protection des Turks. J'ai rapporté, en les résumant, ces accusations de M. de Fadeief, parce qu'elles nous révèlent la série de griefs que son gouvernement tient en réserve pour quelque éventualité désirée ou prévue; je lui en laisse la responsabilité, même lorsqu'il semble les justifier par des faits positifs. Il cite, par exemple, le débarquement opéré à Touapse en 1861, qui jeta sur ce point de la côte tcherkesse un assortiment d'uniformes, des munitions

de guerre et des fusils destinés à équiper des régimens dont les cadres avaient été formés à Constantinople; mais l'entreprise échoua, les régimens attendus ne parurent pas, et les approvisionnemens préparés et apportés à grands frais furent pillés et dispersés par les montagnards.

Que ces expéditions interlopes aient été de notoriété publique à Constantinople, qu'elles aient été connues d'avance par des fonctionnaires turks, d'origine tcherkesse, et favorables en secret à leurs compatriotes malheureux, c'est ce que l'on ne saurait révoquer en doute; mais, pour être juste, il faut dire qu'elles étaient concertées sous main et avec tant de précautions que la Porte a pu les ignorer. Une fois accomplies et ébruitées, il n'y avait d'autre parti à prendre qu'à les désapprouver officiellement.

C'est ce qui advint dans l'affaire du brick anglais le *Kanguroo*, qui donna lieu à une enquête poursuivie devant la juridiction du séraskier en 1857 et ensuite indéfiniment suspendue. Le bruit circula que l'on avait voulu éviter ainsi de mettre à jour la coopération du consul de l'une des principales puissances. Ce commencement d'enquête semble démontrer que la Porte n'avait favorisé en rien cette expédition. Il y aurait eu mauvaise grâce à lui reprocher d'avoir laissé surprendre sa vigilance, puisque celle de l'ambassadeur russe, M. de Boutenief, bien autrement intéressé à se tenir sur ses gardes, fut aussi en défaut. Suivant la version donnée par la *Gazette de Trieste*, la *Presse d'Orient* et le *Sémaphore*, les Tcherkesses ayant élu, en qualité de chef suprême, Méhémet-Bey, renégat hongrois du nom de Bangya, celui-ci envoya immédiatement à Londres un de ses amis, Hongrois comme lui et attaché au service de la Porte, pour acheter des armes et des munitions. Cet agent partit muni d'une lettre de crédit illimité sur Londres que lui remit un banquier de Péra. Par ses soins, les armes furent expédiées sur le *Kanguroo*, qui ne tarda pas à arriver à Constantinople, où il séjourna plusieurs semaines, mouillé devant Koum-Kapou. Dans l'intervalle, Méhémet-Bey avait réuni un corps de quatre cent-cinquante hommes, réfugiés polonais ou hongrois, et, ayant frété un second navire ainsi qu'un remorqueur à vapeur pour conduire ses transports, se dirigea vers Touapse. M. de Boutenief, averti trop tard, fit partir en toute hâte le bateau à vapeur russe le *Pruth*, pour surveiller l'expédition. Sur ses réclamations, la Porte lui accorda comme satisfaction l'éloignement à quelques lieues de Constantinople de deux fonctionnaires notoirement compromis dans cette affaire, Ismayl-Pacha, directeur des postes, Circassien de naissance, et Ferhad-Pacha (le général hongrois Stein), le premier, qui était fort riche, pour avoir fourni des fonds, et le second à cause de ses actives

démarches. Cependant au bout de quelques mois ils furent amnistiés à l'occasion de la fête du sultan et rappelés dans la capitale (1). C'est ainsi, ajoute le correspondant de la *Gazette de Trieste*, que la neutralité de la Mer-Noire, proclamée l'année précédente par le traité de Paris, servit pour la première fois à fournir des armes et des munitions au vieil ennemi de la Russie. Sans avoir besoin de faire remarquer que c'était là précisément une violation flagrante de ce même traité, nous nous bornerons à dire que ces tentatives en faveur des Tcherkesses, mal combinées et contrariées par les croiseurs russes, avortèrent presque toujours, et, loin d'être utiles à ceux pour qui elles étaient entreprises, n'eurent d'autre résultat que d'empirer leur situation vis-à-vis d'un ennemi irrité et rendu implacable.

Les efforts de Schamyl pour gagner ces peuples à sa cause et les ranger sous son autorité ne leur furent pas moins préjudiciables. Pendant longtemps, ces efforts n'eurent aucun résultat; ses agens ne pouvaient parvenir chez les Tcherkesses avec un appareil militaire et les forces nécessaires pour appuyer leur mission. Le vaste espace qui sépare le Daghestan de la province du Kouban, et qu'il leur fallait traverser, était au pouvoir des Russes, habité par des tribus pacifiées. Ce n'est qu'en se glissant furtivement à travers les forêts et un à un, que ces envoyés pénétraient sur le territoire tcherkesse. Leur seul moyen d'action était la prédication du muridisme et de l'apostolat de l'imâm; mais leur voix ne rencontra que de rares échos, leurs exhortations ne furent pas écoutées, et ils ne recrutèrent qu'un très petit nombre de prosélytes. Les Tcherkesses, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, sont de très mauvais musulmans, dépourvus de convictions religieuses, incapables de comprendre les doctrines abstraites et mystiques du muridisme, très

(1) Un peu plus tard Ismayl, mécontent des procédés de la Porte envers lui, se brouilla, et cette fois pour tout de bon, avec elle; il renonça à toutes ses fonctions officielles et fit entendre hautement de dures vérités. Impliqué dans une conspiration, il fut incarcéré et tenu au secret pendant huit mois; enfin on le relâcha pour le reléguer dans l'île de Chypre. De là il réussit à s'évader et à se réfugier parmi ses compatriotes du Caucase. Les causes de sa disgrâce, ainsi que les secrètes intrigues dont les Tcherkesses ont été victimes de la part de leurs prétendus protecteurs et amis, sont dévoilées dans une brochure anonyme qui a pour titre : *des Nationalités asiatiques et de la Circassie*, notes originales d'un Circassien musulman, traduites et commentées par un Franc de Palestine, Paris 1861. Dans ce travail, d'ailleurs fort intéressant, l'auteur s'exprime avec une telle liberté de pensée et une si grande crudité de langage, que le plus simple sentiment de réserve nous empêche de reproduire ici les faits qu'il raconte; seulement il se trompe en appelant Méhémet-Amin un *derviche défroqué*. Celui-ci n'a jamais appartenu à aucun ordre monastique musulman; c'était un des murides de Schamyl, et à ce titre, et comme le plus habile, il fut choisi par l'imâm comme son lieutenant parmi les populations du Kouban.

peu enclins à la vie d'abnégation et d'austérité qu'il prescrit à ses adeptes. Ils ont quelques souvenirs confus du christianisme, qu'ils connurent jadis, mais au fond ils sont restés toujours attachés à leur ancien et grossier fétichisme. Celui des missionnaires venus le plus récemment pour les visiter de la part de Schamyl fut son *naib* (lieutenant) Méhémet-Amin, le même que nous avons vu précédemment en conférence à Varna avec le maréchal Saint-Arnaud, et qui s'était présenté à lui sous le nom de Naïb-Pacha. Méhémet-Amin fut plus heureux ou plus adroit que ses prédécesseurs, il sut tirer parti de la rivalité et des discussions des tribus et se créer un parti parmi les Abadzekhs. Chassé plus tard de cette tribu, il alla chercher un asile chez les Oubykhs; ceux-ci, tout en refusant d'accepter sa domination, lui fournirent un renfort d'hommes avec lequel il rentra chez les Abadzekhs et les contraignit de le reconnaître pour chef. Un peu avant la chute de Schamyl, son pouvoir s'était étendu sur les Bjedoukhs et quelques petites tribus abazes; mais c'est en vain qu'il essaya de donner pour base à ce pouvoir la religion : le muridisme était antipathique aux Tcherkesses. Les peines dont Méhemet-Amin frappait les transgresseurs de la loi musulmane n'étaient point considérées par eux comme celles que Schamyl prescrivait à ses fidèles croyans, comme une expiation due à la divinité offensée et subie par le condamné avec la résignation que donne la foi; elles étaient regardées comme de véritables meurtres. Disciple et organe de l'imâm, il annonçait le dogme de l'égalité absolue entre tous les hommes, et, en s'appliquant à y convertir les Tcherkesses, il porta le dernier coup à l'aristocratie. Rusé, habile, actif, il finit par acquérir de l'influence sur deux autres tribus, les Schapsougs et les Natoukhaïs, et à les réunir avec les Abadzekhs dans une résistance commune, quelquefois heureuse, contre les Russes. Peut-être avec le temps cette influence aurait pris de l'extension et l'autorité du lieutenant de Schamyl se serait affermie, si la Turquie, le regard toujours tourné vers le Caucase et jalouse de maintenir ces peuples à sa dévotion, ne leur avait alors envoyé un homme à elle, Sefer-Bey, ancien chef natoukhaï, qui vivait retiré depuis longues années à Andrinople. Au point de vue de la politique, c'était une faute grave, qui ruina d'un seul coup ses prétentions à l'exercice du protectorat qu'elle affectait sur les tribus du Caucase et la cause même dont elle s'était faite le soutien.

Au moment de la guerre de Crimée, Sefer-Bey fut mandé à Constantinople, décoré du titre de pacha et chargé d'aller soulever les Tcherkesses; la noblesse, abattue et humiliée, vint à lui attirée par l'espoir de recouvrer ses antiques priviléges. Bientôt il vit se ranger autour de lui les Schapsougs et les Natoukhaïs, qui aban-

donnèrent Méhémet-Amin. Cette défection suscita entre les deux chefs une rivalité sourde, qui ne tarda point à dégénérer en un antagonisme déclaré, et eut pour résultat d'affaiblir l'autorité de l'un et de l'autre et de séparer les montagnards en deux camps. C'est dans ces conjonctures, et pour mettre fin à ces désordres, qu'ils élurent Méhémet-Bey; mais le nouveau chef ne réussit pas mieux que les autres à rétablir leurs affaires. On le voit en effet apparaître un instant sur le théâtre de l'action, pour s'éclipser aussitôt et rentrer dans une obscurité d'où il n'est plus sorti. Sur ces entrefaites, l'envoyé de la Porte, Sefer-Pacha, mourut, et son fils, Karabatyr-Zanoko, ne lui succéda point. Méhémet-Amin, déjà ébranlé par cette rivalité, reçut en ce moment le contre-coup de la défaite de Schamyl. Son mandat finissait légalement par la disparition de celui de qui il le tenait. Se substituer à lui comme imâm et s'arroger ce titre suprême était chose impossible, lorsque ses prérogatives comme naïb étaient battues en brèche par une très forte opposition. Sa situation difficile et précaire vis-à-vis des montagnards le devint bien davantage par l'approche de l'armée russe, rendue disponible par la soumission du Daghestan; saisissant le premier prétexte venu pour se mettre lui-même à l'abri et sauver ses richesses, il ménagea une trêve entre les Russes et les Abadzekhs, et l'année suivante, laissant les montagnards se tirer d'embarras comme ils le pourraient, il se retira en Turquie avec une pension du gouvernement de Saint-Pétersbourg.

La sollicitude intempestive ou intéressée de la Turquie pour les Tcherkesses et la mission qu'elle avait confiée à Sefer-Pacha n'avaient donc abouti qu'à les rendre plus désunis et plus faibles précisément au moment où ils allaient avoir sur les bras toutes les forces du Caucase et où le péril était immense et imminent.

Pour comble de disgrâce, celui des gouvernemens européens qui semblait avoir un intérêt réel à les protéger, et sur la bienveillance duquel ils comptaient, le gouvernement anglais, les délaissa entièrement. En 1863, lorsque les armes de la Russie devenaient de plus en plus menaçantes et que la crise finale s'annonçait comme inévitable, deux Tcherkesses, Hadji Hayden Haçan et Roustam Ogli, furent envoyés à Londres par le comité circassien de Constantinople pour adresser un suprême appel à la commisération britannique. Ils présentèrent une pétition dans ce sens à la reine; la réponse du comte Russell suivit immédiatement; elle contenait un refus bref et formel. Vainement quelques voix au sein du parlement et dans le comité circassien de Londres firent entendre de sympathiques protestations. Éconduits officiellement et désappointés, les deux députés essayèrent de soulever l'opinion publique, et ils se mirent à

parcourir l'Angleterre. Il se fit beaucoup de bruit autour d'eux, les *meetings* de Birmingham, Sheffield, Leeds, Édimbourg, etc., retentirent de paroles enthousiastes et passionnées; mais de toutes ces démonstrations bruyantes ils ne recueillirent que quelques aumônes et des marques d'un stérile bon vouloir. On doit croire que c'est l'insuccès de cette première partie de leur programme qui les détourna de leur projet de franchir le détroit et de venir implorer la générosité de la France.

La cause du mauvais accueil fait par le ministère anglais aux envoyés tcherkesses vient sans doute de ce qu'il considérait l'occupation de la côte orientale de la Mer-Noire par la Russie comme un fait accompli et irremédiable, et la question circassienne comme un prétexte possible aux attaques de l'opposition et aux agitations de l'opinion publique. D'ailleurs il ne fit que suivre dans cette occasion les précédens de la politique de lord Palmerston, lorsque celui-ci, chargé de la direction du *foreign-office*, dans le cabinet présidé par le comte Grey, eut à s'occuper en 1837 de la capture du *Vixen* par la flotte russe de la Mer-Noire, et plia devant l'attitude vivement accentuée du cabinet de Saint-Pétersbourg. Cette concession faite au maintien de l'alliance russe est une tradition tory qui n'a jamais été répudiée par les whigs qui se sont succédé au pouvoir depuis Canning, et dont le comte Russell a hérité à son tour. Peut-être dans son refus y avait-il une réminiscence involontaire de l'impression qu'avait produite l'inaction des tribus du Caucase pendant la guerre de Crimée. Ce qui pourrait donner crédit à cette supposition, c'est que Hayden Haçan et Roustam Ogli, se trouvant en face du public anglais, crurent avoir besoin préalablement d'écarter un reproche prévu et, disons-le, mérité. Ils firent paraître un mémoire justificatif (1), où, après quelques explications assez obscures et assez peu vraisemblables, ils confessent naïvement que les Tcherkesses ne se crurent pas obligés de seconder une guerre qui se faisait en dehors de leurs limites, qui par conséquent ne les regardait pas, et que si les alliés fussent venus avec l'intention hautement avouée d'affranchir l'Arménie, la Géorgie et le Caucase entier, alors seulement ils auraient consenti à se joindre à eux. On peut se rappeler que Schamyl ne se montra pas plus empressé contre l'ennemi commun, et que plus tard, prisonnier à Kalouga, il essaya de se disculper par des raisons que nous avons rapportées ailleurs, en rejetant les motifs de son inaction sur le compte des généraux turks qui avaient négligé de l'appeler en temps utile, et qui de plus froissèrent son amour-propre

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai 1861, p. 203, note 1.

par des ordres dans un langage hautain et déplacé. Mais cet égoïsme inintelligent n'a rien de surprenant de la part de ces peuples simples et barbares, pour qui le monde ne se composait que de deux nations, les Turks, leurs amis et leurs protecteurs, et les Russes, race de mécréans détestés, — et pour qui tout le reste n'était qu'un ramas de ghiaours dont l'existence leur était inconnue ou indifférente.

Ce sentiment de répulsion éclata dans un fait qui se passa pendant que nous combattions sous les murs de Sébastopol. Un navire français avait abordé chez les Schapsougs pour acheter des bestiaux. Pendant que les montagnards s'étaient retirés pour aller soigner leurs bœufs, les hommes de l'équipage se donnèrent le passetemps de prendre des grenouilles au filet et les firent cuire pour leur repas. A leur retour, les montagnards, voyant ces apprêts culinaires, témoignèrent leur dégoût pour un aliment interdit par le Coran et considéré comme immonde. — Jusqu'à présent, dirent-ils à leurs visiteurs, nous avons repoussé les Russes parce qu'ils mangent de la chair de porc; maintenant il nous faut nous joindre à eux pour vous exterminer tous jusqu'au dernier (1).

Nous avons passé en revue les principales causes qui amenèrent la fâcheuse situation où se trouvaient les Tcherkesses au moment de la guerre. Tout semblait conspirer contre eux, tout semblait accélérer leur perte, — et leurs propres dissensions, et l'intervention inopportune de leurs prétendus amis, et la violence menaçante de leurs adversaires, et l'abandon où les laissait à l'heure du danger une puissance jadis bienveillante, devenue sourde à leurs cris de détresse; mais avant de les voir aux prises avec les Russes il faut examiner une question de droit international qui a eu sur cette lutte une influence décisive plus funeste peut-être que les circonstances diverses qu'on vient d'exposer.

II.

Cette question, qui a eu dans le temps un très grand retentissement en Angleterre et de là dans toute l'Europe, a trait à la mise en état de blocus, par la Russie, de la côte orientale de la Mer-Noire, et à l'établissement d'une croisière permanente dans les eaux qui baignent cette côte. Le motif mis en avant était d'entraver le commerce de femmes et de jeunes esclaves que les Turks faisaient depuis un temps immémorial avec les Tcherkesses, et d'empêcher ces derniers de recevoir de la contrebande de guerre. Cette

(1) *Statement of the Circassian deputies in reference to the Crimean war.*

mesure était déjà en pleine exécution avant même qu'elle eût été dénoncée officiellement à ceux qu'elle pouvait intéresser. Ce n'est qu'en 1831 que les ambassadeurs des diverses puissances résidant à Constantinople eurent connaissance du règlement par lequel la Russie avait frappé d'interdit le littoral tcherkesse. Ils en donnèrent avis en particulier aux consuls placés sous leurs ordres en les invitant à transmettre cette communication par voie officieuse à ceux de leurs nationaux engagés dans le commerce de la Mer-Noire. En vertu de quel droit la Russie avait-elle décrété une pareille mesure? Sur quels titres se fondaient ses prétentions à la propriété exclusive du territoire tcherkesse? Pour le cabinet de Saint-Pétersbourg, ce droit découlait des stipulations du traité d'Andrinople, dont l'article 4 lui assurait la cession de toute la côte comprise entre l'embouchure du Kouban et le port Saint-Nicolas, jusqu'aux confins de la Mingrélie. A ces prétentions, le gouvernement anglais opposa une fin de non-recevoir en contestant la validité de cette cession. Les jurisconsultes de la couronne, consultés, décidèrent que le blocus russe était illégal, que c'était une violation du droit public européen. Ils s'appuyaient sur ce fait, que, les Tcherkesses étant une nation indépendante et *sui juris*, le sultan n'avait pu, sans leur consentement, les livrer corps et biens à la Russie; ils soutenaient que cette cession était nulle, n'engageait à rien les tiers, étrangers aux conventions d'Andrinople, que ces peuples, ayant capacité pour faire tous les actes de souveraineté, étaient maîtres d'entretenir des relations et de traiter avec qui bon leur semblerait, et qu'ainsi l'accès de leur pays était de droit commun et ouvert à tous ceux qu'ils jugeraient à propos d'y admettre. Pour donner plus de poids à cette décision et une sanction en quelque sorte définitive, un bâtiment de commerce, le *Vixen*, fut équipé, chargé de sel et confié à la direction de M. Bell, négociant anglais de Bucharest. Sa mission était d'établir des rapports de commerce avec la Circassie. L'entreprise fut patronnée et subventionnée par les hommes les plus considérables de l'Angleterre et par le roi lui-même (1). Il paraît en effet que George IV, qui en avait conçu l'idée ou du moins qui avait adopté cette idée avec chaleur, après avoir entendu M. Bell, consulta le ministre des affaires étrangères sur la question de légalité. La réponse de lord Palmerston fut affirmative et laissa ignorer au roi l'existence du règlement prohibitif. Dans l'intervalle, l'ambassadeur russe à Londres fit connaître d'une manière officielle ce règlement; mais le *Vixen* avait déjà pris la mer et se dirigeait sur Constantinople. M. Bell, continuant son chemin sans obstacle, alla jeter l'ancre

(1) *The Circassian war as bearing on the Polish insurrection*, p. 43.

dans la baie de Soudjouk-Kaleh, vers le nord de la côte tcherkesse, et débarqua sa cargaison; mais au bout de trente-six heures, le 27 novembre 1836, son navire fut saisi par le brick russe l'*Ajax* et conduit dans le port militaire de Sébastopol. Une commission du conseil de l'amirauté en prononça la confiscation pour le fait de contrebande et pour avoir violé les prescriptions de la police sanitaire. Cet acte de rigueur, considéré comme un outrage infligé au pavillon britannique, provoqua une explosion de colère et d'indignation parmi nos voisins d'au-delà du détroit; l'affaire fut portée devant la chambre des communes (1) et y excita un orage violent, mais qui fut de courte durée et tout à fait inoffensif, car, au grand scandale de l'opposition et en dépit de l'opinion publique soulevée, le ministre recula devant les complications que cet incident pouvait occasionner, et, tout en faisant ses réserves *in petto* sur la question de droit, subit bénévolement le fait accompli. Lord Durham, alors ambassadeur à Saint-Pétersbourg, eut ordre de donner un acquiescement tout pacifique aux explications telles quelles du comte Nesselrode. Le ministre russe confirma par une note très explicite la validité de la prise du *Vixen*, par la raison que ce navire était entré sans autorisation dans un port appartenant à la Russie, et s'était livré à des opérations commerciales prohibées. Les réclamations et les démarches des propriétaires du *Vixen* auprès de leur gouvernement n'eurent pas plus de succès; ils n'obtinrent aucune indemnité et furent ruinés. Le blocus continua comme par le passé, et les contrebandiers turks seuls se hasardèrent sur le littoral tcherkesse; partant des ports de Trébizonde ou de Sinope, ils profitaient des ténèbres de la nuit ou de l'obscurité de l'atmosphère, voilée par le brouillard ou l'orage, pour tromper la vigilance des croiseurs russes. Montés sur leurs bateaux plats (*kotchermas*), ils rasaient la côte en défiant des bâtimens forcés par leur structure et leur tonnage de stationner dans les grandes eaux. S'ils étaient poursuivis de près, ils trouvaient dans les anfractuosités des rochers un abri prompt et sûr, ou, remontant les cours d'eau qui se déversent sur cette côte, ils tiraient leurs embarcations à terre, en les dissimulant sous les grands arbres et dans les hautes herbes. Les risques de ce commerce illicite étaient largement compensés par les bénéfices qu'il procurait; en retour du sel, de la poudre et des armes vendus aux montagnards, les montagnards emportaient des femmes et des jeunes garçons, dont les parens trafiquaient sans plus de scrupules qu'ils l'eussent fait de leurs bestiaux.

(1) Séance du 16 juin 1837.

Tout récemment encore et postérieurement au traité de Paris, l'Angleterre n'avait point renoncé aux objections qu'elle opposait à l'exclusion des neutres sur cette côte. Dans une lettre de lord Malmesbury au baron Brunnov, ambassadeur de Russie à Londres, en date du 14 octobre 1858, ces objections sont reproduites absolument avec le même fonds d'idées et dans le même langage que l'on retrouve dans la consultation des légistes anglais au sujet de la prise du *Vixen*. Les argumens mis en avant par l'ambassadeur de Russie dans sa réponse du 21 octobre suivant ne manquent pas de force et semblent prouver du moins la bonne foi du gouvernement russe. Il dit que la cession du littoral oriental de la Mer-Noire fut le prix de la restitution faite par son gouvernement à la Porte des provinces dont la guerre de 1828 l'avait mis en possession et de l'abandon d'une partie de l'indemnité que cette guerre avait imposée à la Turquie. Dans les conférences préparatoires du traité de Paris, l'état des territoires situés à l'est de la Mer-Noire ayant été examiné et vérifié, aucune réclamation des membres du congrès ne vint contester ou invalider les droits que s'attribue la Russie, et le silence du grand-vizir, premier plénipotentiaire ottoman, présent à ces conférences, peut être considéré comme une adhésion à cette reconnaissance tacite. Cependant une difficulté dont M. le baron Brunnov ne paraît pas s'être préoccupé et qui domine tout le débat est de savoir si le sultan lui-même était réellement en droit de disposer en toute souveraineté du territoire tcherkesse et de le céder à titre gratuit ou onéreux. Si nous interrogeons les Tcherkesses, partie principale dans ce procès où ils n'ont été ni appelés ni entendus, ils nous répondront qu'ils ont toujours repoussé toute idée de domination étrangère et de subordination à un maître quelconque, que, tout en proclamant le sultan comme leur chef religieux, le successeur de Mahomet et des khalifes, le pontife suprême de l'islamisme, ils ont constamment vécu dans une ignorance complète et dans une parfaite insouciance de ses prétentions politiques sur eux. A vrai dire, cette revendication de leur territoire par la Porte a son origine ou plutôt son prétexte dans des faits déjà anciens; elle a pour base une prescription séculaire, mais cette prescription n'atteint que deux ou trois points du littoral. Les montagnards, à la première apparition des Turks dans leur pays, vers la fin du XVIe siècle, les accueillirent comme leurs coreligionnaires et leurs frères par la foi; ils les laissèrent s'y établir tranquillement, bâtir quelques forteresses sur la côte, sans leur permettre toutefois de pénétrer dans l'intérieur et de s'immiscer dans leurs affaires particulières. Lorsque les Turks manifestaient la velléité d'une pareille ingérence, ils tombaient sur eux et les maltraitaient sans pitié. Toutes

les fois que la Porte essayait de leur dicter ses volontés, « nous et nos ancêtres, disaient-ils fièrement, nous n'avons jamais appartenu au sultan, jamais nous n'avons fait acte de soumission envers lui, fourni un seul homme à ses armées, un écu à son trésor; nous ne voulons relever de personne; le sultan n'est point notre maître, et c'est pour cela qu'il ne peut nous céder à la Russie. » Une anecdote rapportée par M. de Fadeief met en relief cette disposition des esprits de la nation tcherkesse. A l'époque où le général Raïevskii commandait la ligne du littoral de la Mer-Noire, il fondit tout à coup sur le territoire des Schapsougs. Une députation des anciens de la tribu vint s'enquérir du motif de cette agression inattendue. « C'est tout simple, répondit Raïevskii, le sultan vous a donnés en cadeau (*pesh-kesch*) au tsar russe. — Vraiment! repartit d'un ton de surprise l'un des députés; maintenant je commence à comprendre. » Et lui montrant du doigt un oiseau perché sur une des branches d'un arbre voisin : « Général, ajouta-t-il, voyez-vous cet oiseau? Eh bien! je vous le donne, allez le prendre. » Cet apologue naïf, mais très significatif, termina la conversation, et les hostilités recommencèrent.

Il y aurait plus de raison peut-être de rattacher l'origine des droits de la Russie à ceux que possédaient les khans de la Crimée, dont elle est l'héritière. Toutefois cet argument a été omis par M. le baron Brunnov, et jamais il n'a été invoqué, que je sache, par la chancellerie du comte Nesselrode ou du prince Gortchakof. Il est incontestable cependant que les souverains tartares de la péninsule prenaient, entre autres titres, celui de khan de Circassie, et que la Porte leur reconnaissait officiellement ce titre (1). Dans cette hypothèse, la Russie aurait acheté argent comptant ce qui lui appartenait déjà, et l'article 4 du traité d'Andrinople constituerait pour elle un mécompte diplomatique, ou, en termes vulgaires, un marché de dupe. Mais sous cette question de la légalité du blocus et de l'occupation de la côte tcherkesse, traitée comme une thèse de droit commercial, se cachait une autre question d'une importance politique bien supérieure, réelle, quoique sous-entendue: le maintien ou l'anéantissement de la domination russe au Caucase et par suite dans la Mer-Noire. Le littoral laissé libre sur une étendue de 300 verstes et au pouvoir de populations hostiles prêtes à tendre la main à tous les ennemis de la Russie livrait à l'invasion toute la région caucasienne en y comprenant la Géorgie et l'Arménie. C'était

(1) C'est ce que l'on voit dans une lettre du sultan Ahmed III au roi de Suède Charles XII : « Nous avons donné au très honorable et vaillant Devlet-Gheraï, *khan* de Budziac, de Crimée, de Nagaï et *de Circassie*, nos ordres salutaires pour votre retour par la Pologne. » Voltaire, *Histoire de Charles XII*, livre VI.

une solution de continuité dans le système des frontières méridionales de l'empire, la séparation de l'armée du Caucase d'avec la flotte chargée de la ravitailler et de la mettre en communication avec le reste de la Russie. La guerre de Crimée avait mis ce danger en évidence. Pendant l'hiver de 1855, lorsque Omer-Pacha se jeta sur la Mingrélie, l'alarme fut telle qu'au bazar de Tiflis les marchands refusaient de recevoir ou d'échanger les roubles-papier. La défense de l'entrée du Caucase contre les alliés ne reposait que sur un corps de dix mille hommes cantonnés aux environs de Koutaïs et démunis d'approvisionnemens. M. de Fdaeief va même jusqu'à affirmer que, si des deux cent mille hommes campés sur les ruines de Sébastopol un détachement eût été envoyé pour soutenir Omer-Pacha, l'issue de la lutte n'aurait pas été douteuse, et que la Russie aurait perdu le Caucase. Elle fut tirée de ce mauvais pas, ajoute-t-il, par une circonstance inattendue, le désir empressé de la France de rappeler ses troupes de Crimée et de conclure la paix.

Le traité de Paris, en réduisant la flotte de la Mer-Noire à des proportions déclarées insuffisantes pour maintenir un blocus effectif (1), plaçait la Russie dans une nécessité urgente, absolue, de s'emparer, n'importe à quel prix et sans retard, de cette partie du Caucase, et d'en éloigner des tribus dont la soumission apparente n'aurait pas garanti la fidélité dans l'avenir, de les remplacer par des colons d'origine nationale et de se fortifier sur ce point. Ce sont de telles exigences qui ont provoqué contre ces tribus des mesures de rigueur dont toute cette guerre n'avait pas fourni d'exemple et l'ostracisme général dont la nation tcherkesse a été frappée.

III.

La marche de l'armée russe dans les montagnes du Caucase la conduisit progressivement, mais seulement en dernier lieu, à se mesurer avec les tribus du littoral de la Mer-Noire. Les premières hostilités éclatèrent en 1830; elles avaient été préparées de longue date par une suite d'événemens dont l'Abkhazie, l'une des provinces limitrophes, avait été le théâtre. Cet ancien royaume, patrimoine de

(1) Ce blocus comportait au moins 20 vaisseaux de guerre ou navires de transport. En 1853, au début de la guerre de Crimée, la flotte russe de la Mer-Noire, divisée en deux escadres, qui avaient leurs points de ralliement dans les ports de Sébastopol et d'Odessa, comptait 15 grands vaisseaux de ligne, dont 5 à trois ponts et de 120 canons, 10 frégates, 2 corvettes, 4 bricks, 4 schooners et 2 yachts. La deuxième annexe du traité de Paris (article 2) porte que la Russie comme la Turquie ne pourront chacune désormais entretenir dans cette mer que 6 bâtimens à vapeur de 50 mètres de longueur à la flottaison et d'un tonnage de 300 tonneaux au maximum, et 4 bâtimens légers, à vapeur ou à voiles, d'un tonnage ne dépassant pas 200 tonneaux chacun.

la famille Schirvaschidzé, était tombé au pouvoir des Turks en même temps que les pays voisins, la Gourie, l'Imereth et la Mingrélie, vers la fin du XVIe siècle, sous Sélim II et Amurat III. Pour assurer leur conquête, ils construisirent en 1578, sur la côte, deux forteresses, l'une à Soukhoum, l'autre plus au sud, à Poti, à l'embouchure du Phase, et dans le voisinage du pachalik de Trébizonde. Leur domination, souvent troublée par les révoltes des Abkhazes, finit par s'y consolider par la diffusion de l'islamisme, qu'ils propagèrent parmi ces populations, autrefois chrétiennes. Sur la fin du siècle dernier, un membre de la famille Schirvaschidzé, nommé Kelesch-Bey, s'étant emparé de Soukhoum et ayant rangé sous ses lois les Abkhazes, sollicita le haut patronage du sultan, qui le reconnut comme prince régnant de l'Abkhazie et pacha héréditaire de Soukhoum; mais, ayant donné asile au pacha rebelle de Trébizonde, contre lequel avait été prononcée une sentence de mort, il s'attira le mécontentement de son suzerain. La Géorgie venait alors de se donner aux Russes (1801). Kelesch-Bey implora leur protection et embrassa secrètement le christianisme. Pour le punir, la Porte soudoya sous main le fils aîné de Kelesch-Bey, son successeur désigné, Aslan-Bey, et celui-ci assassina son père à Soukhoum.

Les quatre frères du parricide, enveloppés dans une même disgrâce, réussirent à se soustraire à ses coups et soulevèrent toute l'Abkhazie; l'un d'eux, Sefer-Bey, appela les Russes à son secours, et, après s'être fait chrétien ouvertement, plaça l'Abkhazie sous leur protection. Cet appel fut pour ces derniers une occasion de s'implanter à Soukhoum, la seule rade commode sur tout ce littoral depuis Batoum jusqu'à Ghelendjik, et ils y établirent une petite garnison de deux compagnies. Cependant Aslan-Bey, soutenu par les Turks, travaillait activement à rallier à lui tous les mécontens et à faire prévaloir ses prétentions. Au milieu des querelles et des déchiremens des partis, le désordre régnait partout, fomenté par les menées des deux puissances étrangères qui se disputaient ce pays, la Russie et la Turquie. Ces révolutions, pendant lesquelles plusieurs compétiteurs s'arrachèrent le trône, durèrent jusqu'en 1830, année qui suivit la conclusion du traité d'Andrinople. La Russie, excipant des clauses de ce traité, fit une première tentative contre la côte tcherkesse. Un détachement de dix compagnies d'un régiment de dragons, avec huit canons et un corps de Cosaques, arriva par mer dans l'Abkhazie et s'empara de trois points du littoral, Bambors, Pitzounda et Gagry. Les deux premiers furent occupés sans coup férir; mais Gagry, situé sur un éperon de rochers, détaché de la grande chaîne et plongeant dans la mer, ne céda qu'après une très vive résistance. Les tribus des environs, Sadzes, Oubykhs et Schapsougs, réunies dans un effort commun et désespéré, essayèrent vainement

d'empêcher le débarquement, mais cet échec ne les découragea pas, et dans la suite elles renouvelèrent plusieurs fois leurs attaques. L'année suivante, un corps de deux régimens d'infanterie, fort de cinq mille hommes, sous les ordres du général Bergmann, prit Ghelendjik au nord, malgré la défense acharnée des Natoukhaïs et des Schapsougs.

Cependant les montagnards virent bientôt que, dans leurs rencontres avec des troupes régulières et disciplinées, s'avançant par masses irrésistibles, ils perdaient beaucoup de monde; ils changèrent de tactique et adoptèrent un mode de combattre qui leur réussit parfaitement, et dont ils ne se sont plus départis depuis lors. Au lieu de marcher à découvert et par groupes nombreux contre les bataillons qu'on leur opposait, ils eurent recours à un système d'escarmouches, harcelant continuellement les Russes, ne leur laissant ni repos ni trêve, tombant sur les convois et les soldats isolés qui se hasardaient au dehors, épiant du haut des rochers les hommes qui apparaissaient sur le haut des murailles où ils étaient retranchés et les abattant par des coups qui ne manquaient jamais le but.

Entourés de toutes parts d'ennemis sans cesse aux aguets, invisibles, insaisissables, dont le nombre était inconnu, les établissemens russes de la côte furent bientôt réduits à la situation la plus critique; le pays était sans ressources et ne pouvait fournir aucun approvisionnement. Il fallait transporter par mer d'Odessa, de Kertch ou de Théodosie, chevaux, animaux de travail, bois de construction ou de chauffage, vivres, munitions de guerre, etc., braver les épidémies meurtrières qu'engendre la *malaria*, pendant les ardeurs de l'été, sur cette côte basse et marécageuse. Malgré ces difficultés et sous le feu incessant des montagnards, les positions de Gagry et de Ghelendjik furent mises en état de solide défense, et d'autres forteresses s'élevèrent successivement; mais il en coûtait beaucoup pour protéger et garder ces positions. Les garnisons, bloquées dans une enceinte dont elles ne pouvaient, sans artillerie, s'éloigner plus loin qu'à la distance d'une verste, en proie aux fièvres et au scorbut et à des privations de tout genre, succombaient rapidement, et, suivant l'énergique expression d'un écrivain russe, semblaient se fondre à vue d'œil. Contrariée par les vents d'ouest, qui l'hiver poussent les navires sur les bas-fonds de la côte, et par le courant qui, partant un peu au-dessous de l'ouverture du Bosphore, suit la côte nord de l'Asie-Mineure et remonte le littoral tcherkesse, la croisière ne prêtait qu'une assistance inefficace. Quatre des six positions si péniblement occupées, Ghelendjik, la plus importante de toutes par sa baie, ses fortifications et sa nombreuse garnison, Gagry, Pitzounda, Bambori, furent abandonnées et

prises de nouveau par les montagnards. Les Russes ne conservèrent qu'Anapa et Soukhoum, et durent même se borner à s'y maintenir sur la défensive. L'heure de marcher en avant n'avait pas encore sonné.

Sur le revers opposé de la chaîne, en descendant jusqu'aux rives du Kouban, une partie des populations tcherkesses vivait renfermée dans l'intérieur du coude formé par le cordon militaire, qui se prolonge depuis ce fleuve jusqu'au mont Elbrouz. Les expéditions dirigées contre ces tribus pendant une longue suite d'années n'eurent d'autre objet que de les contenir dans ces limites. Elles étaient exécutées d'après le plan stratégique adopté alors dans tout le Caucase. On entrait en campagne contre une tribu que l'on se proposait de soumettre, de ramener à l'obéissance en cas de révolte, ou de châtier pour quelque acte de brigandage, comme maraude, pillage de convois, enlèvement de soldats. Ces expéditions, qui n'avaient lieu qu'en été, n'étaient en réalité que de grandes razzias, souvent heureuses, signalées souvent par de brillans faits d'armes qui profitaient à la réputation ou à la fortune de ceux qui les dirigeaient, mais dont les résultats répondaient rarement aux sacrifices d'hommes et d'argent qu'elles avaient coûtés. On s'avançait à grand fracas contre un *aoûl* fortifié et de difficile accès; on l'emportait au prix des plus pénibles et des plus héroïques efforts, on le saccageait et on le livrait aux flammes; les habitans étaient dispersés ou faits prisonniers, les moissons et les amas de fourrage incendiés : l'œuvre de destruction ne laissait rien sur pied. A peine cependant les troupes s'étaient-elles retirées que les montagnards, accourant de nouveau, rebâtissaient promptement et à peu de frais leurs habitations sur le même emplacement ou dans le voisinage; bientôt toute trace de dévastation avait disparu, les lieux reprenaient leur aspect accoutumé, et pour le vainqueur tout était à recommencer l'année suivante.

A ce système vicieux d'opérations, M. le comte Séménovitch Vorontzof, nommé lieutenant de l'empereur au Caucase en 1849, militaire expérimenté et d'un grand talent, substitua un système mieux approprié à cette guerre de montagnes. Ce système fut appliqué dans la suite sur une plus large échelle par le successeur du comte Vorontzof, le prince Bariatinskii, et le succès final en a démontré l'efficacité. Il consistait à avancer pas à pas, avec une lenteur calculée, à attaquer un point déterminé, et, ce point une fois occupé, à s'y maintenir en élevant un fort ou un blockhaus. Chacun de ces points ainsi fortifiés se reliait à un ensemble de postes établis sur le même modèle, échelonnés sur une ligne ayant pour direction et pour appui l'un des principaux cours d'eau. C'est ainsi que furent créées dans le Caucase occidental les lignes stratégiques de la Laba,

de la Belaya, et en dernier lieu du Pschisch et de l'Adagoum, affluens du Kouban. Celle du littoral de la Mer-Noire, fondée en 1834, dut être abandonnée au bout de peu de temps, au moins en partie, comme on l'a vu déjà, à cause des difficultés qu'offrait alors cette position. Les Cosaques chargés de défendre ces lignes avaient pour mission, avec leurs familles, de livrer à la culture le terrain d'alentour. Chaque poste se transformait promptement en *stanitza* (village cosaque) et devenait un établissement définitif. C'est ainsi que les montagnards se trouvèrent resserrés dans un cercle de plus en plus étroit et infranchissable.

Ces progrès continuèrent sans interruption, et sans nécessiter en même temps un trop grand déploiement de forces, jusqu'à l'époque où la défaite de Schamyl permit de tourner contre les tribus tcherkesses toute l'armée du Caucase. Le plan d'attaque contre ces tribus consistait à prendre à revers les populations des plaines basses du Kouban, à les pousser en avant sur les pentes septentrionales de la montagne, d'étage en étage, jusqu'aux sommets les plus élevés, dans des lieux où cesse toute végétation et où la roche nue ne présente à l'homme et aux animaux ni abri, ni moyen de subsistance, —ensuite à les rejeter sur le revers de la chaîne. Des détachemens partis de deux points opposés, du Kouban au nord, et de la province de Koutaïs au sud devaient, en marchant pour se rejoindre, cerner les montagnards acculés dans cet espace étroit et les prendre entre deux feux. Pour préparer l'exécution de ce plan, la province du Kouban fut organisée militairement, et forma la dix-neuvième division d'infanterie, renforcée par cinq bataillons de la ligne et les Cosaques de la Mer-Noire. Ce corps de troupes fut partagé en trois détachemens qui, dès l'automne de 1857, commencèrent à se mouvoir simultanément aux deux extrémités et au centre de la ligne du Kouban. Ces travaux préliminaires durèrent jusqu'en l'année 1860, où s'ouvrit la campagne. Il fallait d'abord réduire les tribus abazes, perchées dans les montagnes, aux sources des deux Zelentchouk, de l'Ouroup et de la Laba, et qui menaçaient d'inquiéter les derrières de l'armée. Ce soin fut confié au détachement oriental, dit de l'Adagoum. Les montagnards, forcés dans leurs retraites, mirent bas les armes et émigrèrent en Turquie. Le même détachement, poursuivant sa marche, soumit, par une suite d'opérations continuées pendant tout le cours de l'été et de l'hiver, la contrée comprise entre le Kouban et la baie de Novorossüsk. Les Natoukhaïs, isolés des Schapsougs, se rendirent à discrétion et prirent également le parti de passer sur le territoire ottoman. Leur exemple fut suivi par la tribu des Bjedoukhs, jadis à moitié ralliée aux Russes, et qui avait fait défection pendant la guerre de Crimée.

Sur les terrasses de la montagne qui du côté du nord s'élèvent,

comme les gradins d'un immense amphithéâtre, dans un labyrinthe de forêts, la plus puissante des nations du Caucase occidental, les Abadzekhs, vivait fière de sa supériorité sur les autres tribus et de son indépendance. Dans l'automne de 1859, le général Philipson, qui avait remplacé le général Kozlovskii dans le commandement de la province du Kouban, reçut l'ordre de s'avancer contre eux. C'était au moment où la capture de Schamyl avait répandu partout la terreur et le découragement. Méhémet-Amin, qui était à la tête des Abadzekhs, désespérant de l'issue de la lutte et cédant à des considérations d'intérêt personnel, engagea la tribu à traiter avec les Russes. Le 20 novembre 1860, des conférences s'ouvrirent dans un lieu nommé Kamkheta. Méhémet-Amin et les anciens prêtèrent serment de fidélité éternelle au tsar. Les conventions du traité qui intervint méritent d'être connues, car elles révèlent l'esprit, les prétentions et les espérances de ces montagnards. — 1° Les Abadzekhs prenaient l'engagement d'accepter le chef qui leur serait donné, de cesser les brigandages sur la frontière russe, de dénoncer ceux qui s'en rendraient coupables, de ne point participer aux agressions des tribus rebelles, d'expulser tous les malintentionnés et de rendre les transfuges. 2° En retour, ils devaient conserver leurs antiques priviléges, leur religion, la liberté d'aller en pèlerinage aux lieux saints de l'islamisme, être affranchis de tout impôt ou de toutes prestations en nature, du recrutement militaire, de l'enrôlement en corps de Cosaques. 3° Ils auraient la faculté de prendre du service, comme volontaires, dans l'armée russe, avec droit à l'avancement et aux récompenses militaires. 4° Les communautés abadzekhs seraient conservées dans leur intégrité actuelle sans pouvoir être jamais dissoutes. 5° Leur territoire resterait à perpétuité leur propriété incommutable, et aucune portion ne pourrait en être détachée pour y fonder des *stanitzas*. 6° Les serfs attachés à la glèbe ne cesseraient point d'appartenir à leurs maîtres respectifs, et si l'un d'eux venait à s'enfuir chez les Russes, il serait rendu sans conditions. 7° La nation aurait le droit de s'administrer elle-même suivant ses antiques usages; l'officier russe placé à sa tête serait agréé par elle, et n'aurait d'autre pouvoir que celui d'intervenir dans les jugemens pour faits de rébellion, ou en cas d'appel des décisions du conseil dirigeant, composé des anciens.

Ce traité n'était évidemment qu'une transaction provisoire, une simple trêve, conclue sous les auspices et par les menées de Méhémet-Amin; il était douteux qu'il fût ratifié par l'assemblée de la nation, dont la majorité restait inébranlable dans son antipathie contre les Russes. De son côté, le commandant supérieur du Caucase, le feld-maréchal Bariatinskii, y trouvait le grave inconvénient de laisser les Abadzekhs en armes sur le revers de l'armée prête à

marcher en avant contre les Schapsougs. D'ailleurs ce traité était incompatible avec la politique secrète qui avait prononcé un arrêt de bannissement contre les montagnards. Néanmoins le maréchal jugea qu'il était sage pour le moment de dissimuler sa désapprobation et dangereux de s'attirer sur les bras toutes les forces d'une tribu belliqueuse avant d'avoir achevé de prendre toutes ses dispositions. Il ratifia les conditions souscrites par le général Philipson, et résolut d'attendre, ce qui ne pouvait manquer d'arriver, l'infraction ouverte du traité par les Abadzekhs. Dans l'intervalle, il comptait profiter de leur inaction pour agir contre les Schapsougs. En septembre 1860, il remit la continuation des opérations militaires au général comte Yevdokimof, qui s'était illustré précédemment par la prise, en plein hiver, de l'*aoûl* de Véden, véritable nid d'aigle au sommet des montagnes où s'abritait Schamyl. Il le manda du fond de la Tchetchenia, province récemment pacifiée, et que le général avait été chargé de réorganiser. Des préparatifs immenses furent faits en matériel de guerre et en approvisionnemens, des masses de troupes concentrées au pied de la montagne. Le comte Yevdokimof, secondé par des officiers qui avaient fait leurs preuves dans la guerre du Caucase, — les généraux-majors prince Mirskii, Kartsef, Heymann et Grabbe, — se mit en mesure de prendre l'offensive avec une nouvelle vigueur. Conformément aux vues qu'avait fait prévaloir à Saint-Pétersbourg le prince Bariatinskii, la mission du général Yevdokimof était non-seulement de combattre et d'expulser les montagnards, mais de déblayer le territoire abandonné par eux des forêts dont il était couvert, de percer des routes, d'y élever des forts et des habitations, et d'y attirer les populations cosaques ou russes, comme élément nouveau de colonisation.

Pendant les premiers mois qui suivirent le traité conclu avec les Abadzekhs, ils ne bougèrent pas, et la tranquillité ne fut troublée nulle part chez eux. Leur influence contint même quelques tribus adighès, placées entre la Laba et la Biélaya; mais peu à peu plusieurs de ces petites communautés recommencèrent leurs déprédations, des Abadzekhs furent vus jouant un rôle actif dans les rangs des Schapsougs. Leur pays, fermé aux Russes et même à l'officier qui, en vertu de la convention de Kamkheta, leur avait été imposé pour les gouverner, était ouvert aux émissaires musulmans et aux aventuriers européens débarqués sur la côte. L'intervention des anciens, comme garans de cette convention, était devenue inutile; ils n'avaient point assez d'autorité pour forcer l'adhésion de toute la tribu. Le prince Bariatinskii décida que les Abadzekhs seraient sommés de se rendre à discrétion et, dans le cas d'un refus facile à prévoir, attaqués résolûment.

Au printemps de 1861, les premières tribus que les Russes rencontrèrent, alliées ou protégées des Abadzekhs, furent débusquées successivement et presque sans combat des hauteurs qu'elles habitaient, et le choix leur fut laissé de passer en Turquie ou d'aller se fixer derrière les lignes russes. Les Beslenéi optèrent pour l'émigration, les Kabardiens libres et les Temirgoï allèrent s'établir comme colons en face de la ligne de la Laba; les Barakaïs, les Bagdos et d'autres tribus abazes furent rejetés sur le versant méridional de la grande chaîne.

Dans l'automne de 1861, l'empereur Alexandre II fit un voyage au Caucase pour s'assurer par lui-même du véritable état de choses dans la province du Kouban; il reculait devant les difficultés que soulevait l'exécution d'une mesure aussi rigoureuse que celle de l'expulsion en masse de toute une population hors de ses foyers. La nouvelle de l'arrivée du monarque se répandit avec la rapidité de l'éclair parmi les tribus hostiles ou soumises, et toutes se hâtèrent de lui envoyer des députations, qui furent reçues au camp de Kamkheta. Les bases de l'accommodement proposé aux montagnards furent la conservation de leurs priviléges et de leurs coutumes, l'exemption de tout impôt, une indemnité pour les terres qu'on leur prendrait pour y établir des lignes militaires, et de leur part la reddition immédiate des prisonniers et des transfuges. Le lendemain, les députés présentèrent à l'empereur un mémoire dans lequel ils posaient comme conditions préalables la retraite des Russes au-delà du Kouban et de la Laba et la démolition des forteresses. Ces prétentions, quoique accompagnées de protestations d'un ardent désir de vivre sous la loi du grand tsar de Russie, étaient inadmissibles, et les conférences furent rompues.

La dispersion des tribus groupées sur les contre-forts les plus avancés de la montagne avait conduit les Russes jusque sur les confins des Abadzekhs. Ceux-ci, comprenant qu'ils allaient être écrasés, tentèrent une dernière démarche de conciliation. Ils envoyèrent leurs anciens à Tiflis pour solliciter le maintien du traité conclu avec le général Philipson; mais les concessions stipulées par ce traité étaient incompatibles avec les vues nouvelles du cabinet russe sur la colonisation de la province du Kouban, et les députés furent congédiés sans avoir obtenu de réponse. Le sort des Abadzekhs était décidé; ils devaient disparaître comme toutes les autres tribus. Le général Yevdokimof avait appelé les plus vieilles troupes, les plus aguerries de l'armée du Caucase. Les montagnards, retranchés sur une éminence escarpée nommée *Sem-Kolên* (les sept tribus) furent attaqués par les tirailleurs d'Apschéron. Quoique harassé de fatigue par une longue marche, ce régiment enleva cette position à la pointe

de la baïonnette. Séparés des Abadzekhs, les Mokoschs et les Egheroukhaïs ne tinrent pas longtemps et s'enfuirent vers la Biélaya. Le 1er juin 1862, tout le cours de cette rivière sur ses deux bords était au pouvoir des Russes. Réduits aux abois, les Abadzekhs implorèrent l'assistance de leurs voisins et essayèrent de se liguer avec eux; mais la désunion qui existait entre ces tribus ne leur permit pas de s'entendre. Isolés, privés de chefs et de direction, sans unité de plan et d'action, ils s'élançaient par bandes confuses et venaient se briser contre les épais bataillons de l'armée russe.

C'est en ce moment que les Oubykhs entrent en scène et prennent l'hégémonie, tandis que les Schapsougs s'ébranlent de leur côté. A la tête des tribus du littoral, les Oubykhs, franchissant par une marche audacieuse les sommets de la grande chaîne, dont le soleil d'été avait fondu les neiges, tombent sur le flanc et les derrières de l'armée russe. Grande fut la surprise des troupes en voyant descendre de ces hauteurs réputées inaccessibles des hordes à l'aspect étrange, coiffées du bonnet en feutre de forme conique (*kalpak*) au lieu du bonnet de fourrure en usage dans tout le Caucase (*papak*). Les Oubykhs se précipitèrent comme un torrent sur les *stanitzas* et les postes qui s'offraient tout d'abord à leurs coups. Le camp de Kamkheta, entouré d'une redoute, fut emporté d'assaut, et la garnison ne se maintint dans le fort où elle s'était renfermée que par une résistance désespérée. La *stanitza* Psemenskaia, qui fermait vers le sud la ligne de la Laba, fut prise et quelques jours après détruite, et la moitié de ses habitans traînée en esclavage. En même temps les Schapsougs assiégeaient les forteresses Dimitrief et Gregorief, se répandaient dans la contrée précédemment habitée par les Natoukhaïs, et allaient saccager les établissemens naissans des colons.

Ces succès des montagnards commençaient à inspirer des inquiétudes; mais, d'après les aveux de M. de Fadeief, ce qui semblait le plus à craindre était l'intervention possible des puissances occidentales en faveur des tribus du Caucase. L'opinion publique en Europe commençait à s'émouvoir pour cette poignée de braves qu'une dernière étreinte de leur colossal adversaire allait étouffer. Les Abadzekhs, en communication avec la mer par les Schapsougs, devenus leurs alliés dans cet instant suprême, ne cessaient de recevoir du dehors des renforts d'hommes, des canons rayés et de la poudre. Lorsque le printemps laissa le champ libre aux hostilités, attaqués par les deux détachemens de l'Adegoum et de la Djouba, les Schapsougs cédèrent, et, opérant leur reddition successivement par villages entiers, furent conduits, sous escorte, sur les terres qui leur étaient assignées dans les plaines du Kouban inférieur. L'im-

minence d'un péril commun avait rapproché les Oubykhs et les Abadzekhs. Un des leurs, le brave Ismaïl-Pacha, venu à leur secours de Constantinople avec quatre canons rayés, les encourageait à la résistance en leur annonçant l'arrivée d'un corps d'auxiliaires européens. Entre la Pschekha et le Schips, deux affluens du Kouban, s'ouvrait une vallée profonde, boisée et de difficile accès; les Oubykhs s'y jetèrent et en fortifièrent les avenues par des batteries dressées, sous la direction de leurs auxiliaires, suivant toutes les règles de l'art militaire. Cernés dans cette vallée par les généraux Grabbe et Heymann, ils soutinrent pendant quelques jours de rudes assauts. Enfin, accablés par le nombre, ils battirent en retraite, mais en faisant bonne contenance; ils réussirent à sauver leurs canons, qu'ils emportèrent et mirent en sûreté sur les bords de la mer. Cette défaite de leurs alliés entraîna la soumission de la plus considérable portion des Abadzekhs; les autres s'enfoncèrent dans les forêts et les anfractuosités des rochers comme dans un asile ignoré des Russes. Inutile précaution! des colonnes volantes les poursuivaient, brûlant les *aoûls* sur leur passage, pourchassant les fugitifs la baïonnette dans les reins. Dans leur attachement au sol natal, près de le quitter à jamais, les proscrits hésitaient; la force leur arrachait le serment de s'en éloigner, et cet engagement, ils l'acceptaient sans réflexion, parce qu'il leur valait en retour quelques instans de répit, dernière espérance à laquelle se rattachait leur imagination enfantine. Plusieurs, entraînés par d'irrésistibles regrets, reprirent furtivement le chemin de leurs demeures; se glissant dans les bois, ils se dérobaient à toutes les recherches. Le désespoir pouvait réunir ces hommes dispersés et leur mettre à la main leurs armes, qu'ils avaient conservées, et dont le montagnard du Caucase ne se sépare qu'en perdant la vie. La prévision de ce danger, qui était très réel, rendit le vainqueur inexorable.

Les Abadzekhs avaient demandé comme dernière grâce un délai de quelques jours pour rassembler les débris de leurs richesses d'autrefois et faire leurs préparatifs de départ. Ce délai leur fut accordé par le général Yevdokimof, et le terme adopté fut le 1er (13) février 1864. Une fois le délai expiré, ils devaient se transporter avec leurs familles et leurs bestiaux dans les plaines basses destinées à les recevoir, ou dans l'un des ports de la côte désigné pour leur embarquement. Les retardataires surpris dans le pays seraient considérés comme prisonniers de guerre et traités comme tels. Les exilés se partagèrent en deux groupes; l'un s'achemina vers le cours inférieur de la Biélaya, au centre des lignes russes, et l'autre se dirigea vers le port de Taman pour émigrer en Turquie. Il y avait en tout soixante-dix mille personnes de l'un et de l'autre sexe, à très

peu près la moitié de la population dont se composait la nation abadzekh avant la guerre; l'autre moitié avait péri dans les combats ou sous l'action plus destructive encore des fléaux de la nature.

Cette transportation de tout un peuple et d'une foule d'autres tribus de moindre importance laissait libre et dépeuplée la vaste région du Kouban depuis la rive gauche de ce fleuve jusqu'à la grande chaîne du Caucase; mais sur le versant opposé le littoral jusqu'au fleuve Schapsougo était encombré de clans hostiles. Là était campée la fraction méridionale de la tribu des Abadzekhs et des Schapsougs, avec les Djighètes sur leurs limites; là s'étaient agglomérés tous les fuyards d'au-delà les montagnes, en quête des rares embarcations qui arrivaient pour les transporter chez leurs frères musulmans de l'Asie-Mineure. Ces tribus du littoral étaient renommées comme belliqueuses et féroces entre toutes; leur position sur des pentes abruptes au milieu de défilés inextricables, dans des lieux où chaque accident de terrain est comme une forteresse inexpugnable, les avait préservées jusque-là de tout contact avec l'ennemi. Loin de trahir la moindre crainte à la vue des apprêts formidables dirigés contre elles, leur attitude était fière et provocante. C'était le dernier point, mais le plus difficile à emporter de tout le Caucase occidental. Les généraux Heymann et Grabbe exécutèrent à diverses reprises des reconnaissances dans les hauts bassins du Touapse, de la Pschekha et du Pschicsh, dévastant le pays, abattant les forêts et ouvrant au travers de la grande chaîne des chemins destinés à relier la région du nord avec le rivage de la mer. Au commencement de 1864, le grand-duc Michel, qui avait succédé au maréchal Bariatinskii comme lieutenant de l'empereur, donna l'ordre d'en finir en attaquant les montagnards par le nord et le sud, et en les prenant des deux côtés à la fois par un mouvement convergent. Dans le gouvernement de Koutaïs, outre les troupes locales, neuf bataillons de la division des grenadiers avaient été concentrés, et des approvisionnemens disposés sur le bord de la mer pour être transportés par des embarcations partout où besoin serait. Le grand-duc vint prendre lui-même le commandement supérieur de l'expédition et confia aux généraux Heymann et Yevdokimof le soin d'en diriger les opérations. La campagne ne fut pas longue, et l'issue n'en était pas douteuse. Des troupes nombreuses, fraîches et animées par le souvenir de leurs succès passés, parfaitement disciplinées et organisées, avaient devant elles une tourbe de pauvres montagnards affaiblis par la mort ou le départ de leurs frères, désolés par les maladies, mourant de faim au milieu de leurs stériles rochers, dont l'approche était interceptée par la croisière russe. Un premier élan porta les généraux Heymann et Yevdokimof au cœur

même du territoire des Schapsougs, entre les fleuves Touapse et Schapsougo, non loin de l'ancien fort Véliaminof. Le lendemain (mars 1864), les anciens vinrent au camp demander la paix, qui leur fut accordée à la même condition qu'aux autres tribus : leur retraite sur le Kouban ou l'émigration en Turquie. Sur ces entrefaites, le général Yevdokimof ayant été appelé à d'autres fonctions, les généraux Grabbe et Schatilof furent chargés de terminer la guerre.

Les intrépides Oubykhs, décidés à résister jusqu'à la dernière extrémité, s'étaient fortifiés sur un rocher qui domine la rivière Gadlik ; surpris par un brusque assaut du détachement de Dakho, ils furent culbutés et dispersés. Leur soumission décida celle des Djighètes et autres petites tribus, les dernières dont l'indépendance survécût encore; mais ce n'était pas tout que de vaincre : après le triomphe, il y avait encore à remplir une tâche bien autrement difficile et périlleuse; il fallait contraindre les montagnards à quitter leurs demeures. A cette heure suprême, un parti rassemblé dans toutes les tribus se jeta avec la rage du désespoir dans la vallée encaissée d'Aïbgo, connue de tout temps comme un repaire de brigands déterminés. Aidés par les brigands, les montagnards barricadèrent les sentiers escarpés conduisant dans ces lieux reculés, et arrêtèrent ainsi la marche du général Schatilof. Pendant quatre jours, du 7 au 11 mai, les Russes furent tenus en échec devant cette forte position, sans pouvoir ni s'en emparer, ni passer outre, et perdirent beaucoup de monde. Il fallut que le grand-duc fît partir un renfort considérable, commandé par le général Barizatoul, pour environner les montagnards de tous côtés. Foudroyés par une puissante artillerie, ils succombèrent presque tous. Le petit nombre de ceux qui échappèrent à ce combat sanglant allèrent rejoindre le reste des populations accumulées sur le rivage, lieu de départ général pour l'internement ou l'exil.

La prise de cette petite vallée, de ce coin de terre obscur et ignoré, est une date à jamais mémorable. C'est le dernier acte de ce drame aux péripéties multipliées et émouvantes que la guerre du Caucase a déroulé sous nos yeux. Avec les défenseurs d'Aïgbs tomba la nationalité tcherkesse, anéantie ou dispersée à tous les vents, et c'est alors, c'est à la date du 21 mai (2 juin) 1864, que le grand-duc Michel put écrire à l'empereur son frère la dépêche que nous avons rapportée en commençant ce travail, et qui lui annonçait que le drapeau russe était arboré d'un bout de l'isthme du Caucase à l'autre.

ED. DULAURIER.

LA

PANTHÈRE NOIRE

I.

Savez-vous rien de plus charmant que de quitter Paris vers dix heures du soir après une journée brûlante du mois de juin? A la lumière éblouissante du gaz succède la molle clarté des étoiles; le bruit assourdissant de la grande ville est remplacé par le silence des campagnes assoupies. Emporté à toute vitesse à travers champs, on entrevoit confusément la cime des arbres penchés sur la route et qui semblent tourner sur eux-mêmes. Les vastes prairies traversées par une rivière, les châteaux en ruine suspendus au-dessus d'un ravin, les paisibles hameaux groupés au pied de leur clocher comme les brebis autour du berger, tout cela défile et passe comme une vision; puis ce sont des villes que vous côtoyez, et dont les églises avec leurs hautes tours se dessinent en silhouette sur le ciel teint d'une lueur crépusculaire. On songe à ce que l'on a laissé derrière soi, on rêve à ce que l'on va voir. Dans ce paysage sans cesse renouvelé, dont on ne perçoit que les contours vaguement accusés, rien n'est précis : tout semble flotter dans l'espace. On sent que l'on obéit à une impulsion irrésistible, effrayante, à laquelle il est pourtant doux de s'abandonner. Il y a des instans où l'on pense les yeux fermés, d'autres où l'on dort les yeux ouverts. Aux premières lueurs du jour, avant même qu'aucun point de l'horizon soit parfaitement visible, on comprend qu'on a changé de pays et presque de climat. C'est alors un réveil complet du cœur et de l'esprit; le lieu vers lequel on avait dirigé sa pensée, où l'on avait souhaité d'être quelques heures auparavant, vous apparaît tout à coup : vous le tenez, il est venu au-devant de vous avec la rapidité d'un sou-

venir évoqué dans un moment de rêverie. Non, en vérité, après le bonheur que l'on ressent à courir sur les mers toutes voiles dehors, je ne sais rien de plus prestigieux que de raser la terre à toute vapeur dans le silence d'une nuit d'été.

Ces impressions étranges, — et toujours nouvelles pour ceux qui ont connu les longs voyages dans les diligences, — je les éprouvai dans toute leur intensité, lorsque le train parti la veille au soir m'eut transporté en neuf heures, — tout juste le temps que j'aurais employé à dormir, — dans la gare d'Ancenis, à près de cent lieues de celle du Mont-Parnasse, à Paris. Au moment où je touchais la terre, encore étourdi de la rapidité de la traversée, j'aperçus un *break* attelé de deux petits chevaux qui s'avançait vers la voie ferrée. Le cocher, après avoir examiné avec attention les voyageurs qui défilaient par la porte de sortie, arrêta ses yeux sur moi.

— C'est monsieur que l'on attend au château de La Ribaudaie? cria-t-il de loin en levant sa casquette galonnée.

Sur ma réponse affirmative, il accourut pour prendre mes bagages, qu'il rangea dans les coffres du *break*. Cinq minutes après, ce qui reste des vieux murs d'Ancenis et de son château, bâti par la comtesse Aremberge, disparaissait derrière nous, et nous traversions au trot le pont qui devait nous conduire sur la rive gauche de la Loire. Il y avait des trains de bateaux qui remontaient le fleuve, poussés par une jolie brise du sud; aux abords du pont, les mariniers abaissaient leurs mâts et remontaient péniblement, en se touant sur leurs ancres, le courant de la Loire, rendu plus rapide encore par les piles des arches qui leur font obstacle; puis les voiles se hissaient de nouveau, et le convoi reprenait sa marche à travers les grèves dorées et les îles verdoyantes. Les hirondelles de rivage aux ailes grises, qui nichent par troupes dans le sable des berges, se jouaient gaîment sur les eaux. L'air était frais et doux; les nuages affectaient cette forme arrondie, cette apparence floconneuse qui annonce le voisinage de l'Océan. Tout le paysage ressentait l'influence de la Loire, qui coule majestueusement avec une vitesse contenue au milieu d'une campagne engraissée du limon de ses eaux. Je ne puis revoir ce noble fleuve sans songer à l'Ohio et au Nil.

Si je marchais moins vite que sur la voie ferrée, au moins étais-je en communication directe avec la terre; d'ailleurs, quand le jour brille, il y a plaisir et profit à voir le pays que l'on parcourt. Les petits chevaux faisaient voler la poussière sous leurs pieds. De temps à autre le cocher se tournait vers moi, épiant l'occasion de lancer quelques paroles qui semblaient lui brûler la langue. Enfin il trouva un prétexte pour parler.

— Quelle heure peut-il être, monsieur?

— Huit heures et quelques minutes.

— Oh! c'est bon; nous arriverons au château bien avant le déjeuner. Ce matin, dès cinq heures, M. Legoyen est venu à l'écurie et m'a dit : Jean, tâche de m'amener M. Albert Desruzis avant que nous soyons à table. Et hier, en rentrant de la promenade, madame, qui était avec M[lle] Emma, sa sœur, m'a bien recommandé de ne pas m'amuser en route... Tout le monde au château a l'air bien content de voir arriver monsieur.

Ces paroles me rappelèrent le but de mon voyage, que la contemplation de la nature me faisait un peu trop oublier. En quelques mots, j'expliquai à Jean que j'étais cousin de M. Legoyen, son maître, que nous avions étudié ensemble à Paris, et qu'en venant passer une partie de l'été au château de La Ribaudaie, je répondais à une invitation qui m'avait été faite l'année précédente, pendant que nous étions aux bains de mer de Pornic; mais ce que je me gardai d'ajouter, ce fut que mon digne cousin songeait à me marier avec la sœur de sa femme, M[lle] Emma Trégoref, et que l'affaire était déjà assez avancée. Ces projets devaient être connus dans le pays; j'en trouvais un indice dans la manière naïvement impertinente dont Jean avait accentué sa dernière phrase. En dépit de sa casquette galonnée, Jean était un vrai campagnard demi-breton, curieux et bavard, docile et volontaire, fier de ses maîtres et satisfait de lui-même. Encouragé par mes premières réponses, il me parla des bénéfices considérables que M. Legoyen avait tirés de ses derniers armemens : la maison de commerce Legoyen et C[e] serait bientôt une des premières de Nantes, et pour comble de bonheur la femme de mon cousin venait de faire un fort bel héritage, dont M[lle] Emma devait naturellement avoir la moitié. N'ayant jamais eu l'occasion de connaître l'excellente tante qui voulait bien faire ce riche cadeau à la jeune fille dont j'espérais être prochainement l'époux, je ne pus m'empêcher d'écouter cette nouvelle avec un certain plaisir. J'arrivais donc chez les Legoyen sous de favorables auspices, dispos, allègre, et par un ciel si beau que la nature elle-même semblait se mettre en fête.

Bientôt apparut la blanche façade du château de La Ribaudaie, flanqué de ses quatre tourelles et surmonté de hautes cheminées historiées. A distance, l'effet me parut manqué absolument : il y a entre un édifice formé de moellons blancs, — quelle qu'en soit l'architecture, — et un vrai château des siècles passés la même différence qu'entre une image et un tableau. Il faudra décidément que l'on invente un mot spécial pour désigner ces constructions bâtardes, pâles copies des castels où s'enfermaient les barons aux

armures de fer. Toutefois, comme j'approchais du parc, cette fâcheuse impression se dissipa un peu : de belles pelouses, coupées par de rians massifs, encadraient assez bien la blanche maison aux toits pointus; çà et là des tapis de fleurs se mêlaient harmonieusement à la verdure des prairies. Le tout formait un ensemble agréable, essentiellement moderne, pareil au visage rose et candide d'un enfant qui se sent heureux de vivre. La grille du parc s'ouvrait à peine que j'entendis des cris de joie retentir à mes oreilles. C'était le cousin Legoyen qui m'attendait au passage, embusqué derrière un bouquet d'arbres, en compagnie de sa femme et de Mlle Emma Trégoref.

— Enfin le voilà, ce voyageur, ce cosmopolite! criait Legoyen en se jetant dans mes bras; allons, mon ami, embrasse ta cousine,... et vous, Emma, où êtes-vous? approchez, mon enfant.

Après cet exorde, Legoyen, qui était un peu replet, s'essuya le front. Mlle Trégoref se tenait derrière sa sœur; elle s'avança en souriant, et je serrai avec empressement la main qu'elle m'offrit. Elle me parut mieux que je ne m'y attendais; il n'y a rien comme la campagne et l'absence de comparaison pour faire valoir une jeune fille; mais je ne fis point alors cette réflexion désobligeante. Emma était vêtue avec une élégance un peu recherchée qui donnait un accent plus vif à sa physionomie douce et rieuse. Ce costume qui lui allait si bien, je me garderai de le décrire, on en rirait aujourd'hui, car il y a de cela plus de cinq ans. Je sais pourtant des pays où les femmes ont adopté un costume invariable, national, qu'elles ont appris à porter avec une grâce souveraine. En France, c'est le contraire : les femmes prennent à la volée une mode qu'elles essaient d'abord en souriant, puis elles la portent pendant quelques mois avec une gravité superbe, comme si elles avaient rencontré l'idéal du bon goût; mais, hélas! cette mise tant admirée, voilà qu'elles la modifient, la transforment, et le vêtement qui a fait leur gloire durant une saison, elles le jettent dédaigneusement au reste de l'Europe, qui le reçoit avec avidité et s'en pare avec respect. Si je l'osais, je dirais à la plus belle moitié du genre humain : Vous avez tort, mesdames; vous sacrifiez au vain plaisir d'essayer toujours quelque vêtement de forme nouvelle, souvent étrange, parfois bizarre, cette noblesse d'allures, cette aisance de manières que vous admirez dans les portraits du XVIIe siècle. — Peut-être parlé-je ainsi parce que la toilette que portait ce jour-là Mlle Trégoref fit sur moi une vive impression. Il me sembla que j'allais me mettre à l'aimer tout de bon. N'étais-je pas venu au fond de cette campagne retirée tout exprès pour m'habituer à vivre auprès d'elle, pour faire l'apprentissage d'une existence reposée,

pour oublier à tout jamais ces rêves de voyage qui avaient entraîné ma jeunesse sur toutes les mers? Mes vingt-sept ans étant sonnés depuis trois mois, je me croyais vieux, et je voulais être sage.

Pendant le déjeuner, la conversation fut fort animée. Comme tous les hommes sanguins, le cousin Legoyen savait parler beaucoup tout en mangeant avec un gros appétit. Il fut question de Paris, de ses plaisirs bruyans et de la vie agitée qu'on y mène en dépit de soi-même. Mlle Trégoref nous écoutait avec attention; elle paraissait joyeuse et inquiète à la fois de cette existence remuante qui pouvait bientôt devenir la sienne. Je suivais sur son visage le reflet des impressions qu'elle recevait de nos paroles, et je croyais y découvrir une curiosité naïve tempérée par un grand fonds de sagesse. Il y avait sur la table des fraises parfumées, des cerises écarlates et quelques abricots un peu pâles, — derniers fruits du printemps, premières productions de l'été, — et sur la cheminée s'épanouissaient dans des vases de Chine toutes les fleurs que le génie de l'horticulture a su acclimater sur les rives hospitalières de la Loire. Dans ces fruits et ces fleurs, produits d'un sol favorisé, je voyais l'image des sensations et des pensées de cette jeune fille à l'œil bleu, déjà sortie des riantes illusions de l'enfance, s'avançant timidement vers la pleine jeunesse, et prête à aborder le côté sérieux de la vie au moment où son visage rayonnait de tout l'éclat de l'adolescence. C'est ainsi que je me mettais en frais d'invention pour expliquer les mystères d'un cœur que je me figurais romanesque comme le mien. Parfois, je l'ai dit, Emma devenait rêveuse : pouvait-il en être autrement? A travers tous les propos que débitait le joyeux cousin perçait incessamment ce refrain : Emma, vous serez bientôt mariée; Emma, vous habiterez Paris, que vous ignorez, en compagnie d'un époux que vous ne connaissez guère encore... Mme Legoyen comprit heureusement les réflexions qui troublaient l'esprit de sa jeune sœur et contrariaient l'expansion de sa gaîté accoutumée.

— Voyons, Albert, me dit-elle brusquement et d'un ton de voix à demi sévère, j'espère que vous êtes guéri de votre manie de voyager aux quatre coins du monde?

— Sans doute, répondis-je vivement; la preuve, ma cousine, c'est que je suis ici.

— Avouez que vous en avez assez de ces pérégrinations lointaines, reprit Mme Legoyen, et que vous n'êtes pas fâché de faire halte une bonne fois.

— Écoutez, répliquai-je; vous voulez que je renie mes premières affections, je ne le puis. La passion de l'indépendance, dont les voyages sont la plus haute expression, vit toujours dans le cœur où

elle s'est une fois implantée... Il fut un temps, — et ce temps n'est pas loin, — où j'aurais donné la terre de La Ribaudaie pour le plaisir de voguer sur l'un de ces grands navires que vous expédiez vers les mers de Chine...

J'avais été trop loin en parlant ainsi, et je m'en aperçus aussitôt. Emma, un peu effrayée de la vivacité de mon langage, regarda sa sœur, qui, feignant de ne pas prendre au sérieux les paroles que je venais de prononcer, répliqua d'un ton de parfaite indifférence: — Et cela vous a passé tout à coup?...

— A peu près, répondis-je en balbutiant.

— Allons, allons, dit à son tour M. Legoyen, le cousin Albert est un artiste; il aime les grandes choses, la grande mer, les grandes passions... Que voulez-vous? un homme qui n'a pas d'état et qui passe sa vie à rêver est plus sujet à l'exaltation que nous autres négocians... Si vous le voulez, mesdames, nous irons faire un tour dans le parc...

Nous sortîmes tous les quatre; lorsque nous fûmes arrivés près d'une vaste pièce d'eau sur laquelle une demi-douzaine de saules échevelés pleuraient à l'envi, Mme Legoyen s'approcha de moi, et me prenant à l'écart : — Vraiment, Albert, vous avez des propos qui m'inquiètent.

— Écoutez, lui répondis-je, ne me demandez jamais si j'aime encore ou si je n'aime plus ceci ou cela. Ces questions me déroutent.

— L'an passé, reprit Mme Legoyen, quand nous étions aux bains de mer, vous demeuriez en extase au bord de l'Océan et devant les flots agités; ma pauvre sœur paraissait tout à fait oubliée...

— Mais la rêverie n'a rien de commun avec les sentimens du cœur...

— Subtilités que tout cela!

— Non, je vous jure...

— Ne jurez pas, Albert. Je crois à votre sincérité, et la loyauté de votre caractère me rassure; mais avant tout songez à ce que vous êtes venu faire ici. En votre qualité de prétendant à la main de ma sœur, vous devez lui faire la cour et mettre de côté vos sensibilités mélancoliques.

Cela dit, Mme Legoyen ralentit le pas, et bientôt nous fûmes rejoints par son mari, qui donnait le bras à Mlle Trégoref. Celle-ci parut n'avoir pas remarqué le petit *à parte* qui nous avait tenus éloignés d'elle, sa sœur et moi; la promenade s'acheva assez gaîment.

Cependant, lorsque je me fus retiré pour prendre du repos dans appartement qui m'était destiné, les paroles prononcées par

Mme Legoyen me firent un peu réfléchir. Pour rester dans mon rôle de prétendant à la main de Mlle Trégoref, je devais donc me résigner à *être comme tout le monde,* à me montrer autre que je ne suis, à comprimer mes instincts, à dissimuler mes impressions. Cette perspective ne laissait pas de m'effrayer un peu, et j'éprouvais comme un vague regret de cette liberté que j'allais abdiquer. O inconstance de l'esprit humain! combien de fois, dans les circonstances périlleuses de mes pérégrinations hardies, n'avais-je pas souhaité avec ardeur ce repos qui s'offrait à moi, cette vie calme et réglée dans laquelle tout me conviait à entrer! Et parce qu'il fallait me contraindre durant quelques semaines, je sentais mes résolutions chanceler! Ne pouvais-je donc, pour mériter d'être l'époux d'Emma, me soumettre à ces épreuves passagères qui m'étaient imposées? Comme je me livrais à ces pensées, j'entendis monter jusqu'à moi la voix de Mlle Trégoref, qui chantait en s'accompagnant sur le piano. Que se passe-t-il dans le cœur de cette jeune fille? me demandai-je en prêtant l'oreille : est-ce une leçon qu'elle répète, ou bien un sentiment qu'elle exprime?... Qu'importe après tout? elle est jolie. Confinée au fond d'une province, tenue en tutelle par sa sœur aînée, elle a vécu de cette vie étroite et mesquine qui ne permet pas à l'esprit de se développer librement. C'est à moi de l'initier à ce monde de l'imagination qui est demeuré jusqu'ici fermé pour elle, et quand je l'aurai mise de mon parti, nous triompherons aisément du formalisme de Mme Legoyen.

Ainsi raisonnais-je dans mon inexpérience, et je m'efforçai de me rendre agréable à mes hôtes sans oublier de me montrer assidu auprès d'Emma. Tout allait au mieux, et je commençais à me féliciter de mon séjour à La Ribaudaie, lorsqu'il prit fantaisie à mon cousin Legoyen de donner un grand dîner en mon honneur. Oh! que je l'en aurais bien dispensé! Tous les notables de l'arrondissement étaient conviés. Il me fallut essuyer une bordée de questions inattendues qui pleuvaient sur moi de tous côtés. J'essayai de prendre part à la conversation qui s'engageait autour de la table; mais cette conversation s'égrenait en menus propos d'une telle ténuité que je ne pouvais en suivre le fil. Ce n'était pas que les conviés manquassent d'esprit ni d'instruction; les dames me parurent fort aimables, et elles étaient parfaitement mises, ce qui est une preuve de goût et de bon sens. Eh bien! cette réunion de gens doués d'intelligence et bien élevés ne produisit qu'un entretien décousu, haché, en tout point vulgaire, et dont la chronique locale faisait tous les frais. On parla avec beaucoup d'ironie d'un gentilhomme des environs et d'une jeune fille née sous je ne sais quel climat. — Elle est si brune, cette créole, disait une dame au teint

de cire assise en face de moi, si brune, qu'elle m'a fait avec ses yeux fauves l'effet d'une panthère noire!

Ce cruel bon mot de la *panthère noire* a fait fortune; un grain de médisance réussit toujours au dessert. On fut à table près de deux heures, et les conviés paraissaient enchantés d'eux-mêmes et des autres. Il m'a été pénible de voir Mlle Trégoref prendre part à cet échange de paroles vulgaires avec un entrain, avec une vivacité surprenante. Serait-ce donc là l'élément qui lui convient, le milieu où elle se complaît? Parfois cependant il lui arrive de parler fort sagement de littérature et de musique, elle n'est point indifférente non plus aux beautés de la nature; mais il paraît que ce côté des choses ne se présente point de lui-même à son esprit, et qu'elle se contente de l'accepter quand on le lui offre, faute de mieux et sans s'y attacher beaucoup. Pendant le repas, étant assis auprès d'elle, je me suis hasardé à lui témoigner la surprise que me causait cette prodigieuse dépense de paroles prononcées en pure perte, sans qu'il en sortît rien que des redites et quelques attaques contre le prochain. Elle m'a répondu gaîment que l'on ne se réunissait pas à la campagne pour dire des choses sérieuses, mais pour s'amuser.

— Vous appelez donc cela s'amuser? lui demandai-je de l'air du monde le plus ennuyé et sans doute aussi le plus piteux, car elle est partie d'un grand éclat de rire. Alors, bien persuadé que je lui paraissais ridicule comme au reste de l'assemblée, je dus me résigner à me taire et à écouter. Il se débitait d'ailleurs autour de nous des choses assez instructives. La question des fruits ayant été mise sur le tapis, ainsi que celle des fleurs, j'appris que l'on portait à douze cents le nombre des poires cultivées à Jersey dans l'établissement connu sous le nom de *Clarendon-Nursery*, et que l'on évaluait à plus de mille celui des roses obtenues sur les terrains schisteux et argileux des environs d'Angers. Il s'ensuivit une discussion générale sur les qualités du *chaumontel* des îles de la Manche et sur l'éclat extraordinaire du *géant-des-batailles*. La dissertation durait encore lorsque l'on passa dans le salon pour prendre le café. Il faisait tout à fait nuit; les bougies allumées répandaient une chaleur si intense que les deux fenêtres ouvertes suffisaient à peine à rafraîchir l'appartement. Le cousin Legoyen allait d'un convive à l'autre, offrant des liqueurs et s'essuyant le front. Il vint à moi avec un sourire.

— Allons, Albert, un verre de ce vieux rhum qui me vient directement de la Jamaïque; cela te déliera la langue : tu ne dis rien ce soir.

— Merci, merci, je ne bois jamais de liqueurs, lui répondis-je, et je m'approchai d'une fenêtre. La lune brillait, projetant sur le

parc les ombres des grands arbres. Son image, réfléchie dans le lac, semblait se jouer sur les eaux transparentes. Quelle admirable soirée! Comment la rêverie ne s'emparait-elle pas des convives à la vue de cette sereine clarté des constellations poursuivant à travers la profondeur des cieux leur marche silencieuse? Comment ne pas contempler avec recueillement ces armées d'étoiles évoluant sous le regard de Dieu? L'été nous donne parfois, — trop rarement, hélas! — de ces soirs d'une beauté merveilleuse, si tièdes, si calmes, si doucement éclairés par le scintillement des astres, qu'il est impossible de ne pas se croire transporté dans un monde privilégié où règnent la paix des cœurs et la concorde des esprits, où le mal a cessé d'exister, où tout est harmonie et espérance.

Tandis que je demeurais ainsi en contemplation, M[lle] Trégoref s'approcha de moi et me dit avec un malin sourire : — Que faites-vous là, monsieur Desruzis?

— J'admire le ciel, les étoiles...

— C'est très bien, reprit-elle; mais, si nous restions tous ainsi à admirer les astres, la bouche béante et sans rien dire, avouez que nous serions passablement ridicules... Mon Dieu! que vous êtes étrange!... Voyons, soyez aimable, venez vous asseoir à une table de whist.

— Mais je ne sais pas jouer.

— Venez, vous dis-je. Vous ne savez pas jouer? Allons donc, qui est-ce qui ne connaît pas le whist?

Il me fallut obéir. Je joue un peu, mais si mal!... Puis j'ai les cartes en horreur!... J'eus des distractions, je commis des fautes énormes, je perdis, au grand déplaisir de ma partner, et le cousin Legoyen, qui jouait dans la perfection, rit de bon cœur de mes maladresses. M[lle] Trégoref ne me ménagea pas non plus. Elle avait ce soir-là une gaîté, un enjouement que je ne lui soupçonnais pas; elle était vive, railleuse, sémillante. D'où provenait tant d'allégresse? D'une cause bien simple : parmi les dames qui se trouvaient réunies dans le grand salon du château, il n'y en avait pas une qui pût rivaliser avec Emma de grâce et de fraîcheur : c'était ce triomphe, dont elle avait le sentiment, qui la rendait si heureuse. Dans le fait, elle était ravissante. L'animation de la soirée donnait à l'extrême délicatesse de son teint un éclat inaccoutumé; son œil bleu rayonnait sous ses longs cils blonds, et ses cheveux aux reflets soyeux flottaient en longues boucles sur son cou, d'une blancheur incomparable. A ce moment-là, M[lle] Trégoref ressemblait à ces jolies têtes de Greuze qui joignent à la solidité du pinceau le moelleux du pastel.

— Eh bien! me dit tout bas M[me] Legoyen, lorsque je quittai la table de jeu, que dites-vous de ma sœur?

— Elle est belle à ravir, répondis-je.

— Et vous ne m'avez pas fait de complimens, et vous ne lui en avez pas fait à elle-même?... En vérité, Albert, je ne vous comprends pas!

Et Mme Legoyen s'éloigna en faisant un petit mouvement d'épaules qui acheva de me déconcerter. Il paraît que j'avais eu, sans le vouloir, bien des torts envers elle et envers sa sœur, et pourtant ma conscience me disait que, de toutes les personnes présentes, aucune n'avait fait plus de réflexions que moi sur les charmes de Mlle Trégoref. Un beau compliment exprimé à propos eût bien mieux fait leur affaire. On vous tient compte de ce que vous dites et non de ce que vous pensez. Il était naturel aussi que le sentiment des fautes que je venais de commettre contribuât à me rendre silencieux. Cependant il fallait à tout prix que je fisse un effort sur moi-même pour me réhabiliter dans l'esprit des deux sœurs. Lorsque le bruit de la dernière calèche emportant les derniers convives eut cessé de résonner sur le sable des allées, je me sentis un peu plus maître de moi-même, et je félicitai hardiment Mlle Trégoref sur les succès qu'elle avait obtenus dans cette circonstance solennelle.

— Vous êtes vraiment trop aimable, répondit-elle en souriant, et je ne puis qu'admirer votre discrétion. Maintenant que nous sommes seuls, allons jouir au grand air de cette soirée d'été vraiment délicieuse. Viens, ma sœur, prends le bras de ton mari.

— Allez tous les trois, répondit M. Legoyen. Il faut que je me rende demain matin à Nantes pour une affaire pressante, et je n'ai que le temps de ranger quelques papiers dans mon sac de voyage.

Nous sortîmes donc tous les trois. Je donnais le bras aux deux sœurs comme un jeune premier d'opéra-comique. Au lieu de faire le tour des pelouses en descendant jusqu'au bord de la pièce d'eau, nous remontâmes derrière le château, vers un groupe de rochers que surmontait une touffe de bouleaux à l'écorce blanche. Il nous arrivait rarement de diriger notre promenade de ce côté. C'était un endroit très pittoresque, un peu sauvage. Pendant le jour, on embrassait de ce point, fort élevé, une grande étendue de pays. Longtemps nous restâmes assis sur ces rochers, causant de ces mille riens qui éclosent dans l'imagination aux heures de loisir et de silence. Mme Legoyen, qui n'avait plus à tenir son rôle de maîtresse de maison, se montrait affable et bienveillante; Emma était redevenue bonne et simple, ne gardant de son excitation de la soirée qu'une certaine vivacité d'esprit et de langage. Je me sentais parfaitement à l'aise, la conversation s'animait insensiblement, et je prenais un vrai plaisir à voir la pensée de Mlle Trégoref s'élever sans effort; mais tout à coup : — J'ai froid, rentrons, dit-elle en secouant sa jolie tête. — Et tout fut fini; les ailes un peu courtes

de cette imagination que j'admirais de si bonne foi venaient de se replier brusquement. J'en fus déconcerté, et j'y vis une leçon. Emma attendait de moi un mot encore à propos de ce dîner où elle avait remporté sur toutes les femmes un avantage signalé. Ce mot, je ne l'avais pas articulé, de là un dépit secret et le désir soudain de rentrer au château.

— Allons, me dit Mme Legoyen, il faut en rester là de vos aspirations poétiques, mon cher cousin; Emma se serait enrhumée à écouter vos discours...

Nous marchions assez vite. A notre gauche, à travers un bouquet de vieux arbres qui s'arrondissaient au penchant d'un ravin comme une masse noire effleurée à son sommet par les rayons de la lune, une lumière brilla, pareille à un feu follet.

— Tiens, dit Mlle Trégoref, on n'est pas couché encore au manoir de La Marsaulaie?

— Probablement M. de Rogariou, le maître de ce triste castel, vient d'achever, lui aussi, sa promenade du soir, répondit Mme Legoyen.

— Dieu! que j'aurais eu peur, si nous l'avions rencontré, reprit Emma; heureusement que M. Desruzis était avec nous...

Et s'adressant à moi : — C'est ce loup-garou dont il a été question pendant le dîner... Vous ne vous doutez pas ce qu'est ce manoir de La Marsaulaie. Figurez-vous un affreux petit château, sombre, enfoui sous les vieux arbres... Et celui qui l'habite, M. de Rogariou, on dirait qu'il appartient à un autre âge.

— Il est donc bien vieux? demandai-je.

— Oh! non, je ne crois pas qu'il ait plus de trente-cinq ans; mais il vit dans la solitude la plus complète, sans songer à faire restaurer son manoir; il n'y a pas une allée sablée dans son parc! Il a beaucoup voyagé, lui aussi, et je suis certaine que vous vous entendriez avec ce Rogariou sur plus d'un point, car vous êtes passablement original quand vous vous y mettez; n'est-ce pas, ma sœur?

Mlle Trégoref éclata de rire en prononçant ces dernières paroles, comme pour me prouver qu'elle ne me gardait pas rancune; puis elle reprit : — Si nous allions faire visite à ce personnage un de ces matins, demain par exemple?

— Puisqu'il ne veut voir personne, répliqua Mme Legoyen, pourquoi irions-nous le troubler dans son gîte?

— Mais moi, je serais très curieuse de le voir, repartit Emma; et vous, monsieur Desruzis?

J'avoue que je n'avais aucune envie de pénétrer dans le manoir de La Marsaulaie, et j'allais prendre parti pour ce M. de Rogariou

qui préférait la solitude au commerce de ses voisins; mais Emma paraissait tenir beaucoup à cette excursion, et je prévis que mon observation mettrait trop en relief cette sauvagerie qui m'avait valu déjà plus d'un reproche. — Moi, répliquai-je, je veux tout ce que vous voudrez... Allons, dès demain, relancer le Rogariou dans son antre!

— Demain, la chose est impossible, interrompit Mme Legoyen; tu sais bien, Emma, que mon mari doit aller à Nantes : il faudra que Jean le conduise en voiture jusqu'à Ancenis.

— Eh bien! reprit Emma, nous n'irons qu'après le déjeuner; les chevaux auront eu le temps de se reposer. Il n'y a pas plus d'une lieue d'ici à La Marsaulaie.

Mme Legoyen semblait contrariée de la fantaisie que sa sœur venait de manifester; mais celle-ci se montrait résolue comme un enfant gâté. Les succès de la journée lui avaient monté la tête; il lui fallait pour le lendemain une distraction qui la consolât de n'avoir plus l'occasion d'être parée et de briller.

Le lendemain, après le déjeuner, Jean eut ordre d'atteler la calèche. — Où allons-nous? demanda-t-il en montant sur son siége.

— A La Marsaulaie, répondit Emma.

Jean resta immobile, le fouet haut, le pouce sur les rênes. — A La Marsaulaie!... chez ce monsieur à la grande barbe; mais les chemins sont impraticables.

— Conduisez-nous le plus près que vous pourrez de l'entrée du parc, nous continuerons notre route à pied.

— A pied! s'écria Jean en fouettant ses chevaux, à pied! A quoi servirait donc d'avoir des voitures et un cocher?... Nous arriverons jusqu'à la porte du parc, mademoiselle, et s'il y a où faire passer une charrette à bœufs, la calèche y passera aussi... Mais que peut-on aller voir à La Marsaulaie?...

Quand nous eûmes fait une centaine de pas sur la grand'route, Mme Legoyen prit un air grave et dit à sa sœur : — Est-ce que vraiment tu veux que nous allions à La Marsaulaie?

— Oui, certes, je le veux.

— Mais sous quel prétexte entrerons-nous chez ce monsieur?

— Sous le prétexte de faire connaissance avec lui : il en vaut bien la peine! Et puis nous dirons que nous aimons les antiquités... que sais-je? Une fois entrés dans la place, nous saurons bien nous y maintenir assez longtemps pour voir ce qu'elle renferme de curieux.

— Ah! Emma, dit Mme Legoyen, je t'y prends; peu t'importent M. de Rogariou et l'architecture de son château : tu brûles de savoir ce qu'est cet être mystérieux que l'on dit habiter le vieux manoir en compagnie du châtelain, cette petite personne au teint

brun que l'on a qualifiée du nom un peu effrayant de Panthère noire...

J'écoutais, sans y rien comprendre, le dialogue des deux sœurs. Une seule chose me semblait intelligible, c'est que Mlle Trégoref voulait connaître tous ceux qui habitaient le pays à quinze lieues à la ronde; mais pourquoi Mme Legoyen s'était-elle opposée de toutes ses forces à cette excursion vers La Marsaulaie? Elle craignait sans doute de se compromettre en faisant visite à des gens dont on venait de se moquer chez elle. Pendant que je cherchais le mot de cette énigme, la voiture cessa de trotter; nous abordions un sentier tortueux, semé de gros cailloux qui lançaient des éclairs sous les pieds des chevaux : on eût dit l'entrée de la Sierra-Morena. Parfois les arbres du chemin inclinaient leurs branches sur nos têtes comme pour nous arrêter dans notre marche, et nous étions obligés de nous baisser pour nous soustraire à leur atteinte. Après vingt minutes d'une ascension pénible et lente, Jean s'arrêta : nous étions devant une porte en forme de poterne, qui se composait d'une voûte basse flanquée de deux tourelles entièrement couvertes de lierre. Quand nous eûmes mis pied à terre, Jean releva les basques de sa veste, s'assit sur une pierre et alluma une pipe, ce qu'il n'eût jamais osé faire à l'entrée d'un logis quelque peu respectable. Nous voilà donc suivant à pied une longue avenue de châtaigniers deux fois séculaires, mutilés et creux pour la plupart; une touffe de mousse et un léger exhaussement du sol marquaient la place et comme le tombeau de ceux que le temps avait détruits. On eût dit une savane, c'est vrai; mais dans ce parc abandonné aux caprices de la nature quels joyeux chants d'oiseaux! Dans ces allées rarement foulées, combien de fleurs souriantes, au parfum pénétrant, qu'on eût en vain cherchées dans les pelouses des châteaux modernes! Çà et là, l'ombrelle de Mme Legoyen heurtait une ronce qui grinçait sur la soie; les amples volans de Mlle Trégoref s'accrochaient aux buissons épineux, et il fallait faire halte pour la dégager. Cependant nous avancions en silence, en proie à cette émotion singulière que causent les habitations anciennes et désertes. Devant nous se dressait la sombre façade du château avec ses clochetons aigus, ses hautes cheminées et ses douves profondes, d'où surgissaient des joncs dans lesquels la brise passait en gémissant. Autour de ce vieux logis, si triste en apparence, tournoyaient avec des cris perçans des centaines de martinets, et les hirondelles au vol si doux abritaient leur couvée dans l'ogive des fenêtres.

— Eh bien! dit Mme Legoyen, il paraît qu'il n'y a personne dans ce château; prends garde, Emma: s'il allait sortir du fond de cette tonnelle quelque gros chien!

— Je ne vois rien, répondit la jeune fille, ni châtelain, ni molosse, ni écuyer... On dirait le logis de la Belle au bois dormant. Qu'en pensez-vous, monsieur Desruzis, vous qui aimez les choses qui ont du caractère?

— Mais ce château est dans un état parfait de conservation, répondis-je; en vérité, ce serait du vandalisme que d'y faire la moindre réparation. Je me plairais ici...

— Au moins, je le suppose, vous feriez sabler les allées, replanter l'avenue, blanchir la façade...

La porte de la tourelle servant d'escalier venait de s'ouvrir, et nous vîmes s'avancer vers nous le maître du château, M. de Rogariou. C'était un homme de haute taille, dans la force de l'âge, portant une belle barbe noire, vêtu d'une façon étrange. Il avait sur la tête un de ces chapeaux de paille de Manille qui ressemblent à un entonnoir renversé. Le reste de son costume était celui du créole dans toutes les colonies : veste blanche et pantalon flottant de même couleur.

— Mesdames Legoyen? demanda-t-il poliment en faisant signe aux deux sœurs d'entrer.

— Et M. Albert Desruzis, notre parent, répondit ma cousine en me présentant à M. de Rogariou.

Nous avions traversé le vestibule, placé dans la tourelle de l'escalier, et la porte du salon s'ouvrait à notre droite.

C'était à Mme Legoyen de prendre la parole. — Monsieur de Rogariou, dit-elle avec embarras, nous avons pris la liberté, ma sœur et moi...

Puis elle s'arrêta court. Dans la vaste cheminée, soutenue par deux chimères grimaçantes, brillait un grand feu, et devant ce feu aux flammes ardentes se tenait à demi couchée sur des coussins une jeune fille au teint foncé enveloppée dans un immense châle de crêpe rouge. A notre vue, elle se dressa sur le coude et fit un mouvement pour fuir.

— *Levanta-te, Flora, y queda-te aqui* (1), lui dit M. de Rogariou, et se tournant vers nous : Cette jeune personne est ma nièce, ajouta-t-il, la fille de mon frère aîné, mort à Manille il y a trois ans.

Flora se redressa lentement, serra autour de sa taille le châle rouge dans lequel elle s'était drapée, jeta sur nous un regard étrange, puis reporta sur le foyer son grand œil noir et se tapit au fond d'un vaste fauteuil. Il y avait dans son attitude quelque chose de cette défiance attentive et de cette douceur câline qui caractéri-

(1) « Lève-toi, Flora, et reste ici. »

sent la race des félins; mais assurément ses traits n'offraient rien de cruel ni de provocant. Elle paraissait effrayée, voilà tout. Sous le châle qui l'enveloppait de la tête aux pieds, elle n'avait que le léger canezou et le sayon rayé que portent sous leur climat brûlant les femmes de Manille; mais à son cou brillait une petite croix d'or suspendue à un collier de perles.

— Mesdames, reprit M. de Rogariou, vous êtes venues, si j'ai bien compris, pour voir ce vieux logis d'architecture gothique et peut-être aussi les curiosités qu'il renferme?... Je vous remercie, je suis fort honoré de votre visite.

— Nous sommes assez proches voisins, répliqua Mme Legoyen, et je vous assure que vous seriez parfaitement accueilli, ainsi que mademoiselle votre nièce, si vous consentiez à nous venir voir.

M. de Rogariou s'inclina.

— Comptez-vous vous fixer dans ce pays-ci? ajouta ma cousine.

— Madame, répondit M. de Rogariou, je vais satisfaire tout de suite aux questions que vous m'adressez et à celles que vous... ne me faites pas. Ma présence dans ce château et la vie très retirée que nous y menons, ma nièce et moi, ont produit en ce pays une certaine sensation. Et pourtant je ne suis point un étranger. Nos ancêtres, — l'antiquité de ce manoir prouve que nous remontons un peu loin, — possédaient ici de grands biens: la terre de La Ribaudaie en est sortie tout entière. La révolution ayant considérablement diminué notre fortune, mon frère et moi nous passâmes, très jeunes encore, en Amérique, et de là dans l'Océanie. Après bien des aventures, nous nous fixâmes à Manille, où nous avons fini par acquérir des plantations d'une certaine étendue. La plus tendre amitié nous unissait; mon frère, je vous l'ai dit, madame, est mort sur la terre lointaine, confiant à mes soins cette chère enfant, qui n'a plus que moi pour appui, car sa mère a perdu la vie en lui donnant le jour. Rappelé en France pour quelques affaires, j'ai dû y amener avec moi ma nièce, que je ne pouvais laisser seule; j'étais bien aise aussi qu'elle vît de ses yeux le pays où ses ancêtres ont vécu... Ne connaissant plus personne ici, devais-je frapper aux portes voisines et faire des visites qu'un retour probable dans notre île nous eût forcés d'interrompre au bout de quelques mois peut-être?...

— Et votre château, demanda Mme Legoyen, que deviendra-t-il, si vous repartez?

— Mon château, madame, il restera debout comme un souvenir du passé au milieu du monde présent, qui se transforme; il restera fermé jusqu'à l'époque de notre retour en France, si jamais nous y revenons. Mais la collation est servie, et je vous prie de me faire

l'honneur de passer dans la salle à manger... N'en soyez pas surprises, vous n'aviez pas fait dix pas dans l'avenue que je vous avais aperçues.

Pendant que son oncle parlait ainsi, Flora n'avait pas bougé de son fauteuil : elle y était demeurée immobile, les pieds au feu; mais ses yeux, pareils à des charbons ardens, s'étaient portés alternativement sur Mme Legoyen, sur sa sœur et sur moi. Il y avait dans son regard quelque chose de pénétrant et de sauvage qui me reporta immédiatement dans les régions tropicales, où le feu des passions sommeille sous la langueur du corps. Il suffit parfois du parfum d'une plante exotique pour éveiller en nous le souvenir des régions les plus lointaines, pour nous rejeter d'un bond dans un monde dont rien ne nous parlait autour de nous. Cette jeune fille grelottant sous le soleil de nos étés, cette fleur des régions tropicales captive dans une serre chaude, elle m'apparut dans son véritable milieu, dans cette zone torride où la vie déborde, où tout rayonne et resplendit. Je sentis mon cœur se gonfler; je compris ce que pensait, ce que souffrait cette créole, cette fille de l'Océanie, subitement ramenée sous les voûtes d'un château sombre, où ses ancêtres avaient vécu d'une vie à laquelle elle ne pouvait rien entendre. Par un mouvement instinctif, je m'avançai vers elle, et, prenant sa petite main brune : — Señorita, lui dis-je en espagnol, est-ce que nous n'aurons pas le plaisir de goûter avec vous?

A cet appel, elle se leva; elle bondit avec souplesse hors de son siége, et, redressant la tête avec un sourire affectueux : Oh! qu'il fait bon, s'écria-t-elle, qu'il fait bon entendre résonner à ses oreilles la langue dorée des Espagnes!...

Mlle Trégoref frissonna à cet accent vibrant, à ces paroles sonores qui éclataient comme la note d'un instrument de cuivre; cette voix d'un timbre singulier, sortant tout à coup de la bouche obstinément fermée de la jeune créole, causa aussi à Mme Legoyen une sorte d'effroi. C'était en effet comme la révélation d'une nature ardente, un peu sauvage, dont elle n'avait aucune idée. Loin d'être embarrassée de sa mise négligée et passablement étrange, Flora la portait avec une dignité sereine, rachetant par la noblesse de son maintien ce qui manquait à la correction de son costume. Il y avait dans son allure et dans ses mouvemens cette grâce de haut style qui eût ravi un artiste, mais qui devait effaroucher Mlle Trégoref et sa sœur.

— Quelle est cette dame? me demanda Flora en désignant Emma, qui marchait seule derrière sa sœur, à laquelle M. de Rogariou venait d'offrir le bras; quelle est cette jeune dame? Est-elle mariée?

— Non, pas encore, répondis-je.

— Comme elle est blanche!

Pour toute réponse, me penchant vers doña Flora, je lui récitai dans l'oreille, syllabe par syllabe, pour qu'elle les comprît mieux, ces trois vers des *Orientales*, qui semblaient avoir été écrits pour elle :

> Tu n'es ni blanche ni cuivrée,
> Mais il semble qu'on t'a dorée
> Avec un rayon du soleil.

Ces mots la firent sourire, et, quittant ma main, elle courut s'asseoir auprès de son oncle. Celui-ci avait fait servir une charmante collation, dans laquelle figuraient les fines confitures que l'on prépare avec tant d'art dans les pays tropicaux. Après ce frugal repas, M. de Rogariou nous fit voir les principales pièces de son château, qui gardaient encore leurs tapisseries, leurs meubles sculptés et leurs fauteuils de cuir à clous dorés; puis il nous promena dans son parc, où l'on comptait par centaines les plus beaux arbres de toutes les essences : il eût suffi de pratiquer çà et là quelques éclaircies pour le transformer en un séjour délicieux. Enfin, après nous avoir fait avec beaucoup de politesse et d'aisance les honneurs de ce logis décrié, où nous ne devions trouver qu'un sauvage, le châtelain de La Marsaulaie nous reconduisit jusqu'aux deux tourelles chargées de lierre entre lesquelles s'ouvrait la voûte béante que nous avions traversée en entrant. Flora nous avait accompagnés, bien qu'elle traînât à ses pieds des babouches indiennes. Je lui adressai souvent la parole dans sa langue natale, et il lui échappait des éclats de rire qui retentissaient sous les grands châtaigniers comme des cris de perruche.

— *Adios, don Alberto*, me dit-elle en me serrant familièrement la main; puis elle salua les deux dames, qui s'efforçaient de répondre par un sourire, et nous remontâmes en voiture.

— Eh bien! dit M[me] Legoyen à sa sœur, était-ce bien la peine de venir ici, de rendre visite à ce monsieur, pour accepter de lui une politesse qui nous met dans l'obligation de le recevoir à La Ribaudaie, avec mademoiselle sa nièce encore?...

— Franchement, répondit Emma, je m'attendais à trouver là quelque chose de plus amusant, de tout à fait grotesque. Ce M. de Rogariou est très fier : il se tient toujours sur la défensive, comme si on voulait l'attaquer...

— Tandis que vous vouliez tout simplement rire à ses dépens, répondis-je.

— Ah! non; il ne donne pas envie de rire, reprit Emma; il affecte de grandes manières, il a l'air comme il faut, j'en conviens, mais cette petite créature...

— Doña Flora? interrompis-je.

— Nommez-la comme vous voudrez, répliqua vivement Emma; moi, je l'appelle la Panthère noire, comme l'a surnommée cette dame qui parlait d'elle hier au dîner... Quel regard, mon Dieu! et quelle couleur de peau!

— Il y a en elle du type océanien; sa mère devait être une Tagale, répondis-je timidement.

— Il paraît que vous avez l'habitude de vivre avec ces sortes de gens, dit à son tour Mme Legoyen; vous avez causé tous les deux comme si vous vous connaissiez de longue date. Cette pauvre fille n'a donc reçu aucune éducation?

— Son oncle fera bien de la reconduire au plus vite dans les déserts d'où elle est sortie, reprit Emma, car elle serait tout à fait impossible dans ce pays-ci.

— En vérité, mademoiselle Trégoref, vous êtes impitoyable! répliquai-je avec vivacité; elle admirait l'éclat de votre teint, elle a dit sur vous et sur votre sœur des choses charmantes, et vous l'accablez de vos sarcasmes...

— Ah! ah! répondit Emma en s'efforçant de rire, je suis bien sensible à ses complimens...

— Allons, brisons là, interrompit Mme Legoyen; Albert finirait par se tourner contre nous : il lui faut de l'étrange, de l'impossible, tout ce qui ne ressemble à rien. Quelques paroles échangées avec cette jeune personne habillée comme une fée des *Mille et une Nuits* ont suffi à exalter son imagination. Il nage en plein Orient; il est parti pour l'Océanie sur l'aile de ses rêves, à la suite de Mlle Flora.

L'impatience me gagnait, il allait m'échapper quelque réponse un peu vive malgré tout le respect que je devais à Mme Legoyen. Par bonheur, je parvins à me contenir en me souvenant que le meilleur moyen de triompher des colères féminines, c'est de battre en retraite et de s'avouer vaincu.

— Ma chère cousine, dis-je à Mme Legoyen, vous vous trompez; je suis en France de cœur et d'âme, je suis chez vous, où je trouve un accueil plein d'affection, sous le toit hospitalier de votre beau château, où votre excellent mari m'a reçu comme un frère. Je vous en conjure, mademoiselle Trégoref, venez à mon secours, prenez ma défense.

Emma me regardait d'un air surpris, croyant que je me moquais d'elle; mais, lorsqu'elle vit que je n'avais aucune envie de plaisanter, elle se prit à rire, et, parodiant les paroles d'un opéra bien connu, elle répéta, les mains jointes, d'un ton tragique : Grâce! grâce pour lui!...

— Eh bien! soit, repartit sa sœur, grâce pour Albert et aussi

pour les habitans de La Marsaulaie que nous venons de traiter d'une façon peu charitable... C'est égal, mon cher Albert, vous auriez dû rester dans les îles, vous étiez fait pour y vivre.

Décidément j'avais commis une faute énorme qui achevait de me perdre dans l'esprit de Mme Legoyen et dans celui de sa sœur. Passe encore de manquer de galanterie, de mal jouer le whist, d'oublier de faire un compliment à propos; mais se montrer empressé auprès d'une jeune fille au costume étrange, aux manières excentriques! Les dernières paroles de Mme Legoyen contenaient tous ces reproches et bien d'autres encore. Si je l'avais osé, j'aurais répondu : Tant pis pour vous si vous ne voulez rien accepter de ce qui sort du cadre étroit dans lequel vous vivez! Malgré votre gentillesse, Emma, vous ressemblez à ces petits oiseaux qui se contentent de sautiller de branche en branche, comme s'ils n'avaient pas d'ailes!... Cette autre que vous méprisez a de l'envergure; elle sait voler et planer dans les régions où vous ne pouvez la suivre. — Tandis que je formulais au dedans de moi-même ces phrases hardies que les convenances m'empêchaient de prononcer, la voiture, sortie des chemins de traverse, débouchait sur la grand'route. Jean donna un coup de fouet à ses chevaux, qui prirent le petit galop. On eût dit que le digne cocher avait hâte de nous arracher à la terre d'Égypte pour nous ramener dans celle de Chanaan.

II.

Pourquoi donc, au lieu de s'en tenir à la surprise et de chercher à se rendre compte de l'étrangeté des manières de Flora, Mme Legoyen et sa sœur s'étaient-elles mises immédiatement en état d'hostilité vis-à-vis de la jeune créole? Pourquoi railler sans pitié cette créature simple de cœur, ignorante de nos usages et si parfaitement inoffensive? Je ne pouvais le comprendre, et je sentais croître en moi mes sympathies pour Flora. En quelques instans d'une conversation rapide, j'avais abordé avec elle les sujets qui occupaient toujours mon esprit et qu'on ne traitait jamais à La Ribaudaie; nous avions parlé des régions tropicales, de ce monde prodigieux où l'œil ne se fatigue point d'admirer les splendeurs du paysage. Naturellement je retombai dans mes rêveries, et le visage de Mme Legoyen prit cet air grave qu'elle affectait volontiers quand elle voulait paraître mécontente. Mlle Trégoref passait de longues heures à son piano; c'est le refuge des jeunes filles qui veulent rester à l'écart et dédaignent de parler. Nous menions donc à La Ribaudaie une existence un peu triste. L'harmonie entre nous était troublée sans que rien semblât changé dans notre situation respective. De

plus nous attendions vainement le retour du cousin Legoyen. Les affaires qui l'avaient obligé de se rendre à Nantes l'y retenaient plus longtemps que je ne l'aurais voulu, car sa franche cordialité et son expansion naturelle répandaient la vie et le mouvement autour de lui. Nous étions donc seuls à La Ribaudaie, Mme Legoyen, Emma et moi, lorsque cinq ou six jours après notre visite un peu hasardée à La Marsaulaie nous vîmes apparaître à l'entrée du parc deux personnages qui ne pouvaient être autres que M. de Rogariou et Flora. Mme Legoyen manifesta un certain embarras, et sa sœur fit une petite moue qui m'inquiéta.

— Monsieur Desruzis, dit celle-ci, voilà vos amis, si je ne me trompe.

— Voyons! dit à son tour Mme Legoyen en faisant effort sur elle-même, il faut être poli... Viens, Emma; nous devons aller au-devant du châtelain de La Marsaulaie...

— Et de son auguste nièce, répliqua Mlle Trégoref; voilà que M. Albert a déjà pris sa canne et son chapeau de paille pour se porter à la rencontre de l'hidalgo et de la petite Panthère noire...

— Chut! fit Mme Legoyen; tu nous as conduits chez eux, ne t'en prends qu'à toi de leur visite.

Nous descendîmes le perron du château. M. de Rogariou et sa nièce étaient encore loin, et cependant il nous semblait que nous ne reconnaissions plus les habitans de La Marsaulaie. A mesure que nous approchions, notre surprise allait croissant, et quand nous ne fûmes plus qu'à vingt pas des deux visiteurs, Mlle Trégoref s'arrêta :
— Mais sont-ce bien là les Rogariou? demanda-t-elle tout bas à sa sœur.

C'est que le châtelain de La Marsaulaie avait complétement abdiqué dans son extérieur tout souvenir de son île lointaine. Sa barbe de Robinson avait disparu; il n'en restait plus que deux petites moustaches qui faisaient mieux ressortir la blancheur mate de sa peau : d'un coup de rasoir, il s'était rajeuni d'au moins cinq ans. Sa tenue irréprochable lui donnait l'apparence d'un gentilhomme parisien égaré dans le fond de la campagne. Flora portait le pur costume andalou : robe de soie jaune, mantille de dentelle noire; l'éventail frémissait comme un battement d'aile dans sa petite main finement gantée. L'oncle et la nièce s'avançaient avec gravité; ils avaient une revanche à prendre. Les paroles gracieuses que leur adressa Mme Legoyen, la surprise que manifestait Mlle Trégoref, son empressement à se montrer affable, prouvèrent aux deux étrangers que l'effet était produit.

La conversation s'engagea d'abord assez péniblement : l'absence de son mari rendait Mme Legoyen un peu timide; elle craignait

d'être en reste de politesse avec ses hôtes, et aussi de trop s'engager avec des voisins qui pour la première fois étaient reçus au château de La Ribaudaie.

— Mesdames, dit M. de Rogariou, cherchant à mettre ma cousine tout à fait à l'aise, avouez que nous vous avons paru, ma nièce et moi, passablement fantastiques!... C'est que nous étions encore sous l'influence de cette paresse, de cet affaissement qui résulte d'une longue traversée et d'un séjour prolongé sous les latitudes tropicales...

— Le fait est que vous aviez l'air un peu sauvage, répondit Mlle Trégoref avec un franc sourire.

— Oh! reprit M. de Rogariou, ne vous y trompez pas, mademoiselle, la sauvagerie du costume n'est rien : on la fait disparaître à volonté; mais celle de l'esprit est bien plus sérieuse, bien plus redoutable.

Voyant Mlle Trégoref aux prises avec ce prétendu sauvage de La Marsaulaie, dont la conversation semblait l'intéresser beaucoup, je me crus permis de causer avec la nièce de M. de Rogariou. J'avoue que j'en mourais d'envie; mais j'avais cru devoir garder le silence et éviter de paraître trop avide de me jeter dans une conversation qui eût bien vite dégénéré en *à parte*, puisqu'elle avait lieu en espagnol. D'ailleurs doña Flora parlait à Mme Legoyen en termes fort aimables de son château, de son parc, d'elle-même et de sa sœur, et je n'avais garde de l'interrompre. La Panthère noire semblait si bien apprivoisée, que son regard et le son de sa voix n'effrayaient plus personne. Mme Legoyen l'écouta longtemps avec plaisir; mais lorsqu'elle dut s'éloigner un instant pour faire préparer la collation, je me rapprochai de la jeune créole, et nous nous lançâmes immédiatement dans une de ces causeries à l'espagnole qui ressemblent à des bulles de savon: quand elles sont dissipées dans l'air, il n'en reste rien; mais tant qu'elles durent, elles tournent à travers l'espace en se colorant de toutes les nuances du prisme. Ces causeries ne sont point toujours aussi futiles qu'elles le paraissent; souvent il s'y cache, sous des phrases assez frivoles, des accens qui sortent du cœur.

Nous avions repris notre sujet favori, les pays lointains avec leur végétation luxuriante et la vie au grand soleil.

— Ah! don Alberto, s'écria tout à coup Flora, vous parlez de Lima, que l'on appelle le paradis des femmes; mais vous ne connaissez pas notre île, celle que l'on a surnommée la Perle des Espagnes!

— Hélas! non; j'avais projeté d'aller aux Philippines...

— Eh bien! accomplissez votre projet. Qui vous en empêche? Au

commencement de l'hiver, nous y retournerons; venez avec nous. Venez dans ces îles, que rien n'égale pour la splendeur du climat, la beauté du paysage et la fertilité du sol!... Allons, décidez-vous; qui n'a pas vu Manille n'a rien vu!... Nous prendrons par la Méditerranée et la Mer-Rouge; les voyages par bateaux à vapeur se font rapidement, et en deux mois nous serons transportés des bords de la Loire aux rives du Passig.

Après avoir prononcé ces paroles avec une extrême volubilité, doña Flora s'arrêta pour attendre ma réponse; mais que pouvais-je dire, ému et troublé comme je l'étais? M. de Rogariou, qui s'entretenait toujours avec Mlle Trégoref, me regarda du coin de l'œil. Était-ce pour m'encourager à dire oui? était-ce pour me dissuader de prendre au sérieux l'invitation que sa nièce me faisait, un peu étourdiment, de la suivre au bout du monde? Cette dernière interprétation me paraissant la plus vraisemblable, je préparais une réponse évasive, lorsque M. de Rogariou, se penchant à l'oreille de Mlle Trégoref, lui dit à demi-voix : — Savez-vous de quoi parlent ces deux jeunes gens? Non, vous ne pouvez le deviner... Je vous le donne en cent, mademoiselle! Il est question entre eux d'un voyage à Manille pour l'hiver prochain. Quant au retour, on n'en parle pas!...

— Mais, mon oncle, reprit doña Flora, que trouvez-vous de si extraordinaire à ce projet?

— Et vous, mademoiselle Trégoref, demanda M. de Rogariou, ne vous semble-t-il pas très naturel?

Mlle Trégoref, surprise de cette question, leva sur moi son œil bleu et répondit avec une certaine émotion : M. Albert Desruzis est très romanesque, monsieur; il aime singulièrement ce qui est étrange et ce qui est étranger!

Nous passâmes dans la salle à manger, où la collation était servie. — Eh bien! continua M. de Rogariou, voilà précisément cette sauvagerie du cœur et de l'esprit que je vous signalais tout à l'heure. M. Desruzis est né en France, il y a été élevé, mais ses instincts l'entraînent vers les pays lointains. Et savez-vous pourquoi? C'est parce qu'aucune occupation sérieuse n'est venue entraver le libre essor de son imagination. Il est comme ce personnage de Shakspeare qui se meut dans l'immensité d'un mouvement plus doux que la sphère de la lune! N'est-ce pas vrai, monsieur Desruzis?

— J'avoue que je préfère la poésie à la réalité, répondis-je un peu froidement. Où est le mal?

— Cela ne fait de mal à personne, reprit M. de Rogariou. Je ne blâme pas, je constate seulement vos aspirations vers l'idéal. D'ail-

leurs nous avons tous notre rêve, notre chimère. Mon rêve à moi, c'était de refaire ma fortune détruite et de revenir habiter le château de mes pères, et pour le réaliser j'ai dû me condamner à un long exil.

— Et qui n'est pas fini? répliqua Mlle Trégoref. N'avez-vous pas dit que vous deviez retourner dans votre île?

— Peut-être,... probablement, reprit M. de Rogariou.

— Ah! mon oncle, c'est chose convenue, interrompit Flora. Vous l'avez dit vous-même à ces dames, quand elles sont venues nous voir avec M. Desruzis.

— Terrible enfant! répliqua en souriant M. de Rogariou. Attends que nous soyons entre nous pour discuter cette grande affaire.

Au moment où l'oncle et la nièce quittaient le salon pour se remettre en route et retourner à La Marsaulaie, la calèche de Mme Legoyen parut devant le perron.

— En vérité, madame, dit M. de Rogariou, vous êtes trop bonne. Je vous suis infiniment obligé de votre prévenance, moins pour moi, qui vais volontiers à pied, que pour Flora : ces créoles aiment tant les voitures!

— Aussi dès demain nous en recevrons de Nantes une toute neuve, avec nos armoiries, ajouta la jeune fille. Au revoir, mesdames. *Adios, don Alberto!*

Tandis que la calèche disparaissait derrière la grille du parc, nous restions debout sur le perron, suivant des yeux ces deux personnages dont la visite avait produit sur nous des impressions si diverses. J'en voulais un peu à M. de Rogariou du ton de familiarité qu'il s'était permis envers moi. Qui l'avait prié de définir mon caractère, mes instincts? Sans nul doute il connaissait la vie mieux que moi : le prétendu sauvage savait le monde comme s'il eût passé sa jeunesse à Paris. C'était probablement le désir de se montrer à ces dames sous son vrai jour qui l'avait porté à prendre ces manières dégagées dont je me sentais blessé. Il me semblait que ma situation à La Ribaudaie allait être sensiblement amoindrie par le seul fait de l'apparition passagère de ce gentilhomme, décidé à se poser là, tout près des Legoyen, avec l'autorité de son rang et de sa fortune; mais avant cet établissement définitif à La Marsaulaie je voyais poindre le voyage à Manille, qui me jetait dans les plus grandes perplexités. Pourquoi M. de Rogariou avait-il trahi le secret de ma conversation avec sa nièce?... En dépit des rêves chimériques qu'il me prêtait avec quelque apparence de raison, je n'avais pas donné officiellement ma démission de prétendant à la main de Mlle Trégoref.

J'en étais là de mes réflexions lorsque ma cousine, Mme Legoyen,

me frappa doucement sur l'épaule. — Savez-vous, Albert, que ce monsieur de Rogariou est fort bien?

— Je n'ai jamais dit le contraire, répondis-je.

— Oh! ma sœur, comme nous nous trompions! dit Emma; il a des manières tout à fait distinguées... Il doit posséder là-bas une grande fortune... Et puis la petite a parlé d'armoiries.

— Il n'en avait pas parlé, lui, reprit Mme Legoyen, il est trop discret pour cela; mais la petite, comme tu l'appelles, c'est autre chose... Pourtant je dois convenir qu'elle a été fort aimable avec moi; elle ne manque ni d'une certaine grâce ni d'un certain esprit quand elle fait patte de velours... Ce n'est pas la Panthère noire de l'autre jour...

— Ah çà! monsieur Desruzis, interrompit Mlle Trégoref, vous allez donc faire avec elle un voyage à Manille?...

— Allons! m'écriai-je avec dépit, doña Flora m'a parlé de son pays, qu'elle a beaucoup vanté et qui mérite bien de l'être; puis, trouvant tout simple qu'un voyage à Manille ne soit pas de nature à effrayer quelqu'un qui a longtemps navigué, elle m'a engagé à visiter son île lointaine.

— Et vous n'avez pas dit non! reprit Emma.

— Comment, cousin Albert, interrompit Mme Legoyen, vous avez songé à un pareil projet! Vous avez arrêté les préliminaires d'un voyage au bout du monde...

— Avec Mlle Flora, dit Mlle Trégoref; M. de Rogariou l'a affirmé, et sa nièce n'a pas nié le fait.

— Expliquez-vous, Albert, reprit Mme Legoyen; il m'importe de savoir la vérité.

— La vérité, ma chère cousine, répondis-je en affectant de rire, c'est qu'ils ne sont pas décidés eux-mêmes à faire ce voyage qui vous inquiète.

Mme Legoyen garda le silence. Emma courut à son piano, et je l'entendis exécuter des roulades avec un *brio* extraordinaire. Pour dissiper la contrariété que me causait l'interrogatoire que je venais de subir, je pris un livre et sortis pour aller faire une lecture dans le parc; mais j'en restai à la première page, et pendant plus d'une heure je me promenai autour des pelouses, essayant de comprendre ce qui se passait en moi. Désormais j'étais vis-à-vis de ma cousine et de sa sœur dans une position fausse, et d'où il fallait absolument sortir au plus vite. En insistant sur ce voyage, qui n'était pas même à l'état de projet, en me prouvant à moi-même que j'y étais bien décidé, Mlle Trégoref n'avait-elle pas l'air de m'ouvrir la porte à deux battans et de me dire : Partez?... Je me trouvais humilié et comme pris au piége. Pendant que j'allais ainsi, plongé

dans mes réflexions, Mme Legoyen se trouva devant moi au tournant d'un massif.

— Mon cher Albert, me dit-elle à demi-voix, il se passe ici des choses étranges... Vous, ma sœur Emma et la nièce de notre voisin, vous n'êtes que des enfans... — Et comme j'allais me récrier : — Et des enfans terribles encore! ajouta-t-elle. Vous, Albert, malgré vos vingt-sept ans, vous manquez totalement de raison. Vous pouvez avoir de l'énergie, du courage en face des périls; mais pour les choses de la vie vous ne possédez ni décision, ni volonté... Votre imagination vous emporte à tous les vents... M. de Rogariou est un tout autre homme : il sait ce qu'il veut, où il va; il gagne tout le terrain que les autres perdent par leur faute. Songez-y.

Comme elle achevait ces paroles, un bruit de voiture se fit entendre : c'était Jean qui ramenait la calèche.

— Eh bien! lui dit Mme Legoyen, tu as remis M. de Rogariou et sa nièce sains et saufs à la porte de leur parc?

— Madame, répondit Jean, ça va tout seul à présent; les chemins creux sont élargis jusqu'aux abords de La Marsaulaie; ce sera bientôt à ne s'y plus reconnaître. Il y a aussi des ouvriers dans le parc; tout est sens dessus dessous.

— Vous entendez, Albert, reprit Mme Legoyen; si quelqu'un part pour Manille aux approches de l'hiver, à coup sûr ce ne sera pas le châtelain de La Marsaulaie.

Les paroles de Mme Legoyen n'étaient pas une énigme bien difficile à comprendre. Désormais elle me considérait comme le cousin de son mari, et rien de plus. En moins de quelques semaines, je me vis relégué au second plan. Ma gaucherie, mon inaptitude à parler et à agir comme tout le monde l'avaient surprise, puis blessée; l'arrivée de M. de Rogariou avait fait le reste. Décidé à rentrer dans la vie civilisée, que des revers de fortune l'avaient contraint d'abandonner pendant de longues années, celui-ci cherchait à s'établir dans son pays natal. Emma lui plaisait; il lui faisait sa cour en homme bien élevé, qui compte sur ses bonnes manières et sur sa bonne mine pour réussir. Son long séjour dans les pays étrangers lui donnait un certain prestige dont il savait tirer parti; sa sauvagerie un peu affectée des premières journées n'avait été vraisemblablement qu'un moyen d'exciter la curiosité et d'attirer l'attention. De plus M. de Rogariou possédait un titre, et mon cousin Legoyen était très flatté d'avoir lié connaissance avec un vicomte. Quand le châtelain de La Marsaulaie arrivait au château de La Ribaudaie dans sa calèche armoriée dont un valet de pied en grande livrée lui ouvrait la portière, un sourire de satisfaction et d'orgueil s'épanouissait sur les lèvres de Mme Legoyen et de sa sœur. L'étoile de M. de Rogariou montait donc sur l'horizon à mesure que la mienne baissait,

et mon rival n'était point le dernier à s'en apercevoir. Très habitué aux usages du monde, doué de cette perspicacité qui empêche d'être dupe d'aucune illusion, l'oncle de Flora avait deviné mon inexpérience et compris la sympathie secrète qui m'attirait vers sa nièce. Il ne lui échappait pas non plus que cette sympathie naïvement manifestée choquait Mme Legoyen et m'éloignait de sa sœur. Je ne pouvais être un obstacle sérieux à ses projets; pour prendre la place que je ne savais pas garder, il lui suffisait de me pousser doucement du coude et de me laisser causer tout à mon aise avec sa nièce. L'importance que M. de Rogariou acquérait aux yeux des Legoyen m'était désagréable; en lui faisant un accueil si empressé, ma cousine semblait me dire : « Vous n'êtes qu'un niais, Albert; voilà comme on s'y prend quand on sait vivre! » Mon parti était bien arrêté de quitter La Ribaudaie avant la fin de l'été; mais il m'en coûtait tant de dire à Flora un adieu éternel que je restais, remettant de semaine en semaine ce départ redouté.

Plus je reculais, et plus il me devenait difficile de prendre un parti; peut-être même était-il trop tard. Lorsque Flora venait à La Ribaudaie avec son oncle, nous nous isolions dans un monde à part; ce que nous disions n'intéressait personne, et nous demeurions indifférens à ce qui se disait autour de nous. On riait de ce qu'on appelait notre enfantillage, comme si toute conversation qui n'a pas pour sujet un fait précis ne pouvait être qu'un bavardage sans portée. Il est vrai que nos entretiens ressemblaient un peu au vol de l'hirondelle, courses vagabondes, rapides évolutions entremêlées de gazouillemens joyeux. Ces causeries ne m'ennuyaient jamais, et pourtant l'éducation de Flora avait été fort négligée; elle savait bien peu de ce que l'on apprend dans les livres. En revanche, il n'échappait point à cette créole ignorante de ces phrases banales que tant de jeunes filles bien élevées laissent tomber nonchalamment quand elles rêvent à leur toilette du lendemain. Il y avait en elle la sensibilité ardente qui jamais ne sommeille, l'élan du cœur qui ne permet point à l'égoïsme de se cacher sous le masque de la pruderie. Cependant l'été avançait; on était aux premiers jours d'août. Il me fallait prendre congé des Legoyen et aussi interrompre à ses débuts ce roman d'un jour si bien commencé. Plus que jamais j'allais me trouver lancé dans cette vie de solitude inoccupée qui me forçait à courir au hasard sur terre et sur mer. Cette perspective n'était pas pour moi sans amertume : non pas que je fusse las de cette existence vagabonde qui m'avait plu si longtemps; mais l'idéal pour moi eût été de la mener à deux... Mes tristesses n'échappaient point à Mme Legoyen; toutefois ses bons procédés à mon égard ne se démentaient pas un instant, et jamais elle ne m'adressait une question. Quant à sa sœur

Emma, toujours gaie, toujours gracieuse, elle semblait exclusivement occupée de sa toilette. Je ne surprenais en elle ni mélancolie, ni trouble, ni émotion; elle se montrait toujours la même : affable, souriante, enchantée d'être jolie.

Un jour que M. de Rogariou et sa nièce déjeunaient à La Ribaudaie, il se produisit un de ces incidens qui dénouent les situations les plus compliquées. Nous étions à table depuis une heure environ. Bien décidé à m'expliquer avec Flora sur la nécessité où je me trouvais de quitter le pays, j'attendais impatiemment que mon cousin Legoyen se levât de table; mais il mangeait beaucoup et longuement. Cherchant en moi-même comment aborder ce grave sujet d'une séparation éternelle, je tenais mes yeux dirigés sur les pelouses du parc. Derrière un massif, j'aperçus la blouse bleue du facteur rural qui suivait la grande allée et marchait d'un pas fatigué. La vue de cette blouse bleue à collet rouge me cause toujours un tressaillement involontaire. Que va-t-il sortir de cette boîte de Pandore qui contient l'inconnu avec toutes ses inquiétudes? Malgré moi, je reportai mes regards sur M. Legoyen, qui offrait à ses convives les riches productions de son verger : il était radieux! Le domestique entra et lui remit une lettre.

— En vérité, s'écria-t-il, j'ai bonne envie de dire, moi aussi : A demain les affaires sérieuses!

— Pas de façon avec nous, je vous en prie, répondit M. de Rogariou; décachetez et lisez.

— Vous le permettez, mon cher voisin? répliqua M. Legoyen.

Et il se mit à parcourir la lettre. A mesure qu'il lisait, sa physionomie passait du rouge foncé au blanc mat. Mme Legoyen, craignant que son mari ne se trouvât mal, se leva de sa place et courut vers lui. Emma devint tremblante, je sentis une sueur froide mouiller mon front. Flora et son oncle gardaient le silence. Il y eut un moment d'une indicible anxiété; nous étions comme des gens surpris par l'éclair qui baissent la tête en attendant la foudre qui va fondre sur eux.

— Tous les malheurs se réunissent pour m'accabler, dit enfin M. Legoyen d'une voix altérée; hier j'étais riche, aujourd'hui me voilà ruiné, mais l'honneur est sauf!... Une maison étrangère avec laquelle je faisais de grandes affaires a manqué; un de mes navires richement chargé a péri en rade du cap de Bonne-Espérance par la faute du capitaine, et les assurances refusent de payer... Enfin deux autres de mes bâtimens, qui reviennent d'un long voyage en ne me rapportant que des pertes, sont signalés au bas de la Loire. Telles sont les nouvelles que je reçois par le courrier de ce matin.

— La révolution m'avait mis plus bas que vous n'êtes, monsieur,

reprit l'oncle de Flora, et j'ai refait ma fortune. Si je puis vous aider à refaire la vôtre, disposez de moi.

— D'abord il faut que je vende ma terre et mon château de La Ribaudaie, ce château que j'ai fait sortir du sol par la puissance de mes capitaux, ce parc qui était ma joie, mon orgueil!... Oui, il faut que je vende tout cela...

— Oh! mon Dieu! est-ce possible? s'écria en pleurant Mme Legoyen.

— Oui, mon amie, il faut que je vende ce lieu, qui faisait nos délices; mais ce qui me navre, ajouta-t-il, c'est que dans ce désastre se trouvent englouties votre dot et celle de cette chère Emma...

A ces paroles terribles, Mlle Trégoref resta comme pétrifiée : on eût dit une fleur que le soleil a frappée de ses rayons brûlans. Flora, tout attendrie, ne chercha point à arrêter les larmes qui coulaient de ses yeux, et M. de Rogariou, prenant la main du malheureux négociant abîmé dans le naufrage de sa fortune, lui dit avec calme:

— Mon cher monsieur, écoutez-moi. Je suis riche, très riche. Outre nos plantations des Philippines, nous possédons, ma nièce et moi, aux portes de Nantes, des terrains qui ont acquis, par la création du chemin de fer, un prix considérable. Parlez; voulez-vous voir en moi un ami, voulez-vous de moi pour votre associé?

— Un négociant qui a tout perdu peut-il associer quelqu'un à... sa ruine? repartit M. Legoyen. Après ma liquidation, je me trouverai réduit à si peu de chose qu'il me sera impossible de rien entreprendre.

— Dans ce cas, renoncez au commerce et vivez tranquille à la campagne... Vous ne quitterez pas ce château, cette terre de La Ribaudaie. Non, vous dis-je, ne secouez pas la tête en signe d'incrédulité, vous resterez ici. Dites-moi ce que vaut La Ribaudaie, je la paierai comptant, elle sera à moi; vos créanciers en toucheront le montant, et vous y demeurerez en paix. Personne ne saura ce qui s'est passé, et ce n'est qu'après vous que mes héritiers entreront en possession de votre bien...

M. Legoyen tenait les yeux baissés sans rien répondre. Il ne pouvait se faire à l'idée d'habiter son château sans en être le maître.

— Votre offre est généreuse, monsieur le vicomte, reprit-il après quelques minutes de silence; mais je ne l'accepte point. Si ma propriété vous convient, je suis prêt à vous la vendre, et mon malheur vous aura servi à rentrer en possession des biens que la révolution vous avait enlevés... Le seul service que je vous demande, c'est de m'avancer dès aujourd'hui les cent mille francs que je dois à Mlle Trégoref, ma belle-sœur...

Celle-ci, humiliée, écrasée par le désastre qui venait de fondre sur

elle, tenait sa tête entre ses mains, et s'efforçait de comprimer ses sanglots. Flora promenait ses yeux noirs sur les malheureux Legoyen, qui s'abandonnaient au désespoir. Se levant avec énergie, elle s'avança au milieu du salon et s'écria de sa voix vibrante :

— Mon Dieu, mon Dieu! je n'y tiens plus; c'est déchirant. Monsieur Albert, je vous en prie, conjurez M. Legoyen d'accepter les offres que lui fait mon oncle... Et vous, Emma, ne vous désolez pas ainsi. Vos gémissemens me font un mal affreux!...

Puis, se jetant au cou de celle-ci et écartant les mains qui cachaient son visage : — Chère Emma, ajouta-t-elle tout bas avec mille caresses, ne savez-vous pas que mon oncle vous aime?... Eh bien! épousez-le tout de suite; vous redeviendrez riche, vous serez ma tante... Oh! comme je vous aimerai... Emma, regardez-moi, ma toute belle, et ne pleurez plus!... Ah! bah! mon oncle vous tirera tous de ce mauvais pas, si vous y consentez...

A ce moment-là, la petite Panthère noire avait tant de persuasion dans la voix, tant de douceur dans le regard, que la pauvre Emma la pressait sur son cœur et couvrait de baisers sa joue brune.

— Que vous êtes bonne, Flora!... Vous voudriez nous tirer de l'abîme où nous voilà plongés, mais cela ne se peut...

— Je vous dis que c'est possible, reprit Flora en parlant si bas que l'on eût cru entendre le bourdonnement du colibri dans le calice d'une fleur. Mon oncle vous aime; vous le savez bien, n'est-ce pas?... Peut-être l'aimez-vous aussi...

Mlle Trégoref la serrait plus fort dans ses bras pour étouffer sa voix indiscrète, et moi je triomphais de voir l'âme ardente de Flora se révéler avec tant d'éclat au milieu de cette grande catastrophe.

— Mon oncle, mon cher oncle, reprit Flora avec exaltation, voyez donc Emma, comme elle pleure! Monsieur Legoyen, il vous suffit d'un mot pour faire rayonner ces beaux yeux : acceptez les offres de mon oncle, laissez-le s'associer avec vous; dites oui!... Dites-le pour vous, pour votre femme, pour votre belle-sœur et pour moi...

Parlant ainsi, elle passa ses petits bras autour du cou de mon cousin Legoyen : celui-ci n'y tint plus, je crus que l'émotion allait le suffoquer.

— Attendez, mademoiselle, dit-il d'une voix entrecoupée, attendez... J'estime qu'il me restera encore, tous comptes faits, quelque chose comme...

— Peu importe le chiffre! interrompit Flora. Vous comprenez bien, monsieur Legoyen, qu'il faut qu'Emma épouse mon oncle : elle sera vicomtesse, et puis... tout s'arrangera. S'il faut que les affaires des Philippines soient réglées, eh bien! votre cousin, M. Albert, qui aime les voyages...

Pour le coup, je me sentis moi-même comme terrassé par une

émotion trop poignante. Je souhaitais ardemment que mon cousin pût se relever de sa ruine; mais qu'il fallût pour l'y aider m'éloigner de Flora, mon héroïsme n'allait pas jusque-là. Douloureusement surpris, je me tournai vers celle-ci; elle me faisait signe de la tête en disant : — Bien, bien, tout va au mieux!

— Pas pour moi, répondis-je; mais elle se rapprocha de mon cousin Legoyen, qui portait sa main à son front et continuait ses calculs.

— Monsieur le vicomte, dit enfin le négociant, il me reste encore quelques navires dont la vente forcée ne me rapporterait que le tiers de ce qu'ils valent; si je puis les garder et faire de nouveaux armemens, ces débris de ma fortune serviront à me sauver d'une ruine complète...

— Vous voyez bien, s'écria Flora, tout n'est pas perdu!... Embrassez-moi donc, madame Legoyen. Ce château, ce parc, ces biens, que vous sentiez s'échapper de vos mains, ils ne vous seront pas ravis... La chose est convenue, n'est-ce pas? mon oncle.

M. de Rogariou eût préféré acheter à beaux deniers comptans la belle terre de La Ribaudaie, qu'il ne pardonnait pas à la révolution de lui avoir enlevée. Cependant il ne rejeta pas l'occasion qui s'offrait à lui de sauver la dot de Mlle Trégoref et de confier ses capitaux aux mains d'un négociant d'une probité reconnue. Il s'enferma avec M. Legoyen et sa femme dans un cabinet situé au premier étage du château, et là ils se mirent à conférer tous les trois. Emma, fatiguée par les émotions qui l'avaient assaillie, serra une fois encore la petite Panthère noire sur son cœur et se retira. Demeuré seul avec Flora, j'éprouvais le besoin de m'expliquer avec elle sur mes projets de départ et aussi sur les paroles qu'elle venait de prononcer; mais son caractère impétueux ne lui permit pas d'écouter mon discours, dès le premier mot elle m'interrompit.

— Monsieur Desruzis, j'ai une question à vous faire : vos parens ont-ils joué un rôle dans cette affreuse révolution à laquelle mon oncle a gardé des rancunes implacables?

— Le rôle que mes parens ont joué dans la révolution a été celui de victimes, répondis-je.

— Dieu soit loué! s'écria-t-elle, le dernier obstacle est levé; vous pouvez maintenant lui parler hardiment.

— De quoi? — allais-je dire dans la naïveté de mon âme; mais je m'arrêtai, et troublé jusqu'au fond du cœur : — Oh! Flora, lui dis-je d'une voix émue, vous êtes un trésor de bonté... La famille Legoyen vous devra son salut, et moi je vous devrai mon bonheur...

— En vérité, reprit-elle, je ne puis supporter les minauderies des femmes de ce pays-ci... Elles font toujours semblant de ne pas vouloir ce qu'elles désirent; il m'a fallu brusquer les choses... Et vous-

même, monsieur, vous alliez partir, dites-vous, et pour aller où, s'il vous plaît?... Vous mériteriez que l'on vous dise : Bon voyage !...

— Ne le dites pas de grâce!...

M. et Mme Legoyen reparurent dans le salon accompagnés de l'oncle de Flora. — Voilà qui est conclu, dit celui-ci; je vais écrire à mon banquier, et dans deux jours nous signerons l'acte d'association. Adieu; soyez calmes, prenez confiance.

Au moment de partir, et comme j'échangeais un regard avec Flora : Monsieur Albert, me dit le vicomte en souriant, il faudra absolument que vous alliez arranger *nos* affaires à Manille.

III.

La catastrophe qui venait d'atteindre les Legoyen ne laissait pas d'être utile à quelque chose. Elle avait hâté le dénoûment de l'*imbroglio* dans lequel nous étions tous engagés depuis quelque temps et servi à mettre en relief le fond des cœurs. Un peu étourdi de ce brusque dénoûment, de ce coup de foudre qui avait mûri et presque fait tomber dans ma main le fruit vert objet de mes espérances confuses, je me mis en devoir de quitter le château de La Ribaudaie. Ma position était devenue si nette que je pus sans affectation féliciter Mlle Trégoref sur l'avenir qui l'attendait.

— Eh bien! monsieur Desruzis, répondit-elle, vous possédez une sagacité qui passe la nôtre de beaucoup... Vous avez su découvrir d'un coup d'œil les qualités précieuses qui distinguent Mlle de Rogariou... Permettez-moi de vous faire aussi mes complimens.

Cela fut dit simplement, avec sincérité; nous nous quittions comme deux amis qui n'ont rien à se reprocher. Emma allait entrer dans ce monde riche et glorieux qui l'attirait, et moi j'allais retourner dans ce monde d'aventures qui me fascinait toujours. Oui, c'était dans un monde d'aventures que je me lançais; je ne l'ignorais pas, et, quoique secrètement épouvanté, je me jetais en avant. Un séjour de deux mois à La Ribaudaie ne m'avait-il pas convaincu que je n'entendais rien aux exigences sociales? De toutes les jeunes filles que j'avais rencontrées en France pendant une halte de plus d'une année, Emma était la plus jolie, celle dont les charmes avaient fait le plus d'impression sur moi, et pourtant je n'avais point éprouvé pour elle cette passion vive, irrésistible, qui seule pouvait me captiver. Il me semblait qu'elle était dans ce château de La Ribaudaie, sous l'œil rigide de sa sœur, comme une de ces héroïnes des romans, de chevalerie soumises à l'influence d'un talisman qui lui ôtait la liberté et gênait la mienne; mais dans Flora, dans la jeune fille créole aux franches allures, orpheline, sans famille et pour ainsi

dire sans patrie, je trouvais l'idéal que j'avais souvent rêvé : un esprit dégagé de tout préjugé, un cœur libre et prêt à se donner sans réserve. Avec elle, je pourrais traverser la vie d'un vol doux et silencieux, comme ces deux personnages de Prudhon qu'on a nommés, je ne sais pourquoi, le *génie des arts*, et qui flottent au-dessus de la terre en se donnant la main. Avec elle, je n'aurais rien à sacrifier de mon indépendance sauvage; elle comprenait mes instincts, et j'acceptais les élans naïfs de sa nature impétueuse. Je savais que Flora se contenterait d'une vie intime et retirée, parce que, n'ayant point la prétention d'être jolie, il ne lui viendrait jamais la fantaisie d'aller admirer les autres. Dans ses yeux pleins de feu, on lisait facilement ces deux mots qui se correspondent : dévouement, jalousie... Peut-être l'oncle Rogariou, embarrassé d'une nièce mal préparée au climat et au monde de notre pays, saisissait-il avec joie l'occasion de l'éloigner de lui. Que m'importait? Comme il paraissait croire qu'il m'avait enlevé Emma de haute lutte, il me devait de ne pas mettre obstacle à mon union avec Flora: c'est ce qu'il fit, et j'entrevis le jour où il me serait donné de m'élancer une fois encore sur l'immense océan, de cingler vers les pays aux splendides horizons, et cela en compagnie d'une femme aimée.

Ainsi qu'il avait été convenu entre eux, M. Legoyen et l'oncle de Flora s'associèrent pour que les capitaux de celui-ci aidassent celui-là à raffermir son crédit ébranlé. M. de Rogariou, qui avait vécu longtemps aux colonies, ne croyait point déroger en s'adonnant au commerce; il entendait parfaitement les affaires et l'emportait sur son associé par la haute portée de son esprit. Il acquit donc très vite dans la maison l'autorité la plus absolue; bien qu'il ne parût jamais au dehors, c'était lui qui conduisait tout. Mlle Emma Trégoref admirait en lui le gentilhomme aux belles manières doublées d'une grande fortune; les Legoyen témoignaient le plus grand respect à un vicomte qui avait à sa disposition tant de capitaux. Combien nous étions petits et insignifians, Flora et moi! Nous vivions en dehors des affaires, ne songeant qu'à une seule chose : être unis au plus vite afin de régler notre existence à notre manière, n'importe en quel lieu, car nous parlions toujours d'aller aux Philippines sans savoir si nous nous y fixerions. La fortune de Flora, jointe à l'aisance que je possédais, nous permettait de choisir le lieu où nos jours s'écouleraient dans la paix et dans l'obscurité. Si on nous regardait comme des enfans, comme des esprits chimériques, nous étions loin d'envier la raison et la sagesse de qui que ce fût.

Comme il eût été dangereux pour Flora de passer un hiver en

France, il fut arrêté que le mariage aurait lieu vers la fin d'octobre, avant celui de M. de Rogariou avec M[lle] Trégoref. L'oncle de Flora n'était pas prêt; il lui fallait aller à Paris pour s'occuper de l'importante affaire des bijoux, des châles et des dentelles, et puis que de travaux restaient à faire au château de La Marsaulaie! Pour nous, rien de semblable; il s'agissait d'être unis l'un à l'autre par un lien indissoluble et de partir.

Huit jours après la noce, nous prenions congé des Legoyen et de notre oncle, et nous montions à bord d'un navire frété pour Manille; c'était un beau trois-mâts d'un tonnage considérable et d'une marche rapide. Notre première pensée avait été de faire ce long voyage par les bateaux à vapeur, mais il nous parut plus agréable de partir du bas de la Loire à bord de ce grand navire dont nous avions pris toute la cabine pour nous deux : là nous serions seuls; là commencerait pour nous cette vie intime que le tumulte des bateaux à vapeur, toujours encombrés de passagers, aurait rendue impossible. Le vent du nord-est, cher aux navigateurs qui font route vers les tropiques, enfle nos larges voiles; on pousse des bonnettes, on met dehors jusqu'aux contre-cacatois, et notre navire, pareil à un cygne gigantesque qui fend l'onde avec ses ailes tendues et ses plumes gonflées, nous entraîne rapidement hors des froides latitudes. Sur l'immensité des flots, tout nous faisait défaut à la fois de ce qui constitue le charme des pays civilisés, et pourtant il semblait que rien ne nous manquât. La terre absente avec ses fruits et ses fleurs, les bruits, les joies, les spectacles des grandes villes, tout cela était oublié, parce que dans l'infini d'un horizon sans limite nous sentions grandir l'affection dont nos cœurs débordaient. Nous avions devant nous quatre mois de ce tête-à-tête dans la solitude de la mer, toujours animée, toujours palpitante sous la pression des vents, sauf les rares journées de calme où le flot, encore soulevé par le souffle de la veille, se balance en longues ondulations. Ne regrettant rien, nous allions au-devant de la vie avec une sorte d'ivresse, et si de loin en loin une île, une terre inconnue sortant du sein de l'océan comme une vapeur grise venait frapper nos regards, nous songions avec un sentiment de pitié à ceux qui demeuraient attachés à ces rivages devant lesquels nous passions à tire-d'aile.

Nous avions fait une courte relâche au cap de Bonne-Espérance pour nous procurer des vivres frais : une seconde halte de quelques jours en rade de Singapoure marqua la seconde étape; puis nous entrâmes dans la mer de Chine. — Enfin, nous sommes chez nous, dit Flora avec une sorte de ravissement; bientôt nous aborderons cette grande île de Luçon où j'ai vu le jour. Et toi, Albert, tu as tout quitté pour me suivre!...

— Calderon, le poète dramatique, a dit avec une profonde mé-

lancolie : *La vida es un sueño, y hasta los sueños, sueños son* (1)! Tant que la fantaisie nous emporte, ne sommes-nous pas comme l'oiseau à qui rien ne manque, pourvu que ses ailes le soutiennent?

— C'est vrai, répondit-elle; mais si l'aile vient à fléchir, si tu te repentais de m'avoir aimée...

— Jamais! jamais!

— Tiens, reprit-elle, j'ai rêvé que je restais seule dans mon île et que tu retournais en Europe.

— Mais les songes sont des songes : *hasta los sueños, sueños son!*...

— Mon Dieu! s'écria-t-elle en serrant dans sa main la petite croix d'or suspendue à un collier de perles qu'elle portait toujours à son cou, mon Dieu! écartez de moi les pressentimens qui m'agitent! Une fois à terre, il nous faudra entrer dans la réalité... Si l'ennui s'empare de toi!... Le lieu où je veux te conduire est bien retiré, Albert : figure-toi un coteau couvert des plus beaux arbres des régions tropicales, au pied duquel s'étend, comme une mer tranquille, un grand lac, la *Laguna*, dont le souvenir me fait tressaillir de joie.

— Nous y vivrons comme dans un paradis! répliquai-je. Il m'a toujours semblé que la jeunesse ne peut finir là où les feuilles des arbres ne tombent jamais sous le souffle glacé des hivers!

A mesure que nous approchions du rivage désiré, je voyais Flora devenir plus rêveuse. Ce qu'elle éprouvait ne m'était point inconnu; quand on achève une traversée durant laquelle on n'a eu à s'occuper de rien, il se répand dans le cœur une vague tristesse, comme celle qui nous saisit au réveil après le sommeil de la nuit. Cependant ce malaise, inséparable des préoccupations de l'arrivée, parut se dissiper lorsque l'ancre toucha le fond de la baie. Manille était devant nous avec ses édifices imposans, les tours de ses cent églises et le mouvement de sa rade. Nous avions touché le port, et le grand navire pliait ses voiles. Il nous fallait quitter cette cabine paisible où s'étaient écoulés les premiers mois d'une union pleine de charme, et j'avoue que notre cœur se serra quand nous eûmes enlevé tout ce qui rappelait notre séjour dans ce petit sanctuaire béni. Il semblait que nous abandonnions le nid qui avait abrité nos amours! Sans nous arrêter à Manille, nous fîmes route pour la Laguna, où Flora et moi nous fûmes reçus par des serviteurs heureux de revoir leur maîtresse. Le site était plus enchanteur encore que je ne me l'étais figuré : le soleil semblait contempler avec tendresse cette vallée splendide au milieu de laquelle dormait la Laguna aux eaux bleues et profondes.

(1) La vie est un songe, et les songes même sont des songes.

— C'est dans un pareil lieu et avec toi que tu crains pour moi l'ennui ! dis-je à Flora en promenant mes regards ravis sur le paysage qui nous entourait.

Flora sourit d'un air de triomphe. — Te rappelles-tu le premier jour où tu m'as vue à La Marsaulaie? J'avais froid, j'étais engourdie, je songeais à ce que tu vois là...

— Et moi, répliquai-je, je devinais ce que tu souffrais ainsi.

— Demain, reprit-elle, nous parcourrons toutes nos plantations, et au retour nous irons nous agenouiller auprès des tombeaux de mon père et de ma mère... Tu dois prier pour eux, Albert; ils sont morts jeunes tous les deux, et ils reposent à côté l'un de l'autre comme je voudrais...

Elle s'arrêta, craignant de me chagriner par ses réflexions attristantes. La promenade que nous fîmes ce jour-là devint notre pèlerinage de chaque jour. Pendant un mois, nous vînmes régulièrement prendre place au même lieu, comme ces oiseaux du Bengale qu'on dit inséparables, et qui aiment à demeurer côte à côte sur la même branche. Nous étions les premiers à rire de cette comparaison, et il n'y avait là personne pour tourner en ridicule cette idylle digne des temps primitifs; mais un jour Flora eut la fantaisie d'aller plus loin. La chaleur était accablante; nous allions doucement à mi-côte sous de grands cocotiers aux branches en éventail qui laissaient pendre au-dessus de nos têtes leurs fruits énormes. Peu à peu nous nous mîmes à descendre vers la Laguna, attirés par la fraîcheur des eaux. Il poussait de toutes parts des plantes gigantesques aux couleurs sombres, laiteuses et comme gonflées de venin.

— Asseyons-nous ici, dit Flora; il y a longtemps que je n'ai autant marché.

Oh! qu'ils sont terribles ces climats où la mort se cache sous les pas de ceux qui sourient à la vie! Nous nous assîmes parmi les herbes aux grandes feuilles qui restaient froides malgré l'ardeur du soleil, et Flora s'endormit après avoir appuyé sa tête sur ma poitrine. Je n'osais faire un mouvement de peur de l'éveiller : tout était silence autour de nous. Le sommeil de Flora durait depuis un quart d'heure, lorsque je la vis faire un brusque mouvement et porter la main à la cheville de son pied.

— Albert, s'écria-t-elle en se levant avec précipitation, une bête m'a piquée...

— Quelle bête? demandai-je; je n'ai rien vu.

— Oh ! je l'ai senti, un serpent m'a mordu... Tiens, le vois-tu, l'entends-tu qui se glisse sous les herbes?... Oh ! Albert, emporte-moi d'ici. J'étais donc trop heureuse !

J'avais pris ma femme dans mes bras, et je courais comme un

fou à travers une atmosphère embrasée. Le pied mordu commençait à enfler. — Mon Dieu! que je souffre! disait Flora d'une voix étouffée.

Arrivé à l'habitation, j'appelai du secours; on partit en toute hâte pour aller chercher un médecin. — Non, un prêtre, disait Flora, celui qui le même jour a reçu le dernier soupir de ma mère et m'a baptisée!... Albert! me pardonnes-tu de t'avoir emmené si loin pour t'abandonner si vite? Oh! ne reste pas ici, Albert! pars, fuis cette île que tu dois maudire... Voilà donc ce rêve affreux que j'avais mal compris, et qui m'obsédait!

Je tenais sa main dans la mienne en me penchant sur elle pour recueillir ses dernières paroles. — *Alberto, adios, mi querido,* adieu, mon bien-aimé! murmura-t-elle. Cette croix, ce collier, prends, prends... Dieu ne veut pas que je vive, que sa volonté soit faite!...

Il y a des douleurs qui ne se racontent pas. L'homme courageux doit savoir supporter les souffrances du cœur, comme celles du corps, sans faire retentir l'air de ses cris. Il me tardait de quitter cette île maudite où j'avais abordé avec tant de joie... Cette fois je pris la route la plus courte pour revenir en Europe : j'avais besoin d'aller vite, très vite. Tout ce que je voyais sur mon chemin m'était indifférent; mes facultés semblaient anéanties, et le souvenir de ce bonheur qui n'avait duré que six mois me déchirait comme un remords. En vain j'essayais de me prouver à moi-même que ce qui n'était plus n'avait jamais existé; il y avait en moi une blessure saignante que je ne pouvais nier, encore moins guérir. Désormais, je le sentais, la jeunesse avec ses illusions trop prolongées avait cessé pour moi. Plus de rêve possible : la réalité m'avait saisi dans ses serres d'acier et me tenait captif. — Que ferai-je de la vie? je l'ignore. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle m'emportera vers l'éternité sur ce courant rapide auquel ne résistent ni les heureux ni les affligés; mais je ne ferai plus le moindre effort pour m'accrocher au rivage. — Le premier jour de mon arrivée en France, j'éprouvai un redoublement d'angoisses. Parti de mon pays triomphant et joyeux, j'y rentrais vaincu et désolé. Voyant que je ne pourrais surmonter la tristesse qui m'accablait, je pris le parti de m'y abandonner, et donnai un libre cours aux larmes qui me suffoquaient; puis j'ouvris la cassette où je tenais enfermés la croix d'or et le collier de perles qui ornait le cou de Flora durant sa vie, et je baisai avec ardeur ces reliques précieuses dont je ne me séparerai jamais. La croix est d'or, mais c'est encore la croix, symbole de la souffrance et de la résignation. Ces gracieuses perles qui la soutiennent figurent les plaisirs, les chimères, les brillantes illusions de la vie; mais ce cortége souriant dont nous nous entourons durant notre pèlerinage ici-bas n'empêche pas que nous ne trouvions tôt

ou tard la douleur et la mort. Heureux ceux qui touchent le but de bonne heure, qui disparaissent de ce monde à l'aurore de la vie!

Il me fallut retourner à La Marsaulaie pour régler avec M. de Rogariou ses propres affaires et celles qui concernaient ma pauvre Flora. C'étaient des heureux que j'allais retrouver là. Je fis en sorte d'arriver le matin afin de pouvoir repartir le soir même. Une lettre avait annoncé mon arrivée, mais sans préciser le jour. Mon cœur se serrait à la pensée de revoir ce manoir austère, cette grande cheminée devant laquelle s'était révélée à moi dans toute la sincérité de sa nature celle dont je portais le deuil; mais tout était transformé : le précieux monument du moyen âge, reblanchi et remis à neuf, avait perdu tout son caractère. Dans le parc nettoyé, à peine restait-il une trentaine de vieux ormes qui semblaient s'ennuyer dans leur solitude. Tout s'était fait jeune et riant pour plaire à Emma, devenue la vicomtesse de Rogariou. Elle était occupée, lorsque j'arrivai, à faire combler les douves, afin d'y semer des fleurs. L'accueil de l'oncle de Flora fut cordial et même affectueux, il donna quelques larmes à sa nièce, et Mme de Rogariou y mêla les siennes; mais ce qui finissait pour moi commençait pour eux : ils goûtaient le bonheur qu'ils avaient souhaité, celui de s'installer dans un château mis à neuf et d'entrer dans la vie avec une grande fortune.

Comme je sortais, une voiture parut à l'entrée du parc; je me cachai dans un buisson pour n'être pas vu, car je pleurais comme un enfant. C'étaient mon cousin Legoyen et sa femme qui se rendaient à La Marsaulaie dans une voiture neuve; Jean portait une vraie livrée, et sur les panneaux de la calèche je crus voir quelque chose comme des armoiries : Mme Legoyen pouvait-elle ne pas marcher de pair avec sa jeune sœur?

Ils passèrent sans m'avoir aperçu, et je m'éloignai en résumant ainsi les sensations qui m'oppressaient : si j'avais voulu *faire comme tout le monde* et me rire, moi aussi, de cette enfant étrangère qu'ils nommaient la Panthère noire, je serais sans doute l'époux d'Emma... Mon cœur n'aurait pas été brisé, ma vie interrompue à l'âge où elle s'épanouit pour d'autres... Qu'importe? cette douleur qui me consume, je ne la donnerais pas pour le bonheur banal de ces riches confits dans leur luxe, qui usent leurs années à faire la roue comme des paons. Ma pauvre et chère Flora a passé dans ce monde à la manière de l'oiseau de paradis, si peu fait pour se poser à terre qu'on l'a tenu longtemps pour une créature presque céleste, se mouvant toujours dans l'air et s'y reposant, à la façon des anges, sur ses ailes!

TH. PAVIE.

L'ESPRIT MODERNE

DANS L'HISTOIRE

Histoire d'Espagne depuis les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII,
par M. Rosseew Saint-Hilaire.

I.

Avant de me livrer à l'appréciation d'une composition historique considérable par les développemens comme par le sujet, il me semble à propos d'exposer quelques idées sur la manière d'écrire l'histoire et sur les divers systèmes auxquels elle a donné lieu de nos jours. Ces considérations prépareront et expliqueront le jugement que j'essaierai ensuite de porter sur le livre de M. Rosseew Saint-Hilaire.

On pourrait croire que l'état politique le plus favorable aux lettres et aux arts est celui où le pouvoir, concentré entre les mains d'un gouvernement fort et absolu, dispense en quelque sorte les citoyens, ou plutôt les sujets, du soin des affaires publiques, et les met en situation de se livrer sans trouble à ces nobles distractions de l'esprit. Cette manière de voir, qui semble justifiée par de grands exemples historiques, surtout par ceux que nous offrent le siècle d'Auguste et celui de Louis XIV, n'est pourtant qu'une erreur. Tout se tient dans le développement des facultés humaines, et ce n'est pas en énervant l'âme, en la mutilant, si l'on peut ainsi parler, dans quelques-unes de ses puissances, qu'on donne aux autres plus d'énergie. L'homme qui a cessé de prendre part aux affaires de son pays, à la direction de ses grands intérêts moraux, qui, par une conséquence forcée, y devient tôt ou tard indifférent, ne peut guère porter dans l'étude et la culture des lettres cette

étendue d'esprit, cette élévation de sentimens sans lesquelles on ne dépasse pas une certaine médiocrité. Je ne veux pas dire que les lettres ne puissent fleurir que sous un régime de liberté régulière et garantie par de fortes et solides institutions. Les temps de guerres civiles, de luttes violentes entre les partis, où les talens, le courage, la fermeté d'âme, toutes les vertus politiques, ont l'occasion de se déployer, où les caractères sont naturellement provoqués à se manifester tout entiers, sont peut-être plus propices encore aux progrès de l'esprit humain que les époques de pleine liberté. L'oppression, la tyrannie, la persécution, aussi longtemps qu'on peut lutter contre elles et qu'elles n'ont pas complétement triomphé, sont, dans un certain sens, des épreuves salutaires, de puissans stimulans qui font qu'un peuple vaut tout ce qu'il peut valoir. C'est même d'ordinaire au sortir des agitations civiles, pourvu qu'elles ne se soient pas démesurément prolongées et n'aient pas dégénéré en une misérable anarchie, que l'histoire nous montre ces pléiades de grands hommes qui font la gloire de quelques siècles privilégiés.

Pour revenir aux exemples que je citais tout à l'heure et pour en mieux indiquer la véritable signification, je dirai que ce n'est ni à Auguste, ni à Louis XIV qu'il faut faire principalement honneur de l'éclat qu'ont jeté sur leur règne ces poètes immortels, ces grands écrivains dans tous les genres qu'on vit alors éclore en foule. Ils étaient le produit du mouvement imprimé aux esprits par les discordes civiles qui avaient frayé les voies au pouvoir absolu, et ce pouvoir absolu, malgré les encouragemens qu'il leur prodigua, ne réussit pas à leur susciter des successeurs. Lorsqu'Auguste mourut, la poésie était déjà descendue de Virgile à Ovide, et elle ne devait pas s'arrêter dans ce mouvement rétrograde. Avant la mort de Louis XIV, les La Motte et les Fontenelle avaient pris la place des Racine et des Molière. De même dans l'Italie moderne, lorsque Charles-Quint eut courbé sous un despotisme uniforme les nombreux états qui jusqu'alors avaient joui soit de la liberté, soit tout au moins de l'autonomie, lorsque la paix d'une servitude régulière eut remplacé les agitations cruelles, mais fécondes, du moyen âge, il n'y eut plus de Dante, d'Arioste, de Machiavel, de Michel-Ange, de Raphaël; dans les artistes, dans les poètes qui succédèrent immédiatement à ces hommes illustres, on peut déjà reconnaître un commencement de décadence, et un siècle plus tard toutétai fini ou à peu près. Ce n'est pas que le despotisme exclue les amusemens de l'esprit : dans les classes riches et éclairées, le désœuvrement général, l'absence de grands intérêts publics y disposent même peut-être un plus grand nombre d'hommes qu'aux époques de liberté; mais sous l'influence dominante tout se rétrécit, tout se raffine. La grâce affectée, la subtilité, la fausse délicatesse, prennen

la place des inspirations puissantes et des grands sentimens; les déclamations vides et ampoulées, les poésies galantes, les romans frivoles, les curiosités philologiques, les recherches d'une érudition oiseuse et puérile peuvent encore amuser les imaginations; des œuvres vraiment fortes ne peuvent plus être conçues par des hommes que la servitude a privés de leur virilité intellectuelle, et si quelques-uns étaient encore en état d'en produire, ils auraient peu de chance d'être compris et goûtés par leurs contemporains, qui, devenus exclusivement sensibles à ce qui est piquant, inattendu, ingénieux, et ne trouvant rien de tel dans de semblables œuvres, les dédaigneraient comme des vestiges, respectables peut-être, mais insipides, de l'antique simplicité. J'ai la conviction qu'au temps de Sénèque les beaux esprits de Rome, sans peut-être oser le dire tout haut, trouvaient bien des lieux communs dans Cicéron, et surtout qu'au temps de Claudien Virgile paraissait trop simple, trop dénué de finesse et d'ornemens.

Il est un genre littéraire qui, tenant moins que beaucoup d'autres aux facultés de l'imagination et reposant principalement sur les faits, semble au premier aspect en dehors des conditions que je viens d'exposer : je veux parler de l'histoire. Ces conditions cependant existent aussi pour lui, et peut-être même y est-il soumis à un plus haut degré encore. Pour peu qu'on y réfléchisse, on le comprendra facilement. Pour écrire l'histoire, la véritable et grande histoire, celle qui ne consiste pas dans des recueils d'anecdotes ou dans le récit de quelque épisode extraordinaire, celle qui, pour employer l'heureuse expression de Voltaire, retrace *les mœurs et l'esprit des nations*, il faut connaître les hommes et les affaires publiques, il faut se rendre compte de la puissance de l'opinion, de l'influence des institutions, de leurs rapports avec le caractère et les antécédens des peuples, et rien de tout cela ne peut être bien compris à ces époques de gouvernement absolu où les populations restent entièrement étrangères à l'action politique. Il faut encore, surtout si l'on veut écrire l'histoire contemporaine ou seulement l'histoire moderne de son propre pays, jouir d'une certaine liberté qu'un gouvernement absolu accorde difficilement à l'égard de certains personnages et à l'endroit de certaines questions. Le grand historien de la Russie, Karamsin, a dû arrêter son travail au commencement du XVII[e] siècle, c'est-à-dire au moment même où il serait sorti en quelque sorte du domaine des curiosités archéologiques pour raconter les faits qui ont élevé l'édifice de ce gigantesque empire. On sait qu'en France même, sous Louis XIV, Mézeray perdit sa pension pour avoir parlé avec quelque indépendance du droit qu'avaient jadis les états-généraux de voter les impôts.

Cela explique suffisamment le petit nombre d'historiens vra

ment dignes de ce nom que la France avait comptés jusqu'à nos jours. Quelques mémoires écrits par des hommes tels que Commines et le cardinal de Retz, qui avaient pris une part importante aux affaires et aux troubles civils, la grande histoire du président de Thou, composée au sortir des déchiremens de la ligue et sous un prince aussi tolérant, aussi libéral, aussi éclairé que le temps le comportait, c'était là, à peu de chose près, sauf une grande exception que j'indiquerai tout à l'heure, tout ce que nous possédions dans ce genre de solide et de sérieux. Je ne parle pas du grand ouvrage de Bossuet sur les *Variations de l'église protestante*, qui est surtout et presque exclusivement un chef-d'œuvre de polémique, ni de son *Histoire universelle*, ni des *Considérations* de Montesquieu *sur la Grandeur et la Décadence des Romains*, que l'on doit plutôt ranger parmi les traités de philosophie politique que parmi les histoires proprement dites. Ce qui frappe surtout dans la plupart des écrits historiques publiés à la fin du XVII[e] siècle et pendant le XVIII[e], c'est l'absence d'idées originales, de connaissance des hommes et des affaires. On sent, en les lisant, qu'il s'était établi une séparation complète entre la nation et son gouvernement, et que quiconque n'avait pas une participation officielle à l'administration publique, à la direction des affaires, était condamné à les ignorer complétement. Les auteurs de ces ouvrages, sans bien s'en rendre compte peut-être, partageaient l'humanité en deux classes absolument distinctes, les citoyens des antiques républiques, qu'ils douaient d'un patriotisme sans bornes, d'un courage, d'un désintéressement et aussi de talens prodigieux qui les rendaient dignes et capables de la liberté, et les sujets des monarchies modernes, qu'ils croyaient apparemment nés pour la servitude, et à qui ils faisaient un honneur, une vertu de s'y dévouer au besoin avec un héroïsme chevaleresque. A ces deux classes d'hommes si différentes, ils appliquaient des règles morales également diverses. Tel qui admirait les actes par lesquels les deux Brutus se sont immortalisés chez les Romains eût condamné comme un factieux, un criminel de lèse-majesté, quiconque en France et en Espagne aurait tenté de contenir les excès de l'autorité royale, et il fallut bien du temps, il fallut l'exemple de l'affranchissement des États-Unis pour faire naître ou du moins pour propager l'idée que les exemples de l'antique liberté pourraient trouver des imitateurs chez les modernes. Il est vrai qu'alors, comme l'esprit français va toujours d'un extrême à l'autre, on se prit à penser que ce que naguère on réputait impossible était la chose la plus facile du monde.

Ai-je besoin de dire que je ne comprends pas Voltaire dans le jugement que je viens de porter sur nos historiens du dernier siècle?

Si ce grand et rare esprit n'eût pas été avant tout un polémiste, si, engagé dans des controverses violentes, il n'y eût contracté des habitudes, des ressentimens, des partis-pris dont tous ses écrits portent plus ou moins la trace, sa pénétrante intelligence, l'étendue de ses vues, son amour de l'humanité, le sens critique dont il était éminemment doué, son talent d'exposition et l'élégante clarté de son style eussent fait de lui un historien presque accompli. Dans des genres bien divers, son *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, son *Siècle de Louis XIV* malgré la disposition vicieuse des matières, son *Histoire de Charles XII*, sont de vrais chefs-d'œuvre. Personne avant lui n'avait su à ce point fondre le récit des événemens avec le tableau des mœurs et des usages, montrer la différence des temps, les progrès de la civilisation, peindre à grands traits, presque toujours avec vérité, la physionomie des personnages remarquables, faire comprendre les ressorts de la politique, les mobiles réels des révolutions les plus importantes, éviter les fables absurdes dont la passion et la crédulité encombrent l'histoire. Si parfois ses grandes facultés semblent l'abandonner, si le sentiment du beau, du vrai, du grand, lui manque en plus d'une rencontre, c'est parce qu'en lui les passions du polémiste, l'influence des luttes du jour et de celles qu'il prévoyait pour le lendemain, viennent troubler le calme et la sécurité où l'historien a besoin de se maintenir pour être à la hauteur de sa tâche.

Comment, dans la première moitié du XVIII[e] siècle, à une époque où il existait un tel abîme entre la société et le pouvoir, entre les gouvernans et les gouvernés, où le public avait si peu de moyens d'agir sur la conduite des affaires et même de les connaître, où par conséquent la théorie et la pratique, absolument séparées, ne pouvaient ni s'éclairer, ni se contrôler réciproquement, comment Voltaire a-t-il pu écrire de manière à faire croire que ni l'une ni l'autre ne lui était étrangère? Il faut sans doute chercher avant tout l'explication de ce phénomène dans la supériorité et le genre de supériorité de son esprit; mais on ne doit pas oublier qu'il fut mêlé quelque temps aux négociations diplomatiques, bien que dans une forme indirecte et non officielle, qu'il eut des liaisons plus ou moins intimes avec presque tous les personnages principaux de son temps, avec les souverains, les ministres, les généraux, les gens de lettres, et que, constitué de bonne heure le chef du parti philosophique, il eut à déployer, pour le diriger et le contenir dans l'occasion, pour préparer ses succès, pour lui épargner des échecs, une grande partie des qualités qui servent à gouverner les états. On peut dire jusqu'à un certain point que, par sa grande influence morale, Voltaire n'était pas un simple particulier, mais un homme public avec qui les princes eux-mêmes traitaient souvent de puissance à puis-

sance. Dans une telle situation, il avait certainement, pour comprendre la marche des choses humaines et pour écrire l'histoire, des facilités et des ressources qui manquaient aux autres écrivains.

Il y avait d'ailleurs en lui, lorsque les passions ne l'aveuglaient pas, une supériorité de bon sens qui, à ce degré, est vraiment du génie. J'aime à me le figurer, plus jeune de quelques années, vivant assez pour assister à cette révolution de 1789 qu'il avait si clairement prédite, voyant tomber sous les premiers coups de cette révolution les abus qui lui étaient si odieux, l'intolérance et les persécutions religieuses, les iniquités, les cruautés des lois pénales et de la procédure criminelle, les priviléges outrageans pour les classes inférieures. Je me représente sa joie, bien autrement éclatante, bien autrement fondée que celle qu'il ressentit vers la fin de sa vie des réformes incomplètes de Turgot; mais je vois bientôt son enthousiasme se refroidir et faire place à un sentiment d'inquiétude et d'anxiété en présence des folles exagérations qui signalèrent si promptement l'omnipotence de l'assemblée nationale victorieuse. On se laisserait volontiers entraîner hors de son sujet en parlant de Voltaire, dont le nom évoque tant d'idées, et des idées si complexes; pour rentrer dans le mien, je dirai que dans tout le cours du XVIIIe siècle il me paraît être à peu près le seul historien véritable que la France ait produit. La révolution détruisit les obstacles qui rendaient presque impossible la culture de cette branche de la littérature, si florissante dans l'antiquité; mais ce résultat ne pouvait se manifester d'une manière immédiate. Ce n'est pas au milieu des convulsions de la terreur ni sous le despotisme de l'empire, ce n'est pas sous l'impression des haines, des ressentimens, des préjugés, sortis de ces époques violentes, qu'il était possible d'écrire l'histoire avec quelque impartialité et quelque liberté, surtout en ce qui avait trait aux événemens contemporains et aux questions alors agitées. Il fallait du temps pour que les esprits, comprimés ou exaltés outre mesure par un long despotisme ou par l'impression de tant de contre-coups violens, pussent reprendre le calme et la sérénité nécessaires, pour que la connaissance des intérêts publics, renfermée dans un cercle étroit et privilégié, pût se répandre dans le pays. Aussi, sauf quelques essais heureux, mais superficiels, d'un homme à qui l'on ne rend pas aujourd'hui assez de justice, M. Lacretelle, les trente premières années qui suivirent 1789 furent-elles aussi stériles en historiens que celles qui les avaient précédées.

C'est après 1820, alors que le régime constitutionnel et monarchique inauguré par la restauration avait déjà pu se développer à travers de bien rudes épreuves et manifester même déjà son in-

fluence féconde, tant dans l'ordre politique et social que dans l'ordre purement intellectuel, c'est alors qu'on vit surgir presque simultanément les hommes éminens qui devaient renouveler en quelque sorte l'histoire. Entre leurs mains, elle ne fut plus, comme elle avait été trop longtemps parmi nous, soit un texte de déclamation, soit un objet d'amusement et de distraction frivole: elle devint un grand enseignement. L'art de raconter avec clarté et agrément ne fut plus le seul talent exigé de ceux qui s'y appliquaient; il fallait encore un jugement sain, de la sagacité, la connaissance du cœur humain, une certaine science, au moins théorique, des affaires, de la législation et de l'économie politique. Il ne suffit plus, pour s'aventurer sur ce terrain, de recueillir, dans un petit nombre de livres consacrés par l'opinion, des notions admises sans contrôle. On exigea de l'historien, sinon toujours des faits nouveaux, au moins une appréciation éclairée et l'explication, la saine intelligence de ceux qui étaient déjà connus; on lui demanda de remonter aux sources, seul moyen de s'imprégner de ce qu'on appelle la couleur locale, c'est-à-dire de bien comprendre et de bien exprimer les époques dont on veut tracer le tableau.

Une circonstance remarquable, et qui montre quelle était alors la richesse, la fécondité du mouvement intellectuel, c'est la diversité des tendances, des tours d'esprit, des procédés de ces illustres écrivains. On aurait pu dire que chacun d'eux fondait une école particulière qui n'avait de commun avec les autres que l'éminence du talent, l'étendue du savoir et l'élévation de l'esprit. Dans l'un, le trait caractéristique était un point de vue philosophique rattachant tous les effets à des causes générales et s'efforçant de faire découler de certains principes toute la série des événemens. Dans un autre, l'esprit politique dominait avec la forme sévère, la précision, le dédain des détails minutieux qui en sont l'accompagnement habituel. Dans un autre encore, le charme, la clarté des récits, la vivacité des tableaux, entraînaient le lecteur. Aucun d'entre eux ne saurait être considéré comme l'élève, comme l'imitateur de l'un de ses rivaux; tous avaient leur originalité, leur caractère propre et bien distinct. Si l'on voulait pourtant chercher le point par lequel ils se ressemblaient en général, par lequel ils tenaient à leur temps, c'est, malgré des nuances bien marquées, le libéralisme de leurs opinions, c'est la confiance qu'ils y portaient et que doit difficilement comprendre la génération sceptique qui leur a succédé. Chacun croyait à la liberté, aux progrès de la civilisation, chacun pensait que la France était arrivée à une époque de lumières et d'améliorations dont il ne s'agissait plus que de recueillir et de compléter les bienfaits, et nul n'aurait supposé qu'il fût possible de ravir à la nation les conquêtes de 1789, consacrées par la charte

de 1814. On ne voyait, pour ainsi dire, dans l'histoire des temps antérieurs que la préparation providentielle de l'époque dans laquelle on avait eu le bonheur de naître. Telle est l'illusion un peu naïve dont on trouve l'empreinte dans la plus grande partie des écrits publiés aux approches de la révolution de 1830 ou immédiatement après cette révolution. On croyait être pour ainsi dire arrivé au cinquième et dernier acte de la tragédie, et dans cette situation commode on se considérait comme en position de résumer, d'apprécier le plan providentiel dont le mot définitif semblait enfin avoir été dit. C'était là sans doute une illusion, mais une de ces illusions puissantes, généreuses, qui donnent à l'esprit humain la force de tenter de grandes choses, d'accomplir tout ce dont il est capable. Les événemens n'ont que trop prouvé depuis qu'il fallait beaucoup en rabattre pour rester dans le vrai, et, par une de ces réactions trop ordinaires en France, on est tombé dans l'extrême opposé : dans un grand nombre de compositions historiques ou philosophiques, les nobles théories du libéralisme ont fait place à ce qui leur est peut-être le plus contraire et le plus hostile, aux théories haineuses d'une démocratie absolue, exclusive, intolérante, fort peu soucieuse de la liberté. Grâce à Dieu cependant, après plus de quarante années, les illustres écrivains dont je parlais tout à l'heure existent encore presque tous, et on a vu ce phénomène, sans exemple, je crois, que lorsqu'une révolution est venue ravir à plusieurs d'entre eux le pouvoir qu'une autre révolution leur avait donné, lorsque, ne pouvant plus servir leur pays par l'action ou par la parole, ils ont repris des travaux littéraires interrompus si longtemps par les exigences de la vie politique, ils se sont trouvés n'avoir rien perdu des grandes facultés qui leur avaient jadis conquis un si haut rang.

A côté d'eux, ou, pour mieux dire, après eux, la génération actuelle a vu se former d'autres historiens dont quelques-uns ne sont pas indignes de marcher sur leurs traces. Dieu me garde de vouloir fixer d'avance les rangs que le temps finira par leur assigner; mais, sans entrer à leur égard dans une appréciation détaillée, sans les comprendre tous, à beaucoup près, dans le jugement sévère que je vais exprimer, je crois devoir expliquer ce qui me fait craindre que le genre historique, si brillant encore dans les survivans de la génération précédente et même dans quelques-uns de leurs élèves, ne soit pourtant déjà en voie de décadence.

L'histoire est un art sans doute, mais c'est aussi, c'est surtout une science. Elle a des règles absolues auxquelles on ne manque pas impunément. Elle doit avant tout, par des procédés variables, mais tous tendant au même but, présenter les faits, non-seulement dans leur vérité matérielle, mais dans leur exacte proportion, faire

connaître l'impression qu'ils ont produite sur les contemporains, et en même temps en ramener l'appréciation aux principes éternels de la vérité et de la justice. Pour ne pas dévier de ces principes, l'historien doit veiller sur lui-même, se mettre en garde contre les passions et les préventions personnelles, je ne dirai pas s'interdire l'admiration et l'indignation là où elles sont méritées, car alors ces deux sentimens ne sont que l'expression de la justice, mais bien comprendre que, par leur nature même, ils sont rarement applicables, que l'on n'est fondé à admirer et à s'indigner qu'en présence de faits et de caractères exceptionnels, en dehors, pour ainsi parler, des proportions ordinaires de la nature humaine, que de tels faits, de tels caractères ne se produisent que rarement, et que, lorsqu'on croit les rencontrer à chaque pas dans une période quelconque de l'histoire, il est à peu près évident qu'on la voit sous un faux jour. La médiocrité, le mélange du bien et du mal, sont en effet la loi commune de l'humanité, et le génie comme la stupidité, la vertu héroïque comme le vice monstrueux, sont de pures exceptions. La médiocrité est ce qui domine dans le cours des choses humaines. L'historien, pour rester dans le vrai, pour être réellement instructif, a donc à raconter bien des faits peu saillans en eux-mêmes, à peindre bien des caractères indécis, faibles, également étrangers aux grands vices et aux grandes vertus, dépourvus de talens supérieurs, mais exempts de ce degré d'imbécillité ou d'extravagance qui constitue aussi une curieuse originalité. Il est même des époques qui ne présentent pour ainsi dire autre chose que des natures moyennes et vulgaires engagées dans une série d'événemens aussi vulgaires qu'elles. Et ces époques, l'historien doit les exposer dans toute leur simplicité, ne fût-ce que pour y découvrir le germe des catastrophes qui suivent d'ordinaire ces temps d'engourdissement et de stagnation. Que si, pour animer son récit, pour lui donner plus d'intérêt, il cède à la tentation de grandir de petits hommes, d'attacher à des faits mesquins une importance qu'ils n'ont pas eue et d'essayer de prouver qu'avant lui on s'est trompé sur tout cela, il pourra bien, avec un peu de talent, amuser les esprits superficiels, enclins à considérer comme de méprisables lieux communs tout ce qui a obtenu pendant un certain temps l'assentiment du genre humain; mais ses paradoxes, repoussés dès le premier moment par les esprits sensés et pourvus d'une solide instruction, perdront tout crédit, même auprès de ceux qui les auront d'abord accueillis, dès que le temps leur aura ravi cet attrait de la nouveauté qui faisait leur seul mérite. En histoire plus encore qu'en toute autre chose, la vérité est la première condition d'un succès légitime et durable. Rien n'est plus évident, et cependant combien ce principe est peu compris de ceux même qui

n'oseraient pas ou ne voudraient pas le nier! Combien peu de gens en conçoivent toute la portée! Combien d'écrivains, sous prétexte de servir une certaine vérité générale qu'ils arrangent à leur façon, se permettent de falsifier les vérités de détail dont l'ensemble est pourtant la seule base de la vérité générale bien entendue! C'est une chose étrange que l'infiniment petit nombre des hommes, même parmi les plus sensés, les plus désintéressés, je ne dis pas qui pratiquent, mais qui comprennent le respect complet, absolu de la vérité, qui s'en rendent un compte bien exact. Pour beaucoup d'entre eux, la vérité est un moyen fort respectable, une bonne et louable habileté plutôt qu'une obligation morale existante par elle-même : le mensonge leur fait sans doute horreur lorsqu'il se traduit en pratique par une calomnie ou par un manque de foi; mais dans le domaine de l'intelligence, lorsqu'il a pour but de servir une cause que l'on croit bonne, les plus sévères y voient à peine une faute très vénielle.

Il est des écrivains qui semblent avoir compris l'histoire comme on pourrait concevoir le roman historique. S'emparant de faits et de personnages dont le caractère général leur paraît rentrer dans le point de vue qu'il leur convient de mettre en relief, ils ne se font aucun scrupule de les y accommoder par des procédés souvent fort étranges. Ils donnent aux caractères de ces personnages une consistance logique, une perfection en bien ou en mal qui n'est pas dans la nature. Ils font marcher les événemens dans un ordre régulier et constamment progressif, comme ceux d'un drame, c'est-à-dire de la manière la plus contraire à la réalité telle que l'expérience nous la montre. On dirait, à lire ces historiens systématiques, qu'à telle époque les hommes n'avaient qu'une seule pensée, qu'un seul but, qu'ils l'apercevaient clairement, que tout s'y rapportait. Rien en général n'est moins exact que cette manière de présenter les choses. Il suffit d'avoir observé avec quelque attention le cours des événemens pour reconnaître combien l'esprit humain est *ondoyant*, comme dit Montaigne, même au milieu de ses préoccupations les plus ardentes et en apparence les plus exclusives, combien de fois il semble se décourager et perdre toute espérance au moment même où il va accomplir quelque progrès décisif. La peinture de ces contradictions, de ces hésitations, est, il est vrai, une œuvre laborieuse, difficile, ingrate, qui exige de longs développemens, qu'il est par conséquent malaisé de rendre supportable à l'impatience frivole de la masse des lecteurs, toujours pressés d'arriver au but. Il est bien autrement facile de les intéresser en leur montrant, comme dans les tragédies, les événemens marchant sans cesse vers ce but, et des personnages tout d'une pièce formant dès le premier moment, par une sorte de divina-

tion, des projets complets, détaillés, dont ils poursuivent ensuite sans relâche l'accomplissement. Pour tracer de tels tableaux, il faut, il est vrai, se débarrasser de ce que j'appellerai le bagage, les *impedimenta* de l'histoire. Il faut écarter une multitude de faits et de considérations dont l'exposé dérangerait l'ordonnance romanesque et la forme littéraire du récit. L'histoire ainsi comprise est positivement fausse, car ce que l'on y fait entrer, isolé de ce qu'on en retranche, perd ses proportions véritables et ne représente plus rien de réel. Malheureusement ce n'est guère qu'en se défigurant de la sorte que l'histoire, cette science sévère, faite pour un petit nombre d'esprits, peut devenir populaire, et pour se passer de ce moyen de succès, pour arriver jusqu'à la masse des lecteurs en restant fidèle à ses conditions, elle a besoin de s'appliquer à un sujet favorable traité avec un rare talent.

Il est une autre tentation qui rentre jusqu'à un certain point dans celle que je viens d'indiquer, et à laquelle cèdent trop souvent ceux qui se consacrent à ce genre de travail : la manie du dramatique. Le dramatique, de sa nature, est nécessairement rare. En quoi consiste-t-il dans ses rapports avec l'histoire? Dans l'impression que fait sur les âmes le spectacle des grandes catastrophes, de celles qui renversent ce qui était élevé et relèvent ce qui était abattu, qui font triompher soudainement des causes et des opinions que l'on considérait naguère comme à jamais perdues, qui, mettant à nu le fond de la nature humaine et arrachant tous les masques, ouvrent une ample carrière aux grands talens, aux grandes vertus, aux grands dévouemens, comme aussi aux vices les plus odieux et aux plus honteuses bassesses. Or des situations semblables ne peuvent se reproduire qu'à de longs intervalles, et si dans un pays en proie à l'anarchie elles semblent se renouveler fréquemment, c'est en se dénaturant, en perdant ce qu'elles avaient de tragique. Une révolution qui détruit un gouvernement existant depuis des siècles, qui change les institutions antiques d'un peuple, est sans doute quelque chose de profondément dramatique; mais, si elle est suivie d'une série d'autres révolutions suscitées par l'inquiétude aveugle de la multitude et l'ambition de quelques hommes, ces mouvemens n'offrent plus bientôt qu'un spectacle monotone et fatigant, et la lassitude, le dégoût ne tardent pas à prendre la place de la vive curiosité, de l'intérêt passionné qu'on éprouvait d'abord. La révolution de 1789 a exalté toutes les âmes, et les récits multipliés qu'on en publie depuis près de quatre-vingts ans suffisent à peine à l'avidité des lecteurs; mais, parmi ceux même qui, de nos jours, suivent avec l'attention la plus sérieuse la marche des événemens contemporains, combien en est-il qui se préoccupent des révolutions incessantes auxquelles l'Amé-

rique espagnole est livrée depuis un demi-siècle? Et, sans aller chercher si loin des exemples, ceux d'entre nous à qui leur âge a permis d'assister aux phases successives de nos longues perturbations ne se rappellent-ils pas combien la vive émotion produite par le début de chacune de ces phases, par les premières luttes auxquelles elle donnait lieu, était prompte à se transformer en un sentiment de tristesse, de fatigue, de découragement, lorsque ces luttes se renouvelaient à de courts intervalles? L'âme humaine est ainsi faite qu'elle ne peut supporter longtemps la tension, l'exaltation où la jettent de tels spectacles. Ni l'enthousiasme ni l'admiration ne peuvent être, pour les individus non plus que pour les peuples, un état permanent. Que penser donc des historiens qui, cédant au désir de faire de l'effet ou de grandir la cause dont ils ont entrepris la glorification, nous offrent une succession de tableaux dramatiques non interrompus? Non-seulement ils méconnaissent la nature humaine, mais, pour tracer de semblables tableaux, il faut, de toute nécessité, qu'ils dénaturent les faits.

Une autre école historique contre laquelle s'élèvent pour le moins autant d'objections, c'est ce qu'on peut appeler l'école pittoresque, celle qui, sous prétexte de donner une idée vraie et saisissante des mœurs, de l'esprit, des opinions d'un siècle ou d'une nation, accumule les anecdotes bizarres et les faits étranges en les isolant des circonstances qui souvent en expliqueraient l'apparente singularité, et transporte ainsi le lecteur dans un monde fantastique qui peut amuser la curiosité, mais dont aucun esprit sensé et réfléchi ne sera jamais dupe. C'est ainsi que certains écrivains, lorsqu'il leur convient de décrier une époque ou une nation, tracent le tableau monstrueux d'une espèce de *pandæmonium*, ou, lorsqu'ils sont animés d'une pensée plus bienveillante, celui d'un véritable paradis terrestre habité exclusivement par des héros et des sages. Pour arriver à de tels effets, il n'est pas même besoin de recourir à des inventions : il suffit de rapprocher, de colorer fortement les faits et les caractères qui se prêtent à de pareilles représentations et de supprimer tout ce qui peut y faire obstacle; c'est le mensonge par prétérition, mais c'est toujours un mensonge, puisqu'on donne ainsi une idée différente de la vérité.

Le vice principal de tous ces systèmes historiques, c'est d'omettre beaucoup de choses essentielles. Sans doute, en histoire, il ne faut pas tout dire, il faut laisser de côté les faits insignifians dont il n'y a aucun enseignement à tirer; mais un choix judicieux doit présider à ces omissions. De ce que certains faits sont difficiles à exposer de manière à intéresser la grande majorité des lecteurs, il ne s'ensuit pas qu'il faille les passer sous silence, si la connaissance en est nécessaire pour bien apprécier une situation. L'art de l'historien

doit s'employer à en déguiser autant que possible la sécheresse; mais il doit les raconter. C'est là une des conditions laborieuses et pénibles de l'histoire des temps modernes, appelée à peindre des sociétés et une politique si compliquées. Écrite d'une manière complète et approfondie, elle n'est peut-être pas, dans toutes ses parties, à la portée de tous les lecteurs. Ce n'est pas seulement parce que la grande histoire du président de Thou est écrite en latin que, malgré sa juste réputation, elle est si peu lue; en français, elle ne le serait guère davantage : le fond, comme la forme, en est trop sévère. Faut-il en conclure qu'elle est inférieure à tant d'autres compositions historiques auxquelles une forme légère et superficielle assure une vogue plus ou moins durable? Ce serait placer les dialogues de Fontenelle sur *la Pluralité des mondes* au-dessus de la *Mécanique céleste* de Laplace.

En résumé, l'histoire doit être une image fidèle des événemens qu'elle raconte et rendre exactement l'impression qu'ils produiraient sur un spectateur intelligent, éclairé, placé assez près des passions et des préjugés du temps pour les comprendre, pour en tenir compte, mais assez dégagé de ces passions et de ces intérêts pour ne pas y subordonner ses appréciations. C'est dire qu'avec du bon sens, de la sincérité, de l'étude, alors même qu'on n'aurait pas été doué par la nature des dons de l'éloquence et de l'imagination, on peut être un historien sérieux, bien qu'incomplet, tandis qu'avec ces dons éclatans un brillant écrivain à qui manqueraient le jugement, le sentiment, l'amour de la vérité et la faculté du travail lent et patient serait parfaitement impropre à écrire l'histoire. Je ne crois pas qu'on ait beaucoup à regretter, ni pour l'utilité publique, ni pour la gloire de M. de Chateaubriand, qu'il n'ait pas donné suite à ses velléités, à ses ébauches de compositions historiques.

Les idées que je viens de développer me paraissent avoir guidé M. Rosseew Saint-Hilaire dans son *Histoire d'Espagne jusqu'à la mort de Ferdinand VII*. Une connaissance approfondie du sujet, une exposition lucide, le sentiment intime du bien et du mal, la volonté souvent réalisée de la plus équitable impartialité, telles sont les principales qualités qui distinguent cette grave entreprise. Un style plus soutenu, plus exempt de certains tours trop familiers, les rendraient plus saillantes encore, mais on sait combien, dans une œuvre d'aussi longue haleine, il est malaisé d'éviter complétement ces taches légères qu'un travail de révision ferait facilement disparaître. Pour justifier au reste mes réserves comme mes éloges, il n'est point nécessaire d'apprécier ici l'ensemble de cet ouvrage. Je parlerai surtout des récens volumes (le huitième et le neuvième) qui contiennent, avec le tableau des dernières années du règne de Charles-Quint, la plus grande partie du règne de Philippe II.

II.

L'époque de Charles-Quint et de Philippe II est, sans contredit, une des plus importantes de l'histoire de l'Espagne. C'est la transition, plus rapide, plus complète dans la Péninsule que partout ailleurs, du moyen âge, du temps des grandes existences féodales, à la royauté absolue des derniers siècles. Au moment où Charles-Quint monta sur le trône, l'Espagne venait de se compléter, d'achever de s'organiser en une grande et puissante monarchie. Elle abondait en hommes d'état, en grands capitaines, en génies hardis, vigoureux, entreprenans, tant dans la politique que dans la poésie et les lettres. Lorsque Philippe II mourut quatre-vingts ans après, la décadence avait déjà commencé; le despotisme avait écrasé les institutions qui, pendant tant de siècles, avaient entretenu la vie publique dans ce beau pays; l'inquisition, affermie, consolidée pour longtemps, y fermait tout accès au mouvement des idées, aux progrès de la civilisation. Tout était déjà en voie d'appauvrissement, de dépérissement; ni la guerre, ni la politique ne produisaient plus d'hommes éminens, et si les arts et les lettres brillaient encore d'un assez grand éclat, moins d'un siècle devait suffire pour les abaisser au niveau des autres branches de l'activité humaine. On sait à quel degré d'anéantissement moral et presque matériel était tombée l'Espagne, lorsqu'un petit-fils de Louis XIV en reçut l'héritage des mains du dernier descendant de Charles-Quint.

Si, parmi les causes multiples d'une chute si complète et si terrible, il fallait en désigner une principale à laquelle toutes les autres pussent se rattacher, je n'hésiterais pas, au risque d'être accusé de répéter un lieu commun philosophique, à nommer l'inquisition. L'inquisition, telle qu'elle existait en Espagne, car nulle autre part on n'a rien vu de semblable, est peut-être le fléau le plus épouvantable dont l'histoire ait gardé le souvenir. Les proscriptions de Marius, de Sylla, des triumvirs, la terreur de 1793, ont été sans doute plus meurtrières encore; mais c'étaient des crises passagères, ceux même qui y présidaient ne présentaient un tel état de choses que comme un état d'exception pendant lequel les lois et les règles ordinaires étaient suspendues; tous les honnêtes gens les maudissaient, et après un court intervalle une réaction universelle en faisait justice. Rien de semblable en ce qui concerne l'inquisition. Son règne a duré près de quatre siècles, et, sauf les quarante dernières années où les progrès de l'esprit philosophique commençaient à l'ébranler, elle n'a pas changé de caractère, elle n'a subi aucune modification pendant ce long espace de temps. Si à certains momens elle s'est montrée un peu moins oppressive qu'à

d'autres, si elle a versé moins de sang, c'est uniquement parce qu'elle avait moins d'occasions de le faire, parce que son action continue avait fini par éclaircir les rangs d'où elle prenait ses victimes. Au XVIIIe siècle encore, sous un prince français, sous Philippe V, elle a pu envoyer au bûcher quinze cents infortunés. En trois cents ans, elle a fait brûler plus de trente mille personnes, sans compter ceux qui sont morts dans les prisons où elle retenait si longtemps ses justiciables avant de prononcer sur leur sort, sans compter non plus ceux qu'elle condamnait à des peines moins graves, mais terribles encore. On sait quelle abominable procédure précédait ses jugemens et l'obligation qu'elle imposait aux enfans de dénoncer leurs parens, aux serviteurs de dénoncer leurs maîtres lorsqu'ils les soupçonnaient d'hérésie. Si quelque chose peut étonner encore, c'est que, dans une nation si longtemps courbée sous cette immorale tyrannie, il ait pu subsister quelques restes de bon sens, d'humanité, de sentiment vrai du bien et du mal, d'énergie morale. Loin d'être surpris de l'abaissement où l'inquisition a réduit l'Espagne, on l'est plutôt de ce que son œuvre de destruction n'y ait pas été plus complète.

Il y avait d'ailleurs, dans le caractère personnel de Philippe II et dans la direction qu'il imprima à son gouvernement, une analogie frappante avec le système et les procédés de l'inquisition. Le goût, l'instinct du despotisme, l'horreur pour toute espèce d'indépendance, la conviction que le plus grand des crimes est de résister à l'autorité, la ferme résolution de ne se refuser à aucune rigueur pour triompher des résistances, la croyance profondément enracinée que tout est permis pour atteindre ce but, qu'il y aurait une coupable faiblesse à s'arrêter devant les règles de la morale ordinaire et les inspirations de l'humanité, tels étaient les sentimens, les doctrines qui présidaient en Espagne au gouvernement temporel aussi bien qu'au gouvernement spirituel. Et comme personne n'aurait pu les contredire sans s'exposer aux plus terribles châtimens, ces doctrines, ces sentimens, finirent par prendre possession de tous les esprits. La littérature espagnole de ce temps en est fortement empreinte, et sans doute elle contribua elle-même à les propager, à leur donner un caractère de généralité. Pour s'en étonner, il faudrait ignorer combien les idées les plus étranges, les plus contraires aux instincts de l'humanité et à la nature des choses peuvent promptement et facilement arriver à dominer les esprits lorsque ceux qui les soutiennent ont seuls la parole et qu'aucune contradiction ne peut se produire. Dans les temps de liberté et de croyances incertaines, l'amour du paradoxe, c'est-à-dire l'entraînement qui porte à combattre les idées généralement admises, n'est pas une chose rare, c'est même l'amusement des esprits frivoles et vaniteux.

Au XVIe siècle et à toutes les époques d'absolutisme politique ou religieux, il faut au contraire une grande force morale pour oser, même au fond du cœur et sans le manifester, être d'un avis différent de ce qui paraît être autour de vous l'opinion universelle.

Très certainement la plupart des contemporains de Philippe II, en comparant son pouvoir absolu et non contesté aux embarras, aux difficultés sans cesse renaissantes des autres gouvernemens, se disaient que la politique qu'il avait choisie était la meilleure, et, sans rechercher si les circonstances intérieures du pays ne lui rendaient pas plus ou moins facile ce qui ailleurs eût été impossible, ils le proclamaient un grand roi, un grand homme d'état. Une des misères de l'esprit humain, c'est d'adorer le succès, de juger d'après l'événement immédiat, de se prosterner devant l'apparence de la force et de dédaigner profondément quiconque, en présence d'un grand péril à conjurer ou d'un grand intérêt à atteindre, s'arrête à des scrupules de droit, de légalité, de respect pour la liberté ou la conscience des autres. De nos jours même, qui ne se souvient d'avoir entendu célébrer le génie de M. de Metternich, l'inflexible fermeté de l'empereur Nicolas, préservant à tout prix l'Autriche et la Russie des atteintes de la révolution? Si la mort les eût enlevés quelques années plus tôt, s'ils eussent cessé de vivre au milieu de leurs triomphes, leurs admirateurs auraient eu la ressource de rejeter sur ceux qui leur ont succédé la responsabilité des désastres qui ont, il y a peu d'années, accablé les deux empires longtemps gouvernés par eux; mais, ces désastres les ayant atteints dans l'exercice même de leur pouvoir, l'événement les a irrévocablement condamnés dans l'esprit des hommes qui regardent le succès comme l'unique *criterium* de la justice et du talent. Aussi tel aujourd'hui qui se permettait de leur refuser son approbation alors que la fortune les comblait de ses faveurs est parfois amené, par un sentiment d'équité, à les défendre contre la sévérité excessive de ceux qui s'extasiaient, il y a peu d'années, devant tous leurs actes.

Plus heureux que les représentans de l'absolutisme russe et autrichien, Philippe II ne vit pas s'écrouler l'édifice de la puissance gigantesque dont il avait tant abusé. Cependant, par l'effet de cet abus même, il le laissa bien ébranlé. Au prix des plus énormes sacrifices en hommes et en argent, il n'avait guère réussi, pendant un règne de quarante années, qu'à troubler l'Europe et à lui infliger des souffrances dont l'Espagne n'avait recueilli d'autre fruit que la haine universelle. La réunion du Portugal à la monarchie espagnole est la seule entreprise qui ait réussi à son ambition, et l'avantage de cette réunion, qui ne devait être que passagère parce que le cabinet de Madrid n'avait ni l'habileté nécessaire pour se

concilier l'affection de ses nouveaux sujets, ni la force qui l'eût mis en état de triompher de leur inimitié, fut plus que balancé par le tort moral et matériel que firent à l'Espagne la révolte et la séparation des Pays-Bas.

La révolution des Pays-Bas est peut-être l'événement le plus important du règne de Philippe II, celui qui en indique le mieux le caractère en établissant la ligne de séparation la plus exacte entre le mouvement ascendant de la puissance espagnole et l'ère de la décadence. Elle a été souvent racontée, et M. Rosseew Saint-Hilaire se complaît évidemment dans le récit qu'il en fait. On le comprend sans peine de la part d'un esprit si fortement attaché à la cause de la réforme religieuse. C'est en effet une des phases les plus glorieuses de l'histoire du protestantisme; j'ajouterai, et cela explique l'intérêt qu'elle a inspiré à un si grand nombre d'écrivains, que c'est peut-être la révolution la plus légitime, la plus irréprochable que présentent les annales du genre humain.

Aux yeux des hommes qui ne séparent pas la politique de la morale, plusieurs conditions sont nécessaires pour légitimer ce qu'on appelle une révolution, c'est-à-dire la substitution d'un gouvernement nouveau au gouvernement établi et le renversement total ou partiel des institutions d'un pays opérés par des moyens violens et en dehors des voies régulières. Il faut que le gouvernement renversé se soit rendu intolérable à ses sujets en violant, ou les lois de la justice universelle, ou les engagemens particuliers qu'il avait contractés; il faut qu'avant de recourir contre lui à la force, l'on ait épuisé tous les moyens pacifiques et réguliers de le ramener au droit et à la raison; il faut enfin que les sujets n'aient pas provoqué par leurs propres excès ceux dans lesquels ils cherchent la justification de leur révolte, et que dans leur hostilité contre le gouvernement ils ne l'aient pas en quelque sorte poussé vers l'abîme par des provocations gratuites. Ce ne sont pas là seulement les conditions de la légitimité d'une révolution; on pourrait dire que ce sont les conditions de son succès. En y regardant de près, on reconnaîtrait que, sauf des exceptions plus apparentes que réelles, les révolutions qui ont réussi, j'entends par là celles qui ont porté d'heureux fruits, ont été commencées à contre-cœur, sous l'empire d'une sorte de nécessité, après de longs efforts pour les éviter. La révolution qui a délivré les États-Unis d'Amérique, celle qui, par l'expulsion définitive des Stuarts, a fondé en Angleterre la véritable monarchie constitutionnelle, présentent l'une et l'autre ce caractère. Il en est de même, à un plus haut degré encore, de celle des Pays-Bas, et cela est facile à expliquer. Les révolutions, même les plus heureuses, les plus exemptes d'excès et d'exagérations, entraînent nécessairement à leur suite de si effroya-

bles calamités, elles portent de telles atteintes, non-seulement à la prospérité publique, mais au caractère moral des peuples, elles ébranlent tellement les bases de l'ordre social, que, pour braver gratuitement de pareilles chances, il faut être, ou bien insensé, ou bien pervers. Les nations qui de gaîté de cœur se donnent de semblables passe-temps font preuve d'une ignorance, d'une absence de sentiment moral qui ne permettent pas de leur supposer les qualités nécessaires pour fonder un nouvel édifice, et les hommes qui les poussent à ces témérités ne peuvent guère posséder les vertus politiques qui les mettraient en état de présider utilement à la réorganisation d'un pays. Ce n'est pas un paradoxe de dire que, si Washington a pu fonder la république des États-Unis, c'est parce qu'il avait été des derniers à se déclarer pour l'insurrection, pour la séparation de la mère-patrie, parce qu'il ne l'avait fait qu'après s'être convaincu de l'impossibilité absolue d'une transaction. Son esprit froid et judicieux avait mesuré d'avance les difficultés et les périls de la grande entreprise à laquelle il finit par s'associer. Aussi ne fut-il ni surpris, ni découragé par les innombrables obstacles qu'il rencontra sur sa route. Alors que d'autres, plus ardens que lui dans le premier moment, parce qu'ils étaient moins clairvoyans, faiblissaient à l'aspect de ces obstacles qu'ils n'avaient pas prévus, que les populations semblaient se refroidir pour la grande cause objet naguère de leur enthousiasme, et que de fâcheux dissentimens menaçaient de paralyser les efforts du patriotisme, lui seul restait ferme et inébranlable. C'est qu'il appartenait à cette classe d'hommes supérieurs par le caractère qui ne se décident à l'action qu'en connaissance de cause, après avoir mûrement délibéré avec eux-mêmes, mais qui, une fois décidés, ne reculent plus et vont jusqu'au bout.

Tout ce que je viens de dire de la révolution d'Amérique s'applique à celle des Pays-Bas. Les provinces belges et néerlandaises, depuis longtemps réunies sous une même souveraineté, avaient manifesté à toutes les époques un grand attachement à leurs libertés, à leurs priviléges, à leurs institutions particulières; elles s'étaient constamment montrées jalouses de les maintenir intacts, et cette jalousie n'avait pu que devenir plus inquiète et plus ombrageuse depuis que leurs souverains, maîtres de l'Espagne et de tant d'autres états où ils exerçaient le pouvoir absolu, pouvaient être tentés de se l'arroger dans les Pays-Bas à l'aide des ressources qu'ils puisaient dans leurs vastes possessions. Au moment toutefois où Philippe II monta sur le trône, il n'existait certainement dans ces provinces aucune intention, ni même aucun désir de se soustraire à son autorité. Charles-Quint, malgré la rigueur extrême avec laquelle il y avait réprimé toutes les tentatives de désordre, malgré

les cruautés exercées en son nom et par ses ordres contre les novateurs en matière religieuse, avait su s'y rendre populaire. Il lui avait suffi pour cela de respecter habituellement les usages du pays, de témoigner à la haute noblesse, qui y possédait une très grande influence, des égards bienveillans, de la traiter dans l'occasion avec une sorte de familiarité noble qui ne portait aucune atteinte à sa dignité et au respect de son gouvernement. Il était né en Flandre, les Flamands le considéraient comme un compatriote; il passait beaucoup de temps parmi eux, il comprenait leur langue, leurs coutumes. Philippe II au contraire, véritable Castillan, hautain, dédaigneux, ne se plaisait qu'en Espagne, où il ne tarda point à se retirer pour ne plus en sortir. D'un abord difficile et peu attrayant, aussi attaché aux formes qu'à l'essence du despotisme, il devait s'aliéner tôt ou tard une race d'hommes différente à tous égards de la race espagnole. Les efforts persévérans auxquels il se livra pour annuler les états-généraux des Pays-Bas et pour y implanter l'inquisition, qui répugnait plus encore peut-être à l'esprit de liberté de la population tout entière qu'aux opinions religieuses d'une partie de cette population, amenèrent le soulèvement qui lui enleva une si précieuse partie de son patrimoine; mais il fallut bien du temps pour qu'on se décidât à lui résister autrement que par les voies légales, et même après que la résistance eut pris un caractère plus formel, pendant bien des années encore des concessions faites à propos eussent tout pacifié. La crainte qu'inspirait aux mécontens la puissance formidable de l'Espagne n'était sans doute pas étrangère à l'esprit de conciliation dont ils se montrèrent si longtemps animés, à leurs hésitations, à leurs incertitudes; mais il y avait encore une autre cause. Les chefs du mouvement, presque tous de la plus haute noblesse, ne désiraient nullement une révolution dont ils n'osaient espérer le succès, et dont, même en ce cas, les conséquences possibles les effrayaient peut-être. C'est très sincèrement qu'en luttant contre les ordres impitoyables de la cour de Madrid ils protestaient de leur fidélité au roi, et la meilleure preuve de leur bonne foi, c'est la confiance avec laquelle la plupart d'entre eux, trompés par de fausses assurances, se livrèrent à la merci d'un tyran qui ne voyait que révolte et trahison dans tout ce qui n'était pas la soumission la plus servile. Plusieurs de ces infortunés, mis à mort comme rebelles, étaient très certainement de fidèles royalistes et même des catholiques zélés. Pas plus qu'Egmont, que Horn et que Montigny, le prince d'Orange, Guillaume le Taciturne, le glorieux fondateur de l'indépendance des Pays-Bas, n'aurait conçu sans une nécessité absolue la pensée de renverser la domination espagnole, qu'il avait fidèlement servie sous Charles-Quint. Comme eux, il s'efforça longtemps de concilier avec sa fidélité envers son souve-

rain ses devoirs envers son pays; mais, plus éclairé, plus prévoyant, plus politique, il comprit à temps qu'il fallait opter, et par là il sauva les Pays-Bas en se sauvant lui-même.

L'histoire ne présente peut-être pas un plus grand caractère, ni une nature morale plus élevée. Sous ce dernier rapport, ce n'est pas, je crois, aller au-delà de la vérité que de dire qu'il égale Washington, et très certainement il est supérieur à son illustre descendant Guillaume III, qui, un siècle après, devait joindre à la gloire de sauver à son tour la Hollande celle de délivrer l'Angleterre et de rétablir l'équilibre de l'Europe. Sans doute il ne fut pas donné à Guillaume le Taciturne d'accomplir d'aussi grandes choses. Simple particulier au début de sa carrière, longtemps errant comme un rebelle vaincu, comme un proscrit dont la tête était mise à prix et les biens confisqués, il fut exposé à de bien plus dures épreuves que son arrière-petit-fils, né dans une condition presque royale et placé dès sa première jeunesse à la tête d'un gouvernement régulier. Pour surmonter ces épreuves, pour ne pas se laisser abattre pendant une longue série d'années où la fortune parut se plaire à déjouer tous ses efforts, à donner de cruels démentis à ses espérances les mieux fondées, il eut besoin d'une force morale que le courage le plus héroïque et la plus ardente ambition ne lui auraient pas donnée, et dont on ne peut trouver le secret que dans le profond sentiment du devoir. Bien des fois il eût pu croire que sa grande entreprise avait définitivement échoué. Comme cela ne manque jamais d'arriver dans les crises révolutionnaires un peu prolongées, le découragement gagnait autour de lui ceux même qui s'étaient dans le principe montrés les plus dévoués. Les défections se multipliaient, des provinces entières se replaçaient sous le sceptre de Philippe II. En de telles conjonctures, combien d'autres auraient cru avoir assez largement payé leur dette à la patrie pour avoir le droit de cesser une lutte dans laquelle ils n'étaient plus soutenus! Combien eussent accepté les propositions que le gouvernement espagnol lui fit parvenir à plusieurs reprises pour lui assurer hors de son pays une grande et honorable existence! Il fut inébranlable. De même que dans les premiers temps il n'avait pas fondé une confiance exagérée sur l'enthousiasme des populations insurgées, de même plus tard, lorsque cet enthousiasme, amorti ou éteint par le temps, l'expérience et la mauvaise fortune, eut fait place à un désenchantement, à un découragement non moins excessifs, il ne désespéra pas, comprenant que la détestable politique des Espagnols, leur intolérance, leur incorrigible mauvaise foi, leur implacable cruauté, ranimeraient tôt ou tard dans les Pays-Bas le patriotisme et l'esprit d'indépendance. Et ce qui rend plus admirable encore cette invincible persévérance, c'est qu'elle ne lui était

pas inspirée par des vues d'ambition, à moins qu'on n'appelle ainsi le désir de s'honorer par de grands services rendus à son pays. Loin d'aspirer à devenir le maître de ceux qu'il avait sauvés, il s'opposa constamment aux projets qui furent formés pour l'appeler à la souveraineté. Il pensait sans doute qu'en restant simple serviteur de l'état, en n'éveillant aucune jalousie, il conserverait plus d'empire sur l'opinion et aurait plus de moyens d'être utile à la grande cause à laquelle il s'était dévoué. Dans l'état de faiblesse où se trouvaient les Pays-Bas, un appui étranger lui semblait d'ailleurs nécessaire, et le moyen le plus assuré d'obtenir cet appui, c'était d'offrir à quelque prince, proche parent d'un des principaux monarques de l'Europe, la couronne enlevée à Philippe II. Aussi le vit-on provoquer successivement et patronner la candidature de l'archiduc Mathias et du duc d'Anjou, ne mettant d'autres restrictions, d'autres limites au zèle avec lequel il les servait que le respect des libertés nationales, leur demandant seulement de ne pas y porter atteinte, et, par une abnégation sans exemple, s'effaçant autant qu'il dépendait de lui pour les faire valoir, pour couvrir leurs fautes, pour transporter sur eux quelque chose de sa popularité.

De toutes les grandes qualités qui distinguaient Guillaume le Taciturne et qui font de lui un homme à part entre ses contemporains, la tolérance religieuse est peut-être la plus admirable, parce que c'était alors la plus rare, la plus difficile à pratiquer, surtout dans une lutte semblable. Il fut en cela le précurseur de Henri IV, mais il ne lui fut pas donné de faire prévaloir cette tolérance, et peut-être la pratique en était-elle impossible à ceux qui avaient à combattre l'inquisition espagnole.

M. Rosseew Saint-Hilaire a fort bien retracé cette noble physionomie. Il nous montre Guillaume le Taciturne aussi irréprochable dans sa vie privée que dans sa vie publique, conservant, au milieu de tant d'agitations, le besoin des affections de famille, du bonheur domestique, et, bien que cruellement éprouvé aussi sous ce rapport, gardant jusqu'à la fin cette tendresse d'âme qu'on aime à rencontrer chez un homme voué aux froids calculs de la politique et aux préoccupations d'une lutte sans trêve et sans pitié. Le contraste d'un tel caractère avec celui des adversaires qu'il avait à combattre et qui réunissaient, qui exagéraient tous les vices de leur temps, est singulièrement frappant. L'historien, pour le faire ressortir, n'a pas besoin de recourir à la déclamation, de forcer les couleurs. Lorsqu'on parle de Philippe II et de ses principaux auxiliaires, le seul récit des faits suffit pour former le tableau le plus complet de tout ce que peuvent enfanter d'odieux, de détestable, la passion du despotisme, la haine forcenée de toute liberté, l'intolérance, la perfidie érigées en système. Il faut même rendre cette justice à M. Rosseew

Saint-Hilaire, que, tout en flétrissant comme il convient ces natures perverses, il ne néglige pas de faire ressortir le bien qui s'y trouvait mêlé, la sincérité du fanatisme de Philippe II, qui plus d'une fois lui fit sacrifier ses intérêts propres à ce qu'il croyait utile à la cause de la religion, le courage, l'activité, les talens militaires du duc d'Albe, l'héroïsme chevaleresque qui semblait faire de don Juan un paladin du moyen âge fourvoyé dans un état de société et dans une organisation politique auxquels ses qualités mêmes ne convenaient pas, dont son âme ardente et faible ne sut pas repousser la profonde immoralité. Un homme bien différent, le pape Pie V, cet inflexible protecteur de l'inquisition, si odieux à ce titre aux philosophes et aux protestans, trouve lui-même justice aux yeux de M. Rosseew Saint-Hilaire : sans dissimuler son aversion bien naturelle pour ce grand champion de l'intolérance, il l'admire franchement lorsqu'il le voit, en présence d'une formidable agression musulmane, — alors que tous les princes de l'Europe, frappés de terreur ou distraits par leurs affaires intérieures et leurs jalousies réciproques, se renfermaient dans une inaction qui laissait le champ libre aux conquêtes de l'islamisme, — se lever seul pour prêcher la plus légitime des croisades, une croisade défensive, et, à force de persévérance et d'énergie, organiser cette coalition qui devait à Lépante arrêter pour jamais les progrès des forces ottomanes, jusqu'alors irrésistibles.

De ce que M. Rosseew Saint-Hilaire fait preuve d'impartialité envers quelques-uns des plus ardens défenseurs de la cause catholique, doit-on conclure qu'il est complétement équitable dans ses appréciations du catholicisme? Je regrette d'avoir à dire qu'il n'en est pas ainsi. En énonçant ce grief, je m'oblige à le justifier, et cela exige quelques développemens. On peut bien croire que je ne veux pas faire ici de la théologie, ni entrer dans l'examen des mérites respectifs des diverses communions chrétiennes; mais, aux yeux mêmes des philosophes les moins croyans, il y a aujourd'hui un point bien acquis, si je ne me trompe : c'est que le catholicisme est une grande institution à laquelle l'humanité est redevable d'immenses bienfaits. Cela serait-il possible, si l'on devait le considérer du point de vue où M. Rosseew Saint-Hilaire se place pour le juger? S'emparant du principe d'autorité, qui en est sans doute une des bases essentielles, mais qui pourtant ne le constitue pas tout entier, et interprétant ce principe dans un sens absolu que les plus fougueux ultramontains osent à peine lui prêter, il en induit que la seule règle de croyance et de conduite pour un vrai catholique, c'est la volonté du saint-siége, que celui qui, en un point quelconque, s'en écarte tant soit peu cesse d'être catholique, et, en cela

d'accord avec l'ultramontanisme le plus exagéré, il accuse l'église gallicane de schisme et d'inconséquence, il ne parle des gallicans qu'avec dédain, comme de gens qui n'ont ni assez de bon sens pour repousser un principe faux, ni assez de logique et de résolution pour le suivre dans toutes ses conséquences après l'avoir accepté.

Que dirait M. Rosseew Saint-Hilaire ou plutôt que dit-il, car il ne s'agit pas d'une hypothèse, mais d'un fait qui se passe journellement sous nos yeux, que dit-il lorsqu'un écrivain ou un prédicateur catholique, rappelant que le libre examen est la base du protestantisme et que chaque protestant est autorisé à interpréter les Écritures d'après ses propres lumières, en conclut que ce libre examen ne comporte pas de limites, que prétendre lui en imposer, c'est le détruire, que l'esprit humain, dès qu'on l'affranchit du joug d'une autorité suprême et décisive, doit avoir le droit de tout mettre en question, qu'il n'appartient à personne de proclamer des dogmes fondamentaux devant lesquels on soit tenu de s'arrêter, et qu'à celui même qui prétend trouver dans les livres saints la preuve que Jésus-Christ n'est qu'un homme un protestant ne saurait sans inconséquence contester la qualité de chrétien? M. Rosseew Saint-Hilaire répond sans doute que la liberté d'interprétation admise pour son église ne peut aller jusque-là, et qu'aucun principe ne doit être poussé à bout sous peine de tomber dans l'absurde. Je suis de son avis, mais comment ne comprend-il pas que cet argument peut être invoqué, avec la même force pour le moins, par le catholique qui prétend rester tel sans être ultramontain, qui, tout en proclamant l'autorité du pape, est d'accord avec Gerson, avec Bossuet, avec tant d'autres grands esprits, pour lui poser des limites? Comment ne voit-il pas que la méthode qui consiste à ruiner un principe par l'exagération de ses conséquences est la méthode favorite des sceptiques, ou, pour mieux dire, des pyrrhoniens, et que, le jour où la légitimité en serait admise, les plus grandes vérités courraient risque d'être bientôt réduites à l'état de problèmes?

Cette puissance destructive d'une fausse logique est un des plus terribles écueils de l'esprit humain. Sauf tout au plus les vérités mathématiques, on peut dire qu'elle a prise sur tout, et que, si on ne la repousse pas de prime abord, rien ne peut lui échapper. C'est par de tels argumens que dans l'ordre politique les amis excessifs de la liberté transforment en partisans du despotisme ceux qui veulent qu'un gouvernement ne soit pas à la merci du premier caprice de la multitude, et que par contre les amis exclusifs de l'ordre voient un anarchiste dans quiconque ose dire qu'il peut être permis quelquefois de résister par la force aux injustices d'un pouvoir même légitime. Les uns démontrent avec une apparente évidence que reconnaître à la multitude le droit d'apprécier les cas où elle peut

sans crime s'insurger contre un gouvernement oppresseur, c'est lui attribuer en effet la décision suprême et laisser le pouvoir sans garantie. Les autres disent qu'interdire la résistance à la tyrannie, c'est encourager le tyran à multiplier ses attentats et proclamer qu'il n'existe pas de droits en dehors des siens. Pressé entre ces argumens contradictoires, l'esprit humain, l'esprit de ceux qui cherchent sincèrement la vérité, se trouve livré à une véritable torture, et pour les jeunes gens surtout, lorsqu'ils sont enclins aux recherches spéculatives, c'est là une cruelle épreuve, une source d'angoisses auxquelles ils n'échappent trop souvent qu'en se jetant les yeux fermés dans les distractions de la vie pratique, avec l'espérance vague que ses enseignemens leur révéleront plus tard la vérité que la pure théorie n'a pu leur faire découvrir.

On ne saurait trop se dire, pour échapper à ces dangereux entraînemens, que toutes les idées absolues sont fausses, parce qu'elles sont incomplètes, ou, ce qui revient au même, parce que l'esprit humain n'est pas constitué de manière à en comprendre la véritable portée, en sorte qu'il en tire nécessairement de fausses conséquences. Ce qu'il faut en conclure, c'est que, dans cet état de demi-obscurité où nous sommes condamnés à vivre, le bon sens nous interdit de supposer, entre les croyances et les doctrines des hommes, lorsqu'elles nous paraissent erronées, et leurs intentions, leurs actes, leur moralité, une liaison qui pourrait bien n'être de notre part que le résultat d'un vice de raisonnement. Il nous appartient sans doute de juger à notre point de vue les idées des autres, mais nous n'avons pas le droit d'affirmer qu'elles ont dans leur esprit des conséquences contre lesquelles ils protestent, ni de prétendre qu'elles ne sont pas sincères. C'est là le principe de la tolérance, en d'autres termes de la justice, et c'est pour s'en être involontairement départi que M. Rosseew Saint-Hilaire me semble avoir manqué d'équité envers le catholicisme. Je reconnais d'ailleurs que l'entraînement auquel il a cédé quelquefois est bien difficile à éviter pour quiconque professe, comme lui, de fortes croyances, que la tactique qui consiste à opposer à un système les absurdités dans lesquelles on tombe infailliblement en le poussant à l'extrême est trop commode, trop spécieuse, pour ne pas séduire presque tous les esprits, qu'il n'est guère de polémique où tout le monde n'y ait successivement recouru, et je serais bien étonné si moi-même, qui la combats ici, je ne l'avais plus d'une fois mise en pratique; mais plus elle offre de tentations, plus il importe d'en signaler l'injustice et les périls.

Le règne de Philippe II, raconté dans les derniers volumes de M. Rosseew Saint-Hilaire, clôt en quelque sorte ce qu'on peut appeler l'âge héroïque de l'Espagne. La défaite de la grande *armada*

et les échecs définitifs de la guerre des Pays-Bas marquent le terme de l'époque où il lui fut donné de figurer parmi les grandes puissances de l'Europe, et peut-être au premier rang. A partir de ce moment, son histoire est moins connue, moins éclatante; mais pour ceux qui cherchent d'utiles enseignemens dans le spectacle des choses humaines, j'ose affirmer qu'elle offre un intérêt au moins égal. La rapide et complète décadence de ce vaste empire sous les successeurs de Charles-Quint, sa résurrection, si l'on peut ainsi parler, après l'avénement de la maison de Bourbon, et surtout sous Charles III, alors que la perte d'une grande partie de ses possessions semblait devoir l'affaiblir encore; le caractère de cette espèce de restauration, très réelle à certains égards, mais à d'autres tellement incomplète et superficielle que vingt années d'un mauvais gouvernement sous Charles IV devaient suffire pour en effacer presque entièrement les traces; la résistance opposée à l'usurpation de Napoléon, qui jeta sur le pays une grande gloire extérieure, mais compléta sa ruine, sa désorganisation intérieure, et y créa de funestes habitudes d'anarchie, — ces résultats déplorables aggravés encore par l'absurde et odieuse tyrannie de Ferdinand VII et par la non moins absurde révolution démocratique de 1820, si peu assortie à l'état moral de la nation; l'intervention française rétablissant un peu d'ordre dans la Péninsule, mais au prix du retour d'un monstrueux despotisme; puis une autre révolution, accomplie avec le concours de la royauté et faisant enfin pénétrer en Espagne, à travers bien des secousses, quelques-unes des idées, quelques-uns des résultats de la civilisation européenne; au milieu de ces reviremens et de ces catastrophes multipliées, la population conservant, dans la grande majorité, le sentiment monarchique, et surtout ses croyances, l'intolérance même du plus ardent catholicisme, à tel point qu'en 1854 une chambre très révolutionnaire a refusé d'autoriser l'exercice, même privé, des cultes dissidens : — tel est, en résumé, le tableau historique de cette étrange contrée depuis près de trois siècles. Cette histoire présente bien des traits qu'on ne trouve dans aucune autre, elle offre bien des problèmes à résoudre. Je n'en indiquerai qu'un seul. Comment se fait-il qu'un grand peuple qui a maintenu son existence indépendante et à qui l'on ne saurait contester ni le courage, ni l'énergie, ni l'intelligence, ni l'originalité du sentiment et de la pensée, n'ait pas, depuis trois cents ans, produit un grand homme d'état, un grand capitaine, ni, depuis deux cents ans, un écrivain, un artiste d'un ordre vraiment supérieur? La réponse à ces questions, c'est l'histoire de l'Espagne soumise au contrôle de la critique moderne qui seule peut la donner.

L. de Viel-Castel.

LES CHANSONS

DES RUES ET DES BOIS

PAR M. VICTOR HUGO

Le nouveau recueil de poésies de M. Victor Hugo a fait subir à mon imagination une légère mésaventure qu'il m'importe avant tout de confesser. Selon l'habitude du poète, ce volume avait été annoncé depuis plusieurs années déjà, et sur ce titre charmant, *les Chansons des Rues et des Bois* (le génie des titres est un des dons nombreux de M. Victor Hugo), mon imagination avait fait son siége à l'avance, comme le bon abbé de Vertot. J'attribuais au nouveau recueil un tout autre caractère que celui qui le distingue. J'avais disposé à mon gré de l'inspiration du poète, et je lui avais fait choisir les formes, les sujets que préférait ma fantaisie. J'avais conçu *les Chansons des Rues et des Bois* comme une série d'inspirations lyriques impersonnelles où le poète, avec une émotion désintéressée et une sensibilité passive, aurait compilé, classé et corrigé les textes de ces chansons éparses au sein de la nature ou errantes dans les rues de nos villes. — J'espère, me disais-je, que nous allons avoir enfin une bonne édition des poésies de tous ces *minnesinger* des bois et des prairies qui ne portent pas de noms d'hommes, des ballades de tous ces rhapsodes ingénieux de nos cités qui ne portent de nom d'aucune sorte. Je voyais le poète s'avancer devant le public son livre à la main et lui dire : « Le présent recueil n'est pas de moi. Je n'y ai fait autre chose que mettre en ordre quelques-unes des plus heureuses trouvailles poétiques que ma longue

érudition de promeneur rustique et de fureteur des halliers m'a fait rencontrer. La première partie vient des oiseaux, la seconde des fleurs et des plantes, la troisième de ces esprits insaisissables qui se jouent dans le feuillage, les eaux et les montagnes, qui refusent de se révéler à nous autrement que par leurs chansons, leurs soupirs et leurs rires, mais dont nous connaissons le langage, sinon la figure. Le lecteur trouvera donc ici la collection des hymnes religieux de l'alouette, celle des odes du rossignol, et les trop peu nombreuses inspirations de ce très grand poète, le coucou, auquel personne jusqu'à présent, sauf quelques illustres Anglais, n'a rendu la justice qu'il mérite. La seule part qui me revienne dans cette œuvre est la révision du texte de mes auteurs, et les éclaircissemens dont j'ai dû nécessairement l'encadrer pour le rendre intelligible aux oreilles humaines. Il m'a fallu décrire tel paysage, préciser telle heure du jour, tel jeu d'ombre et de lumière, soit pour indiquer l'endroit où j'ai recueilli ces chansons, soit pour expliquer dans quelles dispositions je les ai entendues pour la première fois, soit enfin pour permettre au lecteur d'en mieux saisir le génie en les replaçant dans leur cadre naturel. » Voilà le château en Espagne que j'avais bâti sur la foi de ce titre attrayant et plein de promesses. Ceux qui ont lu le nouveau recueil de M. Victor Hugo savent ce qui reste de notre édifice imaginaire : quelques traînées de lumière éparse et quelques flocons de nuages déchirés.

Il en reste pourtant quelque chose, il en reste assez pour prouver que nous n'avions pas si grand tort de rêver un tel recueil, et pour justifier le léger dépit que nous avons ressenti lorsqu'il nous a fallu reconnaître que notre imagination s'était trompée. Peut-être est-ce en effet le poète qui a été infidèle à sa première inspiration. J'oserais presque soutenir qu'à l'origine ce titre de *chansons des rues et des bois* a suggéré à l'imagination de M. Victor Hugo l'idée d'un livre répondant à peu près au programme poétique que nous venons d'esquisser, car quelques-uns des élémens de ce programme se laissent très nettement apercevoir dans les pages nouvelles que nous avons lues avec une curiosité un peu désappointée. A plusieurs reprises, le poète, en vers charmans, a exposé les principes fondamentaux de l'esthétique qui conviendrait au recueil que nous désirions, et qui n'est pas venu. Ainsi dans la pièce intitulée *Fuite en Sologne*, où il invite un ami, fils de la Muse comme lui, à venir le rejoindre dans la solitude rustique, il exprime avec une précision heureuse le véritable caractère de cette poésie vivante qui sort des choses de la nature pour se mêler aux vers du poète, non par un artifice de ce dernier, mais de plein jet, et comme le fleuve Alphée se mêla autrefois à la naïade Aréthuse, de cette participation originale des

hôtes des bois et des champs à ses inspirations, et en quelque sorte de ces *dictées* mélodieuses qu'ils l'invitent à écrire. Ce rôle de secrétaire des oiseaux et des fleurs que nous avions rêvé pour le poète a été rarement mieux décrit que dans certaines strophes de cette pièce.

Moi, ce serait ma joie
D'errer dans la fraîcheur
D'une idylle où l'on voie
Fuir le martin-pêcheur.

Ami, l'étang révèle
Et mêle brin à brin
Une flore nouvelle
Au vieil alexandrin.

Le style se retrempe
Lorsque nous le plongeons
Dans cette eau sombre où rampe
Un esprit sous les joncs.

Viens, pour peu que tu veuilles
Voir croître dans ton vers
La sphaigne aux larges feuilles
Et les grands roseaux verts.

Et encore dans la pièce intitulée *Clôture*, où il donne l'inventaire des richesses du poète en style tantôt baroque et tantôt charmant :

Nous ne produirions rien qui vaille
Sans l'ormeau, le frêne et le houx.
L'air nous aide, et l'oiseau travaille
A nos poèmes avec nous.

Le pluvier, le geai, la colombe,
Nous accueillent dans le buisson,
Et plus d'un brin de mousse tombe
De leur nid dans notre chanson.

Et cette poétique a reçu un commencement d'application. Que sont la pièce du *Chêne du parc détruit*, qu'on pourrait justement appeler les mémoires d'un chêne, la pièce intitulée *l'Église*, où l'auteur nous décrit une véritable chapelle du culte des esprits élémentaires, la chapelle où Titania et Oberon vont sans doute assister à l'office de leur religion, sinon des ébauches du programme que nous regrettons de ne pas voir réalisé? Mais faisons trêve à nos regrets, et prenons le nouveau volume de M. Hugo avec le caractère qu'il a voulu lui donner. Nous savons ce que l'œuvre n'est pas, voyons maintenant ce qu'elle est.

Ce nouveau volume est fait pour mettre à une délicate épreuve les amis de M. Victor Hugo et tous ceux qui, comme nous, lui ont gardé reconnaissance des services qu'il a rendus à leur imagination. L'œu-

vre nouvelle a des défauts tellement accusés, la végétation des excentricités y pousse si drue et si abondante, l'imagination s'y blesse à des houx si piquans, on s'y heurte à tant de métaphores rugueuses, que peu de lecteurs sont tentés d'admirer les fleurs charmantes qui étoilent ces ronces et la fraîche verdure qui témoigne de la séve puissante qui a fait croître et qui alimente ce hallier sauvage. Peu de gens en effet sont tentés de s'extasier devant un paysage lorsqu'ils viennent de s'enfoncer une épine dans le pied; le *Buisson* de Ruysdaël lui-même nous inspirerait un tout autre sentiment que celui de l'admiration, si nous venions de nous déchirer à ses broussailles, et il n'est aucun de nous qui n'ait jeté une rose avec colère lorsqu'elle lui avait piqué les doigts. Il n'y a pas à dire, on est en mauvaise disposition pour accueillir la plus fraîche strophe lorsqu'on vient d'être terrassé par une plaisanterie énorme du genre de celle-ci :

> On entendait Dieu, dès l'aurore,
> Dire : « As-tu déjeuné, Jacob? »

On est peu préparé à goûter des métaphores dignes des féeries de Shakspeare lorsqu'on vient de se buter contre des calembredaines dignes des féeries du *Pied de mouton* et des *sept Châteaux du Diable*, comme la suivante :

> Tout aimait, tout faisait la paire,
> L'arbre à la fleur disait : *Nini*.
> Le mouton disait : « Notre Père,
> Que votre sainfoin soit béni ! »

Si nous venons d'entendre *l'oiseau rire du prix Monthyon*, nous trouverons fort intempestive la visite immédiate d'une pensée élevée, et l'enseignement le plus austère sera auprès de nous le très mal venu, s'il se présente au moment où nous venons d'apprendre avec une stupeur très compréhensible que

> Les craquemens du lit de sangle
> Sont un des bruits du paradis.

Je vois donc peu de personnes disposées à rendre justice au fourré touffu des *Chansons des Rues et des Bois*. Je constate même un penchant à la disposition contraire, que je regrette sans trop m'en étonner. Il y a cependant un moyen d'admirer un fourré, fût-il plus épineux encore que celui de M. Victor Hugo, et ce moyen, c'est tout simplement d'en faire le tour sans s'y engager, de manière à contempler les fleurs sans s'accrocher aux ronces. C'est celui que nous emploierons.

L'origine de l'inspiration générale du volume nous donnera la clé des nombreux défauts que nous venons de signaler, et qui sont en

train de scandaliser tant de lecteurs. J'oserais affirmer qu'on calomnie l'auteur lorsqu'on attribue ses nouvelles poésies à un accès de cette sensualité maladive qui sévit quelquefois, aux approches de l'âge austère, même chez les personnes dont la vie fut toujours la plus prudente et la mieux réglée. Le poète a obéi à un mouvement d'ambition excessive, et non à une émotion vulgaire des sens. Ce n'est pas pour le plaisir équivoque de promener son imagination sur des sujets chatouilleux, ni pour la satisfaction d'une fatuité rétrospective, qu'il a créé cette longue galerie de petits tableaux galans : c'est tout simplement parce qu'il ne faut pas qu'il y ait une seule corde de l'âme humaine que sa main n'ait fait résonner, depuis la plus haute jusqu'à la plus basse, depuis la plus éclatante jusqu'à la plus sourde, depuis la plus suave jusqu'à la plus criarde. Il lui faut la lyre entière, et non-seulement la lyre entière, mais les trois Grâces, les neuf Muses, les Jeux, les Ris, Hébé et Momus. Il semble s'être dit que la gloire d'un Virgile et celle d'un Horace étaient incomplètes, prises isolément, que le génie du vrai poète était de pouvoir tout exprimer, que la couronne du poète devait être faite de tous les rayons. Partant de ce principe, dont il ne s'est jamais un seul moment écarté pendant toute sa carrière, il a compté un beau jour les sentimens humains auxquels il s'est successivement attaqué, et il a trouvé qu'il y en avait un, le plus modeste et le plus léger de tous, qu'il n'avait pas encore fait vibrer, soit par oubli, soit par dédain : la sensualité facile de la première adolescence. Il a pensé qu'une peinture de cet âge heureux de la vie serait un contraste aimable aux peintures éclatantes ou terribles de ses dernières productions, et voilà comment et pourquoi, après les fanfares héroïques de *la Légende des Siècles* et les sombres tableaux des *Misérables*, M. Hugo nous donne aujourd'hui une série de petites odes sur des pamoisons et de petites chansons sur des jouissances, pour employer l'expression de La Bruyère.

M. Hugo ne s'est peut-être pas assez rendu compte de la monotonie et de la stérilité relative du sentiment qu'il choisissait. Il ne s'est pas dit qu'il se trouverait à l'étroit en pareil sujet, et que tout l'art du monde n'en tirerait pas un recueil lyrique considérable, attendu que la matière manque. Autre chose est en effet d'exprimer les sentimens personnels qui sont l'âme véritable de votre vie ou d'essayer un tableau d'une période de la vie humaine. Dans le premier cas, l'inspiration est intarissable; dans le second, elle est nécessairement limitée et s'arrête bientôt. Horace aurait pu faire éternellement des odes en l'honneur de Lydie ou de Chloé, et Pétrarque aurait pu faire éternellement des *canzoni* et des *sonnets*

en l'honneur de Laure, parce que la source de leurs inspirations, sortant d'eux-mêmes, était intarissable comme celles de leurs fontaines de Bandusie et de Vaucluse; mais s'ils avaient dû se borner à faire une peinture générale de ces sentimens qui étaient leur vie, s'ils avaient simplement voulu donner des *expressions* de l'épicuréisme élégant et de l'amour mystique, ils auraient bien vite trouvé les limites de leur inspiration, et il est douteux qu'elle eût été assez abondante pour fournir la matière des *odes* ou des *canzoni*. L'épicuréisme voluptueux, l'amour mystique, n'étaient pas pour Horace et Pétrarque des fantaisies passagères de leur imagination, c'était ce qu'il y avait de plus permanent dans leur nature. C'est au contraire par occasion et par caprice passager que M. Hugo s'est fait voluptueux et fringant; la sensualité qu'il a chantée dans son nouveau recueil n'est qu'un thème poétique auquel il ne pensait pas hier, qu'il abandonnera demain pour ne plus jamais le reprendre, qu'il n'a un instant accepté que pour nous montrer son savoir-faire dans les genres les plus divers. Une pareille fantaisie ressemble fort au caprice en amour. Au moment où elle s'échappe toute brillante et vivante de l'âme du poète, elle peut bien donner naissance à deux ou trois jolies pièces; mais comme elle se refroidira vite, n'étant alimentée par aucune flamme intérieure durable, elle fournira difficilement l'inspiration d'un gros volume. Alors il faudra froisser, violenter, surmener en quelque sorte ce frêle papillon de l'âme, qui ne s'était échappé que pour briller un instant à la lumière et disparaître ensuite; il faudra le forcer à voler lorsque le pollen sera déjà effacé de ses ailes, que quelques essors rapides auront suffi à épuiser et à ternir; en termes plus vulgaires, il faudra se condamner à se répéter pour tenir jusqu'au bout la gageure qu'on s'est faite de prolonger sa fantaisie plus longtemps qu'elle ne veut être prolongée. Les inspirations du poète sont soumises aux mêmes lois naturelles qui proportionnent la durée des êtres à leur importance; le chêne verdit pendant un siècle, les roses fleurissent un printemps, les libellules sont créées pour raser pendant quelques semaines la surface des ruisseaux, les éphémères pour vivre un jour auprès de leur fleuve Hypanis, et les caprices fortuits de la sensualité pour dicter quelques inspirations charmantes et puis s'évanouir.

La sensualité est par elle-même singulièrement inféconde lorsqu'on la fait sortir de son domaine des sens et de la matière, et qu'on essaie de la prendre pour source d'inspiration. Elle peut être une très divertissante camarade dans la vie réelle; mais en poésie c'est une muse très stérile qui ne pousse ses protégés ni très loin, ni très haut. Plusieurs fois elle a trouvé des expressions charmantes

d'elle-même dans les diverses littératures; mais, sans avoir besoin d'examiner ces expressions à la loupe, on s'aperçoit qu'elles sont renfermées dans un cadre assez étroit, et que l'âme de leurs auteurs tournait dans un cercle plus étroit encore. La monotonie est l'écueil de cette sorte de poésie, et la raison en est fort simple : il est des choses qu'il est plus agréable de faire que d'entendre raconter, qui procurent plus de plaisir à leur auteur qu'à ceux qu'il prend pour confidens. Si la sensualité, prise sous la forme la plus large, est déjà monotone et inféconde, que sera-t-elle, prise sous la forme la plus étroite! Or c'est justement cette dernière qu'a choisie de préférence M. Hugo. Tous les tableaux se rapportent exclusivement à la première période de la jeunesse, à l'adolescence, la période où l'âme, composée de turbulence et d'inexpérience, n'a encore aucune portée de passion, où le jeune homme se rue sur le plaisir avec un emportement physique qui, par son excès même, prive l'expression de ce plaisir de tout intérêt véritable. Pour les épicuriens de nature, la volupté est une chose sérieuse; ils la traitent avec une caressante sollicitude, une sorte de respect attendri, qui communiquent à l'expression de leurs plaisirs un attrait réel pour d'autres que pour eux-mêmes; mais chez les adolescens la volupté est rarement une chose sérieuse : c'est un badinage bruyant et gai auquel ils n'attachent pas beaucoup plus d'importance qu'aux badinages qu'ils viennent de quitter. Ce sont les jeux de balle et de cerceau qui continuent sous une nouvelle forme : des cris, des pétulances, des vivacités provenant d'un besoin tout physique de mouvement et d'action. Tout cela est très joli, mais tout cela est bientôt dit, et *Lariflа* aurait beau descendre d'*Évohé*, comme le prétend M. Hugo, cette antique origine n'empêcherait pas qu'on ne se fatiguât bien vite de se l'entendre corner aux oreilles. — Mais quoi! me direz-vous, toutes ces choses sont charmantes. — Eh! sans doute, elles sont charmantes précisément parce qu'elles sont sans portée, et l'adolescence est l'âge heureux par excellence précisément parce que ses passions sont sans profondeur.

Enfin il y avait pour ce recueil un dernier danger. Dieu merci! il est encore réservé à l'auteur bien des années de force et de fécondité; cependant il est permis de lui dire qu'il est maintenant séparé de la jeunesse par un assez long intervalle de temps pour que les souvenirs de cette époque soient déjà lointains et bien effacés. Ces choses de la sensualité sont de telle nature que, pour les bien rendre, l'expression ne doit pas être trop éloignée de la réalité. Au bout d'un certain temps, qui est toujours très court, leur âme légère s'est évaporée, et il devient à peu près impossible de l'évoquer par le

souvenir. On évoque la scène, la date, le paysage; mais comment ressusciter toutes ces choses fugitives qui sont la poésie véritable de telles sensations, cette caresse ou ce frisson qui a passé sur vous pour ne plus jamais revenir avec la même vivacité rapide ou la même douce lenteur, cette proportion infinitésimale de violence, de mélancolie, d'âpreté ou de suavité, qui a marqué chacune de vos voluptés éphémères d'une originalité distincte, cet atome d'âme varié à l'infini qui fait qu'une ode d'Horace et un *lied* d'Heine différent d'une autre ode et d'un autre *lied*, tout en exprimant des sensations d'ordre identique? Où notre imagination cherchera-t-elle la formule magique qui lui permettra d'évoquer les mânes subtils de choses qui, vivantes et près de nous, étaient déjà presque insaisissables? Et puis ce n'est pas en vain que nous avons vécu, que notre cœur s'est bronzé au combat de la vie, que notre âme a soutenu le poids du jour et le choc sans cesse renouvelé des passions violentes, que l'ambition nous a versé son capiteux breuvage, que nous avons pris part aux luttes de nos semblables, que nous avons connu peut-être les austères amours de la justice et de la vérité. Notre âme, en s'élargissant, a perdu l'aptitude de se rapetisser; en gagnant en force, elle a perdu en souplesse; ses articulations, comme celles de nos membres, sont devenues plus raides, et elle marche d'un pas mesuré et grave là où autrefois elle bondissait. Pour avoir la légèreté charmante de la jeunesse, il faudrait être, comme elle, sans lest et sans fardeau. Pour exprimer son bonheur facile, il faudrait posséder son heureuse insouciance et son ignorance plus heureuse encore, de même que, pour imiter ses sauts de mouton et ses cabrioles, il faudrait ne connaître que par les livres de physique la théorie du centre de gravité et les lois de la pesanteur. Eh quoi! des déluges d'événemens et d'idées ont passé sur vous, et vous espérez ressusciter dans leur fraîcheur première ces fleurs du matin de la vie et du premier terrain de l'âme depuis longtemps ensevelies sous les alluvions apportées par les ans! Mais, en admettant même que cela fût possible, cela serait-il bien désirable?

M. Hugo n'est pas sans avoir prévu qu'on lui ferait toutes ces objections, car il s'est prémuni contre elles avec une adresse consommée. Quoi qu'ils puissent penser du style poétique du livre et des sentimens qu'il exprime, tous les gens appartenant au métier littéraire conviendront sans peine que la composition en est admirable. Il y a là un classement des matières qui est un modèle d'habileté. Tout y est si bien ordonné, si bien mis en place, que le poète se trouve avoir répondu à vos objections avant même que vous ayez achevé de les formuler. Ouvrez le livre au hasard ou lisez-le par fragmens et à diverses reprises : il est très probable

que vous serez effarouché par ses bizarreries; lisez-le au contraire d'ensemble et en une seule fois, les excentricités qui vous avaient arrêté vous paraîtront presque naturelles, vous vous y habituerez au point de ne plus les remarquer autrement que pour vous en divertir; ses calembours poétiques et ses plaisanteries excessives vont se fondre dans une harmonie générale, et toutes les parties se prêter une mutuelle lumière et un mutuel appui. Je vous ai exposé la série des objections que la critique peut adresser à M. Hugo; je vais avec la même impartialité vous exposer les réponses que le prévoyant poète a eu l'art insigne de présenter dans son livre même tout simplement par une heureuse distribution de ses matières.

Et d'abord il a prévu l'étonnement que causerait le choix d'un tel ordre de sentimens, et il a commencé par encadrer son livre entre un prologue et un épilogue qui sont destinés à désarmer les mauvaises dispositions du lecteur. Rien de plus ingénieux et de plus original que ce plaidoyer de l'auteur sous forme allégorique, *pro libro suo*, où l'hippogriffe ailé qui sert de monture au poète joue le rôle principal. Il ne faut pas chercher dans le Pégase qui nous est présenté dans ce prologue intitulé *le Cheval* le Pégase traditionnel de l'antique poésie et de l'ancien art classique français, l'hippogriffe aux belles proportions grecques; non, c'est un Pégase monstrueux, aux proportions énormes, et qui, mieux que les chevaux merveilleux dont nous parlent Arioste et Torquato, semble né, sur les plaines nues de la Scythie, de la rencontre du vent furieux des steppes et d'une jument sauvage. C'est un Pégase tragique, dont les ailes puissantes se plaisent à planer au milieu des tempêtes et au-dessus des rocs foudroyés, indomptable, rebelle au joug et au collier, n'admettant sur son dos que des cavaliers à l'humeur altière comme lui-même et les emportant effarés dans son vol vertigineux, qu'il ne leur permet ni de diriger ni de modérer. Le monstre est décrit en vers bizarrement beaux où les épithètes énormes, chéries de M. Victor Hugo, trouvent leur place légitime et cessent de paraître choquantes.

Tout génie élevant sa coupe,
Dressant sa torche au fond des cieux,
Superbe, a passé sur la croupe
De ce monstre mystérieux.

Il traverse l'Apocalypse;
Pâle, il a la mort sur son dos.
Sa grande aile brumeuse éclipse
La lune devant Tenedos.

Le cri d'Amos, l'humeur d'Achille
Gonfle sa narine et lui sied.

La mesure du vers d'Eschyle
Est le battement de son pied.

Bref, une vraie monture pour un Titan ou pour Victor Hugo. Le poète a rendu avec une énergie d'effort égale à l'énergie de résistance du cheval la lutte qu'il lui faut entreprendre pour le faire consentir à se mettre au vert dans le pré fleuri de l'idylle :

Le cheval luttait; ses prunelles,
Comme le glaive et l'yatagan,
Brillaient. Il secouait ses ailes
Avec des souffles d'ouragan.

Il hennissait vers l'invisible,
Il appelait l'ombre au secours;
A ses appels le ciel terrible
Remuait des tonnerres sourds.

Terrible lutte et qui symbolise à merveille l'effort que le poète a dû faire sur lui-même pour contraindre sa robuste imagination à ramasser pendant tout un long volume les fleurettes qui forment la végétation du *pré charmant couleur de songe* de l'idylle! Remarquez bien cette résistance acharnée de Pégase : elle a, me semble-t-il, laissé ses traces dans l'œuvre entière. Mis à la longe, il a mordu de ses dents tranchantes l'écorce des jeunes arbrisseaux; il s'est roulé furieux sur la prairie, et de son sabot vigoureux il a écorché à maint endroit l'épiderme gazonné du sol. Aussi faut-il voir avec quelle joie farouche il reprend son vol lorsque le poète le délivre de cette contrainte à la fin du volume pour le rendre au génie des sombres visions. Le mouvement de cet essor lyrique est vraiment prodigieux. Les énormités d'expression abondent dans cette dernière pièce, mais c'est à peine si l'on a le temps de les remarquer, tant la vitesse du monstre est grande! Incohérences d'images, antithèses monstrueuses, épithètes étranges disparaissent comme des points noirs à l'horizon, comme de vagues lumières lointaines, devant cette course vertigineuse que rappelle seule la course de la locomotive lancée à pleine vapeur. Ce galop effréné, implacable, à travers les étoiles et les comètes, est plein de fumeuses beautés, à demi sinistres, à demi rayonnantes.

Monstre, à présent reprends ton vol!
Approche que je te déboucle.
Je te lâche, ôte ton licol;
Rallume en tes yeux l'escarboucle.

Quitte ces fleurs, quitte ce pré.
Monstre, Tempé n'est point Capoue.
Sur l'océan, d'aube empourpré,
Parfois l'ouragan calmé joue.

Je t'ai quelque temps tenu là.
Fuis! — Devant toi, les étendues
Que ton pied souvent viola
Tremblent et s'ouvrent éperdues.

Redeviens ton maître, va-t'en!
Cabre-toi, piaffe, redéploie
Tes farouches ailes, titan,
Avec la fureur de la joie.

. . . .

Fuis dans l'azur noir ou vermeil.
Monstre, au galop, ventre aux nuages,
Tu ne connais ni le sommeil,
Ni le sépulcre, nos péages.

Sois plein d'un implacable amour.
Il est nuit. Qu'importe? Nuit noire.
Tant mieux! on y fera le jour.
Pars, tremblant d'un frisson de gloire!

. . . .

Tu n'as pas pour rien quatre fers.
Galope sur l'ombre insondable;
Qu'un rejaillissement d'éclairs
Soit ton annonce formidable.

Traverse tout, enfers, tombeaux,
Précipices, néans, mensonges,
Et qu'on entende tes sabots
Sonner sur le plafond des songes!

Ainsi le lecteur est bien averti que l'inspiration de ce recueil devra le trouver indulgent. Le poète a voulu simplement mettre son Pégase au vert et détendre un instant les cordes de sa lyre violente. Cette précaution prise, il sonne une fanfare charmante pour convoquer l'armée sans nombre de ses admirateurs et leur donner le nouvel ordre du jour de sa muse :

J'embouche, sur la montagne,
La trompette aux longs éclats.
Sachez que le printemps gagne
La bataille des lilas.

L'oiseau chante, l'agneau broute;
Mai, poussant des cris railleurs,
Crible l'hiver en déroute
D'une mitraille de fleurs.

Ses lecteurs une fois réunis autour de lui, il se défie encore de la surprise que peut leur causer sa nouvelle fantaisie, et, craignant qu'elle ne les déroute par trop, il les prépare habilement à ce qu'ils vont entendre. Ajournant donc pour quelques instans ses chansons voluptueuses et grivoises, il dogmatise en vers facétieux et expose

les principes poétiques qui justifient son caprice. Ces deux premières parties du livre *Floréal* et *les Complications de l'idéal* ne sont autre chose qu'une esthétique du genre essayé par le poète, esthétique d'ailleurs très sérieuse, quelque jugement qu'on porte sur l'application qu'il en a faite. M. Hugo engage ses lecteurs à ne pas s'effaroucher devant ses nouvelles poésies plus qu'ils ne s'effarouchent devant les poésies de Catulle, d'Horace ou d'Anacréon. Pour protéger l'inspiration du nouveau recueil, leur dit-il, je n'ai pas la ressource du prestige que donne le passé. Quand nous lisons les anciens, nos imaginations obéissent à une sorte d'illusion charmante qui leur fait croire que l'origine des poésies consacrées par l'admiration des siècles fut plus noble que celle des poésies fraîchement écloses de l'heure présente. Eh non! ces poésies anciennes eurent leurs racines dans la même réalité vivante que les nôtres, elles furent pétries de la même matière animée :

La nature est partout la même,
A Gonesse comme au Japon.
Mathieu Dombasle est Triptolème,
Une chlamyde est un jupon.

La noblesse que nous leur découvrons n'était pas en elles-mêmes, c'est le poète qui la leur a donnée par son génie et par son amour. A cette noblesse d'adoption s'est ensuite ajoutée celle que leur a faite le temps. Débarrassez Lesbie, Chloé, Glycère, Lydie, Néère et *tutte quante*, des quatre-vingts ou des cent quartiers d'admiration que leur ont faits des générations innombrables de lecteurs, et dites-moi en quoi de leur vivant elles étaient plus nobles que Rose, Jeanne ou Marton, vos contemporaines! Ce sont aujourd'hui des statuettes charmantes, des figurines d'une délicatesse exquise; mais avaient-elles été créées ainsi par la nature? Pour moi, je crois très-fort que la nature n'avait rien fourni de plus pour elles que pour Rose et Marton, qu'aujourd'hui comme autrefois c'est toujours la même matière, le même kaolin, qu'elle offre au travail de l'artiste, et qu'elle ne fut pas plus généreuse en accordant Lesbie à Catulle et Lydie à Horace qu'en accordant aujourd'hui Jeanne au poète qui voudra la chanter. Le cadeau, croyez-moi, n'est point moindre, et si Jeanne n'a pas été promue à la dignité classique et reste une simple vilaine du royaume de la beauté, c'est qu'elle n'a pas trouvé son Catulle ou son Horace. Avec les pauvretés prétendues de notre vie actuelle, nous pouvons donc ressusciter toutes les grâces et toutes les élégances du passé, car les poètes du passé eurent tout juste les mêmes élémens de richesse que nous avons, les mêmes, ni plus ni moins. Nous nous rendons les dupes des mots en leur

attribuant je ne sais quelle noblesse de convention et quel sens pompeux qu'ils n'ont jamais eus. Toutes nos expressions noblement académiques eurent la plus humble extraction; elles aussi furent vulgaires autrefois, à l'heure heureuse où elles sortirent toutes vivantes de la chaude émotion d'un poète. Donc, si les vieux mots vous conviennent, vous pouvez sans crainte les appliquer aux objets qui vous entourent, car ces objets sont identiques et de substance et de forme à ceux qu'ils furent jadis chargés de nommer.

Je te fais molosse, ô mon dogue!
L'acanthe manque? j'ai le thym.
Je nomme Vaugirard églogue,
J'installe Amyntas à Pantin.

Le poète ne doit pas se laisser arrêter dans le choix de ses sujets par le reproche de vulgarité. Il n'y a pas de sujets vulgaires ou relevés; il n'y a que des sujets rendus d'une manière vulgaire ou d'une manière poétique. Tous sont permis au poète, pourvu qu'il ne les calomnie pas devant l'imagination par une interprétation grossière ou lâche. Tous les objets lui appartiennent, et s'il lui plaît de choisir le plus infime de tous, il est libre de le faire, pourvu qu'il respecte et fasse resplendir la parcelle de l'âme universelle qui est dans cet objet, ou qu'à défaut de cette parcelle d'âme il lui donne un atome de la sienne. Peignez des choses basses, pourvu que vous les aimiez, car elles cessent d'être basses du moment où elles sont aimées, et il n'est d'objet si laid qui ne puisse devenir beau, transformé par la sensation du poète. On n'a donc pas le droit de lui reprocher le choix de ses sujets, mais seulement la manière dont il les a traités et rendus.

Fais ce que tu voudras, qu'importe,
Pourvu que le vrai soit content,
Pourvu que l'alouette sorte
Parfois de ta strophe en chantant;

Pourvu que la luzerne pousse
Dans ton idylle, et que Vénus
Y trouve une épaisseur de mousse
Suffisante pour ses pieds nus;

Pourvu qu'en ton poème tremble
L'azur réel des claires eaux,
Pourvu que le brin d'herbe y semble
Bon au nid des petits oiseaux?

Il n'y a rien à objecter à cette poétique, qui est parfaitement d'accord avec les lois les plus certaines de l'imagination, si ce n'est qu'elle n'eût peut-être rien perdu à être exposée parfois en termes

moins facétieux, et que la vérité en aurait mieux apparu, si elle eût été mêlée à moins de métaphores étranges.

Nous sommes arrivés à la peinture de la vie turbulente de l'adolescence et de la jeunesse, et nous rencontrons ici le plus grave reproche qu'on ait adressé aux nouvelles poésies de M. Hugo. — Vous chantez, lui a-t-on dit, des sentimens qu'il n'appartient qu'à la jeunesse seule de chanter, vous traitez des sujets qui sont nécessairement antipathiques à l'âme sévère que les années et l'expérience vous ont faite. Ici encore, M. Hugo a sa réponse toute prête. — Pardon, répond-il, j'ai le droit de traiter ces sujets, pourvu que je les traite avec l'âme de mon âge, et c'est ce que j'ai fait dans ce volume. Ah! si j'essayais d'imiter artificiellement les sons d'une voix qui n'a pas encore mué, si je contrefaisais la leste allure et l'insouciante belle humeur du jeune homme, si je m'abandonnais à cette charmante et immorale confiance que la volupté inspire aux jeunes gens pour se rendre maître d'eux, si dans mon langage il perçait quelque chose de cette crédulité irréfléchie et gracieuse qui fait prendre aux jeunes gens les horizons du pays de Watteau pour les horizons du monde, — pour tout dire d'un seul mot, si j'avais essayé de traiter ces sujets avec l'âme du jeune homme, vous pourriez me blâmer; mais n'ai-je pas loyalement signé mon âge au bas de ces petits tableaux? Est-ce que le tour donné à ces récits ne vous révèle pas le sentiment que m'inspirent aujourd'hui ces gracieux enfantillages? Tous ces souvenirs aujourd'hui fantômes, je les regarde passer, ne le voyez-vous pas? avec la complaisance ironique qui convient à mon caractère et à mon expérience. Je badine avec mes souvenirs et je me fais jeune avec eux, exactement comme un père se fait enfant en badinant avec ses marmots. Pour qui sait lire, j'ai caché dans une épithète, dans une métaphore, l'état d'âme véritable avec lequel je considère aujourd'hui ces aimables accidens de la vie juvénile. Ces facéties, ces calembours que vous me reprochez sont l'apologie de ma franchise. Ah! si j'avais voulu apporter dans ces choses légères l'âme de la jeunesse, comme je m'y serais pris autrement! Quelle importance je leur aurais donnée! avec quelle pompe je me serais exprimé! Ce n'est jamais à l'âge heureux où l'on appelle une blanchisseuse lavandière que j'aurais osé parler de ces fameux *torchons radieux* dont depuis deux mois vous me rebattez les oreilles, et qui pourtant, vus avec l'œil de la candeur, sont la meilleure des réponses aux critiques que vous m'adressez. — *Torchons radieux!* Eh! bonnes gens, ces deux mots disent à la fois et l'âge que j'ai maintenant et l'âge que je n'ai plus. Le substantif est de l'âge présent, l'épithète est de l'âge passé. Eh! oui, c'étaient des torchons, je le sais maintenant et je ne le savais pas alors, et ils étaient radieux,

non parce qu'ils avaient la propriété de produire de la lumière, mais parce que mon âme à moi était lumineuse et jeune. Vrai! si j'étais professeur d'esthétique, je me donnerais le plaisir de vous prouver que ces deux mots contiennent à la fois la réalité et l'idéal, et d'en tirer toute une volumineuse théorie comme un prédicateur habile tire tout un long sermon de deux mots de l'Écriture.

Les chansons d'amour sont divisées en trois livres : *Pour Jeanne seule*, — *Pour d'autres*, — *l'Éternel Petit Roman*. Les deux premiers se rapportent particulièrement à la vie de l'adolescence; le troisième se rapporte à cette première jeunesse qui suit immédiatement l'adolescence. Les nuances presque insaisissables qui distinguent chacun de ces âges, si rapprochés l'un de l'autre qu'il serait très permis de les confondre, ont été rendues avec une dextérité et une fidélité extrêmes. Dans les deux premiers, le poète a peint tous les phénomènes propres à cet âge heureux qui participe des caractères de deux âges, la candeur unie à la crânerie, la timidité unie à la pétulance, la tendresse unie à l'espièglerie, le goût du tapage et l'amour de la solitude, cette magie d'imagination qui transforme les objets les plus vulgaires et qui d'une ortie fait une rose, et surtout cette extase étrange et presque mystique des sens à leur éclosion. Écoutez ces strophes adorablement douces où le poète décrit l'angoisse voluptueuse du cœur qui s'ouvre à la tendresse, et reconnaissez encore une fois le grand musicien qui vous a si souvent charmés :

De quoi donc me parlait-elle
Avec sa fleur au corset
Et l'aube dans sa prunelle ?
Qu'est-ce donc qu'elle disait?

Son intention fut-elle
De troubler l'esprit voilé
Que Dieu dans ma chair mortelle
Et frémissante a mêlé?

Je ne sais, j'écoute encore.
Était-ce psaume ou chanson?
Les fauvettes de l'aurore
Donnent le même frisson.

J'étais comme en une fête,
J'essayais un vague essor;
J'eusse voulu sur ma tête
Mettre une couronne d'or,

Et voir sa beauté sans voiles,
Et joindre à mes jours ses jours,
Et prendre au ciel les étoiles,
Et qu'on vînt à mon secours.

Ces pièces, adressées à *Jeanne seule*, composent la partie la plus

belle, la plus irréprochable du livre. M. Hugo n'a pas permis à cet espiègle esprit de facétie qu'il a lâché en toute liberté dans le reste de son livre d'approcher de ce petit domaine sacré réservé à la solennité de ses rêves. Vous vous rappelez ce chant délicieux du *Songe d'une Nuit d'Été* où les fées protégent par leurs incantations le sommeil de leur reine contre les méchantes bêtes de la nuit; M. Hugo a semblé s'en souvenir et se le réciter en pensée en écrivant cette partie de son livre. Calembours grivois, n'approchez pas, car ici tout est chasteté; antithèses violentes, rentrez vos cornes, car ici tout est douceur; épithètes turbulentes, taisez-vous, car ici tout est tendresse; mais toi, colombe doucement gémissante, et toi, rossignol à la voix triomphante, entrelacez les notes de votre musique à la trame de mon chant. Il y a là telle strophe qui ne déparerait aucune des plus belles expressions de la ferveur sensuelle et de la mysticité érotique.

L'hirondelle sur ton front pur
Vient si près de tes yeux fidèles
Qu'on pourrait compter dans l'azur
Toutes les plumes de ses ailes.

Si vous avez admiré le sentiment mystique de telle peinture des vieux maîtres primitifs où l'on voit une jeune vierge en habits de paysanne passer les yeux baissés, suivie d'un cortége de bêtes des tanières et d'oiseaux du ciel attirés par sa pudeur, plus puissante que la musique d'Orphée, vous admirerez sûrement ce petit tableau :

Ces lieux sont purs, tu les complètes.
Ce bois, loin des sentiers battus,
Semble avoir fait des violettes,
Jeanne, avec toutes tes vertus.

L'aurore ressemble à ton âge;
Jeanne, il existe sous les cieux
On ne sait quel doux voisinage
Des bons cœurs avec les beaux lieux.

Tout ce vallon est une fête
Qui t'offre son humble bonheur;
C'est un nimbe autour de ta tête,
C'est un Éden en ton honneur.

Tout ce qui t'approche désire
Se faire regarder par toi,
Sachant que ta chanson, ton rire
Et ton front sont de bonne foi.

O Jeanne, ta douceur est telle
Qu'en errant dans ces bois bénis,
Elle fait dresser devant elle
Les petites têtes des nids.

Tous les caractères de ces cantiques d'amour adressés à Jeanne

se résument dans la dernière pièce intitulée *les Étoiles filantes*, dont l'inspiration première est aussi forte que l'expression en est confuse. Toutefois la seconde partie de cette pièce est d'un mouvement superbe, et çà et là des expressions d'une réelle ardeur éclatent comme des feux dans l'ombre.

Ne tremble pas, quoiqu'un songe
Emplisse mes yeux ardens;
Ne crains d'eux aucun mensonge,
Puisque mon âme est dedans.

Presque tout serait à citer dans les vingt-cinq pages qui composent cette partie du livre, et je croirais être injuste envers l'auteur, si je l'abandonnais sans signaler la pièce intitulée *le Duel*, petit tableau de genre tout à fait galant et bien venu.

Ce ton ne dure pas. Pour écrire cette partie de son livre, M. Hugo a eu exclusivement recours à la collaboration de son Ariel et de son Oberon; mais dans les deux parties suivantes, *Pour d'autres*, *l'Éternel petit roman*, il a lâché son Puck en toute liberté, et Dieu sait les ravages qu'il y fait et à quelles facéties il se livre! C'est à tel point que plus d'une fois il prend envie de lui dire, comme jadis la fée au malicieux serviteur d'Oberon : *Farewell, thou lob of spirits*, — adieu, bouffon des esprits. Citons parmi ses meilleures espiègleries *le Dizain de femmes*, un Watteau du siècle de la crinoline et des cages-jupons, et la spirituelle petite pièce intitulée *le Doigt de la femme*. Dans ces deux parties du livre, il faut dire adieu à la candeur naïve et à la fraîcheur de tendresse qui nous enchantaient tout à l'heure; mais il est juste de reconnaître que M. Hugo y a bien marqué, surtout dans la seconde, *l'Éternel petit roman*, la nuance qui sépare la première jeunesse de l'adolescence : l'amour a perdu son onction mystique, il est devenu profane et mondain. Ce n'est plus la naïve Jeanne qui est l'idole de ce nouvel amour, cette Jeanne dont la personne s'associe si bien avec les berceaux de chèvrefeuille et la verdure des forêts; c'est *dona Rosita Rosa*, une créole aux yeux ardens qui font crier gare et dont la personne ne s'associe qu'avec des images de luxe et de richesse. S'il y a trop de soleil dans ses yeux, il n'y a pas assez d'aube dans son sourire. Un cerveau brûlant et un cœur tranquille font un amour doublement meurtrier, et à celui qui est touché d'un pareil amour on ne pourrait adresser la question du vieux poète : *quo beatus vulnere?* Ce que promet un tel amour, jugez-en par le petit portrait contenu dans la strophe suivante :

Son œil était mystérieux;
Il contient, cet œil de colombe,
Le même infini que les cieux,
La même aurore que la tombe.

Il y a une tristesse réelle et une sorte d'amertume dans toutes ces pièces à Rosita Rosa en dépit des fanfares du poète et de ses airs triomphans. C'est qu'avec cet amour il fait l'apprentissage de l'insécurité des passions et de l'inconsistance du pauvre cœur humain : aussi, de même que l'inspiration des *Étoiles filantes* résume bien toutes les chansons adressées à Jeanne, la belle pièce intitulée *l'Oubli* est le résumé et la légitime conclusion des chansons adressées à dona Rosita.

Vous aurez remarqué, j'espère, malgré les imperfections de notre analyse, quelle logique savante a présidé à l'ordonnance du livre et avec quelle habile lenteur le poète a déroulé progressivement toutes les parties de son sujet. Plus j'examine le nouvel ouvrage de M. Hugo et plus je suis frappé d'une certaine analogie entre sa composition et la composition de cet adorable petit chef-d'œuvre d'Horace *l'Ode à Sestius*. Aurions-nous touché juste, et M. Hugo aurait-il pris dans l'ode d'Horace la semence de son inspiration? *Les Chansons des Rues et des Bois*, c'est l'*Ode à Sestius* regardée à travers un microscope d'une portée exagérée et étirée en cinq cents pages par un procédé particulier. Chacune des strophes de la petite ode d'Horace a fourni, dirait-on, le type d'une des parties du livre de M. Hugo. Nous avons vu dans les deux premières parties le *solvitur acris hiems gratâ vice;* nous venons de voir dans les trois parties suivantes le *jam Cytherea choros ducit Venus*, nous allons voir dans les deux dernières le *nunc et in umbrosis Fauno decet*, et enfin la sévère et grande pensée : *pallida mors æquo pulsat pede*. Il est possible que cette analogie ne soit qu'une coïncidence du hasard; mais elle est curieuse à ce titre, et nous la signalons comme on signale celles des prophéties de Nostradamus qui se sont accomplies à l'heure voulue.

M. Hugo a bien senti qu'il devait donner à un tel livre une autre conclusion morale que celle de la pièce intitulée : *Post-scriptum des rêves*, où, après une leçon de philosophie démoniaque, d'un Asmodée quelconque, il se demande si les sages ne font pas un métier de dupe, et s'il y a au fond de cet univers autre chose pour l'homme que le plaisir. Asmodée aurait beau avoir raison, qu'il aurait encore tort, car son équivoque philosophie ne peut être vraie que pour un moment très rapide de la vie. Encore une fois, M. Hugo a donc par avance répondu à la critique en refusant de laisser son lecteur sous l'impression de scepticisme épicurien que ses nombreuses peintures érotiques n'auraient pas manqué de produire. Une pièce qui forme presque à elle seule tout un livre, *le Chêne du parc détruit*, très habilement intercalée au milieu des scènes de jeunesse, est chargée de nous préparer à cette conclusion. Il en est de cette pièce comme de celle des *Étoiles filantes* que

nous nommions tout à l'heure : l'inspiration première en est très forte, et la facture en est singulièrement trouble et bizarre. Un vieux chêne qui s'élève au milieu d'un parc détruit raconte au poète qu'autrefois il a assisté à bien des fêtes, qu'il a porté bien des lampions en l'honneur des puissans de la terre, et que la verdure de son feuillage a été bien souvent dénaturée par les couleurs menteuses des flammes de Bengale; toutes ces pompes ont disparu, et maintenant il s'élève au milieu des ruines et de la solitude, racontant aux ronces et aux broussailles démocratiques qui croissent autour de son tronc, au lierre qui l'embrasse sans craindre la main de l'émondeur, aux loups qui hurlent à ses pieds, insoucieux des gardes-chasses, les merveilles de l'alignement classique et de la discipline monarchique des jardins du temps passé. Cependant il ne regrette rien de toutes ces pompes, sa sauvage nature a retrouvé dans cette solitude toute l'énergie de sa séve; sa verdure profite mieux de la rosée du matin et du soir depuis qu'elle n'est plus desséchée par les flammes de Bengale, la mousse s'entasse plus épaisse à ses pieds depuis que les promeneurs ne foulent plus les allées autrefois sablées, maintenant envahies par l'herbe, et il lui semble qu'il voit mieux les astres depuis qu'il ne voit plus tant de lampions. Il faut lire cette pièce incroyable, qui, dans son ensemble, présente l'aspect des broussailles du parc désolé, si l'on veut comprendre comment il est possible d'unir des beautés très réelles aux plus étranges folies. Ce chêne parle comme un énergumène inspiré, comme un vieil excentrique qui aurait reçu le don de poésie. Jadis, dans des temps plus calmes, un certain faune de marbre du parc désert de Versailles tint au poète un discours où notre vieille histoire était traitée avec moins de sans-façon et plus de justice.

Vous voyez d'ici la conclusion du livre. M. Hugo cependant n'y arrive pas, et n'y conduit pas d'emblée l'être de raison qu'on peut appeler le héros de son livre. Après avoir retiré son adolescent anonyme des ivresses passagères du plaisir, il lui fait faire une halte au sein de la nature. Cette halte est comme une purification du passé, comme une préparation à l'enseignement plus sévère qu'il lui destine. Il y a là quelques beaux et gracieux tableaux, *les Semailles*, qui semblent la traduction poétique d'une toile de Breton ou plutôt encore d'un bon Millais, — *une Alcôve au soleil couchant*, écrit dans son ancienne manière et qui semble un ressouvenir des *Feuilles d'automne*; mais la pièce la plus considérable et la plus curieuse de cette partie du recueil est celle que j'ai déjà nommée, *l'Église*, petite pièce excentrique à laquelle ont l'air d'avoir collaboré Shakspeare, Henri Heine et M. Clairville. Comme dans la pièce d'Heine, où se célèbre l'union d'un scarabée et d'une

libellule par-devant la taupe pasteur en robe noire, il y a aussi un mariage dans cette pièce; mais quel mariage! Il est digne de figurer parmi les inventions des revues dramatiques de fin d'année.

Et l'on mariait dans l'église,
Sous le myrte et le haricot,
Un œillet nommé Cydalise
Avec un chou nommé Jacquot.

Mais tout à côté de ces folies le vrai poète se retrouve aussitôt, comme dans cette dernière et charmante strophe par exemple :

Mon pas troubla l'église fée;
Je m'aperçus qu'on m'écoutait.
L'églantine dit : c'est Orphée.
La ronce dit : c'est Colletet.

N'insistons pas sur des défauts trop apparens, acceptons cette bizarre petite pièce et en même temps tout le volume avec le sentiment de l'églantine et non avec le sentiment de la ronce.

La conclusion du volume, vous l'avez devinée sans doute d'après le discours du chêne démocratique. De même que le chêne, M. Hugo ne regrette rien du passé, et c'est avec une ferveur sans hésitation qu'il prononce les trois mots sacramentels de la formule révolutionnaire : liberté, égalité, fraternité. Néanmoins sa conclusion, toute démocratique qu'elle soit, n'a rien de politique; elle est purement morale, ainsi qu'il convenait à un livre qui ne chante que la partie des sentimens humains la plus désintéressée des luttes sociales. M. Hugo n'a donc emprunté à l'opinion dont il est aujourd'hui un des plus fervens défenseurs que les doctrines qui pouvaient s'harmoniser avec son doux sujet, et, pour couronner d'une manière austère un livre qui parle de choses d'amour, il a emprunté à la démocratie un sentiment qui, s'il n'est pas un sentiment d'amour, n'en est cependant pas le contraire, la haine de la guerre. Au moment où il vient de traverser tant de doux rêves, d'accumuler tant d'images de paix et de grâce, le poète rencontre sur son chemin la fière réalité de la guerre, et il s'en détourne avec une horreur très compréhensible. C'est en effet un moment mal choisi que celui où l'on vient de se pencher sur le nid des oiseaux et de respirer les fleurs de la forêt pour comprendre la noblesse, l'austérité, la moralité de ce grand et inexorable fait. Du reste, cette haine a fort bien servi M. Hugo, car il lui doit peut-être la plus belle pièce de son recueil : *La vérité dans le vin*. Dans cette pièce, M. Hugo a cédé la parole à un faubourien en gaîté qui instruit le procès de la guerre avec la verve pittoresque et la forte vulgarité

du langage plébéien. Comme nous n'avons pas à juger de la nature du sentiment, mais seulement de l'expression, nous conviendrons sans peine que le *factum* de Jean Sévère, par son énergie triviale, par son bon sens net et court, aurait plu à ceux des radicaux célèbres qui ont partagé sur la guerre cette même manière de voir, un Paul-Louis Courier, un Cobbett. Cependant nous doutons beaucoup que l'abolition de la guerre, à la supposer possible, eût une si grande efficacité sur le cœur humain et contribuât à y développer aussi fortement les sentimens d'humanité. La paix a ses férocités comme la guerre, et celles-là ne sont pas les moins lâches; la guerre a son humanité comme la paix, et celle-là n'est pas la moins noble. Le jour où la guerre disparaîtrait, il serait fort à craindre que certains sentimens qui, s'ils ne sont pas l'humanité, sont bien au moins de sa famille, disparussent en même temps, et s'il fallait une preuve que le génie de la guerre porte un tout autre visage qu'un visage homicide, j'appellerais en témoignage M. Hugo lui-même. Dans la belle pièce qui fait suite aux propos de Jean Sévère, ne nous raconte-t-il pas la touchante et noble histoire de ce capitaine, clément jusque dans la mort, sur le visage glacé duquel les soldats lisent, à ne pouvoir s'y méprendre, le pardon de son meurtrier?

Voici que j'ai terminé maintenant ma très délicate et très difficile tâche. J'ai donné tour à tour avec toute l'impartialité possible les raisons que peut faire valoir la ligue et celles que peut faire valoir le roi, de manière, je le crains en m'en consolant, à ne contenter ni la ligue ni le roi. Ce n'est ni par crainte ni par tactique que j'ai agi ainsi, c'est par impossibilité d'agir autrement sans violer la vérité et la justice. Il n'y avait pas à prendre de parti tranché en présence d'un tel livre. Nous sommes de ceux qui en regrettent l'inspiration et qui pensent qu'il n'ajoutera rien aux richesses déjà si grandes de Victor Hugo; mais si la gloire du poète n'y gagne rien, elle n'y perdra rien non plus, comme l'ont cru d'abord des lecteurs trop vite effarouchés ou des détracteurs trop pressés de triompher de ses défaillances. Son génie s'est peut-être trouvé sous un nuage pendant qu'il écrivait ce livre, et ce nuage a pu lui cacher les dangers et les défauts de son sujet; mais il n'a pas subi d'éclipse, comme on l'a dit, et le grand poète que nous connaissons est encore visible à toutes les pages.

ÉMILE MONTÉGUT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 décembre 1865.

Parmi les morts illustres enregistrées dans l'obituaire de 1865, celle qui aura le plus fortement ému l'opinion publique est la mort de Léopold Ier, roi des Belges. Certaines morts ont le don de produire dans les esprits de soudaines illuminations : telle a été celle du roi Léopold. Nous venons trop tard pour relever les circonstances personnelles de la carrière à la fois si calme et si remplie de cet homme remarquable. Le romanesque a été pourtant mêlé à la vie de ce sage. Ce cadet d'une petite maison d'Allemagne a fondé l'influence européenne de la maison de Cobourg. Le point de départ de cette série de succès fut la bonne fortune qu'il eut de plaire à la princesse Charlotte, cette pauvre enfant née du plus triste des mariages, qui eut le malheur d'avoir pour mère la princesse Caroline, pour père le prince-régent, et à qui la mort ravit d'avance le trône d'Angleterre. Léopold de Cobourg, veuf, demeura duc anglais de Kendal; mais sa sœur avait épousé le duc de Kent. De cette union naquit bientôt la princesse Victoria; le duc de Kent ne survécut guère à la naissance de sa fille, et Léopold servit de père à celle qui devait être la reine honorée que nous connaissons. Ce fut dans cette situation élevée et tranquille d'un homme qui avait dû d'abord se croire appelé à partager le pouvoir sinon la dignité d'une reine d'Angleterre, et qui plus tard eut à veiller à l'éducation d'une princesse destinée à régner, que les événemens vinrent convier le duc de Cobourg, transformé en patricien anglais, à jouer un rôle personnel. On voulait faire de lui au commencement de 1830 un roi des Grecs. Il mit à son consentement des conditions qui furent refusées par les puissances protectrices du nouveau royaume hellénique. Il accepta l'année suivante la couronne constitutionnelle de Belgique, fondée par une révolution. Depuis lors, tout le monde a vu la grande place que le roi Léopold a faite à lui-même et aux siens en Europe. Il s'allia à la famille qui présidait alors aux destinées de la France, et, par une princesse dont la Belgique mêle aujourd'hui avec une délicatesse touchante le pieux souvenir à son deuil, le sang français

entra dans la dynastie belge. Peu d'années après, son neveu, le prince Albert, épousait sous ses auspices la reine Victoria d'Angleterre. De nombreuses alliances placèrent la maison de Cobourg aux approches des premières couronnes. Ce n'étaient là que les signes extérieurs de l'influence du roi Léopold, devenu le chef de sa maison. Ce souverain, par les qualités de son intelligence et de son caractère, a pu remplir en même temps deux grands rôles, un rôle extérieur européen et le rôle intérieur d'un roi constitutionnel parfait. Il était admirablement placé et il avait qualité pour intervenir entre les grandes cours par le conseil, les bons offices, la médiation. Il pouvait faire écouter ses avis avec une égale confiance par les chefs de gouvernement, en France, en Angleterre, en Autriche, en Russie, et on a pu dire de lui sans exagération qu'il était le juge de paix de l'Europe. On a été surtout frappé de l'ascendant amiable que le roi Léopold a ainsi exercé sur les grandes affaires du monde; mais la cause profonde de cet ascendant, quoiqu'on y prît moins garde, n'était autre que la sagesse habile et heureuse avec laquelle il sut présider à l'organisation et au développement des institutions nationales et libérales de la Belgique. S'il fut écouté, s'il fut consulté, s'il fut respecté, c'est moins parce qu'il était le gendre, l'oncle ou le cousin de tant de souverains et de princes que parce qu'il s'était montré un excellent roi des Belges, et qu'il semblait avoir réalisé en lui le type du meilleur monarque constitutionnel qu'un peuple moderne puisse avoir. La mâle dignité de sa mort l'a fait enfin connaître tout entier : elle a montré que cet esprit sage et pacifique était appuyé sur une âme robuste. Le long spectacle de cette ferme nature aux prises avec la mort a été imposant; au dernier moment, la scène sévère s'est tout à coup éclairée d'un noble sentiment humain quand on a vu l'illustre mourant, entouré de sa famille éplorée, saisir et passer à la duchesse de Brabant la main de M. Van Praet, le plus ancien, le plus précieux de ses amis, un homme en qui un si exquis bon sens s'unit à une si délicate modestie, et qui, comme le roi semble avoir voulu le rappeler par cette suprême étreinte, a tant de droits à l'estime reconnaissante de la Belgique et de ses princes.

L'effet moral de cette mort a été de rappeler les conditions qui, à l'époque où nous sommes, peuvent rendre encore utile et efficace la forme monarchique constitutionnelle, et de manifester les élémens de vitalité que possède la Belgique dans le système actuel de l'Europe.

A l'heure présente de l'histoire de la civilisation européenne, la monarchie a perdu sa vieille force de superstition; elle ne peut alléguer d'autre raison d'être que l'utilité déterminée par le temps et les circonstances et subordonnée au consentement des peuples. La monarchie ne peut plus être envisagée que comme une haute magistrature d'une utilité relative. Encore à ce point de vue convient-il d'ajouter que ce sont les nécessités de la politique extérieure, bien plus que les bonnes conditions du gouvernement intérieur, qui expliquent et justifient de nos jours l'existence de la

monarchie chez les peuples européens aptes à la liberté. Il faut que dans leurs rapports internationaux les peuples européens soient représentés par des souverains héréditaires, parce que des peuples arriérés, qui forment par leur masse et leurs ressources de puissans états, ne sont point propres encore à des institutions plus conformes au génie de la démocratie et de la liberté, et parce qu'il est nécessaire, pour contre-balancer les forces aveugles de ces états, de leur opposer une certaine concentration et une certaine perpétuité de pouvoir. C'est ainsi que dans notre vaste association européenne les plus avancés sont contraints de ralentir le pas pour attendre les retardataires. En de telles circonstances, un homme éclairé des lumières de notre époque, qui est appelé, sous les vieilles dénominations monarchiques, à exercer la souveraineté au nom d'un peuple libre, doit comprendre la distinction qui existe entre sa mission extérieure et sa mission intérieure. La formule d'un bon gouvernement libre à l'intérieur était l'autre jour indiquée avec beaucoup d'esprit à Paris même, dans une réunion d'Américains, par le général Schofield : — le meilleur des gouvernemens à l'intérieur est celui qui se fait le moins sentir. — Là est l'excellence de la forme monarchique que comporte encore l'esprit moderne, la monarchie constitutionnelle. Le bon monarque constitutionnel est celui qui n'abuse point des nécessités de politique extérieure, qui motivent surtout son existence, pour imposer arbitrairement son pouvoir sur la politique intérieure; c'est celui qui fait le moins sentir à l'intérieur son gouvernement. Voilà, nous le répétons, la notion moderne de la monarchie qu'il faut opposer à l'anachronisme des théories césaristes. Or c'est ce rôle du roi constitutionnel moderne que le roi Léopold a rempli avec une intelligence et une bonne foi parfaites. Il n'a pris l'action pour lui, et encore dans l'intérêt défensif de son pays, qu'à l'extérieur; à l'intérieur, il a laissé faire son peuple. Il n'a jamais aspiré à imposer aux Belges les caprices de son initiative; il n'a jamais eu la méchante et niaise insolence de leur donner un maître. Il a laissé ce libre pays se gouverner librement et appliquer en toute sécurité le système représentatif à toutes les branches de son administration; il n'a mis aucun obstacle à l'organisation et aux émulations naturelles des partis; il a laissé le pouvoir aux hommes qui s'en sont montrés dignes par leur mérite, manifesté à la grande lumière du jour, et que le vœu de la majorité du pays y appelait. En un mot, sous l'antique pompe du nom de la royauté, il a permis à la Belgique d'être ce qu'elle est naturellement, une jeune république.

Voilà le grand et fécond exemple qui a été donné par le roi Léopold. Jamais il n'a placé son intérêt de dynastie et sa volonté de roi en travers, nous ne disons pas d'un intérêt, mais d'une volonté sincèrement exprimée du peuple belge. Un bruit populaire veut qu'en 1848, sous le coup de la révolution de février, il ait mis en quelque sorte le marché en main à la Belgique et lui ait offert de rendre sa couronne, si elle préférait la république à la monarchie. On cite encore avec éloge cette calme détermination attri-

buée au roi. Le récit est plus légendaire qu'historique. On ne dit point avec quels négociateurs attitrés Léopold eut à discuter une résolution semblable : les hommes qui étaient alors au pouvoir à Bruxelles n'ont point eu connaissance d'une telle transaction; mais, si la forme et les détails de la légende sont inexacts, la pensée qui l'a inspirée est juste au fond. L'instinct populaire ne s'est point trompé sur l'honnêteté intellectuelle et la vraie fierté du roi lorsqu'il a cru qu'il était de ces hommes qui pensent qu'à notre époque l'acquisition et la conservation d'un trône ne valent point un effort de violence sanguinaire et de compression despotique.

Les heureux effets de cette sage conduite du roi Léopold se voient aujourd'hui dans le beau spectacle que donne la nation belge durant l'interrègne. Il y a des gens qui dédaignent la Belgique parce qu'elle n'est point ancienne comme état indépendant, parce qu'ils voient en elle l'œuvre de traités récens et non le travail des siècles, parce qu'elle est petite. Il y a des amateurs de symétrie territoriale qui voudraient, supprimant tout ce qui constitue la vie morale du peuple belge, annexer ses provinces à la France. Toutes ces critiques et toutes ces convoitises se fondaient sur l'hypothèse que la Belgique ne devait une existence viagère qu'à la grande situation personnelle du roi Léopold, et s'étaient donné rendez-vous à la mort de ce prince. L'événement critique est arrivé, et il se trouve que la Belgique s'affirme par une manifestation qui commande à tous la sympathie et le respect. On n'avait oublié qu'une chose dans les pronostics défavorables au royaume créé par la conférence de Londres, c'est qu'il y a un peuple belge qui a pratiqué la liberté sans relâche pendant trente-cinq ans, et qui proteste contre les menaces frivoles adressées à son indépendance avec l'énergie qu'un peuple puise dans de vieilles traditions nationales et dans l'expérience des institutions libres. Les Belges ne sont point aussi jeunes que le veulent dire les diplomates. Leurs libertés et leurs mœurs politiques sont assises sur le fonds vivace des franchises communales. Leur esprit municipal a survécu à la tyrannie espagnole, et à la veille de 1789 la révolution brabançonne, devançant et excitant la nôtre, répondait aux réformes arbitraires de cet initiateur absolutiste qui s'appelait Joseph II. L'œuvre de 1831 ne fut point seulement une combinaison diplomatique, elle ne fut que la reconnaissance par la diplomatie d'une révolution spontanée et populaire placée d'ailleurs sous la sauvegarde de la révolution française de 1830. Il y a une méprisable petitesse d'esprit à vouloir méconnaître ce qu'il y a eu de grand, de généreux, d'utile à la France dans la constitution de la Belgique. Qu'on ne l'oublie point, on était seulement à seize années de distance de 1815, et ce fut alors qu'on ne se contenta point de dire, mais qu'on écrivit dans les faits et dans le droit public de l'Europe que les traités de 1815, en ce qu'ils avaient de plus hostile à la France, avaient cessé d'exister. Une des œuvres auxquelles tenaient le plus nos ennemis en 1815 était la création du royaume des Pays-Bas, qui unissait contre nous la Belgique à la Hollande et nous mettait en

quelque sorte une seconde Prusse sur les flancs. C'était la conception chérie du cabinet anglais et de son représentant opiniâtre, lord Castlereagh. Grâce au courageux soulèvement des Belges, grâce aux inspirations généreuses de 1830, la sainte-alliance fut condamnée à voir démanteler sous ses yeux ce poste avancé du royaume des Pays-Bas qu'elle avait voulu construire contre nous, — et comme c'était l'époque où lord Grey avait fait entrer des idées morales dans le gouvernement de l'Angleterre, un ministère libéral anglais nous aida à défaire l'ouvrage de lord Castlereagh. Nous le répétons, même au point de vue des intérêts extérieurs de la France, la création de la Belgique a été une transaction politique considérable, et on n'en a guère connu depuis lors qui l'ait égalée par la générosité des motifs et l'importance durable des résultats obtenus.

Parmi ces résultats, un des plus heureux est assurément la vitalité démontrée d'un peuple qui a maintenant, pour ainsi dire, la liberté dans le sang, et qui a tiré aux yeux du monde un si grand profit de ses institutions démocratiques et représentatives. Aucun péril intérieur ne menace la Belgique : les deux ardens partis qui la divisent ne sont point en dissidence sur le fond des institutions; ils placent l'indépendance nationale et les libertés publiques au-dessus des intérêts pour lesquels ils combattent; un deuil national qui attire sur eux les regards du monde suffit, on le voit en ce moment, pour les réunir dans une imposante unanimité; n'ayez pas l'idée qu'aucun d'eux, pour soutenir sa querelle, aura jamais le lâche désespoir de livrer la patrie à l'étranger. Enfin il n'y a point à craindre que le nouveau roi, un fils de Léopold, oublie l'exemple qui lui a été donné, et se laisse aller, par une revendication surannée des prérogatives de la couronne, à jeter le trouble dans le jeu naturel des institutions intérieures. Un peuple qui n'a rien à redouter de lui-même dans son gouvernement intérieur semble être armé déjà d'une suffisante sécurité. L'existence de la Belgique est-elle aussi bien protégée contre les accidens extérieurs? C'est le point sur lequel des doutes se sont élevés dans ces derniers temps, quand on a vu par l'exemple du Danemark que la force morale des traités ne défendait plus en Europe les faibles contre les puissans, doutes qui devenaient plus inquiets à mesure qu'on voyait approcher le terme de la carrière du roi Léopold.

Pour peu qu'on y songe, ces inquiétudes paraîtront mal fondées. La Belgique ne pourrait cesser d'exister que de deux manières : ou bien si elle devait aspirer elle-même à fondre entièrement ses destinées dans celles de la France, ou si elle était entraînée dans les combinaisons militaires qui accompagneraient une perturbation générale de l'équilibre actuel de l'Europe. La première hypothèse, celle d'une annexion volontaire, ne pourrait elle-même se réaliser sans des mouvemens politiques qui se feraient sentir à tout le continent. Examinons-la cependant en dehors de tout préliminaire ou corollaire européen. Il est manifeste, dès le premier aspect des choses, que dans la situation intérieure actuelle de la Belgique et de la France l'as-

piration de la Belgique à devenir française est dénuée de vraisemblance, et qu'un pareil vœu ne saurait être non plus soutenu de notre côté par l'opinion démocratique et libérale. Naturellement il faut mettre ici en réserve les questions dynastiques; mais, ces questions écartées, il est évident que la Belgique ne saurait avoir ni intérêt ni goût à échanger son régime politique intérieur contre celui de la France. Quel attrait à lui offrir que de lui demander de renoncer à la liberté de la presse, à la liberté de réunion, à la liberté d'association, à l'élection de ses bourgmestres, aux attributions de ses conseils municipaux et provinciaux, à son système de magistrature élue, à toute cette liberté de discussion et d'élection qui circule à travers la vie politique belge! Qu'avez-vous à offrir aux Belges en échange? La parfaite organisation bureaucratique que l'Europe nous envie, comme disent les Prudhommes absolutistes de chez nous, la gloire et le bonheur d'être administrés en silence? Les conditions du troc ne sont point égales; il n'y aurait aucun parti en Belgique pour les accepter. Le parti clérical à cet égard n'aurait pas le cœur moins haut que le parti libéral. Il faut le dire à l'honneur du parti catholique belge, il est trempé dans des traditions libérales, il est à l'abri de cette peste du cléricalisme absolutiste que nous avons eu la douleur de voir renaître en France avec les réactions de 1851. Dans cet ordre d'idées, on le voit, l'union de la Belgique à la France ne serait acceptable et moralement possible que si cette union ne devait imposer à la Belgique aucun sacrifice de liberté, que si la Belgique pouvait retrouver chez nous ce qu'elle possède chez elle. A ce compte, l'union serait bienvenue chez nous, car elle nous vaudrait bien plus que des territoires, bien plus que des populations à soldats, bien plus que des charbonnages que la liberté du commerce met d'ailleurs à notre portée : elle nous donnerait les libertés dont nous sommes privés, l'achèvement de la révolution française, le couronnement de l'édifice, que nous continuons, paraît-il, à ne point mériter, et qui risque de se faire attendre plus longtemps que l'attique du nouvel Opéra. Si au contraire l'union de la Belgique à la France ne devait point nous enrichir des libertés belges, l'opinion démocratique et libérale n'aurait nul motif de la souhaiter. Si nous ne savons point être libres, plaignons-nous et subissons notre sort; mais du moins ne nous laissons point entraîner, par l'ambition d'une grandeur matérialiste, à supprimer l'autonomie des petits peuples voisins qui nous donnent la preuve constante que l'on peut parler notre langue et conserver la liberté. Semblables au cheval fantastique de Victor Hugo, notre mission à nous est d'être énormes; qu'elle nous suffise, et consentons à laisser vivre les petits qui ont réussi à être libres et à réjouir la dignité humaine sous un moindre volume. Sérieusement ces petites indépendances qui demeurent françaises par tant de côtés, tout en étant séparées de nous, font honneur à notre race, et ce serait pitié qu'elles fussent anéanties. Il y a dans le dernier livre de M. Quinet une belle page sur les services qu'ont rendus en tout temps à notre génie et à l'âme française nos

honnêtes et persévérans réfugiés, les *fuorusciti* de notre histoire. Une pensée semblable vient à l'esprit quand on considère ces petits peuples français de Belgique et de la Suisse romane qui ressemblent à des fragmens détachés de notre système et qui ont acquis une vie propre et indépendante. On dirait des colonies séparées de la métropole, quelque chose d'analogue en petit à ce que les États-Unis sont à l'Angleterre. Échappées aux servitudes de notre histoire, ces heureuses communautés nous précèdent comme des avant-gardes, nous provoquent à émigrer de nos routines, et font reluire devant nous quelques-unes des qualités que nous ne devons point désespérer de posséder un jour. Il est donc d'un vrai patriotisme de leur souhaiter bonne chance et longue vie.

Il n'y a point à discuter l'hypothèse de l'avenir de la Belgique dans un ébranlement qui changerait en Europe l'équilibre des territoires. Rien, grâce à Dieu, n'annonce l'imminence d'une pareille perturbation, dont les conséquences déjoueraient d'ailleurs les prédictions de tous les prophètes. Cependant il ne faut pas se lasser de le rappeler, une seule chose rend encore possible ce terrible jeu des ambitions territoriales et des guerres arbitraires de conquête, c'est l'absence d'une liberté intérieure suffisante au sein des grands états continentaux, c'est cette façon de gouverner à la lanterne sourde qui laisse la paix du monde à la merci des caprices ou des combinaisons secrètes de tel ou tel potentat. Avec des peuples éveillés, voyant clair dans leurs affaires, admis à en contrôler efficacement la conduite, ce péril des ambitions absurdes et inhumaines, des intrigues mystérieuses et des surprises diplomatiques, n'existerait plus. En cela, on peut le dire sans faux orgueil, la France tient en ses mains le sort de l'Europe. Qu'elle fasse un pas en avant dans la voie libérale, et dans tous les pays de l'Europe, même en Russie, où la noblesse de Moscou demande le régime représentatif, la liberté fera irruption sur les despotismes mal déguisés qui nous énervent et nous épuisent; l'ascendant populaire s'imposera aux vieilles politiques des cabinets, les ambitions territoriales n'auront plus de sens et perdront toute force. Il est visible depuis longtemps, depuis les affaires de Pologne et de Danemark, depuis l'échec du projet de congrès proposé par l'empereur, que la seule bonne politique étrangère pour la France est de hâter en Europe l'avènement du régime représentatif large et sincère, et que par conséquent c'est à nous de donner l'impulsion générale par un exemple éclatant et retentissant. En dehors de cette régénération intérieure, il n'y a plus, sous une morne couche d'ennui, qu'un alanguissement universel qui laisse place aux coups de tête; il n'y a point de sécurité certaine et durable, point de confiance clairvoyante dans l'avenir.

Quel contraste entre la Belgique sereine dans son deuil et s'apprêtant à saluer avec un consentement réfléchi son nouveau chef couronné et la malheureuse Espagne qui fait un si mauvais usage de ses institutions parlementaires si tristement faussées! On éprouve un singulier embarras à

parler de l'Espagne. Si l'histoire de ce pays n'était écrite que par les télégrammes officiels, tout semblerait aller suivant l'ordre ordinaire. Il y a là un cabinet malheureusement orné d'un ministre des affaires étrangères trop adonné à écrire des dépêches vides et ampoulées, à susciter à son pays des affaires lointaines et coûteuses; mais ce cabinet, après tout, a pour chef un général distingué, loyal, énergique, le maréchal O'Donnell, qui pourrait, ce semble, donner des garanties à la liberté sans mettre l'ordre en péril. Des élections viennent d'avoir lieu. Sans doute le pays s'est désintéressé de la lutte électorale, — des abstentions nombreuses et notables ont semblé dire que les opinions mécontentes n'attendaient plus rien du jeu légal des institutions; mais les partis ont eu quelquefois en d'autres pays de ces caprices d'abstention boudeuse qui n'ont fait de tort qu'à eux-mêmes et n'ont point eu de conséquences funestes. Il va sans dire que la chambre sortie des élections donne au ministère une majorité considérable. Il semble donc que le gouvernement pourrait marcher, et cependant les préoccupations des Espagnols ne s'arrêtent point à cette surface et se portent en ce moment sur des sujets plus graves. Si l'on peut bien comprendre les agitations qui remplissent Madrid, et dont le télégraphe lui-même laisse transpirer quelque chose, on croirait que ce qui est en jeu, ce n'est point la question ministérielle, — que la partie qui se débat est la question de la couronne, de la dynastie même, au dire de quelques-uns. Une série de contre-temps, de fausses mesures, de maladresses, font maintenant peser sur la personne de la reine le poids de toutes les fautes commises par ceux qui ont pris part depuis vingt ans au gouvernement de l'Espagne. La reine est grosse, elle doit accoucher dans un mois; elle avait quitté Madrid cet été, froissée de la perte de sa popularité dans la capitale; elle avait pris plaisir au contraire à prolonger ses excursions dans les provinces du nord, au sein de populations qui fêtaient sa bienvenue avec enthousiasme. Le choléra survint au commencement de l'automne à Madrid; on sait les cruels ravages qu'il y fit. La première pensée de la reine fut, dit-on, de courir au danger et de le partager avec les Madrilègnes. On n'a pas de peine à le croire, car les adversaires de la reine ne lui ont jamais refusé le courage et la générosité des premiers mouvemens; mais la reine ne fut point maîtresse d'elle-même, elle fut le jouet des influences qui l'entourent, nonnes, confesseurs, médecins, et le reste. On allégua l'hostilité des Madrilègnes, les ménagemens commandés à la femme par sa situation; on la retint confinée dans le château de San Ildefonso, où la camarilla se mit en quarantaine. Le choléra diminuait à Madrid; on finit par la conduire, il y a deux semaines, au Pardo, tout près de la capitale. Ce séjour au Pardo a compliqué la délicatesse qui existait entre la population de Madrid et la souveraine. Il semblait que celle-ci était partagée entre le désir et la crainte d'entrer à Madrid, et l'opposition populaire s'excitait par la peur qu'on en montrait. Les voitures royales lancées à Madrid comme par essai étaient assaillies aux écu-

ries par des attroupemens tumultueux. On annonçait que quarante mille sifflets avaient été achetés et distribués pour faire à la reine à son entrée un accueil outrageant. La reine est donc restée au Pardo; elle ne peut guère braver une émotion comme celle dont on la menace dans l'état de grossesse avancée où elle se trouve. On voit d'ici cette situation lamentable; il y a une conspiration des sifflets dont l'effet certes est bien produit, puisque tous les journaux de Madrid, à ce que nous apprend le télégraphe, la réprouvent et la découragent; il y a pis encore, puisque le parti ibérien, celui qui veut constituer l'unité de la Péninsule en appelant au trône le roi de Portugal, préparait à ce prince des manifestations qu'on n'a cru pouvoir prévenir qu'en le priant de renoncer au voyage de Madrid. La royauté, et ce qui est certes bien plus cruel, la femme avec la reine est tenue en échec. Il n'est pas surprenant que la camarilla effarée qui entoure cette reine abattue et cette femme malade, par peur ou par trahison, fasse entendre à ses oreilles le mot inexorable d'abdication.

Si ce qu'on rapporte de l'étrange crise de la cour d'Espagne est exact, on en ressentira à l'étranger pour la pauvre reine une commisération douloureuse qui ne fera point honneur à la troupe remuante des hommes d'état espagnols. Il faut bien dire enfin la vérité : ce sont les hommes politiques d'Espagne qui ont fait leur reine ce qu'elle est. Ils n'ont pas le droit d'adresser à Isabelle II un seul reproche qui ne rejaillisse contre eux. A été ministre qui l'a voulu, et malheureusement il s'est toujours trouvé à Madrid dix hommes prêts à être ministres quand il s'agissait d'escamoter le pouvoir à la faveur d'une complaisance envers la reine. Isabelle pour son malheur n'a que trop bien connu le milieu où elle vivait et où elle ne rencontrait aucune résistance vigoureuse et sachant commander le respect et la déférence à une tête couronnée. Après tout, les grandes fautes politiques commises par l'Espagne dans ces derniers temps sont du fait des ministres changeans de ce pays, non de l'autorité royale. Est-ce la reine qui a produit le gâchis financier où s'épuise l'Espagne? Est-ce la reine qui a laissé fermer au crédit espagnol les bourses du continent? Est-ce la reine qui a voulu conquérir la république dominicaine, et quoique son nom, aujourd'hui si durement humilié à Madrid, soit mis en avant avec une chevalerie si affectée dans la liste des griefs imputés au Chili, est-ce la reine qui pousse l'Espagne dans une aventure si sévèrement jugée par toutes les autres nations? Nous ne savons ce qui sortira de la crise actuelle. Peut-être quelque bonne inspiration servira-t-elle Isabelle auprès du peuple nerveux de Madrid, ou peut-être succombera-t-elle aux embûches dont elle est entourée. En tout cas, les hommes qui ont gouverné la Péninsule depuis vingt ans ne pourront point dégager de ces événemens l'honneur de leur nom. Quelles espérances pourraient encore donner à leur pays des politiques qui, avec l'étroitesse de leurs idées, l'emphase frivole de leur langage et la flexibilité de leur conduite, ont laissé arriver à ces extrémités honteuses la royauté constitutionnelle d'Espagne?

Le jeune parlement italien s'est enfin constitué, et la chambre des représentans a montré par la composition de son bureau qu'elle incline vers le parti avancé. Ce résultat ne nous surprend point. En général c'est à leur début que les assemblées apportent le plus de vivacité dans leurs opinions : l'âge et le contact des affaires ne les refroidissent que trop tôt. La question d'Italie n'est point d'ailleurs terminée; elle demeure suspendue par deux bouts à Rome et à Venise; cette prolongation d'une situation indécise fatigue naturellement la patience italienne malgré la bonne réputation dont elle jouit. Nous ne craignons point que la tendance un peu avancée qu'ont accusée les premiers scrutins de la chambre compromette la marche régulière et sage de la politique italienne. Il y a là cependant un symptôme auquel on doit prendre garde. Les Italiens ont une raison positive de se montrer un peu moins patiens qu'on ne voudrait, c'est l'état de leurs finances. En face de dépenses qui entraînent des déficits annuels si considérables, il est permis de prendre l'alarme et de demander à en finir d'une façon quelconque. Le véritable intérêt de la session sera dans les questions financières que M. Sella est en train, à l'heure qu'il est, d'aborder résolûment. Nous attendons avec curiosité l'exposé financier du ministre italien. Il est clair que de toute nécessité M. Sella devra demander de grandes économies aux ministères dépensiers et de grandes ressources à l'impôt. Il y aura plus tard sans doute à recourir encore à l'emprunt; mais il serait désastreux de vouloir emprunter avant que le crédit de l'Italie ait été amélioré par l'établissement d'une proportion meilleure entre les recettes et les dépenses. En ce moment aussi, l'Autriche tente sa grande expérience de réorganisation. Le problème que l'empereur François-Joseph cherche à résoudre est la formation d'une confédération, sous l'unité monarchique, d'états peuplés de races diverses. Pour qu'il y ait une bonne solution, il faut que chaque état confédéré soit doté d'une représentation partielle organe de son autonomie, et entre pour sa quote-part dans une représentation générale organe central de la monarchie. Ce problème est des plus compliqués, et il nous semble qu'à s'imposer la tâche de le résoudre, l'empereur d'Autriche a montré autant de loyauté que de hardiesse. Les projets de l'empereur sont heureusement secondés par les races slave et hongroise. La diète hongroise sous la conduite du respectable M. Deak paraît disposée à faire à l'empereur le meilleur accueil. En attendant, c'est dans les provinces allemandes qu'éclatent les murmures et les impatiences. Les représentans des provinces allemandes se vantent à bon droit d'avoir toujours donné à l'empire le concours le plus persévérant et le plus utile; c'est justement parce qu'ils sont les fils aînés de l'empire qu'ils devraient se montrer mieux disposés à seconder une expérience d'où peut dépendre la régénération de la grande monarchie autrichienne. Le centralisme allemand s'est essayé en Autriche sous deux formes, la forme absolutiste avec le prince Schwarzenberg et la forme parlementaire avec M. de Schmerling. Les deux systèmes, quoiqu'on ne

doive point les confondre dans leur inspiration et leurs effets, ont également échoué. Ils n'ont réussi ni l'un ni l'autre à persuader la Hongrie et à la faire sortir de l'espèce de sécession par laquelle elle tenait en échec les forces morales et matérielles de l'empire. Les Allemands ont mis deux fois la main à l'œuvre; il est juste que les autres aient leur tour.

L'arrivée à Paris d'un brave général américain, d'un lieutenant de Sherman, le général Schofield, a fait sensation, comme on aime à dire, dans son pays. Le général venait-il en homme privé ou public? Était-ce un simple touriste, ou nous arrivait-il chargé d'une mission? Était-ce un porteur de paroles, ou un interrogateur officieux que le cabinet de Washington envoyait au cabinet des Tuileries pour causer un peu à fond des affaires du Mexique? Cette curiosité était oiseuse; sans y répondre, le général a trouvé l'occasion de l'éluder gracieusement. Les Américains résidant à Paris, voulant se conformer à l'ordre présidentiel, ont célébré la fête d'actions de grâces en l'honneur du triomphe final de la république. Le général Schofield était présent au banquet et a porté un toast à la perpétuité de l'alliance entre la France et les États-Unis. Nous ne savons si nous nous trompons, mais nous croyons, quant à nous, que la France ne doit appréhender aucun mauvais procédé de la part des États-Unis dans l'affaire du Mexique. Les Américains ne sont ni des ignorans ni des lourdauds. Ils savent que l'entreprise mexicaine n'est point née chez nous d'une inspiration de l'opinion publique, et qu'elle n'a point chance de devenir pour nous l'objet d'une manie nationale. Ils sont assez pratiques pour comprendre que la France est bien plus intéressée à s'en aller du Mexique qu'eux à nous en voir sortir. Le Mexique nous coûte gros chaque jour à nous : l'entretien d'un corps de trente mille hommes, des dépenses dont le remboursement serait bien hypothétique, si le public ne prenait les obligations mexicaines à loterie. Notre entreprise ne coûte rien au contraire aux États-Unis, si ce n'est une atteinte portée à un principe abstrait posé par un des fondateurs de leur politique étrangère, principe qu'il leur suffit de revendiquer verbalement pour mettre à l'aise leur honneur. C'est donc nous qui avons intérêt et devons avoir hâte de convenir avec les États-Unis de quelque chose qui puisse nous permettre de rappeler nos troupes du Mexique. Le jour où une conversation s'entamera sérieusement à ce sujet entre le cabinet français et le cabinet américain, on se trouvera probablement d'abord dans un cercle vicieux. La France dira aux États-Unis : Reconnaissez l'empereur Maximilien, et je ramène mes troupes; les États-Unis répondront : Partez, retirez au nouvel empire la couleur d'une protection et d'une intervention étrangère, et nous reconnaîtrons Maximilien. Mais il faudra bien que le cercle se resserre et qu'on y trouve une issue. Nous le répétons, c'est à nous qui donnons du sang et de l'argent d'être plus pressés de trouver cette issue. Les États-Unis peuvent attendre; ils attendent si bien qu'ils vont réduire leur armée à cinquante mille hommes, effectif qui ne sera guère supérieur aux troupes dont l'empereur Maximi-

lien peut disposer lui-même. Quant aux sentimens que les Américains professent pour la nation française, ils ont été fidèlement exprimés, nous en sommes sûrs, par le président du *meeting* américain, M. Jay de New-York. « L'élément français, a-t-il dit dans une allocution que nous avons été fâchés de ne rencontrer dans aucun de nos journaux, l'élément français a été de bonne heure et largement mêlé à notre sang transatlantique. Parmi les cinq commissaires des états qui signèrent la paix de 1783, il y avait deux descendans de huguenots. Dans la guerre qui vient de finir, comme dans celle de la révolution, des officiers français ont combattu à côté des nôtres, et à côté l'un de l'autre sont suspendus dans notre chambre des représentans, comme un témoignage de la prompte alliance des deux peuples, les portraits de Lafayette et de Washington. Enfin le premier Napoléon nous a cédé pour une chanson en quelque sorte le vaste territoire d'Orléans, qui va de l'extrémité du golfe au Mississipi, où les noms, les mœurs et les traditions perpétuent les plaisans souvenirs de France. » A coup sûr, devant un auditoire français, ces témoignages d'amitié cordiale entre les deux peuples eussent reçu les mêmes applaudissemens unanimes qui les ont couverts dans l'assemblée américaine du Grand-Hôtel.

E. FORCADE.

REVUE LITTÉRAIRE.

QUELQUES ÉCRITS CONTEMPORAINS.

La science, comme la guerre, comme l'art, comme la politique, a ses soldats emportés souvent dans le feu du combat, frappés en plein essor de la vie. Gratiolet, l'éminent professeur mort il y a dix mois, était certainement un de ces soldats, et des plus nobles. Il est tombé sur son champ de bataille à lui, au milieu de ses attachantes et fécondes expériences, presque la main à l'œuvre. Il est passé du travail à la mort à l'improviste, jeune d'âge, — il n'avait pas cinquante ans, — jeune surtout de séve et d'esprit, ayant fait beaucoup déjà et promettant plus encore, à l'heure enfin où ses facultés allaient pouvoir s'ouvrir dans une atmosphère plus favorable. Lorsqu'il y a moins d'une année il se sentait subitement frappé dans son laboratoire et qu'il employait ses dernières forces à gagner sa demeure, sans illusion sur un mal dont mieux que tout autre il comprenait la gravité inexorable, il achevait à peine la révision de cette leçon sur *la physionomie* qui venait de le signaler comme un maître non-seulement de la philosophie naturelle, mais de la parole : œuvre ingénieuse et profonde d'un esprit si fortement armé de science, si vigoureux dans l'analyse, dans la discussion, et en même temps si charmant, si enfant, dirai-je, dans la familiarité. C'est justement cette conférence de la Sorbonne qui, avec des notes et des observations nouvelles laissées par

Gratiolet, forme ce livre *De la Physionomie* (1), dernier et brillant témoignage d'une intelligence façonnée aux plus sévères et aux plus délicates investigations scientifiques, fécondée par la mâle pratique de tous les problèmes de l'organisation humaine.

Le savant était de haute valeur chez Gratiolet, et je n'ai point à le suivre dans les études d'anatomie comparée, les découvertes, les travaux de toute sorte par lesquels il s'est signalé; mais il y avait avec le savant, se mêlant au savant et ne faisant qu'un avec lui, l'homme et le penseur; il y avait l'écrivain, l'écrivain de pure et vigoureuse race qui, dans l'anatomie du système nerveux, a tracé l'analyse des fonctions de l'intelligence humaine, qui a écrit ces pages courantes et neuves sur la physionomie. Fils du midi, né dans une de ces familles où l'éducation première fait les natures saines, élève de l'ancien secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine, l'ingénieux et bienveillant Pariset, qui lui ouvrit la carrière, disciple de l'illustre naturaliste de Blainville, Gratiolet semblait tenir quelque chose de toutes ces influences, surtout de son pays, de sa famille et de Blainville, un de ces hommes de race, d'autorité et d'originalité, dont aucun de ceux qui l'ont approché n'a gardé des souvenirs médiocres. Je me souviens, pour ma part, de m'être trouvé quelquefois, il y a bien des années, auprès de ce maître homme, et j'ai toujours présente cette figure intelligente, éclairée d'un regard si fin, et qui savait se faire si séduisante quand elle n'était pas enflammée par la controverse. Gratiolet, on pourrait le dire, avait de Blainville, et à sa manière à lui, la force et la grâce. Il avait surtout l'intégrité du caractère, qui se manifestait dans sa physionomie ouverte et loyale.

C'était une nature toute spontanée, cordiale, expansive, pleine de feu et d'élan. Au milieu des plus faciles abandons, il gardait je ne sais quelle distinction native. Avec un sentiment supérieur de dignité morale, il avait une véritable candeur. Ambitieux pour la science, il avait de la modestie pour lui-même, et dans les déceptions de sa carrière il ressentait plus vivement ce qui blessait la justice que ce qui blessait ses intérêts. Avec la haine de tous les charlatanismes et des petites transactions, il avait l'indulgence et la bonté du cœur. Il avait enfin beaucoup de choses qui sont d'une nature supérieure et franche et qui n'aident pas toujours au succès immédiat, à l'avancement de la fortune personnelle. Le penseur, en lui, exprimait l'homme et égalait, complétait le savant. L'étude de la nature, aux yeux de Gratiolet, ne se bornait pas à l'analyse patiente et méthodique des phénomènes sensibles de l'organisme humain que le scalpel peut atteindre ou que le microscope peut saisir; il avait un sentiment élevé de l'unité de la science. Pour lui, la biologie n'était qu'une partie de la philosophie. Il aimait à manier les redoutables, les délicats problèmes

(1) Pierre Gratiolet, *de la Physionomie et des Mouvemens d'expression*, suivi d'une notice sur sa vie et ses travaux par Louis Grandeau.

des rapports du moral et du physique, à fréquenter les régions où la physiologie et la psychologie se confondent. Ce n'est pas qu'il se méprit sur les difficultés. Il écrivait un jour, au moment de suppléer Blainville dans sa chaire : « Enfin je vais avoir un public! je lui parlerai gravement de ce que je ne sais pas, de ce qu'on ne saura jamais peut-être. Voilà une affaire bien importante... Allons, d'autres lancent leur citadelle dans les eaux de la mer, moi je vais élever la mienne sur les nuages. Nous sommes dans le siècle des grands aéronautes!... » Mais c'était une raison de plus pour redoubler d'exactitude, de circonspection, de précision, de curiosité hardie dans l'étude des phénomènes naturels, et c'est sur cette solide base de l'observation, de la science expérimentale qu'il asseyait sa forte doctrine. C'était en un mot, chose qui n'est pas déjà si commune parmi les anatomistes de profession, un spiritualiste sincère et résolu, d'instinct et de conviction, un spiritualiste expérimental. Cette croyance lui portait bonheur : elle répandait sur ses travaux je ne sais quelle couleur généreuse; elle animait ses recherches de je ne sais quel feu intérieur; elle lui donnait cet accent qui devenait si facilement éloquent, lorsque, multipliant les preuves et les démonstrations, il arrivait à marquer les signes organiques de la prééminence de l'homme dans l'ordre de la création, et dans l'homme la prééminence de la pensée, de la partie immatérielle, — ou lorsque, démontant, démêlant tous les ressorts de la machine humaine, il montrait dans le jeu extérieur des organes l'expression visible de la nature morale.

Gratiolet était maître de ces problèmes. Il les approfondissait par une étude scrupuleuse, il les fécondait par une intelligence inventive, il les colorait par l'imagination, et il les rendait ainsi saisissables pour le public sans en altérer la grandeur. C'est l'immense différence entre les vulgarisateurs de second ordre, même habiles, et cet éminent esprit. Les vulgarisateurs ordinaires diminuent et abaissent la science, sous prétexte de la populariser et de la mettre à la portée de tous. Lui, il la faisait comprendre en l'éclairant d'en haut; il s'était donné pour idéal de l'animer sans lui rien ôter de sa sûreté, et cet idéal, il le réalisait avec une supériorité charmante dans cette leçon sur *la physionomie* devenue un livre fait pour nous, ignorans et profanes, comme pour les savans, et où le sculpteur, le peintre, le comédien lui-même, peuvent trouver de profitables leçons. Ce n'est plus l'empirisme d'autrefois, déchiffrant au hasard les signes extérieurs; ce n'est plus même seulement la physiognomonique de Lavater, cherchant par un procédé moins douteux, quoique conjectural encore, les caractères et les inclinations dans la forme des traits et le dessin d'un visage : c'est une science nouvelle, coordonnée, qui a ses lois, ses règles, dégagées de l'étude attentive des mouvemens d'expression, non-seulement du visage, mais de tout l'organisme. C'est la philosophie de cet autre langage complexe, mystérieux, mais aussi éloquent et non moins significatif que la parole elle-même. Tout s'enchaîne et tout vit dans cette substantielle leçon.

C'est assurément un des plus brillans modèles de littérature scientifique, et celui qui a écrit ces pages était sans doute destiné par son savoir, par ses idées, aussi bien que par le don de la parole qui était en lui, à exercer un grand et sérieux ascendant; mais il était trop tard. Vingt ans de travail dans les humbles fonctions de préparateur avaient laissé dans cette mâle organisation des blessures que Gratiolet sentait lui-même quelquefois. Il y a, dans la science comme partout, ceux qui font leurs affaires et ceux qui font les affaires de la science elle-même. Gratiolet était de ceux-ci : ce n'est qu'après la plus laborieuse carrière, après avoir suppléé pendant des années M. de Blainville, sans résultat pour sa position, qu'il arrivait enfin au professorat pour tomber presque aussitôt, au moment où l'avenir s'ouvrait devant lui. Gratiolet n'était pas même membre de l'Académie des Sciences! Telle qu'elle est, cette vie de l'auteur de *la Physionomie* n'est pas dénuée d'enseignement. Elle est faite pour prouver à ceux qui entrent dans la carrière que la précision du savoir n'est point incompatible avec la généreuse élévation des doctrines, — j'en appellerais au besoin à ce maître de la science, M. Claude Bernard, — que le spiritualisme va avec tout et couronne tout; elle est faite aussi pour tempérer les trop faciles illusions de ceux qui croient que même avec du talent ils vont tout emporter et se faire leur place sans effort; mais ce qu'elle montre surtout par l'exemple d'une irréparable perte, c'est que, dans le choix des hommes appelés à enseigner, les considérations de la science devraient pourtant aussi avoir leur valeur, et qu'il ne faudrait pas toujours laisser les esprits d'élite se briser, pour cause de jeunesse et d'indépendance, sur le seuil où passe triomphante la médiocrité habile.

Analyser les phénomènes du monde sensible est toujours une œuvre laborieuse et absorbante; analyser les phénomènes du monde moral et politique n'est peut-être pas plus aisé, et l'œuvre est d'autant moins facile que la passion est plus vivement excitée par le mouvement des faits. L'autre jour, je lisais avec l'intérêt qu'inspire naturellement une vive et ardente éloquence le discours prononcé par Mgr l'évêque d'Orléans sur le général de Lamoricière dans la cathédrale de Nantes. Le lieu, les souvenirs, le contraste émouvant d'une si brillante carrière et d'une fin douloureusement obscure, l'éclat de la parole retentissant sur ce sépulcre à peine fermé, tout était fait pour rehausser cette scène où un prêtre, belliqueux lui aussi, venait rendre les honneurs à un soldat en présence de quelques-uns des compagnons d'armes du valeureux mort, devant toute une population sympathique accourue à ces funérailles. Nous sommes un peu désaccoutumés de ces religieux spectacles des oraisons funèbres à la Bossuet. Aujourd'hui comme autrefois ils n'ont pas moins leur grandeur, quand l'homme vaut les hommages qu'on lui rend, quand l'orateur, sans être un Bossuet, est un esprit d'une certaine trempe, et surtout quand la fumée des passions du temps n'obscurcit pas la mâle gravité du langage chrétien. Certes, par sa brillante et honnête renommée,

par l'éclat de sa carrière, par ce sentiment d'honneur qui a dominé toute sa vie, le général de Lamoricière méritait bien tout ce qu'on a pu dire de lui. C'était un de ces hommes comme il s'en trouvera sans doute plus d'une fois tant que la veine française donnera du sang, mais qui plus que tout autre avait de ce vieux sang de la race et savait le prodiguer pour le service, pour l'honneur du pays. Il avait tous les dons d'une nature séduisante et virile, la bonne grâce impétueuse, l'audace spirituelle, le courage riant, l'activité inépuisable et entraînante. Il a eu cette heureuse fortune d'être l'un des premiers, l'un des plus populaires dans cette légion de soldats qui ont fait l'Afrique française par leurs travaux et par leur sang. A mesure qu'on suit ce discours, à mesure qu'on en saisit le plan et le but, une réflexion involontaire vient à l'esprit cependant : si le général de Lamoricière n'eût été que le héros de Constantine ou s'il eût tout simplement commandé un corps d'armée à Magenta, eût-il obtenu ce dernier, ce rare et solennel hommage que lui a rendu Mgr l'évêque d'Orléans? Les montagnes de l'Atlas et les déserts d'Afrique ne sont-ils pas, à parler franchement, des chemins détournés pour arriver au grand, au glorieux champ de bataille de Castelfidardo? En d'autres termes, cette oraison funèbre n'est, je le crains, qu'une apologie, une transfiguration passionnée, mêlée d'invectives contre l'Italie, de cette grande et désastreuse tentative de restauration temporelle du saint-siége dont le général de Lamoricière a été le héros, si l'on veut, mais bien plus encore la victime que le héros.

Tout cela est passé, tellement passé, que l'éloquence de M. Dupanloup semble aujourd'hui un peu échauffée, un peu démesurée. Par une coïncidence singulière, au moment où l'impétueux prélat parlait ainsi de l'héroïque vaincu de Castelfidardo, M. de Mérode, l'organisateur de la campagne de 1860, cessait de son côté d'être ministre des armes à Rome! Le général de Lamoricière s'en va dans la mort, M. de Mérode s'en va dans la disgrâce; le pape négociait hier avec l'Italie et demain peut-être renouera ces négociations qu'on croyait impossibles : voilà le résultat. Que le général de Lamoricière se soit fait un jour, d'un cœur sincère, avec une complète abnégation, le soldat du pape, comme il le disait, qu'il n'ait vu que le côté juste et généreux dans cette cause qui venait tenter son impatience d'action, dans ce rôle de défenseur d'une citadelle démantelée, ce n'est pas là ce qui est en doute. Le malheur des choses a été pour lui, la faute n'est point à lui. La faute est à la pensée aventureuse d'où est sortie cette entreprise sans avenir possible; la faute est à ceux qui, fermant les yeux sur tout, ont cru que pour refaire la papauté temporelle il n'y avait qu'à l'armer, à lui donner des soldats et des arsenaux, à la présenter dans une attitude guerrière, sous l'éclair de l'épée d'un chef victorieux, et à la retrancher ainsi dans l'inflexibilité de la résistance. Ils n'ont pas vu que pour le saint-siége se remettre au sort des armes c'était tenter la force, ou tout au moins la mettre à l'aise en lui donnant un prétexte, et la force a répondu; ils ont voulu faire une expérience, et l'expérience a prononcé. Leur erreur souve-

raine a été de ne point s'apercevoir que nous n'étions plus tout à fait au temps de Charlemagne ni même au xv[e] siècle, et que le saint-siége, pouvoir d'un ordre tout moral désormais, se défendait beaucoup mieux sans soldats et sans armes, par sa faiblesse même. Si on eût mieux compris cette puissance de la faiblesse, on eût évité Castelfidardo. Et qui sait si les Italiens eux-mêmes ne se fussent point arrêtés avant de passer ce Rubicon, avant de se jeter sur un pouvoir désarmé, résolu à ne point se défendre? Dans tous les cas, il ne pouvait assurément arriver pire à la papauté, et, placée d'ailleurs sous la protection de la France à Rome, elle pouvait attendre sans souffrir de ce spectacle offert au monde, laissant les Italiens beaucoup plus embarrassés, à coup sûr, d'une telle victoire qu'ils ne l'ont été après leur courte campagne des Marches. La vérité est qu'avec le général de Lamoricière, dont la vie a été attristée par ces revers, c'est la papauté temporelle qui a souffert le plus; elle a payé pour les aventureux et les absolus qui l'ont mise dans cette extrémité de triompher tout entière par les armes ou de périr tout entière. On a voulu tout ou rien. On n'a eu rien, — rien du moins de ce qu'on voulait; on n'a eu qu'une irréparable défaite que M. Dupanloup s'est vainement efforcé l'autre jour de transfigurer dans la chaleur de son éloquence.

Et de même, dans un autre ordre d'idées, c'est assurément la plus dangereuse des politiques d'engager la papauté, comme pouvoir moral, dans une lutte ouverte avec le courant des choses, de mettre son salut au prix de l'abdication du monde moderne, de l'armer de tous ses *non possumus*, comme on le fait trop souvent, comme vient de le faire encore une fois M. Keller, ancien député, dans son livre sur *l'Encyclique et les principes de 1789, ou l'église, l'état et la liberté*, livre sérieux, convaincu assurément, très sincère, un peu lourd, un peu nuageux, et procédant après tout de ce genre d'inspiration qui, dans la sphère temporelle, a valu au saint-siége le *triomphe* de Castelfidardo. Si les questions religieuses ne gardaient pas un intérêt de tous les instans et n'avaient pas toujours leur à-propos, parce que plus que jamais elles se mêlent à tout, on pourrait dire que ce livre ressemble un peu à un coup de feu perdu après le combat. Il y a un an déjà que l'encyclique a retenti dans le monde, ravivant un moment cet éternel problème des directions morales du temps. M. Keller n'a point été des premiers à prendre sa ligne de bataille; il arrive du moins sur ce terrain, un peu délaissé aujourd'hui, avec un travail qui a l'ambition de dire le dernier mot de l'œuvre pontificale du 8 décembre 1864, de résumer toute une philosophie catholique, toute une théorie religieuse et sociale. M. Keller interprète, commente l'encyclique, il l'exagère même peut-être et il en dépasse la portée réelle, car il est une chose que ces théoriciens de l'absolu semblent ne pas comprendre, qu'ils méconnaissent le plus habituellement: c'est que la papauté est infiniment plus flexible, infiniment plus politique qu'ils ne la font. Elle sait reconnaître la puissance des choses, tout en proclamant de temps à autre l'immutabilité

de ses doctrines traditionnelles; elle souffre ce qu'elle ne peut empêcher, et, sans aimer les nouveautés, elle traite avec elles, au risque de laisser quelquefois ses aventureux conseillers, comme des sentinelles perdues, continuer le combat contre un ennemi avec lequel elle a déjà fait amitié. M. Keller n'est pas de ceux qui admettent les transactions, et il n'y va pas de main légère. Pour lui, le monde roule dans la corruption et la décadence depuis 1789, depuis qu'il s'est livré à l'avilissante fascination des idées modernes; il faut qu'il revienne en arrière, qu'il se repente, qu'il frappe d'un éclatant désaveu les principes de 1789 et tout ce qui en est sorti; il faut qu'il reconnaisse que tout ce qu'il a cru et pensé depuis quatre-vingts ans n'est qu'illusion. — Plus d'illusion, plus de pseudo-catholicisme libéral, plus de vains ménagemens pour les infatuations de l'esprit moderne! Et ainsi toujours, après bien d'autres, M. Keller en revient à ces théories d'un catholicisme absolu qui n'ont rien de nouveau, qu'il ne rajeunit pas et qui restent ce qu'elles sont, un excès d'imagination se substituant à une véritable conception religieuse.

Tout ou rien, c'est bientôt dit, et en réalité à quoi cela peut-il conduire? Qui donc peut se laisser prendre à ces semblans d'une logique supérieure du haut de laquelle il est si facile de se donner des airs de penseur? Que M. Keller décrive les faiblesses et les profonds malaises du monde moderne, il se rencontre sur ce terrain avec tous les esprits réfléchis; mais l'influence religieuse, dont il proclame la nécessité, comment prévaudra-t-elle? est-ce par les moyens temporels, par l'appui du pouvoir civil, en un mot par la force, sous quelque apparence qu'elle se déguise? Au fond, toute la question est là; elle est dans ce petit mot : « L'église a-t-elle le droit d'employer la force? » et ce simple mot contient toute la question du temporel, des rapports de l'idée religieuse avec les sociétés. M. Keller se fait peut-être l'illusion qu'il aura guéri les maladies morales de notre temps, que notre monde sera sauvé parce que les articles organiques seront supprimés, parce que l'église aura retrouvé des droits temporels, parce que les corporations auront reconquis leur toute-puissance, parce que l'état prêtera le secours de sa force et de ses lois à l'influence religieuse : il n'aura remédié à rien, il n'aura fait que restaurer très artificiellement un ensemble de choses qui a existé et qui a croulé devant les revendications de la conscience humaine pour ne laisser place qu'à la lutte des forces morales dans la liberté.

Sans doute il est plus commode de charger l'état de faire la paix autour d'une doctrine religieuse, de régner exclusivement et sûrement en tolérant tout au plus les dissidens qui ne font pas de bruit. La liberté est orageuse; elle contraint à veiller, à lutter, à se tenir au niveau de toutes les grandes questions qui s'élèvent, à se respecter les uns les autres; mais où donc la paix dans la domination a-t-elle été promise à ce monde livré aux disputes des hommes? A travers les inconvéniens qu'elles entraînent, ces luttes elles-mêmes ont assurément une vertu plus féconde, une no-

blesse qui relève l'âme humaine. Et puis entre les deux systèmes, entre le temps ancien et le temps nouveau, quel est donc en vérité celui qui est le plus favorable à l'influence religieuse? Où en était le monde vers cette heure de 1789 qu'on nous propose lestement d'effacer et qu'il est de bon ton aujourd'hui, dans certaines sphères, de railler presque agréablement? La religion était-elle si florissante? Les mœurs étaient-elles plus pures? Les membres de l'église étaient-ils des modèles de science et de vertu? Le progrès social avait-il pris un développement qui a été tout à coup interrompu par la révolution? Où donc la domination ecclésiastique a-t-elle conduit particulièrement les états pontificaux? Ici, il faut l'avouer, M. Keller est obligé de se jeter dans des explications un peu embarrassées; il dit que « Rome est le centre où les misères de tous les temps et de tous les peuples sont venues se réunir et exercer sans relâche une influence fatale. » Retournant un mot de Lacordaire, il assure que ce n'est pas le saint-siége qui est un gouvernement d'ancien régime, que ce sont les Italiens qui sont devenus des peuples d'ancien régime. Comprenne qui pourra. — Quels sont au contraire les résultats de l'ordre nouveau partout où il a prévalu? La liberté, par la séparation des pouvoirs, n'a-t-elle pas vu les chaires retrouver leur ascendant, les ordres monastiques reparaître, la science rentrer dans les études, dans les travaux d'apologétique chrétienne? Il faut bien cependant juger les régimes par leurs fruits. Comparez les deux époques : j'aime mieux pour ma part, même dans cet ordre religieux, le temps qui produit Mgr Darboy, archevêque de Paris, et Mgr l'évêque d'Orléans, que le temps qui a produit le cardinal de Rohan, et ce serait presque une naïveté d'opposer ce présent à ce passé, si à tout instant ne revenaient ces vaines apologies où la frivolité se cache sous des airs de profondeur.

Oui certes, ce temps, qu'on représente souvent comme entièrement perverti dans son esprit, et à qui on fait l'obligation de répudier tout d'abord ce qu'on nomme les idées modernes, ce temps vaut mieux que beaucoup d'autres temps, à n'en juger que par le côté religieux. Il ne faut pas que l'influence de ces idées soit si funeste, puisque nos églises, et, entre toutes, celles qui ont le plus vécu dans cette atmosphère, valent mieux assurément que les églises de bien d'autres époques. La papauté, même dans le naufrage de son pouvoir temporel, et peut-être à cause de ces épreuves, vaut mieux que la papauté telle qu'on l'a vue à bien des momens de son existence. Les élections des papes ne laisseront plus voir les scènes que M. Petruccelli della Gattina raconte dans l'*Histoire diplomatique des Conclaves*, qu'il achève aujourd'hui. Bannissez la politique, que d'intrigues de moins! Une histoire des conclaves, dis-je, c'est aussi une histoire morale, philosophique de l'Italie : œuvre passionnée, un peu enluminée de couleurs voyantes, mais copieuse et instructive. L'auteur est trop Italien, il a l'imagination trop ardente pour ne pas céder au ressentiment qu'éprouvent beaucoup d'Italiens contre la papauté politique et pour garder autant d'impartialité qu'il se le propose. Son livre fait du moins pénétrer dans des ré-

gions peu frayées, curieuses, à la lumière de documens recueillis dans toutes les archives, à Paris, à Londres, à Florence, à Turin, et ces documens laissent entrevoir toute une partie intime du passé romain, où ce n'est pas précisément l'intérêt de la religion qui triomphe toujours, tant il est vrai que les théoriciens comme M. Keller, qui préconisent le passé et jettent sans cesse l'anathème au présent, ne prouvent pas essentiellement ce qu'ils voudraient prouver et risquent fort d'aller contre leur but.

La vérité en cela, comme en tout, n'est point sans doute une question de mesure. Elle existe par elle-même, indépendante et souveraine. Avouez cependant que la mesure ne nuit point à la vérité. Et la mesure n'est pas seulement dans la forme, elle est dans l'inspiration, dans le choix du point de vue, dans l'équité désintéressée d'un esprit qui brave les habitudes, les préférences, les préjugés de partis, qui ne s'asservit ni à son rêve ni à son idée. La mesure est surtout nécessaire dans la critique, dans cette vie multiple et dévorante qui fait sans cesse passer du vieux au nouveau, du livre d'hier au livre d'aujourd'hui, de l'histoire au roman et à la poésie. Après cela, je ne dis pas qu'elle ne gêne quelquefois un peu l'audace. L'auteur des *Nouveaux Essais de Critique et d'Histoire,* M. Taine, tiendrait sans doute, lui, pour l'audace. C'est un esprit fortement nourri et inventif dans l'analyse. Sa critique est moins une causerie ailée et libre qu'une science coordonnée, une science d'observation et d'expérimentation. Ses *Nouveaux Essais de Critique et d'Histoire* ne sont qu'une application de plus de cette science, qui se compose à la fois d'étude et d'invention, de curiosité analytique et d'interprétation. La critique de M. Taine est, à vrai dire, une énergique analyse des idées et des caractères, une vigoureuse anatomie des phénomènes de l'esprit. C'est le procédé invariable de l'auteur dans ses investigations. De là ce qu'il y a de neuf, de substantiel, d'original dans sa manière, et ce qu'il y a aussi quelquefois d'un peu uniforme. Le procédé de M. Taine, disais-je, est dans l'anatomie des phénomènes moraux, dans le rapport de ces phénomènes avec les circonstances, avec les lieux où ils se produisent, avec les époques. Il se complète par le classement de ces phénomènes dans un certain ordre d'après un système. C'est là souvent la source de jugemens neufs ou ingénieux, c'est aussi là quelquefois la source d'aperçus simplement spécieux. Le livre de M. Taine n'en est pas moins, comme tout ce qu'il écrit, de ceux qui font penser, que l'on peut contredire, mais où se manifeste toujours un esprit de forte trempe et de séve vivace.

CH. DE MAZADE.

—

THÉATRE-FRANÇAIS.

Le public a été fort désappointé l'autre jour au Théâtre-Français, et les auteurs de *Henriette Maréchal* doivent savoir maintenant ce qu'il en coûte de promettre des hardiesses aux spectateurs quand on n'a guère à leur offrir que des réminiscences triviales. M. Théophile Gautier, dans un élé-

gant prologue, a eu beau demander grâce pour l'audace des deux écrivains; personne ne s'y est trompé, personne n'a pensé que ce fût un coup de génie de transporter les folles danses du bal de l'Opéra sur la scène de la Comédie-Française. Sans doute, même de cette peinture équivoque risquée à propos et encadrée avec art, un écrivain de talent eût pu faire jaillir une idée neuve qui vînt justifier son œuvre et l'absoudre. En voyant parmi les masques du bal ce *monsieur en habit noir* qui, à la veille de se marier, noie sa raison dans l'ivresse, insulte ses compagnons de débauche, s'avilit lui-même avec une gaîté convulsive, produit une sorte d'émeute charivarique dont les ricanements grossiers exaltent encore sa folie, on pouvait se dire : Ne serait-ce pas là le sujet d'une étude psychologique où apparaîtront enfin les hardiesses qu'on nous promet? Cet être blasé, dégradé, n'aurait-il pas encore une étincelle qui va jaillir au choc des événemens de la nuit? Il y a un dernier reste d'élégance dans sa voix éraillée. C'est un artiste peut-être, un grand enfant, un cœur où tout n'est pas mort, — et je me rappelais les beaux vers de l'auteur des *Iambes* flétrissant ces saturnales, il y a trente ans, dans le recueil même que MM. de Goncourt ne craignent pas de citer à ce triste endroit de leur pièce. La *Revue* a eu le malheur d'être un peu trop compétente dans l'appréciation de deux écrivains également et fraternellement médiocres; on lui répond aujourd'hui par la bouche d'un masque aviné. En vérité ce n'est pas nous qui avons à nous plaindre, et nous pouvons juger l'œuvre nouvelle sans être soupçonnés du moindre sentiment de rancune. Quelles sont donc les hardiesses dramatiques dont ce premier acte est le prélude? Une banale histoire d'adultère compliquée d'une rivalité non moins banale entre la mère et la fille. Pour relever ces vieilleries par quelque haut goût de corruption, les auteurs ont fait du personnage principal un jouvenceau imberbe séduisant une femme dont il pourrait être le fils. Nulle étude des passions, nulle peinture des luttes de l'âme; la mère n'a horreur de son ignominie qu'au moment où elle apprend que sa fille aime chastement, silencieusement, le jeune et ridicule étourneau. Cette scène de remords aurait pu produire un certain effet, si elle fût arrivée à point; mais toutes ces choses, la passion aveugle du jeune homme, la lâcheté de la mère, la douleur de la fille, la découverte de l'adultère, la vengeance inepte, le coup de pistolet du père tuant sa fille par méprise, tout cela est heurté, saccadé; n'y cherchez pas la plus légère notion des devoirs de l'art et des lois de la scène. La conclusion de ces belles aventures, c'est cette vérité incontestable : qu'il est dangereux pour une honnête femme de se risquer au bal de l'Opéra. Telles sont les *hardiesses* de *Henriette Maréchal!* Le style est à la hauteur des idées. On ne sait vraiment s'il faut applaudir ou plaindre les comédiens qui ont prêté leur diction habile à ces étranges dialogues, et qui luttent inutilement chaque soir contre les huées et les sifflets. F. DE LAGENEVAIS.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXV[e] ANNÉE.

NOVEMBRE — DÉCEMBRE 1865.

Livraison du 1[er] Novembre.

Livraison du 15 Novembre.

Livraison du 1er Décembre.

Livraison du 15 Décembre.

Paris. — J. CLAYE, Imprimeur, 7 rue Saint-Benoît.